

**L'Australie  
n'achètera pas  
l'avion  
Mirage-2000**

LIBRE PAGE 38

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.00 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.;  
Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique,  
19 fr.; Canada, 5,00 \$; Côte d'Ivoire, 180 F CFA;  
Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-  
Bretagne, 30 p.; Grèce, 50 dr.; Iran, 65 rls.;  
Italie, 300 L.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 13 fr.;  
Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,  
27 esc.; Suède, 150 F SFA; Suisse, 3 fr.;  
Soudan, 1,20 S.S.A.; 95 rls.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 28

S. RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. Paris 65 55 72  
Tél. : 246-72-23

## L'effervescence dans le monde islamique

- **ARABIE SAOUDITE** : l'armée a pris d'assaut la grande mosquée de La Mecque pour libérer les otages
- **IRAN** : les États-Unis renforcent leur dispositif militaire dans la région du Golfe
- **PAKISTAN** : l'ambassade américaine est attaquée et incendiée à Islamabad

### Un jeu sans règles

Longtemps, les États-Unis n'ont pas eu au Proche-Orient d'allié plus déterminé, et militairement mieux équipé, que l'Iran. On sait ce qu'il en est advenu. L'Arabie Saoudite, second point d'ancrage dans la région, donne à son tour des raisons d'inquiétude à Washington. Ce qui vient de se passer dans le lieu le plus saint de l'Islam, qu'il s'agisse de l'opération isolée de fanatiques religieux ou d'une « retombée » limitée de la révolution iranienne, témoigne d'un risque de déstabilisation du régime qui, même s'il a pris quelques distances en désapprouvant la « paix américaine » du président Sadate, demeure l'un des mieux disposés et des plus puissants des alliés de l'Amérique.

Parlent dans le monde musulman, la haine farouche de l'Occident, l'égard de la « puissance satanique » qui héberge le chah inspire des émeutes. À Islamabad, l'ambassade américaine est prise d'assaut par de jeunes émeutiers. Par son caractère insolite, le défi lancé par Téhéran au monde — à penser que tous les moyens sont bons. Le dernier tabou subsistant en matière de relations internationales qui interdisait à un État de s'en prendre aux diplomates présents sur son sol y a été enlevé. Le plus étonnant est que cela se soit fait dans un climat de réconciliation générale. Les États-Unis ont attendu le 20 novembre pour constater, avec M. de La Palice, que la détention continue de personnel de l'ambassade d'un État étranger en tant qu'otages constitue une violation du droit international et pour « appeler » le gouvernement iranien à y mettre un terme.

Que peuvent faire les États-Unis — si mollement soutenus par leurs alliés — face à ce défi sans précédent ? En agissant la menace de l'intervention militaire, sans doute à l'usage de son opinion intérieure, le président Carter n'oublie pas qu'elle est impraticable dans une capitale en état d'effervescence où il ne pourrait que faire massacrer ses ressortissants. En invoquant la charte des Nations unies, qui reconnaît aux États un « droit d'autodéfense individuelle et collective », d'ailleurs limité au cas d'une attaque armée, — le président américain ne fait qu'élever une position juridique dans une affaire où les textes sont bien ce qui compte le moins.

En fait, Washington est bien en peine de définir une politique des lors que les lois régissant toute négociation sont ignorées par un État qui séquestre le personnel d'une mission diplomatique avant de le déferer à ses tribunaux. De la crise iranienne, les États-Unis peuvent seulement tirer la leçon qu'ils doivent soutenir leurs amis encore plus fermement qu'à l'ordinaire. À cet égard, la maîtrise de la stabilité du régime saoudien est pour eux, peut-être, le point le plus crucial. Faut-il pour autant, instruits par cette mésaventure, mesurer un peu mieux à l'avenir la charge passionnelle de certaines décisions, comme l'admission — visiblement décidée à la légère — de « l'ennemi du peuple iranien » sur leur territoire.

Cette montée de l'irrationalité est de nature à inquiéter tous les États, solidaires au moins sur ce point. Ainsi, au sommet arabe de Tunis, les thèses les plus violentement anti-américaines n'ont pas été confortées par les événements de Téhéran. De toute évidence, souverains et chefs d'État ne sont pas disposés à aller beaucoup plus loin que leur condamnation, déjà portée à Bagdad, de la « paix séparée » égypto-iranienne et de son « élan » américain. Même la Libye ne semble pas vouloir vraiment la « guerre économique totale » que, dans ses proclamations, elle préconise envers les États-Unis. Même ceux qui récusent avec raison la règle du jeu qui leur a été si longtemps imposée s'accrochent difficilement d'un jeu sans règle.

● **À LA MECQUE**, les troupes saoudiennes ont pris d'assaut, ce mercredi matin 21 novembre, la grande mosquée occupée depuis mardi par un « groupe armé » non identifié et ont libéré les otages détenus par les assaillants. Selon l'agence de presse koweïtienne, qui fait état de cette information d'origine gouvernementale saoudienne, « la situation à la grande mosquée et dans la ville de La Mecque est redevenue normale ».

La plus grande confusion règne sur le déroulement de l'opération qui, selon le ministère de l'Intérieur saoudien, serait le fait de « renégats » de l'Islam. De même, le nombre des victimes — morts et blessés — qui, selon certaines informations en provenance de Djeddah, serait important, n'a pas été précisé.

C'est le prince héritier Fahd d'Arabie Saoudite, qui se trouvait à Tunis où se déroule le sommet ministériel de la Ligue arabe, qui aurait ordonné mercredi de la capitale tunisienne — où il se trouve toujours

— de prendre d'assaut la grande mosquée de La Mecque. Mardi soir, les membres de l'entourage du prince affirmaient que « cet incident était beaucoup moins important que ne le laissent entendre les informations en provenance des États-Unis » et que l'ampleur de la prise d'otages avait été délibérément grossie « en vue de faire dévier le sommet de ses objectifs et d'y créer la confusion ».

● **À ISLAMABAD**, des groupes d'étudiants pakistais, arabes et iraniens ont attaqué et incendié, ce mercredi, l'ambassade américaine. Des coups de feu et des explosions ont été entendus dans l'enceinte de l'ambassade, où les émeutiers se sont installés. Le centre culturel américain de Rawalpindi, ville voisine d'Islamabad, a aussi été incendié, et la police n'est pas intervenue. Des émeutiers ont affirmé agir pour protester contre l'attaque de la grande mosquée de La Mecque, qu'ils considéraient comme « un acte de provocation américaine et israélienne ».

● **À TEHERAN**, la libération des treize otages américains n'a pas réglé la crise entre l'Iran et les États-Unis. Bien au contraire, les nouvelles déclarations de l'imam Khomeiny, assurées, mardi, que les quarante-neuf otages toujours retenus à l'ambassade seraient jugés comme espions si le chah n'était pas extradé par le gouvernement américain, ont exacerbé la tension. Pour la première fois, depuis le début de la crise, le président Carter a laissé entendre officiellement qu'il n'exclut plus le recours à la force pour s'opposer à la tenue d'un procès contre les diplomates américains, et Washington renforce sa présence militaire dans la région. Dans la capitale iranienne, plusieurs centaines de milliers de manifestants ont envahi, ce mercredi matin, les abords de l'ambassade des États-Unis aux cris de : « Mort à Carter ! », « Mort au chah ! ». Faisant allusion à la menace d'intervention militaire du président Carter, la foule criait : « Carter, viens te battre avec nous, si tu l'oses ! ».

### Une action directe semble exclue

Washington. — M. Carter a franchi un important degré dans l'escalade de la crise avec l'Iran en laissant entendre officiellement, pour la première fois depuis la prise d'otages du 4 novembre, qu'il n'exclut plus l'emploi de la force pour empêcher l'organisation d'un procès contre les quarante-neuf Américains encore détenus à Téhéran. Informé mardi après-midi 20 novembre, lors qu'il se reposait à Camp David, de la déclaration télévisée de l'imam Khomeiny confirmant son intention de faire passer les otages en jugement si le chah n'était pas extradé, le président regagnait en hélicoptère la Maison Blanche pour conférer avec ses conseillers, parmi lesquels figuraient le ministre de la défense, M. Harold Brown, et le chef d'état-major, le général David Jones. Une brève déclaration était diffusée peu après, démontrant l'avance un acte qui serait « une violation flagrante de la loi internationale et des principes religieux fondamentaux ». Le texte poursuivait : « Les États-Unis recherchent une solution pacifique à ce problème par l'intermédiaire des Nations unies ou de tout autre canal utilisable. Cela est de loin préférable aux autres remèdes dont disposent les États-Unis. De tels remèdes sont explicitement reconnus par la charte des Nations unies. Le gouvernement de l'Iran doit reconnaître la gravité de la situation qu'il a créée ».

De notre correspondant

avions, avait reçu l'ordre de quitter sa base des Philippines pour faire mouvement vers l'océan Indien et les alentours de la péninsule Arabique, où se trouve depuis un semaine déjà — sans publicité, apparemment — le *Mig-23*, un autre porte-avions de 60 000 tonnes. Chacun de ces navires est escorté d'une demi-douzaine de bâtiments de soutien : le contingent naval américain dans la région est ainsi doublé.

On précise au ministère de la défense qu'aucune unité américaine n'a été mise en état d'alerte et qu'aucun ordre n'a été donné pour une quelconque opération. On fait valoir chez les spécialistes que ces porte-avions ont bien peu de chance de pouvoir

être utilisés directement pour le sauvetage des captifs. Une opération en force menée à cette fin nécessiterait des hélicoptères utilisant une base terrestre dont les États-Unis ne disposent pas à proximité (en février dernier déjà, il avait été envisagé d'utiliser des « marines » pour renforcer l'ambassade déjà menacée par des manifestants, mais la Turquie avait refusé de prêter son territoire). Enfin et surtout, les pertes seraient de toute façon très grandes. En premier lieu parmi les otages.

En revanche, une action militaire indirecte ne peut être exclue, telle qu'un blocus des côtes de l'Iran ou autres opérations à terre.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 6.)

### Religion et politique

Les premières informations concernant l'occupation de la grande mosquée de La Mecque ont été rendues publiques dans la soirée de mardi à Washington de « sources officielles ». Selon cette version, les assaillants armés, au nombre d'une centaine, seraient des Iraniens et des Yéménites appartenant à la minorité chiite. Ils retiendraient une trentaine d'otages dans l'enceinte de la mosquée, qu'ils auraient occupée à l'issue de violents combats avec les forces de l'ordre. Une ancienne personnalité gouvernementale, dont l'identité n'est pas révélée, aurait été tuée au cours des affrontements qui semblent avoir pris fin à la tombée de la nuit.

Le département d'État a confirmé, de son côté, que toutes les communications étaient coupées avec l'Arabie Saoudite. Le secrétaire américain au Trésor, M. William Miller, qui devait se rendre ce mercredi à Riyad pour des discussions économiques, a fait savoir que son voyage n'était pas annulé.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le ministère saoudien de l'Intérieur rompt le silence en publiant un communiqué relatant la responsabilité de l'opération sur un « groupe de renégats ». Selon ce communiqué, ce groupe a « profité de l'occasion de la prière de l'aube de la journée de mardi, premier jour de l'an 1400 de l'hégire, et s'est infiltré au lieu saint de l'Islam à La Mecque. Les membres de ce groupe étaient armés ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 5.)

## Un piège pour Satan

par ANDRÉ FONTAINE

« C'est un cataclysme pour les États-Unis, la première révolution sérieuse depuis 1917 en termes d'impact mondial ». C'est ce qu'a exprimé ce jugement, dans une interview à *Time Magazine*, à propos des événements d'Iran, n'est pas n'importe qui, puisqu'il s'agit de M. Schlesinger, qui a été le ministre de la défense de M. Nixon et Ford et, jusqu'à l'été dernier, le « star de l'énergie » de M. Carter. Enfoncée Hitler, les militaires japonais et Mao ! Le défi d'un vieillard obstiné, nostalgique du Moyen Âge musulman, qui identifie, selon

ses propres termes, l'Amérique à Satan, lui fait courir un péril plus grave que ce que Jules Monnerot avait cru pouvoir appeler il y a vingt ans « le danger communiste ». L'idéologie universaliste du communisme, pourtant appuyée sur un empire immense, de fantastiques réserves de matières premières et une armée surpuissante.

De quels atouts dispose donc l'imam Khomeiny ? État multinational, dont les populations allogènes — Arabes, Kurdes, Azéris, Turkmènes, Baloutches — supportent assez mal la tutelle du pouvoir central, l'Iran vibre, sur le plan économique, plus qu'il ne vit, à l'achète à l'étranger, et notamment aux États-Unis, une partie importante de son alimentation. Il est forcé d'exporter assez de pétrole pour couvrir ses importations.

L'armée est très forte sur le papier, mais on peut s'interroger sur le loyalisme à l'égard du nouveau régime de nombre d'officiers, formés en Amérique, et qui paraissent avoir singulièrement pris goût au modèle occidental. Il en va de même d'une grande partie de la bourgeoisie d'affaires et de l'intelligentsia.

Il est clair comme le jour que la force de l'imam n'est pas pour l'essentiel matérielle. Elle résulte de sa propre conviction et du soutien qu'il continue de trouver auprès d'un peuple exalté par l'idée de la lutte — on pourrait dire de la guerre sainte — menée contre un impérialisme jugé coupable de tous les crimes. Elle résulte aussi de la faiblesse de ceux auxquels il se mesure et qui n'ont guère cessé, concernant l'Iran, de commettre des bévues.

(Lire la suite page 7.)

**M. Giscard d'Estaing à la télévision le 27 novembre**

La quatrième émission de la série « Une heure avec le président de la République » aura lieu mardi 27 novembre, à 20 h, en direct sur la 1<sup>re</sup> chaîne. Le président de la République sera interviewé par Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Gérard Saint-Paul. L'assemblée des affaires intérieures et internationales devrait être évoquée à cette occasion.

### « LE DÉCIDEUR », DE BERTRAND SAINT-SERNIN

#### Socrate gestionnaire

Est-ce parce que le besoin d'une boussole n'a jamais été autant ressenti ? Est-ce parce que l'autorité se dilue au fil des modes d'organisation de la société ? Les « décideurs », en tout cas, sont à la mode. Dans les affaires ou dans l'administration, on leur consacre des interviews, voire des livres.

Celui que Bertrand Saint-Sernin consacre au « Décideur », ne s'adresse pas à l'amatour d'ancêtres ou d'un bréviaire pour l'action. C'est l'ouvrage d'un philosophe — actuellement recteur d'académie, — qui s'est mis en tête de pousser le plus loin possible l'analyse de la fonction de dirigeant, ou plus exactement de responsable. Et cela donne deux cent vingt pages d'un des textes les plus denses qu'on ait jamais lus sur le sujet.

De quoi est fait un décideur ? Comment décrit-on son anthropologie ? M. Saint-Sernin revient quatre fois, autour de laquelle il brode avec les premiers éléments figurant dans tout processus individuel de décisions. Le « décideur » inspire ressentit avec force, sur des registres variés, des impressions fines et riches, qui comprennent aussi « des liens affectifs et comme instinctifs avec les êtres et les choses ».

Deuxième faculté du « décideur » : l'imagination inséparable de la « mémoire du cœur », dont la fonction « primordiale est de « concevoir l'avenir spirituel, c'est-à-dire artistique, législatif, institutionnel, qui correspond à l'univers des productions et des forces créées par la technologie ». On voit à quel niveau de conceptions, notre auteur situe celui qu'il met en scène !

Le décideur est aussi un maître de symboles, de langage, de descriptions, véhiculant les informations, le commandement, les valeurs et les lois. « Il n'y a, en fait, que deux formes du langage dont la vocation soit d'exprimer universellement la réalité : la poésie et la science. L'une mobilise les ressources de la représentation et de l'impression ; l'autre celle du concept et de la démonstration... ».

Enfin, le décideur agit sur les hommes et sur les choses, et en ce sens il travaille, et dans ce « travail » il surmonte la coupure entre le geste et la pensée, il opère sur le monde, mais aussi sur lui-même : « Le mot même désigne justement cette finalité non plus externe mais interne de l'action ».

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 36.)

### Progrès vers la solution de deux conflits sociaux

- **ALSTHOM** : le ministre du travail propose de satisfaire une partie des revendications des syndicats.
- **CONTROLEURS AÉRIENS** : ouverture de négociations.

(Lire page 32.)

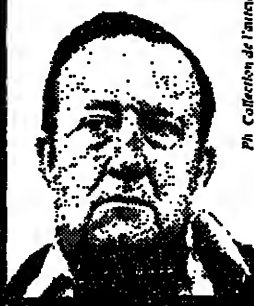
## HENRI AMOUROUX

### Le peuple réveillé

JUIN 1940-AVRIL 1942

Après le peuple du désastre, Quarante millions de pétroliers, les beaux jours des collabos — et après la série d'émissions que Henri Amoureux a consacrées à l'occupation cet été sur France-Inter — voici le quatrième volume de « La grande histoire des Français sous l'occupation ».

- De Gaulle et les siens ● Les prises de conscience ● Les ombigüilles de Vichy ● Le radio de l'espoir ● Les otages ● Les hommes des réseaux...



ROBERT LAFFONT

### AU JOUR LE JOUR

#### DÉFAUT DE RÉGIME

La majorité divisée a fait adopter le budget par défaut, ce qui a entraîné une véritable entente qui l'opposition a voté ses motions de censure en commun.

Et, comme M. Barre trouve décidément trop de défauts à M. Debré, Mitterrand et Chirac, qui eux se trouvent réciproquement bien des défauts, tout en estimant ensemble que M. Marchais a tous les défauts, et que M. Barre est pris en défaut dans sa gestion du pays, il est difficile de déterminer s'il s'agit d'une crise de ou dans le régime. Mais on peut affirmer à coup sûr qu'il y a comme un défaut.

MICHEL CASTE.

مكتباتنا الأصل

**BERTHEL**



GAUCHE

# Pour faire renaître l'espoir

par PAUL QUILÈS (\*)

J'AMAIS depuis longtemps, la situation de notre pays n'est apparue si critique. A une crise économique et sociale profonde, dont on ne voit plus comment les hommes au pouvoir pourraient la juguler, vient s'ajouter une véritable crise de régime dont les symptômes se font chaque jour plus manifestes : scandales à épisodes atteignant les plus hautes personnalités de l'Etat, confiscation et canalisation de l'information, atteintes aux libertés, interprétation tendancieuse des règles constitutionnelles à l'occasion de la discussion du budget à l'Assemblée nationale.

Le contraste devient saisissant entre la suffisance et l'inflation du verbe élyséen et l'impuissance du président dans l'action.

Comment s'explique, dans cette ambiance de « fin de règne », qu'une majorité de Français remettent en cause un système politique et aspirent à un changement véritable ?

Cette aspiration se trouve contrariée par l'attitude des dirigeants communistes qui apportent, il faut bien le reconnaître, un soutien objectif au régime en empêchant la traduction politique de la volonté du changement des Français. Le mot d'ordre communiste d'« union à la base » qui a toujours servi dans le passé à couvrir les pratiques les plus scabieuses n'est évidemment qu'un alibi. Les militants communistes ont pu d'ailleurs tester la sincérité de la direction du parti communiste en proposant depuis quelques semaines des centaines d'actions à la base sur des thèmes de lutte concrète. Pratiquement, toutes ces propositions ont été refusées par les communistes : ainsi écarte la direction du P.C. le double langage du P.C. Obsédé par son renforcement électoral et par l'échéance de 1981, le parti communiste n'hésite plus devant rien, même devant les procédures les plus détestables, et tout est prêt pour dénoncer le pré-

tendu « virage à droite » du parti socialiste. Est-ce en joignant sa voix à la scandaleuse campagne menée à la suite du suicide de Robert Boulin contre la liberté de la presse que le parti communiste compte se renforcer ? Est-ce en attaquant quotidiennement François Mitterrand qu'il pense récupérer des voix ? Est-ce en refusant de se joindre à la manifestation unitaire qui a suivi l'assassinat de Pierre Goldman ou en se faisant dans l'affaire Piperno qu'il compte rassurer l'électorat modéré ? Est-ce en critiquant durement la manifestation des femmes qu'il pense convaincre l'électorat féminin ? Est-ce en attaquant quotidiennement le parti socialiste qu'il pense accrédi- ter son image unitaire et relancer l'union de la gauche ? Les exemples abondent de cette pratique électorale brouillonne qui ne déconcerne plus seulement les intellectuels communistes mais aussi les militants dont le désarroi est bien compréhensible.

Mais l'aspect le plus grave dans cette entreprise de destruction, c'est qu'elle porte atteinte à l'espoir profond du peuple de gauche. Privée de la perspective d'une alternance politique certaine, la gauche se désolonne et se désespère de l'abandonner aux démons de l'antiparlementarisme qui, traditionnellement dans notre pays, renforce la droite, quand il ne fait pas le lit d'une aventure autoritaire.

Face à cette situation les socialistes ne peuvent rester impassibles. Tout comme la crise économique et sociale, la crise qui déchire la gauche depuis plusieurs années n'est pas fatale. Il faut dépasser l'apparente contradiction qui veut que, avec un parti communiste trop puissant, la gauche ne peut l'emporter, et que, avec un parti socialiste trop puissant, le parti communiste le fait perdre volontairement.

C'est pourquoi les socialistes

entendent incarner l'aspiration unitaire, toujours aussi vive parmi les hommes et les femmes de gauche de notre pays, et conduire la direction communiste à revenir à l'union. Cet objectif, ambileux mais réaliste, exige de la part du parti socialiste une manifestation intense de ses énergies, autour des deux axes prioritaires :

## I. — UN PARTI PUISSANT ET A L'ECOUTE DES ASPIRATIONS POPULAIRES.

Face à une droite disposant des moyens de l'appareil d'Etat et à un parti communiste particulièrement bien structuré, les socialistes doivent attacher plus d'importance que par le passé au fonctionnement de leur parti. Loin des conceptions surannées du « parti-réponse-à-tout » ou du « parti-avant-garde » d'une classe sociale ou du mouvement historique, ils veulent promouvoir un type original de parti. Pour cela, le parti socialiste s'efforce d'être à l'écoute des demandes nouvelles qui s'inscrivent dans son projet, de maintenir des relations constantes sur le terrain, ou lors des rencontres, avec les associations et les syndicats, et de traduire dans son fonctionnement réel les principes généraux du socialisme autogestionnaire.

N'en déplaise à ceux qui cherchent en vain à opposer les positions d'une « gauche nouvelle » à celle d'un parti socialiste dont on caricature pour les besoins de la cause les positions, rament le parti socialiste n'a été aussi réceptif aux messages de la société et n'est apparu autant à l'union de la sensibilité dominante au sein de la gauche qu'au cours de ces dernières mois. Qu'on me permette de rappeler la participation du parti socialiste à la pétition nationale contre la politique du « tout nucléaire » avec vingt organisations

(\*) Secrétaire national du Parti socialiste, député de Paris.

# Contradictions et chances de Michel Rocard

par CLAUDE LEGOUX (\*)

LA contradiction fondamentale de Michel Rocard, c'est qu'il a, comme on dit, le cœur à gauche et la tête à droite. C'est-à-dire qu'il est tiraillé entre une idéologie gauchiste, qui voudrait, au nom de l'égalité, que M. Rocard Dumas ne dispose pas de plus de richesses ni de plus de pouvoir que T.O.S. immigré de chez Renault, et un pragmatisme qui souhaite, pour l'efficacité, que beaucoup de M. Rocard Dumas fassent progresser l'industrie et les exportations. Il appartient à cette famille d'esprits, trop sentimentaux pour être cruels, trop intelligents pour être dupes, qui passent leur existence à vouloir le beurre et l'argent du beurre — pas pour eux-

mêmes, grands dieux, mais pour l'image qu'ils se font d'eux-mêmes. Qui reconnaissent les avantages irremplaçables de la loi du marché, mais en refusent les contraintes employables. Qui détestent à la fois que le meilleur gagne, mais surtout qu'il n'y ait pas de dernier. Ils croient surmonter leurs contradictions en prétendant combattre, non pas tant le système capitaliste lui-même, mais les privilèges que ce système accorde. Et ils ne manquent pas de références d'ancêtres sur le farouche inefficacité

(\*) Conseiller en informatique.

# Stratégie pour un échec ?

par RÉMY HOUGON (\*)

IL n'existe qu'une seule possibilité pour la gauche d'arriver au pouvoir : c'est celle de gagner les prochaines élections présidentielles, car elle ne disposera pas d'ici longtemps des moyens pour remporter les législatives. En effet, le parti communiste, on l'oublie trop souvent, est un parti révolutionnaire. Ce qui ne signifie pas qu'il entende prendre le pouvoir par la force, mais que, s'il détenait les rênes de l'Etat, la politique qu'il mènerait serait révolutionnaire dans le sens où la mise en application des trois principes communistes de base la fonderait (le centralisme démocratique, la redistribution du patrimoine et la socialisation des moyens de production) entraînerait plus que des bouleversements.

Le parti socialiste, qui est par essence un parti démocratique, a toujours rejeté les deux premiers principes communistes, substituant au second celui de redistribution des revenus pour une répartition des fruits de la croissance plus égalitaire. Quant au troisième principe communiste, chacun sait qu'il est souvent contredit au sein du P.S., et qu'en tout cas son application est le résultat d'une action unitaire, remportant les élections législatives, la base d'une politique commune aux deux partis serait bien étroite et, les socialistes étant majoritaires, les communistes seraient conduits à entretenir une politique par trop éloignée de leurs principes.

Reste les présidentielles. Là, la situation est très différente. Dans la mesure où l'élection d'un candidat socialiste, grâce aux voix communistes au second tour, ne compromettrait pas le P.C.F. qui ne serait

pas directement impliqué dans la politique qui serait alors appliquée. Il reste au P.S. à choisir le bon candidat, c'est-à-dire celui ayant le plus grand nombre de chances de l'emporter. Un candidat faisant le plein des voix socialistes et communistes au second tour des élections présidentielles a peu de chances de se faire élire. Un apport de voix du centre est donc indispensable. L'erreur n'a pas été commise, en conséquence, de se couper définitivement du centre en proposant des politiques par trop radicales. Or c'est justement ce que fait le P.S. à l'heure actuelle avec le programme élaboré par le courant majoritaire Mitterrand-Chévenement. Dès que ce programme sera publié, on peut parier qu'il sera le point de mire des critiques qui dénonceront ses cotés « marxistes » pour faire peur, qui le critiqueront pour montrer son irréalisme et qui en dénonceront les écarts pour établir son inutilité. De plus, ce programme, une fois publié, enfermera le candidat socialiste dans un carcan fatal et diaboliquement orchestré : si, en effet, il rétorque certains aspects de ce programme ou se désolidarise de certaines de ses propositions, il sera dénoncé par plusieurs éléments de son parti ; s'il ne le fait pas, il perdra des voix du centre.

Soyons clairs, les sondages le montrent, la chance pour la gauche est actuellement incarnée en Michel Rocard. En obligeant ce dernier à accepter son programme, Mitterrand lui barre la route du succès. La modernisation sociale de la France prendra donc en 1981 encore sept ans de retard. Quelle responsabilité !

(\*) Membre du P.S.

qu'engendrent parfois ces privilèges, sur l'incapacité foncière de certains héritiers. Ils veulent être eux aussi de la famille Rocard, tout en détestant avec regret que les entreprises privées soient en général mieux gérées, par leurs patrons de droit divin, que les administrations publiques, avec leur mode d'organisation fonctionnaires recrutés sur concours.

Durant toute la période d'expansion que le monde occidental a connue, alors qu'il ne s'agissait que de déterminer la façon la meilleure de distribuer les biens et les loisirs, Michel Rocard n'avait aucune chance contre François Mitterrand. Aujourd'hui qu'il s'agit de gérer la crise, n'en déplaise à ceux qui peuvent se permettre de nier l'évidence sans que leurs troupes branchent le zéro du monde, Michel Rocard apparaît à beaucoup comme celui qui saura mettre le plus de socialisme dans la rigueur économique, le plus de personnes, au fond, ne nient l'impérieuse nécessité. Même chez les communistes, dont les protestations contre la politique d'austérité prennent de plus en plus des accents d'incompréhension rituelle. Pour nombre d'élus socialistes, Michel Rocard représente le recours, celui qui saura concilier les convictions de toujours avec le réalisme qu'imposent les circonstances.

Chaque fois, aujourd'hui, s'accorde à penser, toutes choses égales par ailleurs, que la prochaine élection présidentielle verra le triomphe incontesté, sinon facile, de l'actuel tenant du titre. De quelques côtés que l'on retourne les sondages, quelque interprétation qu'on leur donne, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d'Estaing. Car si Michel Rocard bénéficie, à l'encontre de François Mitterrand, de réelles sympathies dans la majorité, c'est dans le camp giscardien qu'elles se trouvent. Ces sympathies, les conclusions convergent. Que le candidat, unique ou non, de la gauche soit François Mitterrand ou Michel Rocard, rien n'arrêtera l'irrésistible ascension de Valéry Giscard d



DANS UNE CONFÉRENCE DE PRESSE TENUE A LA FIN DU SOMMET FRANCO-BRITANNIQUE

LES RELATIONS FRANCO-HONGROISES

## Mme Thatcher et M. Giscard d'Estaing se sont contredits point par point

Voici ce qu'on dit de la présidence de la République et le premier ministre britannique au cours d'une conférence de presse mardi 20 novembre, soit dans leurs déclarations liminaires, soit en réponse à des questions. Les sujets ont été regroupés et les déclarations n'ont pas toutes été faites dans cet ordre. M. Giscard d'Estaing, qui avait rendez-vous avec M. Callaghan, chef de l'opposition, ayant dû s'absenter, Mme Thatcher a continué à répondre aux questions en dehors de sa présence.

### LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ

M. GISCARD D'ESTAING : « Les problèmes communautaires intéressent tous les pays de la Communauté et il n'y a donc pas lieu de rechercher des solutions dans des pays particuliers. (...) Nous espérons une grande compréhension pour la situation causée en Grande-Bretagne par l'application des règles en vigueur qui résultent de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté et de l'accord de Dublin de 1973 (la « renégociation » de M. Wilson). La France a (en ce qui concerne sa contribution budgétaire) une situation proche de l'équilibre mais elle est (comme la Grande-Bretagne) contributrice net au budget de la Communauté ; elle n'en est pas bénéficiaire. »

La France n'est pas responsable du problème britannique. Le cas de la Grande-Bretagne n'est pas unique. La République fédérale d'Allemagne est dans la même position. D'autres pays s'y trouvent aussi.

Mme THATCHER : « Mon gouvernement est complètement engagé dans la Communauté européenne. Il croit que c'est dans son intérêt et dans celui de la Communauté tout entière que la Grande-Bretagne en soit un membre très actif, mais « nous considérons que certains problèmes affectent particulièrement la Grande-Bretagne et parmi ceux-ci figure le problème d'une contribution excessive au budget ». (...) « Il nous est très difficile de nous adapter à la situation. Or, si nous étions tout simplement impossibles de payer un

million de livres (800 millions de francs) de contribution nette par an et c'est ce qu'on prévoit pour l'année prochaine (...). Nous tenons à trouver une solution au Conseil européen de Dublin (29 et 30 novembre). Ce n'est évidemment pas nécessairement une question bilatérale. »

On me demande si nous ne réduirions pas notre contribution en réduisant nos importations de l'intérieur de la Communauté (la contribution étant en partie formée par des taxes sur les importations de l'extérieur) mais aucun pays n'a adopté son commerce au Marché commun plus rapidement que nous l'avons fait. Nous avons fait dans ce sens tout ce qui était possible. »

### LES PRINCIPES D'UNE SOLUTION

M. GISCARD D'ESTAING : « La Communauté a déjà connu de telles difficultés. Elles ont été surmontées mais à deux conditions : 1) chacun doit garder à l'esprit l'intérêt légitime de ses autres partenaires (...). 2) Tous doivent respecter les principes et la logique qui ont été l'origine de la Communauté. Ces principes et cette logique sont absolument indispensables. »

Les contributions budgétaires ne peuvent être calculées d'après les parts de chacun dans le produit communautaire brut. Ce serait un système complètement différent du système actuel fondé sur les ressources propres de la Communauté. »

Mme THATCHER : « Il y a beaucoup de méthodes possibles pour réduire notre contribution (...). La question est de savoir si on a la volonté de le faire. »

Je confirme que fait dit que je ne me contenterai pas d'une demi-mesure de pain (c'est-à-dire d'une réduction égale à la moitié de la contribution nette britannique) que la France, elle est, en vérité, une nation beaucoup plus riche que nous. »

Il n'est pas nécessaire de modifier le traité de Rome. Il est possible de nous donner satisfaction par une combinaison des

régies et principes existants, mais à la vie nationale et internationale s'arrêteront et les règles n'étaient pas constamment adaptées aux circonstances du moment (...). Il serait ridicule de maintenir des règles qui ne conviennent plus qu'on ne peut jamais changer les règles. Si nous avons cela en tête, la Communauté mourra. Tout doit évoluer organiquement. »

### LE JUSTE RETOUR

M. GISCARD D'ESTAING : « Nous ne pensons pas que ce que vous appelez un « juste retour » soit une bonne approche. Aucun de nos partenaires ne le pense non plus. (...) Ce serait une erreur d'orientation pour la Communauté de fixer des règles selon lesquelles chacun retirerait la même somme qu'il a apportée. Car si chacun le fait, il n'y a plus de Communauté. (...) C'est un système de trois plateaux où chacun apporte et retrouve exactement la même mise. Dans une communauté, il y a un moment où un autre où une politique rapporte plus à une région, à un état ou à un certain type de production, et on ne peut avoir l'idée d'attribuer une certaine période à l'un ou l'autre. (...) Il y a beaucoup de pays qui retirent de la Communauté bien plus qu'ils n'apportent et si nous ne faisons pas, nous considérons que, en raison de leur relative pauvreté ou en raison de problèmes régionaux, il est naturel que pendant une certaine période ils puissent bénéficier du financement de la Communauté. »

Mme THATCHER : « Notre objectif est d'obtenir un équilibre des contributions budgétaires. Si les contributions étaient calculées selon le produit national brut par tête, « nous

recorrons beaucoup plus encore de cet équilibre général. Nous serions bénéficiaires nets. »

### EN CAS D'ÉCHEC A DUBLIN

Mme THATCHER : Si nous n'obtenons pas satisfaction à Dublin, « nous devrions persévérer, car il nous est simplement impossible de payer la contribution imposée par les règles actuelles à moins qu'elles soient adaptées. Nous ne pouvons payer la contribution prévue pour l'an prochain ou qu'une que ce soit qu'y ressemble. »

### LE CONFLIT SUR LE MOUTON

M. GISCARD D'ESTAING : « Il est paradoxal (...) de nous demander de modifier les règles existantes pour la contribution budgétaire (...) et de nous demander en même temps l'application intégrale des règles. Le conflit sur le mouton vient de ce que, contrairement à l'esprit du traité de Rome, il n'y a pas encore d'organisation du marché du mouton. (...) Nous sommes en faveur du texte préparé à ce propos par la commission et nous souhaitons que cette organisation soit décidée par la Communauté. »

Mme THATCHER : « Il y a une décision de la Cour de justice européenne (concernant la France d'établir la libre circulation de la viande de mouton) et nous espérons que la France s'y conformera car c'est la loi de la Communauté et si nous n'obéissons pas à la loi c'est très grave pour la Communauté tout entière. »

### LE PÉTROLE

Mme THATCHER : La Communauté reçoit 28 % du pétrole produit et 50 % du pétrole exporté par la Grande-Bretagne. « Nous

suppléons les besoins nationaux. Nous ne les produisons pas. Ainsi quand l'Algérie et la Libye haussent les prix, nous le faisons aussi en fonction de la qualité du pétrole. »

## A PROPOS DE SA REVENDICATION BUDGÉTAIRE

Le « Financial Times » recommande au premier ministre britannique d'envisager des solutions de repli

De notre envoyé spécial

Londres. — Toutes les conditions sont réunies pour qu'une crise majeure échoie dans la Communauté au Conseil européen de Dublin les 29 et 30 novembre. M. le sommet franco-britannique des 19 et 20 novembre à Londres n'a pas résolu les problèmes de Bruxelles de ces derniers jours n'ont ménagé d'ouverture. Pourtant le ton de la presse britannique de ce mardi 21 novembre est très différent de celui des journaux « responsables » n'est pas à la dramatisation, comme si l'impasse était atteinte. (...) Il apparaît toutefois que les pressions de l'opinion à composer avec les dures réalités.

Au cours d'une conférence de presse où chacun s'est montré d'une courtoisie glaciale, le président de la République britannique, M. Valéry Giscard d'Estaing, et le premier ministre britannique ont réaffirmé des positions incompatibles. M. Giscard d'Estaing s'est surtout efforcé de rappeler les principes que la France n'est pour rien dans la contribution financière « excessive » (selon eux) qui leur est imposée, qu'elle n'est ni injuste, ni que si des arrangements peuvent être envisagés dans la circonstance, ils ne doivent en aucune façon porter atteinte à la logique de la Communauté, fondée — on le voit de l'oublier à Londres — sur la préférence communautaire. Il y a tout lieu de penser que les partenaires de la France sont du même avis.

Mme Thatcher, tout en se proclamant très européenne, s'est contentée de réclamer de l'argent, beaucoup d'argent, de quoi « épargner » en toute circonstance l'« ardoise » britannique à Bruxelles. Alors, au Conseil européen de Dublin l'échec n'est-il pas inévitable, avec, à terme, le blocage par les Britanniques des mécanismes européens ?

Fortant, le Financial Times, journal des milieux d'affaires, estime ce mercredi que « des signes se font jour » selon lesquels Mme Thatcher commencerait à se rendre compte qu'elle subit le poids de la « fin de la solution finale et idéale ». « Tant mieux », écrit le Financial Times, qui recommande au gouvernement de préparer une « position de repli ». Il faut une bonne vue pour percevoir ces signes mais ne peut-on les discerner dans le système suave de la « dame de fer » quand elle dit : « Je ne refuse rien. Je demande seulement plus. » Formule difficilement tenable ; ne rien refuser, c'est accepter de se compromettre. Du côté français, on semble en tout cas persuadé que l'entourage de Mme Thatcher l'incite à renoncer à l'intransigeance.

A Dublin, le drame est sans

doute inévitable, parce que l'orage est destiné pour des raisons de politique intérieure britannique à éclater. L'été prochain, les élections générales et les élections locales et européennes. Mais un drame ne se dénoue pas nécessairement en tragédie.

MAURICE DELARUE.

## DE NOMBREUX PROJETS DE COOPÉRATION ONT ÉTÉ ÉVOQUÉS

Outre les affaires communautaires, de nombreux sujets d'intérêt commun ont été discutés au sommet franco-britannique de Londres, notamment au cours des entretiens entre les ministres qui accompagnent M. Valéry Giscard d'Estaing (MM. François-Poncet, Monory et Girard) et leurs collègues britanniques.

Ont été évoqués les situations en Afrique, en Iran, au Proche-Orient, en Indochine, dans le Pacifique et les Caraïbes ; les relations commerciales entre les deux pays ; les accords du GATT, la situation pétrolière, les relations commerciales avec le Japon, les investissements français en Europe, les problèmes de l'industrie textile, la commercialisation de la fusée européenne Ariane, la lutte antiterroriste, ainsi que des projets de coopération industrielle et scientifique, notamment au traitement du titane, au développement de l'énergie nucléaire (en particulier dans le domaine des surréacteurs) et au gaz de la mer du Nord.

Sur tous ces sujets, les vues des deux gouvernements se sont révélées très proches.

● Une convention internationale contre le « terrorisme nucléaire ». — Les experts de cinquante-huit pays — auxquels s'est jointe la Communauté européenne — ont achevé, après deux ans de travaux, au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, la rédaction d'un projet de convention internationale visant à prévenir les vols et les détournements de matières nucléaires à usage civil. Cette convention contre le « terrorisme nucléaire », qui entrera en vigueur lorsque vingt et un pays l'auront ratifiée, contraint les pays signataires à respecter certains niveaux minimaux de protection physique lors des transports internationaux de matières nucléaires. Elle prévoit d'autre part, certaines dispositions pénales que les pays signataires s'engagent à introduire dans leurs législations nationales : définition des infractions et conditions d'extradition notamment, visant les personnes convaincues d'avoir détourné des matières nucléaires.

## MM. Barre et Lazar insistent sur la nécessité de renforcer la coopération entre les deux pays

M. György Lazar, premier ministre hongrois, a été accueilli à son arrivée à Paris, le mardi 20 novembre dans l'après-midi, par M. Raymond Barre. Le chef du gouvernement a offert un dîner au Quai d'Orsay en l'honneur de M. Lazar, au cours duquel des discours ont été prononcés.

Décennie, désarmement, solidarité, telles sont selon M. Barre, les trois priorités qui doivent commander l'action des deux pays dans le domaine international. Évoquant les propositions de la France en matière de désarmement, M. Barre s'est félicité de ce que la proposition française d'une conférence sur le désarmement en Europe « retienne une attention croissante ». Il a précisé que la France, de son côté, avait conclu avec l'URSS des positions équilibrées à Budapest par les ministres des affaires étrangères des deux pays du pacte de Varsovie. Enfin, il a exprimé le souhait de voir la coopération économique franco-hongroise s'étendre à des secteurs où existent des possibilités « insuffisamment exploitées jusqu'ici ».

M. Lazar s'est félicité de l'accroissement des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi que des progrès enregistrés dans la coopération économique. Il a aussi évoqué la nécessité de négocier « pour trouver les possibilités de maintenir l'équilibre actuel des forces militaires, ou encore de les ramener à un niveau inférieur ». Puis, il a dit que la visite du président de la République française en Hongrie, l'année prochaine, était attendue « avec espoir ».

Me mercredi, M. Lazar qui débute au Sénat, sera reçu par M. Valéry Giscard d'Estaing à 16 heures, puis aura un premier tête-à-tête avec M. Barre, avant de passer la soirée à l'Opéra. Des entretiens équilibrés auront lieu jeudi matin auxquels assisteront du côté hongrois, MM. Peter Veress, ministre du commerce extérieur, János Nagy, vice-ministre des affaires étrangères et István Litván, vice-ministre de la métallurgie.

## Les échanges restent faibles

Lors de la visite de M. Barre à Budapest en octobre 1977, la France et la Hongrie avaient envisagé, dans le domaine commercial, le « doublement de leurs échanges dans le délai le plus bref possible ». Il avait paru plus sage à l'époque de ne pas préciser davantage dans le temps d'atteindre cet objectif par l'évolution des relations bilatérales depuis deux ans, cette prudence était justifiée.

Si, en 1978, les ventes françaises ont augmenté à un rythme (+ 17,6 %) qui permettrait alors d'envisager leur doublement vers 1981-1982, les ventes hongroises, en revanche, ont, quant à elles, diminué (— 6,5 %). Tant et si bien qu'à la fin de 1978 le volume des échanges franco-hongrois s'élevait à seulement 1470 millions de francs, contre 1370 millions de francs en 1977. Pour la Hongrie, le commerce avec la France reste peu important (2 % de l'ensemble de son commerce extérieur), pour Paris les échanges avec Budapest sont toujours aussi marginaux (0,2 % du total).

Au cours du premier semestre de 1979, une évolution sensiblement différente de celle de l'an dernier s'est produite. Les ventes hongroises ont nettement progressé (+ 24 %) et s'élèvent à 314 millions de francs (1), tandis que, dans le même temps, les exportations françaises n'ont que faiblement augmenté (+ 5 %), représentant 480 millions de francs. Ces tendances nouvelles sont le résultat de la politique générale du gouvernement hongrois visant à rétablir l'équilibre de ses échanges extérieurs, après le déficit record enregistré en 1978 dans le commerce avec les pays à devises convertibles, soit 1,2 milliard de dollars.

(1) Tous les chiffres cités sont tirés des statistiques françaises.

M. L.

## LE ROI DE TONGA A BONN

La R.F.A. élargit désormais son horizon diplomatique jusqu'aux îles du Pacifique

De notre correspondant

Bonn. — La visite du souverain de l'archipel polynésien de Tonga (1), le roi Taufa'ahau Tupou IV, en République fédérale, où il est arrivé lundi 19 novembre, est un événement pittoresque qui, pour les milieux politiques, n'est cependant pas dépourvu d'importance. La presse populaire ne manque pas de faire savoir qu'il a fallu fabriquer pour l'émirant visiteur un fauteuil double : le roi pèse, en effet, près de 150 kilos. Les services du protocole ont prévu un système logistique très complexe pour que le visiteur retrouve son trône tout au long de son voyage qui doit le conduire à Cologne, Stuttgart, Hambourg, Munich et Berlin. D'autre part, les bandes se promenant à Bonn peuvent croire que les festivités de ces jours-là concernent la Croix-Rouge plutôt qu'un lointain royaume, dont le drapeau recèle aisément à confusion avec celui de l'organisation humanitaire.

Les simples citoyens sont excusables d'ignorer qu'en 1878 l'empereur Guillaume I<sup>er</sup> avait conclu un traité d'amitié avec le royaume de Tonga, traité renouvelé en 1976. Cet accord assure des relations de bon voisinage avec ce royaume de 360 kilomètres carrés d'océan. — (N.D.L.R.)

qui était encore la colonie allemande de Samoa.

Aujourd'hui, les cent soixante-neuf îles du royaume, réparties sur une surface plus vaste que la R.F.A., recherchent l'assistance de pays plus prospères. Le voyage du roi vise notamment à attirer des touristes vers des plages encore inexploitées. D'autre part, la R.F.A. et Tonga viennent de signer deux accords de coopération : la R.F.A. ouvrira une école de navigation et financera un projet de liaison maritime entre les îles de l'archipel, pour un montant de 7 millions de marks. Cette participation relative au développement de Tonga n'en montre pas moins que Bonn élargit désormais son horizon diplomatique jusqu'aux îles du Pacifique.

JEAN WETZ.

● Le premier ministre danois, M. Jørgensen, affirme, dans un message adressé à M. Brejnev, qu'il « a écrit membre de l'OTAN ne désire modifier le caractère défensif de l'Alliance », a annoncé, mardi 20 novembre, le ministère danois des affaires étrangères. Dans ce message, qui constitue une réponse aux propositions de M. Brejnev sur la limitation des armes atomiques, M. Jørgensen écrit que les discussions de l'OTAN sur la modernisation des armements en Europe ont été provoquées par les informations sur la modernisation de l'arsenal soviétique. — (A.F.P.)

## LA ROYAL NAVY ARRASSEME UN CHALUTIER BRETON

La Royal Navy a arraisonné le 20 novembre, dans les eaux anglaises, un chalutier français, le « Krest-an-avel », à l'ancre, soupçonné d'importer des filets non conformes aux normes britanniques. Le bateau a été escorté jusqu'au port de Milford-Haven, à l'ouest du Pays de Galles. C'est la troisième fois, au cours des trois derniers mois, qu'un bateau de pêche français est arraisonné par la marine britannique.

Aussitôt la nouvelle connue, le ministre des transports s'est dérangé, dans un communiqué, contre « cette nouvelle atteinte à la sécurité du travail de nos marins-pêcheurs et contre l'application de mesures nationales actuellement défendues à la Cour de justice européenne ». Le ministre, M. Le Theule, a demandé aux services diplomatiques de Londres et de Bruxelles de faire connaître aux autorités britanniques et à la commission les protestations du gouvernement français contre cette initiative de la marine britannique survenant au moment où le président Giscard d'Estaing était en visite officielle à Londres.

## MANIFESTATION A LAON CONTRE LA POLITIQUE AGRICOLE BRITANNIQUE

Près de quinze mille agriculteurs se sont rassemblés, mardi 20 novembre, à Laon (Aisne), pour entendre M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), dénoncer la politique agricole britannique. « Les agriculteurs français ne céderont jamais devant la volonté de certains de nos partenaires de laisser envahir sans contrôle ni protection vitales la production ovine de pays qui ne font pas partie du Marché commun », a affirmé M. Guillaume. A Feurs (Loire), environ mille agriculteurs ont manifesté, mardi 20 novembre, pendant deux heures, le trafic ferroviaire Roanne - Saint-Etienne et bloqué les accès routiers de la ville. D'autres manifestations ont eu lieu — toujours pour protester contre la politique agricole du gouvernement — près de Limoges, où la B.N.29 a été coupée, et à Chambéry. « La guerre va commencer », insistait sur une pancarte brandie par un paysan.



« Femme fatale, femme fatale, femme désir, femme combat, femme soie, femme laine, femme forme, femme couleur, femme parfum, femme magie, femme phantasme, femme slave, femme chair, femme sang... femme entre toutes les autres, mêlée aux autres, imbriquée aux autres, suspendue aux autres... »

**Sonia Rykiel**

**Et je la voudrais nue ...**

GRASSET

سكزاتن الاصل



# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### La décision des autorités bavaroises de renvoyer des émigrés en Tchécoslovaquie suscite de vifs remous

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale connaît un nouveau scandale, tout à fait inédit, qui met en cause le droit d'asile pour les réfugiés politiques exprimant leur opposition à la Constitution de la R.F.A. Les complices, dans cette affaire, sont les autorités bavaroises, convaincues aujourd'hui d'avoir renvoyé dans leur pays des citoyens tchécoslovaques, qui avaient refusé, non sans mal, à franchir le réseau de fer. La chose est d'autant plus surprenante que les dirigeants de Munich ne craignent jamais de dénoncer les exactions des régimes de l'Est et de plaider le sort des populations vivant sous le joug communiste. Il est cependant établi que, à l'automne de l'an dernier, la police frontalière bavaroise a remis en prison des réfugiés tchécoslovaques, deux jeunes gens qui, au cours d'une excursion touristique en Yougoslavie, avaient abandonné leur groupe pour gagner la République fédérale. Depuis que l'affaire a été révélée, le ministre de l'Intérieur du gouvernement bavarois, M. Tiedtke, a été conduit à reconnaître que, au cours des dernières années, sept autres cas du même genre se sont produits. Bien des gens soupçonnent, d'ailleurs, que la liste soit encore plus longue. Depuis pas mal de temps déjà, le gouvernement de Munich se frotte de convoier les autres membres de la République fédérale que le droit d'asile serait l'objet de nombreux abus. Aussi l'immigration en Bavière est-elle contrôlée de façon plus stricte qu'ailleurs, et la police des frontières y dispose d'une plus grande liberté d'action. Le ministre bavarois de l'Intérieur a donc tenté tout d'abord de

justifier le renvoi de deux citoyens tchécoslovaques. Ceux-ci auraient seulement déclaré qu'ils étaient mécontents de vivre sous le régime communiste, mais n'auraient jamais prétendu avoir été victimes d'une quelconque oppression politique. Dans ces conditions, il n'y avait pas lieu, selon les explications officielles, de reconnaître à ces jeunes Tchécoslovaques un droit d'asile que ceux-ci n'auraient d'ailleurs pas revendiqué de façon expresse. Face au tollé que cette tentative de justification a déclenché dans tous les milieux, M. Tiedtke a été rapidement contraint de faire machine arrière. Il reconnaît maintenant que l'action des autorités bavaroises a été illégale. Toute décision touchant le sort des réfugiés dans la R.F.A. dépend en effet de certaines commissions spéciales et de tribunaux qui ont pour tâche d'apprécier les motifs conduisant des étrangers réfugiés dans la République fédérale. Au surplus, une décision du tribunal administratif de la R.F.A. précise que la loi tchécoslovaque punissant les tentatives de fuite à l'étranger suffit en elle-même à justifier le droit d'asile pour ceux qui auraient réussi à passer la frontière. Certaines indications suggèrent toutefois que cette affaire n'était pas totalement inconnue dans les milieux politiques de Bonn. Le fait qu'elle éclate aujourd'hui n'est peut-être pas sans rapport avec la campagne déjà engagée pour les élections fédérales du printemps prochain, dans laquelle le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, se dressera contre le chancelier Schmidt.

JEAN WETZ.

## Turquie

### La crise économique favorise l'extension du terrorisme

De notre correspondant

Ankara. — Huit assassinats dans la seule journée du mardi 20 novembre. Le terrorisme ne connaît pas de répit, malgré l'état de siège en vigueur depuis un an. A Istanbul, un professeur de droit, M. Doganay, a été criblé de balles devant son domicile par quatre jeunes gens, dont une jeune fille, alors qu'il attendait ses collègues pour une voiture pour se rendre à l'université (nos dernières éditions du 21 novembre). Très populaire, M. Doganay était une personnalité de gauche, modérée, et son assassinat est imputé à des forces occultes fascistes. Dans la soirée, ce fut le tour d'un membre du parti du mouvement nationaliste (extrême droite), M. Basak, ex-dirigeant d'une branche locale d'Istanbul. Des inconnus ont ouvert le feu sur lui, le blessant aux jambes, tandis que sa femme, qui l'accompagnait, sortait indemne de cette fusillade. En revanche, un policier qui voulait intervenir a lui aussi été tué par les balles des assassins. Ces derniers appartiennent à une organisation clandestine d'extrême gauche, affirme-t-on dans les milieux de la police. Lundi dernier à Istanbul, théâtre de l'escalade des menées terroristes, M. Darvendoglu, journaliste nationaliste, ancien parlementaire et membre du comité directeur départemental du parti du mouvement nationaliste, avait été assassiné par des terroristes alors qu'il allait monter dans sa voiture. Quelques jours auparavant, le vendredi 16 novembre, M. Ozturk, enseignant de gauche et ancien dirigeant départemental du TOB-DEM, association des instituteurs progressistes, avait été tué, et ce au lendemain des autres assassinats en série dont furent victimes plusieurs dirigeants du parti du mouvement nationaliste de cette même ville. Simples représailles ou provocations délibérées en vue d'approfondir le fossé de la haine entre deux extrêmes, et semer la terreur dans l'opinion ? En effet, les victimes ne sont pas toujours des militants terroristes, mais aussi des personnalités plus ou moins modérées, comme le professeur Doganay ou le journaliste Abdil İpekçi, directeur du quotidien Mülkiye, tué en février dernier. Autant d'indices qui semblent corroborer davantage la deuxième hypothèse. Pour le chroniqueur progressiste du quotidien Cumhuriyet, c'est plutôt des simples règlements de comptes entre les « révolutionnaires » ou des « nationalistes ». En effet, citant des sources officielles, donnait la semaine dernière la liste de quelques quarante noms de personnes ou fractions terroristes clandestines qui opèrent en Turquie : vingt-quatre d'entre elles seraient armées, onze seraient pour un retour à l'ordre islamique, dix seraient séparatistes et deux,

enfin, pour l'extrême droite nationaliste panturkiste. Qui leur fournit les armes les plus modernes ? D'où proviennent leurs ressources financières ? Le butin des hold-up sporadiques est insuffisant pour se procurer les armes sophistiquées. Le bilan des assassinats politiques a largement dépassé mille victimes depuis le début de l'année. La recrudescence des menées terroristes est favorisée par les transformations des structures socio-économiques du pays. Le taux de croissance économique annuel turc a baissé de 8 % en 1978 à 2,5 % en 1979. Etant donné l'explosion démographique, c'est en fait une croissance réelle. Le livre turc s'est déprécié de plus de 300 %. Le dollar, qui valait 15 livres il y a quatre ans, est maintenant à 47 livres turques. Le taux de l'inflation, 10 % en 1978, a dépassé 57 % l'an dernier et atteindra sûrement 70 % cette année. Pendant cette période, le Parlement turc, au lieu de prendre des mesures qui s'imposent et de réaliser les réformes tant attendues, a fait preuve d'un immobilisme total, se contentant de joutes oratoires ou de combinations gouvernementales. Le marasme économique et la libagie des dirigeants politiques ont fortement contribué à augmenter le nombre des mécontents étudiants ou chômeurs. Tout en alarmant les classes moyennes, principales victimes de l'inflation, parmi lesquelles se recrutent les membres des organisations clandestines, la crise chronique semble encourager davantage les dirigeants terroristes, qui multiplient leurs menées pour prouver l'inefficacité du régime démocratique actuel, incapable d'assurer l'ordre et le bien-être des masses.

ARTUR UNAL.

**Avant travaux liquidation totale**

des stocks de prêt-à-porter luxe (homme)

costumes	1200 F	740 F
pardessus	1200 F	890 F
imperméables	700 F	590 F
chemises	120 F	60 F

pantalons, vestes, etc. **prix sacrifiés**

**MB**

138, F.S. HONORÉ (F)  
Saint-Philippe  
aujourd'hui et jours suivants, de 9 h 30 à 19 h, de lundi au samedi inclus.

## Grande-Bretagne

### UN ANCIEN ESPION A LA TÉLÉVISION

#### M. Blunt a « regretté amèrement » sa « terrible erreur »

De notre correspondant

Londres. — D'une manière paradoxale, M. Anthony Blunt a incoûteusement et indirectement rendu service à son pays, et en particulier aux journalistes qui continuent tout de même de piétiner l'homme à terre avec une joie malsaine. En effet, au moment où l'espion en retraite faisait des confessions au public, Mme Thatcher accompagnait aux Communes l'abandon du projet de loi sur la protection des secrets officiels — une législation très restrictive menaçant la liberté de la presse — contre laquelle tous les journaux s'étaient mobilisés. Une application stricte de ce projet de loi aurait empêché l'écrivain Andrew Boyle de publier ses révélations à l'origine de l'affaire Blunt. Mais ayant ainsi jeté du lest, Mme Thatcher ne manquait pas, aux Communes, d'opposer à l'ouverture d'une enquête publique. Elle a déjà indiqué que son premier souci était de maintenir le moral et l'efficacité des services de renseignements (S.I.). Elle s'opposera aux initiatives de la gauche travailliste qui voudrait renforcer le contrôle du Parlement sur les services secrets, limiter leur pouvoir jugé exorbitant. Les plans en l'air, comme aux États-Unis, le Congrès avait réussi à contrôler de plus près les activités de C.I.A.

L'affaire Blunt, loin d'être close, se pose maintenant sur le plan politique, et le débat des Communes sera stimulé par les déclarations de l'ancien espion. M. Blunt, indiquant que d'autres « tapers » (c'est ainsi qu'on appelle ici les agents secrets) sont encore à l'œuvre dans la haute administration britannique, M. Blunt a dit en effet que l'immunité accordée à M. Blunt était un cas unique, mais que d'autres personnes « non sévères » devaient également solliciter de passer aux aveux. L'affaire a connu son moment dramatique avec les aveux publics de M. Blunt, sorti de sa retraite après six jours de « disparition ». Seuls, quelques privilégiés, une dizaine de journalistes de la presse écrite et de la télévision, étaient admis à l'audience. M. Blunt a remis au Times, ont assisté à cet événement historique d'une conférence de presse tenue par lui-même, après un déjeuner offert par la direction du journal. D'où la fureur des autres journaux, qui n'ont pas manqué de souligner l'essence de l'acte choisi par le grand homme, et sur le volet, des représentants de l'Establishment. Mais, plus tard, des millions de Britanniques ont pu voir à la télévision le distillant de sa confession. M. Blunt a dit en effet que l'immunité accordée à M. Blunt était un cas unique, mais que d'autres personnes « non sévères » devaient également solliciter de passer aux aveux.

recommanda de garder près d'elle un traître passé aux aveux. M. Blunt a aussi minimisé sa mission, soulignant qu'il transmettait essentiellement aux Soviétiques des renseignements sur les services allemands, et il a nié que son action ait pu provoquer la mort d'agents britanniques. Il a souligné qu'il n'avait jamais reçu le moindre argent de l'Union soviétique et que ses convictions motivaient seules son action. A la fin de l'interview, comme on lui demandait s'il se considérait comme un traître, il répondit : « Je ne peux le nier. — Pensez-vous que vous ayez trahi la Grande-Bretagne ? — Je pense que je n'ai pas trahi ma conscience. » Cette attitude lui vaut d'être attaqué par divers journaux, qui contestent sa sincérité. La presse populaire l'accuse d'hypocrisie, d'incohérence, lui reprochant pas avoir demandé pardon au peuple britannique. « Au diable votre conscience », titre le Daily Express. Finisseurs autres journaux, sans pitié, ne rapportent pas que le vieil espion, à la fin de l'interview, s'est mis à pleurer, donnant une vision pathétique et même pitoyable d'un homme gardant malgré tout l'affection et l'estime de ses amis et élèves et qui espère pouvoir revenir à ses chères études.

HENRI PIERRE.

## Union soviétique

### BIBLIOGRAPHIE

#### « L'An prochain à Jérusalem » de Avital Chicharansky

Un visage pâle mangé par d'énormes yeux noirs sous un casque de cheveux bruns. La jeune femme parle clairement, avec le courage des vraies timides. Elle est venue à Paris présenter son livre, *L'An prochain à Jérusalem*, dont la version française est la première à paraître. Dans son bémol tout neuf, cette jeune d'U.R.S.S. qui ne se prend pas pour un écrivain a écrit son livre en ces termes, au cours d'une conférence de presse donnée mardi 20 novembre : « C'est une lettre ouverte à tous mes amis, connus et inconnus. Pour leur demander à tous de ne pas abandonner le droit de la terre d'Israël, de ne pas laisser la terre d'Israël devenir une terre morte. » Son mari, Avital Chicharansky, a été condamné en juillet 1978, trois ans de réclusion et dix ans de camp à régime sévère au cours d'un de ces procès préfabriqués dont on a le secret à Moscou, mais qui ne trompent plus personne. Les autorités de son pays plus leur autocritique. On lui reprochait, en réalité, d'avoir été, à la fois, un activiste juif et un militant pour les droits des peuples opprimés. Les autorités n'ont guère de tendresse pour ceux qui les braveront en s'attachant trop à la lettre des lois en vigueur et des accords internationaux par l'U.R.S.S.

Ce livre intime, il faut le lire même si l'on a suivi de près toute l'affaire. Cette narration du sort d'un couple séparé au lendemain de ses noces, en 1974 (*Le Monde* date 15-16 mai 1977), elle l'a faite avec l'âme chez qui elle a trouvé un foyer depuis cinq ans en Israël. Mme Hana Ben-Josef. La jeune Avital Chicharansky (qui a renoncé à son prénom russe de Natalya) y conte par le menu la vie de juifs en U.R.S.S., sa prise de conscience de sa judéité. Elle reproduit les lettres d'Anatole, tant qu'il était en liberté, celles adressées à sa mère aussi, car il n'a pas le droit d'écrire directement à sa femme depuis qu'il est en prison. La mère d'Anatole a pu le voir pour la dernière fois au mois d'août. Elle l'a trouvé amaigri, « comme s'il sortait du camp d'Auschwitz ». De plus, il a des problèmes avec ses yeux : après dix minutes de lecture ou d'écriture, il a de violentes maux de tête. Avant le Comité des mathématiciens français, qui s'occupe de ce collègue soviétique, a-t-il demandé au Comité des médecins d'intervenir pour tenter d'obtenir qu'un spécialiste puisse examiner le prisonnier. Arrêté en 1977, Chicharansky n'a accompli que deux des treize ans de sa peine dans un pays qui ne connaît pas de régime de détention antérieure. C'est pourquoi sa femme, inlassablement, parcourt le monde pour demander l'aide des gens de bonne volonté. — A.-M.B.

\* *L'An prochain à Jérusalem*, d'Avital Chicharansky, Hana Ben-Josef, traduit de l'anglais par Raymond Albeck et Robert Fouquet-Duparc, Paris, 1979, Stock.

## Belgique

### LES SOCIALISTES FLAMANDS EXIGENT UN DÉBAT SUR L'INSTALLATION DE NOUVEAUX MISSILES

De notre correspondant

Bruxelles. — Les nouvelles fusées de l'Armée flamande laissent une première victime : le gouvernement belge de M. Martens. C'est ce qu'a écrit, en substance, le journal démocratique-chrétien, *De Personeel*, dans ses éditions du mardi 20 novembre. Brusquement, note le journal, les événements se précipitent : le 4 juillet 1978, le ministre des Défenses, M. Simonet, avait déclaré à la Chambre, sans provoquer beaucoup de réactions, que la Constitution ne l'obligeait pas à consulter le Parlement à propos de l'installation de nouveaux missiles sur le territoire belge. Or, depuis lors, les événements se précipitent. Le 11 octobre, le ministre était obligé de préciser que « le Parlement ne serait pas mis devant le fait accompli ». Et on en est arrivé là, c'est qu'au cours des dernières semaines, les milieux politiques ont été sensibilisés par les protestations de divers groupements. Les partis sont maintenant forcés de définir leur attitude. Les socialistes flamands, réunis le 19 novembre, ont exigé un débat parlementaire public. Leur président, M. Van Miert, a souhaité de « sérieuses négociations » pour « cette discussion ». Il n'est pas impossible, dit-on dans les milieux politiques, que le maintien des missiles flamands dans la coalition gouvernementale soit maintenant lié à ce problème. De son côté, le bureau des socialistes francophones a consacré

plusieurs heures à un premier débat. Il a décidé de convoquer un conseil général « de décision » le 8 décembre. Au parti social-chrétien, un clivage se dessinait aussi entre la droite et la gauche, et la démocratie chrétienne devrait définir son attitude au cours d'un conseil permanent prévu pour le prochain week-end. Pour la Cité, les pressions de l'OTAN pour qu'une décision soit prise rapidement (alors que les premiers missiles ne seront fabriqués qu'en 1983) seraient inspirées par la crainte que l'attitude de la Belgique, comme celle des Pays-Bas, n'influence les autres pays déjà approchés pour accueillir les nouveaux missiles.

PIERRE DE VOS.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

**La Rue de Provence**

ETAIT LA RUE DE L'ARGENTERIE

**BIJOUX**

La tradition se perpétue...

**Henri HERMANN**

au n° 45

VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

## Italie

### DEUX CARABINNIERS ASSASSINÉS PRÈS DE GÈNES

Gènes. — Deux carabinieri ont été tués mercredi matin 21 novembre à Sampierdarena, près de Gènes, dans un bar où ils présentaient leur café. Quatre hommes ont fait irruption dans la salle et ont tiré sur eux. Les deux militaires n'ont pas eu le temps de réagir. Touchés l'un au cou et à l'estomac, l'autre à la tête et au torse, ils sont morts peu après. Des barbares ont été dressés aussitôt dans tout le secteur. Gènes est, avec Turin, l'une des « capitales » du terrorisme italien, notamment des Brigades rouges. Le « milieu » et la Mafia ont également fait ces derniers temps de nombreuses victimes parmi les carabinieri. Le dernier en date de ces attentats a lieu à Catanzaro, où la Mafia a assassiné il y a deux semaines trois carabinieri qui escortaient un détenu mafieux.

### POUR 120 MILLIONS DE DOLLARS...

Rome (Reuters). — Le gouvernement italien a reconnu mardi devant le Parlement avoir versé une commission de 120 millions de dollars dans le cadre d'un contrat avec l'Arabie Saoudite portant sur la livraison de 12,5 millions de tonnes de pétrole lors des trente prochains mois. L'intermédiaire était une société paraguayenne. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Adolfo Sarti, a toutefois démenti qu'une partie de la commission ait été retournée à des bénéficiaires italiens. L'annonce du gouvernement a provoqué de vifs remous. Des députés, de l'extrême gauche aux néo-fascistes, ont vivement protesté, estimant que l'explication donnée était insuffisante. M. Gianluigi Melega, député radical, a qualifié la « démocratie chrétienne » de « conspiration criminelle », lançant toutes sortes d'insinuations au gouvernement. Plusieurs députés démocrates-chrétiens se sont précipités vers lui et ont fait une quarantaine d'insultes pour rétablir l'ordre. M. Fernando Di Giulio, chef du groupe parlementaire communiste, a estimé que les explications fournies jusqu'à présent par le gouvernement étaient « hypocrites et compliquées ». Certains ouvriers démocrates-chrétiens ont eux-mêmes déclaré que de nombreuses questions restaient sans réponse.

## AMÉRIQUES

### Bolivie

#### DES GÉNÉRAUX ET DES COLONELS EXIGENT LA DESTITUTION DU HAUT COMMANDEMENT DE L'ARMÉE

La Paz (A.F.P.). — Un groupe de colonels et de généraux boliviens a exigé, le mardi 20 novembre, de la présidente, Mme Lidia Gueiler, qu'elle destitue immédiatement le haut commandement des forces armées boliviennes, considérant qu'il avait appuyé le putsch du colonel Alberto Natushka Busch du 1<sup>er</sup> novembre dernier. Les officiers, sous la direction du général Alfredo Ovando Candia (ancien commandant en chef des forces armées et ex-président de la République), ont indiqué qu'ils avaient formulé cette exigence après qu'il se soit confirmé que Mme Lidia Gueiler avait reconduit à leurs postes les hauts dirigeants militaires.

● L'Association des journalistes de l'Amérique latine et des Caraïbes (A.J.A.L.C.) organise, samedi 24 novembre, de 8 heures à 18 heures, au centre universitaire du Panthéon à Paris (6<sup>e</sup>), un colloque sur le thème de l'« exil latino-américain en France ».

\* APALC : 28, rue Saint-Ouilaume, 75007 Paris.

**CARLOS GABETTA**

« De bouleversants témoignages sur la dictature en Argentine »

**ARGENTINE LE DIABLE DANS LE SOLEIL**

LES DROITS DE L'HOMME

**A**

تكداز من الأصل











# PROCHE-ORIENT

## L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

### Un piège pour Satan

(Suite de la première page.)

Longtemps, Washington a prodigé au chah un soutien inconditionnel, sans prendre garde à la haine croissante qu'il inspirait à ses sujets. En janvier 1979, M. Carter présentait comme une certitude à ses pairs occidentaux, y compris à la Guinée, le régime iranien envers les États-Unis. Malgré tout, grâce à la reprise de certaines relations d'armes à la République islamique, une sorte de modus vivendi avait pu être établi avec Téhéran. L'économie iranienne, même si elle n'est pas encore totalement relancée, d'un tel resserrement au grand dam des Soviétiques, des relations Iran-Américaines. La rencontre à Alger de M. Kissinger et de M. Khomeiny, à l'occasion des fêtes annuelles de la révolution algérienne, avait d'abord semblé confirmer cette impression. C'était ne pas comprendre le caractère passionnel de l'hostilité au chah de l'imam Khomeiny et de ses partisans, ce sous-estimait l'impact politique de

son hospitalisation en territoire américain. On sait maintenant que Téhéran avait multiplié les mises en garde. On sait aussi que c'est à la suite de démarches pressantes de M. David Rockefeller et Kissinger qu'a été prise la décision de laisser l'ex-souverain se faire soigner à New-York. Aucun élément sûr ne permet d'affirmer, comme l'ont fait certains, que ladite décision ait été motivée par des raisons politiques, et qu'il se soit agi en fait de compte de rassurer telle ou telle personnalité du golfe Persique, inquiète de voir les États-Unis laisser aussi facilement tomber leurs amis d'aujourd'hui. Mais il faut bien se persuader que des hypothèses de ce genre, qui n'ont rien d'irraisonnables, trouvent facilement, comme on a pu s'en rendre compte aussi passionnément et imaginairement que ceux qui gouvernent aujourd'hui l'empire des Pah-lavis, après tout, c'est bien la C.I.A. qui a ramené, en 1953, sur son trône, Mohamad Reza, chassé, au temps de Mossadegh, par la fureur populaire.

et avec eux, à des degrés divers, l'ensemble des pays occidentaux, ne sont plus seulement détestés, comme sont détestés tous les riches, ils sont méprisés. Ils le seront plus encore lorsque, un jour prochain, un pays musulman, Pakistan, Irak ou Libye, disposera de ce qui est devenu le symbole moderne de la puissance : la bombe atomique. Ne sous-estimons pas le sentiment

d'avantage les cillères. Mais le fait est que ce fanatisme béat, d'un vaste soutien populaire, et qu'il s'inscrit dans la droite ligne du mouvement nationaliste déchaîné il y a vingt-huit ans par Mossadegh, point de départ de la lutte engagée par le monde musulman pour la récupération de la propriété de son pétrole. On entend couramment répéter que sans les Occidentaux ce



(Dessin de KONE.)

Depuis des années M. Michel Debré répète au monde occidental que nous sommes entrés dans une période de « guerre économique ». Il pourrait utilement ajouter et moraliser, car les deux termes ne sont pas séparables. Communisme et capitalisme ont cru l'un et l'autre que l'abondance apporterait la solution de tous les problèmes. Mais ils n'ont réussi, ni l'un ni l'autre, à l'instaurer, puisqu'on meurt de faim dans ces temps-ci, comme jamais, et il devient chaque jour plus évident que la prospérité et la liberté des uns sont toujours payées de quelque manière de la pauvreté et de la servitude des autres : c'était déjà vrai du temps de Thucydide, alors que l'impérialisme d'Athènes préfigurait celui des grandes puissances coloniales et des États-Unis. Et voilà qu'aujourd'hui l'assaut est donné aux citadelles du capitalisme, lequel n'envisage, pour se défendre, que des palliatifs auxquels personne ne croit vraiment. La solution est pourtant évidente, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit facile. Si l'on veut éviter l'apocalypse, il faut mettre fin au gaspillage des ressources naturelles et les répartir d'une manière plus équitable. Diminuer de manière drastique, pour commencer, la consommation d'énergie, ce qui est le seul moyen efficace connu de freiner l'escalade des hausses du prix du pétrole. Stabiliser — et c'est là

#### BIBLIOGRAPHIE

#### « La terre a bougé en Iran », de Gilles Anquetil

Depuis un an, la révolution iranienne a été jalonnée par la publication d'une série de livres qui en retracent les étapes, chacun à sa manière, en faisant un travail de vulgarisation (1) ou en analysant les causes de ce bouleversement de société (2), ou en fin au gaspillage des ressources naturelles et les répartir d'une manière plus équitable. Diminuer de manière drastique, pour commencer, la consommation d'énergie, ce qui est le seul moyen efficace connu de freiner l'escalade des hausses du prix du pétrole. Stabiliser — et c'est là

#### D'une indignation à l'autre

Le sentiment d'indignation devant une extrême injustice n'est pas moins vif aujourd'hui aux États-Unis que dans le tiers-monde. Les Américains ont été ébranlés dans l'idée, passablement pharisaïque, il faut bien l'admettre, que la Providence leur avait réservé un petit coin du monde où la pratique des vertus civiques leur garantirait le paradis sur terre. S'ils vivent si bien — qu'ils disent, qui les consomment à eux seuls, que le système de l'humanité, le tiers des ressources de la planète, c'est parce qu'ils sont meilleurs que les autres, qu'ils ont de meilleures institutions, ce qui est très normal, puisqu'ils sont les citoyens d'une nation riche et non pas seulement transmise, les enfants d'immigrants qui ont choisi de fonder une immense Thébaïde. Et voilà qu'aujourd'hui on attribue les écus du masque de Satan, qu'on menace de juger pour enlèvement leurs diplomates retenus en otage. Il faudrait à M. Carter beaucoup d'audace pour

oser dire à ses compatriotes, à la veille d'une année électorale, que c'est moins d'un recours au poing sur la table que d'une sorte de conversion qu'ils peuvent attendre le salut. Et pourtant c'est bien là qu'est la vérité : les énormes moyens militaires dont disposent les États-Unis protègent leur sol et dans une moindre mesure celui de leurs alliés, ils ne leur permettent plus d'imposer leur volonté aux quatre coins de l'univers, ni même sans doute, à terme, de conserver le niveau de vie dont ils sont si fiers. Au cours d'une discussion récente, une personnalité américaine, comme on l'interrogeait sur ce qui se passerait dans telle ou telle éventualité, a répondu à plusieurs reprises : « Dans ce cas le ciel nous tomberait sur la tête », montrant clairement qu'aucune « réponse » n'avait été prévue pour faire face à cette hypothèse, fâcheuse certes, mais cependant plausible, et même probable si rien n'est fait pour redresser le cours des événements.

#### L'intervention difficile

A partir du moment où l'on croit, dur comme fer, qu'Allah est avec soi et que l'on a affaire à des bandes sans foi ni loi, on se préoccupe assez peu des risques encourus, voire des conventions passées. On « s'occupe pas » l'ambassade des États-Unis, on la « libère » de ceux (des diplomates américains) qui « l'occupent » et que l'on prend en otage. Aucun État, en ce siècle, n'avait encore osé couvrir une opération aussi contraire au droit international. Et lors que les Borgia, en l'an de grâce 1500, s'attaquèrent aux légations à Pékin, assassinant le ministre d'Allemagne, la riposte ne tarda pas : une armée internationale fut constituée, sous le commandement du maréchal prussien von Waldersee et mit à genoux, en quelques semaines, le régime impérial.

Rien de tel n'est concevable aujourd'hui malgré les merveilleux progrès des techniques militaires, qui permettraient d'annuler à pied d'œuvre, en quelques heures, des légions de milliers d'hommes, sortis tout droit d'un livre de science-fiction. D'abord parce que Téhéran n'est pas une banlieue, et qu'il faudrait vraiment un miracle pour que les commandos américains puissent prendre les défenses aériennes suffisamment au dépourvu pour réprimer vivants ceux qu'il s'agit de délivrer. Et puis parce que les Soviétiques veillent et qu'ils seraient trop sages de profiter d'une manière ou d'une autre de la circonstance. Quand ce ne serait que parce qu'un certain traité de 1921 (1) leur confère un droit d'intervention dans le nord du pays au cas où leurs intérêts se trouveraient menacés.

Au point où en sont les choses, les États-Unis sont proprement

« d'exaltation qui s'empare alors des peuples du Dar El Islam, du monde islamique : ce jour-là, ils se sentent vraiment les égaux de ces Blancs qui n'ont pas encore abdicqué leur arrogance.

A bien des égards, Khomeiny est un fanatique dont l'âge n'a pu que fermer encore un peu

(1) Radio-Téhéran a annoncé il y a quelques jours la dénonciation unilatérale de ce traité. Il ne semble pas que Moscou en ait pris acte de quelque manière que ce soit.

LEVIS CARROLL

Count Alice

LETTRES édifiantes et curieuses DE CHINE

par des missionnaires jésuites. 1702-1776

SOREL

histoire comique de François

Le passé au présent

DES TEXTES POUR NOTRE TEMPS.

مكتبة الأصل



## ASIE

### LE PROBLÈME DU CAMBODGE VU PAR HANOI

#### < La situation est radieuse... >

Le prince Sihanouk est attendu dimanche matin 25 novembre à Paris, venant de Pékin, a confirmé mardi le ministre français des affaires étrangères. Il sera accueilli à l'aéroport par M. Mitterrand, chef du protocole. Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que l'ancien chef de l'Etat du Cambodge — traité « en ami de la France » — aura des contacts qui seront annoncés le « moment venu » ; toutefois, les collaborateurs du prince estiment que celui-ci devrait être reçu par M. Glacard d'Estaling. Selon certaines informations, le prince Sihanouk, qui aurait l'intention de demeurer environ deux mois en France, habitera dans une résidence mise à sa disposition par le gouvernement.

Depuis deux mois, les Nations unies ont connu trois débats sur le Cambodge ; d'autre part, les organisations internationales et humanitaires, les personnes privées et certains Etats font d'importantes efforts pour aider la population de ce pays à survivre. Agitation superlue aux yeux de certains...

En effet, selon Hanoi et Phnom-Penh, la situation n'est pas si mauvaise que cela. Le Nhan Dan, organe du P.C. vietnamien, dans un article de 11 novembre, signé « Commentateur », affirme que « la situation y est hautement satisfaisante et radieuse » et s'étonne que « les pays de l'ASEAN aient délibérément peint un tableau très noir ». Le journal qualifie de « geste grotesque et mesquin » la visite de Mme Carter dans les camps de réfugiés de Thaïlande, alors « qu'il ne manque pas de problèmes aigus » aux Etats-Unis, comme l'inflation ». Et de dénoncer ceux qui « pleurent des larmes de crocodile sur ce qu'ils appellent « privations et souffrances largement répandues » et « famine grave ».

Le 6 novembre, Radio-Hanoi, dans une émission en anglais, avait assuré qu'« au Cambodge il n'y a ni tragédie, ni génocide (...) mais seulement une cabale des Etats-Unis contre les révolutions vietnamienne et cambodgienne ». Le 9, le représentant de Phnom-Penh venu assister au débat aux Nations Unies sur l'aide à son pays, M. Keo Prasuth qui, pourtant,

représente la Croix-Rouge cambodgienne, récidivait : « il n'y a pas de famine mais seulement un manque de nourriture. En fait, ceux qui souffrent de la famine sont les résidus des partisans de Pol Pot et de Ieng Sary ».

L'agence de presse de Phnom-Penh S.P.K. a d'autre part diffusé un communiqué du ministère des affaires étrangères qui assure qu'il n'y a pas de guerre au Cambodge. Il accuse certains pays « de pousser des hauts cris pour faire cesser le conflit armé et rechercher une solution politique du problème cambodgien. Le ministère entend faire savoir clairement que, en fait, il n'y a pas de conflit armé au Kampuchéa et, en ce qui concerne l'administration populaire, il n'y a que des opérations de nettoyage contre les bandes souterraines et infiltrées par des étrangers pour se livrer au pillage et créer des troubles ». De telles opérations « font partie des activités normales exercées par toutes les autorités chargées du maintien de la sécurité ».

Pour montrer qu'elle n'accepte pas de violation de leur souveraineté Phnom-Penh et Hanoi ont annoncé que tout avion qui transporterait de l'aide au Cambodge sans autorisation « sera abattu », selon les propres termes du représentant vietnamien aux Nations Unies. Dont acte : il n'y a pas de problème grave au Cambodge. P. de S.

## AFRIQUE

### LE CONFLIT SAHARIEN

#### Un Mirage F-1 a été abattu par le Front Polisario dans le Sud marocain

Un Mirage F-1 des forces armées marocaines a été abattu lundi 19 novembre par un missile Sam-7, au cours d'une attaque du Front Polisario contre la localité d'Abzash, dans le sud du Maroc, et son pilote a été tué, a annoncé mardi soir le ministère marocain de l'information, confirmant ainsi un communiqué saharoui publié à Alger. Lors de cette bataille, qui a duré trois heures, précise Rabat, les « mercenaires » ont été repoussés et ils ont eu cent vingt tués et trente véhicules détruits sur les deux cent cinquante qu'ils avaient engagés.

D'autre part, la situation dans le nord de la Mauritanie a été jugée préoccupante par les dirigeants de Nouakchott, au point que le premier ministre, le lieutenant-colonel Khouna Ould Haddad, a renoncé au dernier moment à participer au dixième sommet arabe de Tunis, et que le chef de l'Etat-major s'est rendu à la frontière en visite d'inspection. Le journal Chaab expliquait, mardi, que depuis le 11 août dernier, la Mauritanie avait demandé officiellement et à plusieurs re-

prises au Maroc de rapatrier ses troupes, en particulier le dernier contingent d'environ un millier d'hommes encore en garnison à Bir-Moghrein.

Le Maroc avait donné son accord, il y a quelques jours, mais des difficultés semblent avoir surgi et Chaab écrit que ces forces « doivent quitter le sol national immédiatement et sans préalable ». Les dirigeants mauritaniens font état « de mouvements suspects » d'unités de la force mobile marocaine engagées dans des opérations de ratissage contre le Polisario dans le cadre de l'offensive Omdou.

Parallèlement à cette tension, une intense activité diplomatique est déployée dans les différentes capitales de la région en prévision de la réunion du Comité des sages de l'O.A.A. à Monrovia, début décembre, à laquelle le roi du Maroc, le secrétaire général du Front Polisario et le premier ministre mauritanien ont accepté de se rendre. On estime que le président Chadli Bendjedid répondra également positivement. — (A.F.P., Reuter.)

### Ouganda

#### Le remaniement ministériel marque un nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'important remaniement ministériel auquel a procédé, mardi 20 novembre, le président Binaisa (le Monde du 21 novembre) marque un nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir au sein de l'équipe dirigeante.

Le disgracié de M. Museveni, qui perd le ministère de la défense au profit de celui de la coopération régionale, est d'importance, autant en raison de la personnalité de celui-ci que des circonstances qui entourent cette disgrâce. Ancien dirigeant étudiant et administrateur de Samiya Machel, M. Museveni appartient à l'éthnie des Acholi, violemment réprimée sous la dictature d'Amin Dada.

A trente-quatre ans, il apparaît progressivement comme un rival du président Binaisa, d'autant plus sérieux qu'il avait su, dans le sillage des troupes tanzaniennes, constituer une véritable armée privée de plusieurs milliers d'hommes, recrutés parmi son ethnie d'origine. La réintégration de M. Museveni pour-

rait être le résultat d'un duel entre celui-ci et M. Paul Mwanza, ministre de l'intérieur et autre personnage influent du régime.

Le président Binaisa aurait décidé ce remaniement ministériel sans le consentement formel du Conseil national consultatif (N.C.C.), cet organe législatif qui fait office de Parlement en attendant les élections générales de juin 1981. « Nous voyons deux un nouveau Lule », a déclaré aux journalistes, mardi, un membre du N.C.C., faisant ainsi référence au comportement de l'ancien président, qui avait pris plusieurs décisions sans l'avis du Conseil. Cette désobéissance avait servi de prétexte à son renversement. S'il se confirmait que M. Museveni a été rétrogradé contre l'avis de la plupart des conseillers, le président risquerait de se retrouver un jour en minorité. Pour l'instant, une chose est sûre : le chef de l'Etat, qui s'est attribué provisoirement le portefeuille de la défense, a plutôt renforcé sa main. — J.-P. L.

### Zambie

#### Pour faire face aux attaques rhodésiennes Le président Kaunda proclame la « mise en alerte totale de la nation »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — « Mise en alerte totale de la nation », « Situation de guerre à grande échelle », « Appel à une vigilance accrue » : par le ton et les termes employés autant que par la solennité de son discours, le président Kenneth Kaunda a voulu, mardi 20 novembre, donner un caractère spectaculaire à sa décision de décréter la mobilisation générale. Cette mesure, à effet immédiat, concerne tous les jeunes gens ayant accompli au moins six mois d'entraînement militaire. Le chef de l'Etat zambien a ordonné en outre le rappel de tous les réservistes. Cette double initiative devrait permettre de doubler largement les effectifs de l'armée. Celle-ci compte actuellement douze mille hommes, auxquels viendront donc s'ajouter quelque quinze mille jeunes recrues et plusieurs milliers de réservistes.

Ce n'est pas la première fois que M. Kaunda incite solennellement ses compatriotes à serrer les rangs face aux attaques de l'ennemi rhodésien depuis que la Zambie s'est elle-même déclarée, en mai 1977, en état de guerre avec son voisin du sud. Cette fois, pourtant, deux éléments donnent un relief accru aux décisions de Lusaka. D'une part, les négociations de Londres sur l'avenir du Zimbabwe-Rhodésie sont entrées dans leur phase ultime avec l'examen des modalités d'un éventuel cessez-le-feu. De l'autre, la Zambie est en proie à une crise économique aggravée par les coups de boutoir de l'armée rhodésienne. Ces deux événements, intimement liés, éclairent la « stratégie de la tension » déployée par l'Etat de Salisbury envers la Zambie.

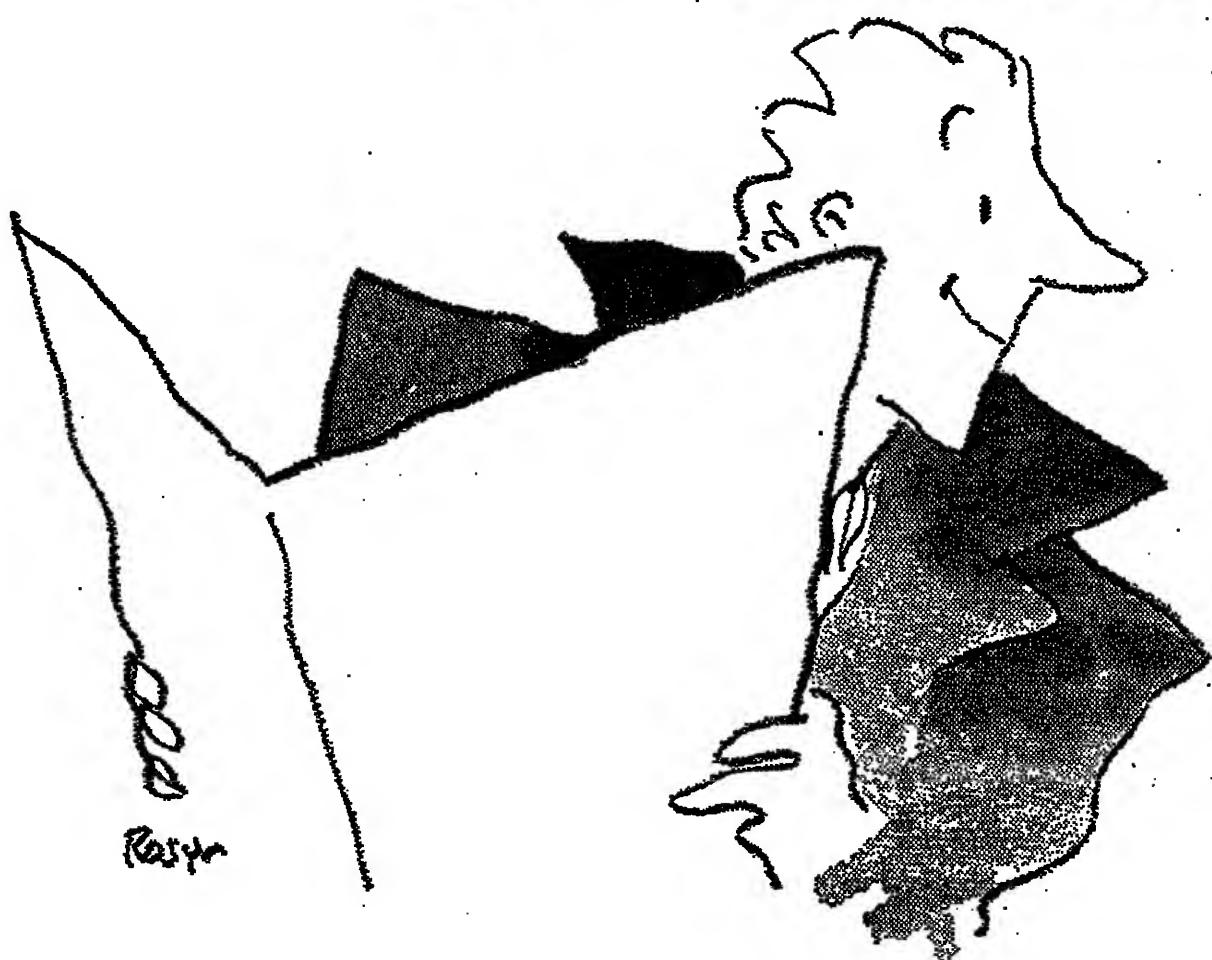
Conscient de la faiblesse de ce pays enclavé, l'armée du Zimbabwe-Rhodésie conduit à son encontre depuis plusieurs semaines, et suivant une progression quasi méthodique, une guerre économique visant à épuiser ses voies de communication. L'aviation et les commandos de Salisbury ont tour à tour détruit le Tazara, voie ferrée par où transitent 40 % du commerce extérieur zambien, coupé les routes reliant Lusaka à la frontière du Malawi, fait sauter un pont sur la rivière Chongwe, bloqué ainsi la capitale de la Province-Orientale. Ces opérations de sabotage n'obtiennent que très accessoirement à des considérations strictement militaires. Elles ne peuvent guère

Le président Kaunda a fort bien décrit mardi, au cours de sa conférence de presse, ces processus d'intimidation visant, à travers lui, les chefs nationalistes du Zimbabwe. « Le parti et le gouvernement », a-t-il répliqué, « prendront les mesures nécessaires afin de mobiliser toutes les ressources du pays en vue de la guerre ». Rejetant la responsabilité des attaques lancées contre son pays sur Londres, car « la Rhodésie relève de l'autorité britannique », il a poursuivi : « La Grande-Bretagne devra compenser les pertes que nous avons subies ». M. Kaunda a également conseillé aux « expatriés noirs et blancs qui ne souhaitent pas rester en Zambie, de faire leurs bagages » et « de rejoindre Ian Smith en Rhodésie ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

**TÉLEX PARTAGÉ**  
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

# 5 minutes de lecture contre 50% de réduction.



C'est vrai, maintenant vous pouvez voyager d'une manière très économique. La SNCF accorde des réductions importantes aux couples, aux familles, aux personnes âgées et même aux célibataires qui partent pour un séjour.

**Vous partez en couple :** l'un de vous deux a droit à 50% de réduction.

**Vous partez avec vos enfants (minimum 3 personnes) :** à partir de la deuxième personne vous bénéficiez de 50%.

**Vous profitez de votre retraite pour voyager :** vous avez droit à 50%.

**Vous êtes seul et vous partez pour un séjour de plus de 5 jours à une distance de plus de 500 km :** vous avez 50% de réduction sur votre billet de retour.

Pour bénéficier de ces réductions, il suffit de vous procurer la carte 50 correspondant à votre cas, et d'éviter de partir en période de forte affluence. Renseignez-vous auprès de votre gare ou agence de voyages... un petit effort qui en vaut la peine.

**SNCF**

*Allez y tout va*

\* Lorsque vous demandez votre carte (Couple, Famille, Vermeil 50) la SNCF vous remettra un calendrier qui vous permettra de voir facilement les périodes où ces réductions sont applicables. La réduction "Séjour" s'obtient automatiquement en prenant votre billet.

LE DEBAT SUR

25 trois m

... et les autres

... et les autres

... et les autres



Le Monde

# politique

## LE DÉBAT SUR LA CENSURE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les trois motions ont été repoussées

Si l'Assemblée nationale n'a pas censuré le gouvernement, c'est l'affaire de la conjoncture. Tel est le principal enseignement du débat qui s'est déroulé sur les trois motions de censure déposées par l'opposition et, au-delà, d'une discussion budgétaire fertile en psychodrames. Cette discussion, commencée le 18 octobre, s'est achevée mardi soir par trois scrutins négatifs : les motions ont respectivement recueilli 202, 201 et 199 voix selon la subtilité des votes de M. Robert Fabre et au gré de celui de M. Le Tac, seul député R.P.R. à avoir franchi le Rubicon. Mais M. Barre n'ignore plus désormais qu'il n'est pas à l'abri de déflections plus importantes, le jour où une majorité « de remplacement » se sera structurée. Des socialistes qui tirent la conclusion de la démission persistante de la gauche, des gaullistes qui s'éloignent encore un peu plus de leurs alliés naturels jugés, décidément, par trop survivants, des appels au « dialogue » lancés récemment à l'opposition non communiste au cours d'un voyage présidentiel en province : il n'en a pas fallu plus

pour que, dans les couloirs du Palais-Bourbon, commence à prendre corps de vieux rêves un peu fous et s'échafaudent des combinaisons qualifiées naguère encore de « contre nature ». On parlait beaucoup de « convergences ». Psychodrame vraiment que ce débat sur la censure. Freud n'en fut pas absent. Outre le lyrisme de M. Hamel, pour qui les quatre groupes parlementaires se déchirent au détriment de leur « mère » (la France ?) qu'ils finissent par tuer à petit feu, la discussion fut aussi marquée par ce que les gaullistes ont voulu considérer comme une atteinte à l'image du père (le général de Gaulle) au travers de la personne du fils (héritier), M. Debré, portée par celui qui, naguère, se disait ami de la famille, M. Barre. A la réplique systématique qu'avait prononcée samedi le premier ministre contre le R.P.R., compte tenu de la détermination dont il avait fait preuve en engageant la responsabilité du gouvernement, au vu enfin de son refus de concéder quoi que ce soit lors de la seconde

délibération, les gaullistes attendaient au moins qu'on n'arrive pas leurs plaies. Il n'en fut rien. Agacé par les leçons que lui avait prodiguées une fois encore M. Debré, M. Barre repartit à l'assaut, et, après avoir réglé ses comptes avec M. Chirac deux jours plus tôt, créa l'irréparable en s'en prenant à celui qu'il aurait peut-être dû ménager. On était bien loin de l'hommage qu'il avait rendu samedi à l'un des fondateurs des institutions de la V<sup>e</sup> République. Le chef du gouvernement choisit de démontrer que M. Debré — lui — aussi — ? — avait, en son temps, pris quelques libertés avec la rigueur budgétaire. Tout, sans doute, fut consommé quand, après que M. Barre eut invoqué le « philosophe » pour qui « tout comprendre, c'est tout pardonner », M. Debré répondit : « Ne vous comprenant pas, je n'ai rien à vous pardonner ! ».

Avec M. Chirac (U.D.F.), on quitta le domaine de la psychanalyse pour celui de la psychologie. Le président du groupe U.D.F. donna l'impression — dans le brouhaha ment de M. Chirac et il s'étonne que le premier ministre ait pu mettre en cause samedi soir son prédécesseur. « Des les premiers jours du débat budgétaire,

#### M. MITTERRAND : au nom des chômeurs et des exploités

Mardi 20 novembre, l'Assemblée nationale débat des deux motions de censure du groupe socialiste et de la motion de censure du groupe communiste. Ces trois motions sont soumises à une discussion commune.

M. BROCARD (U.D.F.), président de la séance, lit le texte des deux motions déposées à la suite de l'engagement de responsabilité du gouvernement, puis M. MITTERRAND (P.S., Nîmes), premier orateur, monte à la tribune. Il déclare tout d'abord qu'il « se félicite » devant lui l'ombre de la majorité. « Trop de votes et de boîtes, de disputes et de contradictions entre les deux partis ont créé, ajoute-t-il, une situation d'incertitude, voire de chaos, expose la France « à connaître une mort civile ».

Pour M. Miterrand, il y a d'une part ceux qui ont confiance dans le gouvernement, et qui refusent la censure ; d'autre part, ceux qui n'ont pas confiance et qui voient contre le gouvernement. Il souligne « l'absence de confiance » et indique : « M. Barre, en critiquant M. Chirac, ne s'est-il pas aperçu qu'il critique aussi le président de la République ? » Il dénonce la procédure de l'engagement de responsabilité, es l'indiquant : « C'est un Parlement pour rien, une Assemblée qui ne peut imposer l'examen des dépenses avant d'avoir voté les recettes. » M. Miterrand estime que cette procédure s'apparente à l'acte

matériel du petit doigt sur la couture du pantalon. Il assure notamment que la Constitution de 1958 n'était pas faite pour aboutir à ce qu'il nomme un « régime présidentiel ». Il signale « le mondialisme modelé par le grand capital » et s'interroge sur la volonté de « désintégration » et de « dialogue » affirmée par le pouvoir. Où ce dialogue pourrait-il s'exercer ? demande-t-il. Il note que dans l'administration, comme cela se fait aux Etats-Unis, et que, au Parlement, la majorité rejette « tous les amendements » présentés par les socialistes. Il dit également la loi sur le vote des Français de l'étranger et l'entrée de la police dans les locaux du parti socialiste lors de l'élection « Radio-Dispute ». Il ajoute : « Et quand une situation de scandale est créée qui pourrait vous atteindre, vous vous enfuyez dans le silence et dans le secret. » M. Miterrand conclut : « Rien n'arrêtera l'évolution des temps sans une volonté nationale et nous vous censurons, parce que, sans que vous n'en ayez conscience, nous ne sommes pas en état de rassembler les énergies. » Il précise que le parti socialiste censure également le gouvernement « au nom des Français désorientés, inquiets et parfois angoissés, au nom des chômeurs, des personnes exploitées, écrasées par l'insolence des privilèges ».

#### M. BALLANGER (P.C.) : pas de consensus avec le capital

M. BALLANGER, président du groupe communiste, constate que « le gouvernement a été conduit à engager sa responsabilité sur le budget, parce qu'il ne dispose pas aujourd'hui d'une majorité pour émettre un vote positif. » « Non pas, explique-t-il, du fait d'un désaccord de fond de sa majorité avec sa politique, mais bien parce que la responsabilité de celle-ci est lourde à porter et que le R.P.R. voudrait bien la décharger. » « Des députés de l'U.D.F. aussi, d'ailleurs », ajoute-t-il.

Il rappelle que les communistes avaient demandé, au vu du début de la session, un débat sur la politique du gouvernement : « Le mécontentement et le refus de l'assuétude ont quand même réussi à se frayer un chemin jusqu'à ce hémicycle. » Il dénonce la « comédie dérisoire » et la « démagogie ridicule » auxquelles se livrent selon lui les députés gaullistes. Le R.P.R., dit-il, « veut l'application du budget présenté par le gouvernement parce qu'il répond à ses objectifs d'austérité et de défense du grand capital », mais « il fait semblant d'être en désac-

cord et se livre depuis un mois, avec l'accord tacite du premier ministre à une comédie livrée de réverses, les critiques, pour aboutir à cette conclusion procédurière qui consiste à faire adopter ce budget sans vote et à décharger ses responsabilités totales dans la crise et son aggravation. » M. Ballanger évoque à son tour les scandales qui, dit-il, « ont dans la logique d'un régime personnalisé, anti-démocratique où les membres d'une fraction dominante exercent le pouvoir depuis vingt ans ». Mais il estime que « l'essentiel est ailleurs » et que « ce n'est pas sur cette base que les changements politiques surviennent ».

Le président du groupe communiste dénonce « l'abaissement des droits de l'Assemblée, la censure contre ses pouvoirs constitutionnels » et « le caractère autoritaire, durautocratique et secret du pouvoir ». Il conclut : « Le vote qui interviendra doit faire la clarté, car le texte du groupe communiste condamne toute tentative de consensus comme de collaboration avec le capital pour gérer la crise. »

#### M. LABBÉ : un avertissement

M. LABBÉ (R.P.R., Haute-de-Seine) rappelle l'échec de la concertation entre son groupe et le gouvernement en ce qui concerne le budget pour 1980 et indique que, plus que les autres, les gaullistes sont attachés aux institutions de la V<sup>e</sup> République. La lettre et l'esprit de la Constitution excluent le régime d'Assemblée », rappelle-t-il et, se référant aux institutions, il indique que les gaullistes ne peuvent voter la censure. M. Labbé indique, d'autre part : « La discussion cri-

tique n'est pas une fronde, un vote négatif sur un projet ne contraint pas le gouvernement à démissionner. » Pour le président du groupe R.P.R., la « désapprobation » R.P.R. « n'est pas vaine, et constitue un avertissement ». Évoquant le mouvement « où se manifeste un certain état d'esprit d'ouverture vers des personnalités plus ou moins responsables de l'opposition », il déclare que le gouvernement devrait d'abord « accepter quelques-unes des propositions du R.P.R. ».

M. Labbé rappelle également les renversements de gouvernement qui ont eu lieu au cours de la IV<sup>e</sup> République, et ajoute : « S'il suffisait de renouer un gouvernement pour tirer la France d'affaire, ce serait trop simple ! Nos problèmes sont d'une autre nature et leur solution ne se situe pas sur ce plan. »

Le député des Hauts-de-Seine indique, d'autre part : « Les propos tenus à l'occasion ne témoignent-ils pas d'un décalage avec la réalité ? Nous n'avons pas à adopter cette tendance qui consiste à subir plutôt qu'à réagir. » M. CHINAUD (U.D.F., Paris), fait allusion aux deux motions de censure du groupe socialiste et déclare : « Le parti socialiste a sans doute trouvé plus habile de rédiger deux textes pour rejeter son unité. » Il ajoute : « Chacun sait bien qu'il n'y a pas une autre majorité possible. » M. Chinaud dénonce aussi l'« absence de sérieux qui a envahi la classe politique ».

Le président du groupe U.D.F. déclare, d'autre part, à propos d'un désaccord entre les deux formations de la majorité : « Plutôt que de nous ignorer, nous ferions bien de nous remettre à parler ensemble. »

#### M. JOXE : la clarté et la manœuvre

M. JOXE (P.S., Seine-et-Loire) rappelle que lors de la seconde délibération sur le projet de loi de finances, samedi 17 novembre, le gouvernement a fait adopter une disposition qui non seulement rétablit l'anonymat des bons de caisse supprimés par les députés lors de la première délibération, mais, point d'une amendement de 30 000 à 300 000 francs ceux qui rendront publique cette disposition. C'est pour lui une décision révélatrice « d'une situation politique empoisonnée, déléguée, corrompue ».

Il rappelle que M. Barre faisait partie du dernier gouverne-

ment de M. Chirac et il s'étonne que le premier ministre ait pu mettre en cause samedi soir son prédécesseur. « Des les premiers jours du débat budgétaire,

est proposé, mais de ne pas voter non plus contre le gouvernement. R.P.R. a décidé à la fois de ne pas voter le budget tel qu'il lui

(Lire la suite en page 10.)

Du haut de cet Atlas  
40 siècles vous contemplent.

LE GRAND ATLAS  
DE L'HISTOIRE  
MONDIALE



Pour la première fois, le Grand Atlas de l'Histoire Mondiale présente un panorama intégral de l'histoire universelle, depuis les premières empreintes de l'homme jusqu'à aujourd'hui. De siècle en siècle, le Grand Atlas de l'Histoire Mondiale embrasse l'ensemble de la planète. C'est une gigantesque synthèse qui, en plus de 600 cartes inédites appuyées par un glossaire de 1.700 articles et un index de 8.500 noms, visualise les grandes forces qui font et qui sont l'Histoire. Un ouvrage passionnant comme l'aventure humaine, qui s'adresse aussi bien au lecteur curieux qu'à l'étudiant et au chercheur. Un grand livre. (27 x 37) de 376 pages dont 284 en couleurs.

Une audace intellectuelle et une exigence globale dont aucun historien, si érudit soit-il, n'est plus capable. Emmanuel Le Roy Ladurie

LE GRAND ATLAS  
DE L'HISTOIRE  
MONDIALE

ALBIN MICHEL

Prêt à porter pour les grands (1 m 85 à 2 m 15)  
et les costauds...

Chemises et chaussures jusqu'au 50



**Jerky**

86 av. Ledru-Rollin  
Paris 12<sup>e</sup> / 628.18.24  
et 79 av. des Ternes Paris 17<sup>e</sup> / 574.35.13

سكزامن المصل

re contre  
ction.

SNEF

Alb y en train



ASSEMBLEE NATIONALE  
La situation

« C'était ouvrir la porte à la manœuvre qui a été tentée ici même : lever l'impôt sans loi, dépenser les fonds publics sans autorisation et faire, comme le disait M. Barre, l'économie d'un coq » Il s'agit, indique M. Joxe, de permettre aux électeurs de savoir ce qu'ils ont voté. Ils sont ceux qui sont prêts à venir rendre compte de leurs actions et de leurs votes et ceux qui, au moins jusqu'à aujourd'hui, jouissent de mettre en cause le gouvernement mais finissent toujours par le remettre en selle.

M. DERE (R.P.R., la Réunion) évoque les répercussions que lui avait adressé le premier ministre au cours du précédent débat : « Il est si rare en politique d'être si sûr de soi ! ».

« Je suis sûr, dit-il, que la pierre blanche cette nuit de samedi à dimanche où M. Barre a fait écho aux propos que j'ai tenus à l'Assemblée, est apparue au plus tard pour tous les Français, presque jour pour jour, dans un pays où je remercie, je n'ai pas à me plaindre, certains ont attendu plus longtemps... » L'ancien premier ministre indique qu'en 1959 il avait dit : « Je ne suis pas sûr de rien, j'ai peur de tout ».

« J'ajoute, dit-il, à défendre un budget en équilibre contre une volonté de dépense. Il demande à M. Barre de se reporter à la loi de finances de 1960, qui est précise-là », l'emprunt de déception : « Dussé-je être seul, je renouvellerai mon attitude de fin dernier, mon abstention, mon refus de voter... ».

Faisant allusion à la relance économique de 1975, il ajoute : « Croyez bien que je ne m'estime pas l'erreur commise et que vous avez justifiée », M. DERE soulève la question de savoir si, dans quelques semaines, une relance qui fut décidée et appliquée par un gouvernement actuel, en cours de route, vous auez, en effet, de nouvelles mesures, de nouvelles lois adoptées à l'Assemblée, rue de Biot, autant qu'à Maitland.

« L'année qui vient nous départagera aussi bien pour ce qui concerne la relance que pour ce que ses méthodes de financement et leurs incidences. Mais avouez que mes questions, c'est-à-dire mes inquiétudes, ne sont pas déplacées ».

« La première des tâches, estime-t-il, c'est d'arrêter la course

Repondant aux orateurs, le premier ministre declare qu'il voit dans le depot de la premiere motion de censure socialiste « *un souei evident de montrer, comme M. M. Jughin, que l'emission de la censure est une affaire de tout parlementaire* ». Il ajoute : « *M. Jughin a declare aussi : « Nous ne sommes pas de ceux qui disent, comme je l'ai entendu dire, que le socialisme est une idee : barmes-nous, le pouvoir est a ramasser. C'est sirement une illusion. » On ne sourait, a mon humble avis, mieux dire ! Le socialisme est une affaire de ramasser que le suffrage universel c'est lui qui m'interesse, et*

à la croissance constante des déficits, que ce soit le déficit du budget de l'Etat ou celui de la Sécurité sociale, sans oublier ceux des entreprises publiques. « J'ai l'habitude de dire, afin qu'économique ne peut être accomplie que dans le sentiment de la solidarité nationale renforcée. »

le député de la Réunion souligne qu'il est permis de statuer par ordonnances pendant quelques mois, de présenter au Parlement des lois-permanentes, d'empêcher l'effacement des crédits, de faire des économies sur des budgets — budget de l'Etat, budget de la Sécurité sociale — exceptionnels, étirés dans le temps, afin qu'on ne retrouve clairement aucun bien les modifications de priorité dans les dépenses que les dispositions prises pour créer un sentiment de responsabilité nationale. C'est que la V<sup>e</sup> République ne peut passer aisément, à condition de le vouloir.

M. Delbré affirme que ses propos ne relèvent pas d'une « querilla », « mot que l'on répète trop de nos jours électoraux médisants », mais d'un « acte de conscience civique ». « Appel doli, au fond de vous-même, dit-il, vous ne pouvez méconnaître la valeur dans la situation où nous sommes de faire un acte de conscience dans le monde. Il ajoute : « Vous-mêmes — on en a vu — n'attendez pas vingt ans pour que l'on fasse un acte de conscience. Je viens d'en dire, car vous qui devriez amener les actes qu'attendent les Français. »

La séance est levée en fin de matinée, à 11 heures 15, après dix-neuf-midi avec une intervention de M. Raymond Barre.

## Ne pas son successeur

pas les sondages — n'a cessé de démentir ceux qui le prétendaient. Aujourd'hui, observe le premier ministre, c'est au parti radical que « l'on s'interroge parfois sur l'utilité de faire encore appel à M. Mitterrand... Bien injustement à mon sens ».

Le premier ministre assure que « les élections récemment ne font pas croire au gouvernement et à la majorité d'avoir exercé la souveraineté » et ajoute qu'il utilisera « tous les moyens » que la Constitution met à sa disposition. S'adressant à M. Labbé, il assure : « Je ne suis pas en accord avec la majorité. Je ne gouvernerai pas contre elle. J'ai toujours pratiqué

A M. DEBÉ. M. Barre souligne qu'il ne s'agit « jamais hasardé à le qualifier de cavalier de l'Apocalypse », mais qu'il « a eu l'impression pas, bien que l'image lui paraisse belle. Évoquant les propos « parfois inquiets » de l'ancien ministre, il rappelle que M. Barre « Songeait à sa passion au service de l'État, je me rappelle ce philosophe qui disait que « tout est donné ». Opposant la situation de 1959 à celle de 1979, M. Debé a déclaré qu'il avait prévu, en 1959, la loi de finances fut de 58 milliards, et, en 1960, de 62 milliards. » En 1959, poursuit M. Debé, la pourcentage de l'impôt sur le revenu était de 10,8 %, en 1960, de 10,7 %.

S'adressant toujours au député de la Seine, M. de Gaulle prononce le texte indiquant : « Vous avez écrit, réglez, avez-vous dit, de ne mettre en cause aucun de vos prédécesseurs. Mais il existe aussi des critiques qui ne sont pas des critiques pas son successeur. Je ne me souviens pas qu'en 1963, 1964, 1965, vous avez soulevé des critiques sur le jeu continu des critiques, qui nom de l'unité de la majorité, qui supporté avec une patience intolérable. »

M. Etrenne aborde ce qu'il appelle la « question des principes et des axes fondamentaux » de sa politique : « Assurer l'indépendance de la France, préparer son avenir, contribuer à l'organisation de la communauté européenne, servir le peuple. » Il évoque successivement le retrait de la France du « commandement intégré » dont il souligne « la caractéristique irréversible », la « détermination à ne pas reculer » de certaines valeurs sur lesquelles « ont été oubliées ou déclinées dans une société dominée par le matérialisme et la jouissance », la « détermination à ne pas laisser la France se dégrader dans la quelle le gouvernement a déjà obtenu « certains succès ». Il indique à ce sujet : « Le gouvernement continuera à répercuter les décisions prises par les instances des matières premières ; à effectuer les hausses de tarifs nécessaires, même si les indices mensuels de la production industrielle et des prix à la consommation qu'une politique « plus brutale » une sorte de purge draconienne, une déflation monétaire sauvage » auraient abouti « à une explosion de la dette publique ». Il ajoute : « Voilà pourquoi je n'ai ni plus vite ni plus fort, mais je ferai en temps opportun ce que je pourrai faire de mieux, quitte à me faire tazer de la force insupportable quand les mesures

## M. DUCOLON

### une manœuvre

Dans les explications de vote, M. DUCOLON (P.C.) déclare que M. Barre « a bien orchestré la manœuvre du gouvernement afin de lui éviter, ainsi qu'aux groupes de la majorité, tout ris-

révolution arabe, la haute-puissance  
soviétique a été, jusqu'en 1962,  
91 % pour les ouvriers, de 1976  
à 1977 1979, de 82 % pour les  
ouvriers et 18 % pour les cadres  
et les employés. Le régime de  
marxisme qui que le gouvernement  
a été décidé à observer et de  
« l'efficacité attachée » et de  
L'Union soviétique, puis de l'Union  
soviétique du peuple palestinien » et  
de la « p » et de la « p » et de  
Le premier ministre ajoute : « Ce  
n'est en fait à la critique que nous  
l'attachons à la critique que nous  
attachons. A entendre les spécifica-  
tions de développement pour ainsi  
qu'on l'appelle et avec un tel  
rapport même peut passer la re-  
sponse même en fait que la re-

M. Barre évoque ensuite « l'exploitation qui est faite de certains drames humains » et lance : « J'entends dénoncer les abus, mais je ne vois rien d'analogue, pour même de si graves, ne s'était jamais produit ! »

Il poursuit : « C'est étalage de nostalgies, de frustrations, de regrets. On ne peut pas se paraître bien limité par rapport à la France qui travaille, qui connaît des difficultés et des épreuves qu'elle est, du reste, en train de surmonter. On ne peut pas se plaindre de la France profonde qui reste, qu'on le veuille ou non, et qui reste fidèle à ses traditions et confiante en son destin. Ne confondons pas la France de l'après-guerre avec la France d'aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le peuple les soutient. Même ses plus ardents et constants adversaires depuis vingt ans ne nous dénigrent pas. Ils ne considèrent que le général de Gaulle avait toujours tort. Ceux qui éprouvent publiquement des regrets ou bien jettent le sacre pour ou bien restent en quartier. Ce jeu est-il digne de gens et des enjeux d'aujourd'hui ? »

Le premier ministre conclut : « S'il s'agissait d'obtenir des satisfactions éphémères, les artistes ne manqueraient pas pour satisfaire l'émotion ou l'attente des impuissants millionnaires. Mais la rudesse des temps en ferait vite apparaître l'insanité. L'artiste s'agit de l'avenir de la France. »

M. Michel Debré intervient brièvement : « Je dirai simplement à M. Barre que, ne le sache-t-il pas, nous sommes à la fin du monde. »

**NÉ (P.C.) :**  
**bien orchestrée**

**M. DEFFERE**  
la volée de bois vert

Al nom du groupe socialiste, M. DEFFERE déclare : « Nous ne sommes pas de ces députés qui, après avoir condamné verbalement le budget, se contentent d'émettre un vote par lequel ils le condamneraient effectivement. » Il évoque « la volée de bois vert » que le budget a été pour lui par M. Barre et citant des propos de M. Chénoud, indique : « Ainsi, nous en étés là dans la majorité, il vous faut monter à cheval sur les braves gens, à 2 P.F., une invitation à travailler avec lui ! » M. Deffere déclare ensuite à propos de M. Giscard d'Estaing : « Le 13 novembre 1981, il s'agit sur l'Assemblée de la loi de finances pour protester

An nom du groupe socialiste, M. DEFERRÉ déclare : « Nous ne sommes pas de ceux qui, une fois, après avoir condamné verbalement le budget se gardent d'émettre un vote par lequel ils le condamneraient effectivement. » Il évoque « la volée de bois vert infligée samedi soir au R.P.R. » et conclut : « Si nous ne proposons de M. Chirac, indique : « Ainsi, vous en êtes là dans la majorité, il vous faut monter à la tribune pour lancer au R.P.R. une invitation à travailler avec lui ! » M. Deferré déclare ensuite : « Je ne suis pas un homme de sang » Le 19 novembre 1983, il s'abstient sur l'ensemble de la loi de finances pour protester

contre l'amendement déposé par le premier ministre, M. Coude de Murville, en vue de réaliser



... ASSEMBLER  
LE BUDGET  
PAR

Koma

2 milliards d'économie. » « Le R.P.R. ajoute-t-il à l'intention de M. Barre, ne nous reproche pas l'inflation qui s'est manifestée depuis 1969, puisqu'il s'en tient toujours au chiffre de 2 milliards. »

M. Defferre affirme enfin qu'en 1979 « les fonds de concours auront permis de verser plus de 5 milliards de rémunération à des agents de l'Etat sans qu'à aucun moment le Parlement ait été amené à se prononcer sur cette dépense. Il demande à ce sujet qu'une commission d'enquête s'occupe de ces faits. »

M. SEGUIN (R.P.R.) monte ensuite à la tribune et déclare :

« Il me revient d'expliquer le vote du groupe R.P.R. ». Des voix au-dessus des dancings socialistes : « Cela va être difficile... ». S'agitant sur ses talons, le député gaulliste poursuit : « On désire une victoire accablante que nous nous serions assurée, une fois de plus, après un combat douteux, on ne cherche pas à dénigrer nos adversaires, nous ne serions que des facteurs d'agitation stérile, qu'en conséquence, nous pourrions appuyer des candidats qui nous paraissent plus sensés et, à fortiori, compris. » Le député gaulliste note que de depuis 1962, pour la première fois, nous ne sommes pas en présence d'une simple formalité » et ajoute : « Nous ne voterons pas la censure, nous ne la voterons pas parce que notre responsabilité est engagée sur nos décisions, nos irritations et même nos indignations... »

M. LE TAC (R.P.R., Paris) annonce qu'il votera la censure et explique que l'attitude du premier ministre à l'égard du R.P.R. est un contraste à l'esprit de la Constitution : « On ne peut pas parler de neutralité », a-t-il remarqué. Depuis un certain temps, ajoute-t-il, à essayer de comprendre ce qui se soit à une attitude aussi étrange. Il rappelle au député russe que de la politique telle quelle doit s'exercer dans une démocratie qui se veut libérale et avancée. Il indique que ce n'est pas une quelconque « suspension » des libertés qui a pratiqué cette ouverture à la censure et voter la motion de censure socialiste. M. Le Tac affirme également : « Dans cette attitude du premier ministre qui m'apparaît dédébire, je crois désormais

de détourner le service de la  
méconnaissance des non-pou-  
vants des Français contre la  
classe politique dans son ensem-  
ble, gouvernement compris. Je  
ne puis en cette motion de censure  
carce que, comme comment  
parlementaires fidèles depuis  
vingt et un ans aux institutions  
de la 1<sup>re</sup> République semble être  
le signe de sa faiblesse plus que  
de sa force. Quelqu'un a  
dit en d'autres circonstances :  
« On ne peut pas sur un ambu-  
lance (1) ». Certes, mais on  
peut en descendre si le fracas  
renouveau des boulets des-  
cendres nous y invite. C'est ce que

**RE (P.S.) :**  
tr infligée au R.P.R.

tions. Jamais on ne s'était adressé au groupe le plus important de la majorité dans les termes que l'on sait. Les traits qui nous ont été reprochés, les accusations qui nous ont été faites, nous les avons chacun à cru déceler et qui constataient avec le silence total observé à l'égard de l'opposition, on aurait pu, sans grand dommage, en faire l'économie. (...)

« Se concentrer avec le gouvernement, pourrait le député des Vosges, n'est certes pas ce qu'il impose ou qu'il ne saurait accepter. On conviendrait que ce n'est pas pour autant que nous devrions nous contenter d'une vérité brève et nous comporter en victimes éplorées. Ce que nous

avons fait, nous le referons, parce  
ce que nous en avons le droit  
et que tel est le rôle qui nous

ASSEMBLEE NATIONALE :  
1980 A ETE ADOPTE  
20 VOIX CONTRE 300...



(Dessin de FOU)

revient. » M. Séguin précise encore : « Nous nous refusons à ajouter une crise politique majeure à la crise économique et à la crise sociale ; nous nous refusons, pour notre part, aux jeux qui consisteraient à défaire, à faire, à refaire la majorité que nous donnons à nos pays ; nous nous refusons à porter, nous, ceux de gardes à une majorité que nous nous loyalement servie. » Et Dailhé, indique-t-il, en conclusion, où le gouvernement pourrait-il trouver une majorité de rechange ? Qu'on y prenne bien garde : en nous refusant, c'est la majorité actuelle qu'on risque de condam-

M. HAMEL (U.D.F.) déclare que les groupes de l'Assemblée lui font penser « à des enfants battant leur mère, à leur manière d'être, de se débiter, de se déchaîner entre eux à son détriment ». S'adressant à M. Barre, M. Hamel indique : « Nous vous demandons dans cette tâche, peut-être que le parti radical, longtemps, car je m'ai Defferre a parlé de gouvernement en surris, mais la vie est en surris sur la route », et ajoute : « Si vous n'estez resté, disais-je, à prolonger votre action dans la domination de vous-mêmes... ce que vous faites pour faire faire, mais il y a plus que jamais une grande œuvre ». Vous êtes un homme modeste. Si Car vous n'êtes pas un homme constant que d'aujourd'hui.

**(R.P.R.) :  
premier ministre  
de subtilité**

*instinct, celui d'un désaveu qui, le l'espère, ne sera que provisoire.*

La motion de censure du groupe socialiste sur la politique générale du gouvernement (article 49, alinéa 2 de la Constitution) est repoussée, n'obtenant que 203 voix sur une majorité requise de 246 voix (contre le 246 voix). Le groupe communiste, 138, la censure a été votée par 138.

Le T. et M. Robert Fabre (N. et R.)

La seconde motion de censure socialiste déposée à la suite de l'engagement de responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 2 de la Constitution) est repoussée, n'obtenant que 201 voix sur une majorité requise de 246 (contre les voix de gauche, 138, M. Robert Fabre a voté

(1) Phrases visant M. Chaban-debrousse et écrites par Mme Françoise de la Motte, épouse de M. Chaban-debrousse, durant la campagne présidentielle.

M. Barre n'avait, mardi à l'Assemblée, qu'une minorité de partisans, sans réunion, pour autant, une majorité d'adversaires. Craignant peut-être que la logique, fâchée d'être si mal traitée, ne se retire loin du Palais-Bourbon, certains députés tentaient de se réconcilier avec elle. Ainsi, MM. Charles Hernu (P.S.) et Lucien Neuwirth (R.P.R.), qui se donnaient du « Lucier » et du « Charles ». « Vous avez remarqué, disait M. Hernu, que Labbé a dit : nous ne voterons pas la censure » dans les circonstances présentes ». C'est très important, cela. N'est-ce pas, Lucien ? » M. Neuwirth n'en disconvient pas, mais jugeait prudent de s'en tenir à une formule : « Labbé a parlé au nom du groupe, Debré au nom de la France », disait-il. H ajoutait : « Debré a dit à Barre : L'année 1980 nous appartient ». « gers. » C'est bien cela. Qui sait ce qui peut se passer d'ici à 1981 ? » Et M. Hernu d'ap-  
prover.

Mais enfin, que MM. Mennirith et Hemu diéloquent, ce n'est pas du nouveau. Plus surprenant était le spectacle qu'offrait M. Jean Falala, vice-président du groupe R.P.R., prenant par le bras M. François Mitterrand et lui tantant, avec une chaleur manifeste, des propos sur lesquels l'un et l'autre devaient ensuite garder le secret. « Ce serait manquer de loyauté envers M. Mitterrand que de vous rapporter ce que j'ai lui ai dit et ce qu'il m'a dit, paroles qui n'étaient pas destinées à être rendues publiques », disait M. Falala. Il constatait cependant que « le gouvernement est contre nous (R.P.R.) », que M. Barre avait fait

# DANS LES

# Min

*« l'humanité du groupe contre lui », et qu'il était normal, dans ces conditions, que les députés gaullistes songent à chercher une « alternative », une « séparation ».*

*« M. MIRREUD, ajoutait M. Faïta, est dans la même situation que nous. Il sait bien qu'il ne peut pas gouverner avec les communistes. Alors ? Alors ? Eh bien, le premier secrétaire du P.S., après s'être entretenu avec M. Faïta, décliné des propositions avec M. Georges Gorse, « l'ilon d'écrouant à cela, disait l'ancien ministre gaulliste. J'ai été député socialiste, vous savez. En somme, M. Gorse était l'homme de la situation. Tenté de voter la censure, il expliquait cependant : « Je ne le voterai pas, car il ne suffit pas d'une majorité contre le gouvernement. Il faut une majorité pour une autre politique. C'est pourquoi nous devons examiner, en ces circonstances exceptionnelles, s'il existe des convergences possibles. » Examen infructueux pour*

M. Gorse, puisqu'il avait applaudi certains passages du discours de M. Mitterrand.

Pouvait-on applaudir à la fois le discours du dirigeant socialiste et celui de M. Michel Debré ? Tous les députés R.P.R. avaient approuvé avec enthousiasme le diatribe de l'ancien premier ministre. Parcourus sous les couloirs pour se rendre au restaurant de l'Assemblée, M. Debré recevait les félicitations des députés gaullistes qu'il rencontrait. « Tu es l'ailleur me fais plaisir », disait l'un d'eux. Et M. Yves Guéna affirmait : « C'était un très bon discours ». Cette émotion n'aurait pas sans doute lieu : le dis-

# COULOIRS

## orlèbres

cours de M. Debré avait évoqué la puissance perdue du mouvement gaulliste, le temps où, contrôlant l'Etat, il dominait l'Assemblée et pouvait envisager de soumettre un premier ministre qui gouvernerait par ordonnance.

En contemplant cette image du passé, les députés R.P.R. ne pouvaient entendre sans amertume la réponse de M. Barre à M. Debré (« Je vous comprends, et comprendre, c'est pardonner. ») Il n'a que des formules hauriennes », observe M. Gorre. Et M. Jean Foyer affirmait : « Autrement, quand un gouvernement sentait qu'on ne voulait pas de lui à la table, il ne s'assoyait pas sur sa chaise en attendant qu'on lui en aie les pieds. » M. Joël Le Tac avait décidé, pour sa part, de faire une première entaille aux pieds de son adversaire. Après tout, disait-il, le R.P.R. ne sache pas qu'il existe, au S.P.A., une discipline de la motion. « Aussi voterait-il la motion de censure

Signe avant-coureur d'une nouvelle alliance ? Navaïon nous va trois députés socialistes, MM. Xaya, Meuzandau et Henu, applaudir certains propos de M. Dubré ? » Dans ce cas, disait M. Georges Marchais, c'est qu'ils approuvent la politique la plus réactionnaire qui soit. Que propose M. Dubré ? Ragner sur les avantages sociaux, gouverner autoritairement. Est-ce cela que veulent les socialistes ? » C'était cela, en tout cas, que le secrétaire général du P.C.F. avait retenu du discours de l'ancien premier ministre. Les phrases de M. Dubré sur la « reconquête

du marché intérieur », le développement des ressources nationales pour résorber le chômage et la résistance à la concurrence étrangère avaient laissé des députés communistes indifférents.

Pour eux, l'alliance — impossible — n'existait qu'à gauche. Aussi voulaient-ils les motions socialistes. Les députés P.S. avaient décidé de rendre à perilleuse à leurs anciens alliés, mais l'idée fut de voter la motion communiste même si le P.C. ne serait pas sur les motions socialistes. « N'avait pas été acceptée sans difficulté. Lors de la réunion du groupe socialiste, M. Pierre Mauroy avait fait valoir qu'« être militaire pour deux » n'avait plus de sens. Cette position avait été partagée par la majorité des députés socialistes et radicaux de gauche, et M. Mitterrand et ses amis, hâtués, avaient décidé de ne porter l'interdiction devant le Parlement. L'absence du P.S., qui avait, naturellement, appuyé leur avis. Mais les radicaux

liste ayant fait savoir, entre-  
mis, qu'il voterait les mo-  
tions socialistes, la querelle  
s'avait plus d'objet.

Il n'y avait donc, mardi, à  
l'Assemblée, que des minorités :  
minorité (U.D.F.) pour le gou-  
vernement ; minorité, chez les  
gauchistes, pour envahir un  
approchement avec les socia-  
listes ; minorité, chez ceux-ci,  
pour être unitaires à tout prix  
vis-à-vis des communistes ; mi-  
norité (communiste), dans les  
couloirs, où l'on ne parlait que  
de la nouvelles alliances, pour re-  
jeter ces « combinaisons politi-  
ques ». Bref, on cherchait vain-  
ement une majorité.

**PATRICK JARREAU.**

« Nous ne pouvons capigner des  
« délinquants qui se font carreaux à être  
« délinquants » à tort ou à raison. Et  
« depuis gaulliste note que de  
« depuis 1962, pour la première fois,  
« la motion de censure » et « n'est pas  
« toujours en temps formelle » et « aboutit  
« à la démission de nos dirigeants ». « Nous  
« ne voterons pas la démission de nos  
« dirigeants, nous ne la voterons pas  
« parce que notre responsabilité  
« nous impose de surmonter nos  
« irritations et même nos indigna-  
« tions ».

**M. LE TAC**  
**L'attitude du pr**  
**est dépourvue**

M. LE TAC (R.P.R., Paris)  
annonce qu'il votera la censure  
et explique que l'attitude du pre-  
mier ministre à l'égard du R.P.R.  
« contredit à l'esprit de la  
« Constitution ». « Je ne voterai  
« la motion de censure », « J'ai renoncé  
« depuis un certain temps, ajoute-  
« il, à essayer de comprendre  
« ce que ce soit à une attitude  
« de ce genre, plus que de la rac-  
« caille russe que de la politique  
« démocratique qui se veut libé-  
« rale et avancée » il indique que  
« la gauche n'est pas la gauche  
« acceptable » qui ramène à « pra-  
« tiquer cette ouverture à gauche »,  
et à voter la motion de censure  
socialiste. M. Le Tac affirme éga-

[illegible]

parlé de gouvernement en suris, mais la vie est un suris sur la vie, les centenaire !  
 Vous n'avez, disiez, à prolon-  
 ger votre action dans la domina-  
 tion de vous-mêmes, ce que vous  
 n'avez jamais cessé de faire, mais  
 ce que vous n'avez jamais néces-  
 sairement fait. Vous l'avez fait  
 récemment. Si ! Car vous n'êtes  
 pas l'homme haïssable que d'au-  
 truns prétendent. »

**(R.P.R.) :**  
**Le premier ministre**  
**de subtilité**  
 « Tout d'abord, ceint d'un désaveu qui  
 est l'œuvre, la sera que prolon-  
 ger. »

La motion de censure du  
 groupe socialiste sur la politique  
 étrangère du gouvernement (ar-  
 ticle 4) est repoussée, 236 voix  
 (contre 223 voix). La motion de  
 censure (article 5) est repoussée, n'obtenant  
 que 203 voix contre une majorité  
 requise de 246 voix (contre le  
 223 voix). Les deux autres mo-  
 tions de censure (articles 6 et 7)  
 sont repoussées, 141 voix le groupe communiste  
 et 138, la censure à 156 votes par  
 M. Le Tac et M. Robert Falret  
 (N.P.R., Aveyron).

La seconde motion de censure  
 socialiste déposée à la suite de  
 l'engagement de responsabilité du  
 gouvernement (article 49, ali-  
 néa 3) est repoussée. Elle obtient

101 voix sur une majorité requise de 246 contre les voix de gauche.

M. Robert Fabre a voté pour.

La motion de censure du groupe communiste est ensuite repoussée. Elle obtient 198 voix pour une majorité de 246 voix.

M. Césaire (app. P.S., Martinique) a pris la parole pour dire que M. Chaban a pas voté cette fois-ci la censure.

M. Chaban-Delemas, président de l'Assemblée, déclare que les différentes motions de censure n'ayant pas atteint la majorité requise, l'ensemble du projet de loi sera voté pour l'ensemble et adopté. Le séance est levée à 3 h 50. — La Z. et P. J.

(1) Phrase visant M. Chaban-Delemas et ses amis. (2) M. Chaban-Delemas, président de l'Assemblée, déclare que les différentes motions de censure n'ayant pas atteint la majorité requise, l'ensemble du projet de loi sera voté pour l'ensemble et adopté. Le séance est levée à 3 h 50. — La Z. et P. J.

STRATEGIE  
DEFENSE 4



# POLITIQUE

## LE CONGRÈS DES MAIRES DE FRANCE

### M. Alain Poher : il faut que l'État se comporte en partenaire loyal

Quelles que soient leurs convictions politiques, les quelque deux mille élus locaux qui participent, depuis mardi 19 novembre, au sixième congrès national de l'Association des maires de France sont d'accord sur un point : telle qu'elle apparaît au travers des débats parlementaires, la réforme des collectivités locales ne correspond, pour l'instant, ni à toutes leurs espérances ni aux ambitions manifestées naguère par ses promoteurs, au premier rang desquels figure le chef de l'État (« le Monde » du 21 novembre).

A l'occasion de l'ouverture officielle des travaux, mardi matin, M. Poher, président de l'Association, a souligné les insuffisances des orientations gouvernementales. Les porte-parole des élus de l'opposition ont surabondamment

affirmé qu'en vérité le gouvernement élude les problèmes essentiels. Comme l'année dernière, le P.S. et le P.C., qui trouvent trop molle la présidence centrée de M. Poher, ont décidé d'opposer chacun un candidat à celui-ci lors du scrutin qui doit renouveler, jeudi, les instances dirigeantes de l'Association. Les socialistes présentent de nouveau M. Jean-Marie Ayrault, maire de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), et les communistes Mme Simone Rossignol, maire de Bègles (Gironde), vice-présidente de l'Association. Repoussé en 1978, le projet de modification des statuts de l'Association devrait être adopté, cette fois, les socialistes ayant obtenu que ce texte soit amendé comme ils le souhaitent, afin que l'élection du président soit désormais dissociée de celle du bureau et du comité directeur.

Le maire d'Alençon, M. Pierre Mangot, ayant noté dans la ligne politique de l'Association « une certaine incapacité à être représentative », et le candidat du P.S. à la présidence, M. Ayrault, ayant lui aussi enfoncé le clou, on vit le président des maires R.P.R., M. Michel Girard, maire de Fèreux-sur-Marne, intervenir vigoureusement, pour appeler le congrès à réviser, jeudi, M. Poher, précisant le contenu des propositions de son parti pour résoudre la crise financière des communes. M. Joseph Sangourel, maire de Saint-Silvère, a fait de même au nom des communistes.

Ce petit débat s'est poursuivi mardi après-midi, sous l'impul-

ALAIN ROLLAT.

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Une situation verrouillée

Une, deux, trois motions de censure : les résultats en étaient prévisibles et, à une voix près, celle de M. Le Ruy (R.P.R.), qui, comme M. Paire (non inscrit), a voté la première motion socialiste, l'ont confirmée. Les prévisions, le projet de budget pour 1980 se lit, par l'Assemblée, en première lecture, par l'Assemblée, qui va pouvoir négocier son approbation à la loi de finances, bien que le dernier mot appartienne aux députés.

Malgré ses paradoxes et ses absurdités, en dépit de son irréalisme, eu égard aux préoccupations quotidiennes des Français, la triple tentative de censure a permis aux principales formations de se situer entre elles et par rapport au pouvoir. On était loin du prochain budget.

Alors que le président de la République se fait le chantre du dialogue, que le premier ministre déplore l'insuccès de la concertation, les gaullistes tombent d'accord avec socialistes et communistes pour affirmer que le pouvoir reste sourd à toute véritable objection. Surtout s'il se sent atteint, comme il a pu l'être par certaines affaires « à l'encre », note M. Mitterrand. Sur des questions moins délicates, le R.P.R. estime n'avoir pas été entendu. Délibérément.

Même s'il y a à la fin, quelque exotisme, la protestation est trop forte, trop argumentée, pour être jugée vaine. La classe politique se sent coupée d'un pouvoir qui ne s'exprime que pour se mettre en valeur ou faire la leçon.

Comment en est-on arrivé là ? Le P.C. y voit la conséquence de la personnalisation du pouvoir et de l'effet de choix politiques qui ne servent pas les intérêts de tous les Français. Le P.S. dénonce, au-delà d'une exploitation hypocrite de la concertation, une évolution vers le présidentialisme et l'abaissement du Parlement.

C'est, aussi, l'avis du R.P.R. et il est assez plaisant de voir les gaullistes se faire, aujourd'hui, les défenseurs des prérogatives parlementaires. Après avoir perdu leur prééminence parlementaire, mais le gouvernement n'en tient pas compte et le président de la République n'a aucune préoccupation de réduire l'indépendance du gaullisme : telles sont, au moins, leurs impressions. Chez eux, l'importance de la dispute à la colère et ces sentiments se sont fréquemment exprimés au cours du débat et en marge de celui-ci.

Refus du dialogue, mépris des intermédiaires élus, ces raisons

s'ajoutant à la contestation de la politique gouvernementale, auraient dû conduire au vote de la censure. S'il n'en a pas été ainsi, c'est parce que la situation reste bloquée et, mieux, verrouillée. Les quatre grandes familles politiques que la bipolarisation a divisées en deux camps restent prisonnières du système dont elles ne parviennent pas à s'accommoder. Communistes et socialistes maintiennent leurs voix avec les réserves que l'on sait, et sans même avoir tenté de se mettre d'accord sur une critique commune de l'action gouvernementale. Les gaullistes tentent de se démarquer et se plaignent de n'être pas entendus au fur et à mesure qu'ils prennent leurs distances. Leurs contradictions sont éclatantes. Ils s'insurgent du ton de la réplique donnée par M. Barre à M. Delors en oubliant qu'ils ne partagent pas tous les conceptions économiques de ce dernier. Ils reprochent au président de la République des avances en direction de la gauche socialisante, alors que, parmi eux, certains cherchent ouvertement des convergences avec les socialistes.

Les formations politiques, hormis l'U.D.F. qui tente de devenir les desseins de son leader naturel, se sentent soit déconsidérées, soit hors de l'initiative, soit dans le camp du pouvoir qui appelle au consensus national sur un projet mal perçu parce qu'il s'incarne en deux hommes.

M. Barre met en œuvre depuis trois ans une politique qui correspond à une vision des échanges économiques entre les pays industrialisés du monde occidental. Certes, à la caution du président de la République mais il est à celui-ci et ce que Georges Pompidou, maître d'œuvre de la dernière phase d'industrialisation, fut pour le général de Gaulle. De ce point de vue, on peut considérer déjà que « la doctrine Barre » marque de son empreinte le septennat de M. Giscard d'Estaing.

Si Jacques le premier ministre proclame, avec tant d'assurance, qu'il continuera d'œuvrer dans le même sens ni moins vite ni plus fort, mais avec la même détermination, on se demande si à terme, il n'écoulera pas son mentor ?

Le président de la République ne paraît pas avoir renoncé à son idée d'opérer un renouveau politique permettant de gouverner au centre avec des majorités alternantes dominées par les socialistes-démocrates et les libéraux. L'image présidentielle qu'il veut incarner, avant la remise en jeu de son mandat, accrédite cette impression chez les gaullistes qui se sentent menacés. L'autant plus menacés que, s'il grandissait à une famille politique de consensus, à travers un grand nombre de candidats, son originalité, cela est moins aisée dans une élection présidentielle.

ANDRÉ LAURENS.

### Le Sénat pèsera d'un poids plus lourd dans le débat budgétaire

Il n'y aura pas cette année d'interruption dans le débat budgétaire. Adopté quelques heures plus tôt par l'Assemblée, le projet de loi de finances pour 1980 se trouve, en effet, soumis, sans attendre, à l'examen du Sénat en séance publique. La commission des finances n'a même pas eu le temps de se prononcer sur l'ensemble des articles.

Après la discussion générale du 21 novembre, les sénateurs entameront dès jeudi 22 le vote de la première partie du projet (recettes). L'ultime scrutin sur l'ensemble, est prévu pour le lundi 10 décembre en séance de nuit. Une douzaine d'articles devaient prendre la parole dans le débat ouvert mercredi par l'exposé de M. MAURICE BLIN (Un. R.P.R., Ardennes), rapporteur général de la commission des finances, et transmis en direct par FR.3. Les conditions du vote de l'Assemblée nationale, donnent au Sénat un poids qu'il n'a jamais eu.

Dans les négociations de dernière heure qui s'engageront, selon la procédure habituelle, devant la commission mixte paritaire, les sept représentants de la haute Assemblée, estimant-on, trouveront, en effet, en face d'eux sept députés dont le moins qu'un

puisse dire qu'ils ne seront pas en position de force pour défendre les amendements d'une majorité qui n'existe pratiquement plus, ou, éventuellement, combiner des amendements sénatoriaux.

Le Sénat pèsera aussi d'un poids plus lourd en raison même de la précarité relative de la majorité gouvernementale en ces matières. La centralité des trois membres du groupe R.P.R. et à fortiori leur hostilité obligeraient en effet le gouvernement à envisager la traction importante des sénateurs de la gauche démocratique, qui ne vote pas systématiquement pour lui. C'est dans ce groupe que se feraient alors les votes décisifs. Or quel crédit aurait un budget repoussé le 10 décembre par le Sénat après avoir été adopté, mais non voté par l'Assemblée nationale ?

Dans son rapport, M. MAURICE BLIN exprime son inquiétude devant la carence des investissements privés productifs, l'absence de mobilisation des épargnants qui répugnent à investir dans l'industrie, lui paraît constituer, dans une conjoncture de guerre économique, le plus grand danger.

A. G.

### Les sénateurs ont voté le projet d'aménagement de la fiscalité locale directe

Par 129 voix contre 115 (P.C., P.S., rad. g. et quelques sénateurs du C.N.P.), le Sénat a voté, dans la nuit de mardi à mercredi 21 novembre, l'ensemble du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale.

Ce texte, adopté sans enthousiasme (il y a eu 42 abstentions), sera examiné en seconde lecture par l'Assemblée avant la fin de la session. Il sort, sensiblement, des délibérations sénatoriales, grâce notamment aux initiatives de la commission des finances et de son rapporteur, l'ancien ministre des finances, M. JEAN-PIERRE FOURCADE (R.I., Hauts-de-Seine). Une analyse de cette réforme, dont l'examen a souvent été confus, s'imposait évidemment au terme de son adoption par les deux chambres du Parlement. « Il s'agit, a indiqué avant le scrutin final M. CHAUDVIN, président de l'intergroupe U.D.F. d'une loi de courte durée que les simulations infléchissent. » La taxe professionnelle est restée au centre de la discussion. Les sénateurs se sont attachés à alléger autant que possible le poids de cet impôt sur les entreprises, mais ils étaient retenus par le désir d'assurer le maximum d'autonomie aux collectivités locales, et celui de ne pas trop charger le contribuable individuel. M. VALLIN (P.C., Rhône), au nom du groupe communiste, a précédemment accusé le gouvernement et la majorité qui allait voter ce texte de faire supporter par ces « petits contribuables » les frais des dégrèvements et généralement

accordés. M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise) a critiqué le texte soumis au scrutin : « Touffu, compliqué, difficile à comprendre, même des spécialistes, a-t-il affirmé, et qui fera supporter aux ménages les allègements dont bénéficient les entreprises. » La porte-parole du groupe socialiste a aussi mis en

cause la constitutionnalité du projet, « les parlementaires ayant à color dans l'ignorance totale de ce que donneront les simulations ».

M. DE BOURGOING (Calvados), président du groupe des républicains indépendants, a estimé que le projet était « un équilibre satisfaisant entre les libertés locales et les intérêts des contribuables ».

Ce texte, a proclamé M. BOURGOING, fut supporté, sur l'ensemble, par une majorité de 129 voix contre 115. « Je me suis efforcé, et non sans résultat, de travailler en collaboration avec l'opposition pour améliorer ce texte. Il n'en demeure pas moins complexe. Peut-il en être autrement ? Perfectionner, par dérogations et exceptions, c'est nécessairement compliquer, par souci des collectivités locales et des contribuables : nous devons peut-être donner quelques ultimes coups de rabot. »

Les sénateurs, après le vote du projet sur la fiscalité locale, ont modifié la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés d'exploitation agricole.

A. G.

### STRATÉGIE ET DÉFENSE 4

Dossier :

#### LA DISSUASION EN QUESTION ?

Un « coup de semonce » aux coups d'arrêt... et à la dissuasion par la défense », par Marc GENESTÉ.

« Le bouclier et l'épée », par Philippe DEBAS.

« Les sentinels nucléaires », par Jacques REY.

« A propos de l'armement nucléaire tactique, un choix s'impose », par Roger BLOCH.

« Défense franco-allemande ? Le point du débat », par Michel SCHNEIDER.

« En un débat d'actualité », par Pierre DABEZIES.

« Ainsi que de nombreux autres articles parmi lesquels : « L'accord SALT-II : triomphe ou échec de l'arm's control ? », par Jean ELVIN.

« La France SALT-II SALT-III », par Louis BAILLOT.

« Euroshima, ou le grand frisson stratégique », par Jean FAVRE.

« Les caractéristiques de la menace soviétique », par Georges TAN.

« Système éducatif et formation militaire en S.D.A. », par Patrick MOREAU.

Publié par l'Association pour les Recherches et les Etudes de Défense (A.R.E.D.), « Stratégie et Défense » est un trimestriel vendu par abonnements.

L'abonnement (4 numéros) : 60 F. Le numéro : 16 F (franco de port). Toute commande à l'ordre de l'A.R.E.D., B.P. 16, 75701 PARIS - CEDEX 16.

**De l'inédit dans les chambres à coucher**

chez CHARRON :  
Chambres rustiques :  
au Plu, et en  
Ehrie massif  
Fornes nouvelles  
CREDIT

**charron**  
3 ter, bd de Charonne, Paris 11°  
Centre Commercial de la Belle Epine. 88.85.88 - Parking  
Centre Commercial de Vélizy 2. 946.05.94 sur demande

**LIBRAIRIE DU GLOBE**

**Au cœur du Quartier Latin**  
**LA LIBRAIRIE DU GLOBE**

**Prend tous les abonnements aux REVUES SOVIETIQUES, en russe et en français.**

**Notamment :**  
**L'UNION SOVIETIQUE**  
Mensuel illustré - Tous les aspects de la vie en U.R.S.S.  
12 numéros : 35 F

**SPOUTNIK**  
Les meilleurs articles de la presse soviétique réunis chaque mois dans cette revue. Format poche, nombreuses illustrations.  
12 numéros : 55 F

**TEMPS NOUVEAUX**  
Hebdomadaire de politique internationale.  
52 numéros : 70 F

**NOUVELLES DE MOSCOU**  
Hebdomadaire - Au fil des jours, un compte rendu des principaux événements de la vie en U.R.S.S.  
52 numéros : 60 F

**LETTRES SOVIETIQUES**  
Revue mensuelle - Les meilleures œuvres des écrivains soviétiques.  
12 numéros : 60 F

**LA FEMME SOVIETIQUE**  
Revue mensuelle. La vie de la femme en Union Soviétique.  
12 numéros : 35 F

**SCIENCES SOCIALES**  
Une édition trimestrielle de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.  
4 numéros : 60 F

**COMMERCE EXTERIEUR**  
Mensuel scientifique et théorique du Ministère du Commerce Extérieur de l'U.R.S.S.  
12 numéros : 60 F

Envoi du catalogue contre 5 francs en Timbres-Poste

**LIBRAIRIE DU GLOBE**  
2, rue de Buci - 75006 PARIS

سكزاتن الاصل



## A PROPOS DE...

### UNE RECOMMANDATION INTERNATIONALE SUR LES VOYAGES A FORFAIT

#### Des touristes mieux informés

Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) vient de recommander aux gouvernements d'améliorer l'information et la protection des touristes en matière de voyages à forfait aériens. Parviendra-t-on ainsi à limiter les frictions entre les industries du voyage et leurs clients ?

Le voyage aérien à forfait, l'« inclusive tour », recouvre un produit touristique fait de voyages d'avion, de séjours à l'hôtel, de repas, de visites organisées et de frais d'accompagnement. Le client achète ainsi quinze jours de voyage aux Etats-Unis ou en Roumanie après d'une agence à laquelle il paie la totalité des prestations. La pluralité des prestataires de services accroît les risques de mauvaise information, de malentendus et de non-exécution.

Le conseil de l'O.C.D.E. a donc décidé d'élaborer une recommandation destinée à clarifier les relations entre le vendeur et l'acheteur. Sur certains points, le texte de l'organisation rapporte pas grand-chose de nouveau au consommateur français. Les brochures décrivent ce genre de voyages donnent en général des renseignements suffisants. De même, la réglementation des transports, les dates de départ et de retour, la nature de l'hébergement offert, le prix total, les frais d'annulation y figurent le plus souvent noir sur blanc. De même, la réglementation de voyage évite, en France, la multiplication des « offices ».

#### Cas de force majeure

L'O.C.D.E. formule des propositions plus neuves dans trois domaines. Elle demande d'abord que les contrats de voyage soient écrits, qu'ils précisent les procédures à suivre en cas de litige et ne contiennent aucune clause limitative de responsabilité. L'O.C.D.E. demande que les touristes soient avertis « sans retard » des changements no-

tables du prix du voyage, qui résultent, par exemple, des augmentations du coût des carburants. Elle souhaite notamment que l'organisateur ne compte aucun supplément après conclusion du contrat, sauf « s'il peut prouver que l'augmentation était inévitable », et qu'elle s'assimile à un cas de force majeure. Quant à la raison, aucune hausse ne pourrait intervenir moins de vingt jours avant la date du début du voyage. En cas d'augmentation inévitable, le client devrait avoir le droit d'annuler son voyage et d'être remboursé de tous ses versements sans réduction de frais raisonnables.

Enfin, en cas d'annulation du voyage ou de modification notable des prestations, le client devrait avoir le choix entre un voyage comparable et un remboursement, avec, éventuellement, une compensation financière. En cas de modification importante des prestations, les installations et les services nouvellement offerts devraient être de niveau égal ou supérieur. En cas d'impossibilité, un remboursement — les frais étant déduits — plus une compensation devraient intervenir.

L'application de telles propositions — déjà mises en pratique par les agents de voyages français les plus dynamiques — améliorerait la situation du consommateur. Et, sur un plan purement français, on comprend mal pourquoi on tarde à publier le contrat-type de voyages, en cours d'élaboration entre la direction du tourisme, le Syndicat national des agents de voyage et l'Institut national de la consommation.

ALAIN FAUJAS.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Un « ambassadeur itinérant » défendra à l'étranger les dossiers économiques de Marseille et de sa région

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Gaston Defferre, député socialiste et maire de Marseille, a annoncé, au cours d'une conférence de presse organisée le 19 novembre, la nomination comme chargé de mission pour le développement économique de la ville de Marseille de M. Charles-Emile Loo, caractérisé en particulier par un taux d'emplois industriels qui est le plus bas de ceux de toutes les grandes villes françaises et par un taux de chômage très supérieur à la moyenne nationale. « Nous ne pouvons pas accepter que cette situation se perpétue », a affirmé le maire de Marseille.

On apprend d'autre part, que M. Charles-Emile Loo s'est résolu à quitter ses fonctions de premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, l'annonce de sa démission doit être faite lors d'une réunion du comité directeur de la fédération, le mardi 27 novembre. M. Loo devrait être remplacé, comme prévu, par M. Michel Feset. — G. P.

(1) La ville de Marseille et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur continuent ainsi de manifester leur désir « d'autonomie » notamment dans leurs démarches économiques vis-à-vis de l'extérieur. Cette attitude, qui rappelle celle qu'adopte par exemple Nord-Pas-de-Calais, est pas du goût de tous ceux qui veulent voir les établissements publics régionaux se cantonner strictement dans les tâches que leur confie la loi de 1972 sur les régions. — (N.D.L.R.)

### Deux délibérations du conseil régional Languedoc-Roussillon sont annulées

Le Journal officiel du 21 novembre publie le décret du 19 qui annule deux délibérations du conseil régional de Languedoc-Roussillon.

Ces délibérations de juillet 1978 et de janvier 1979 visaient à inscrire au budget de la région deux subventions pour l'acquisition d'un immeuble destiné à un « centre de formation, de documentation et de recherches économiques, sociales et syndicales ». Après des « considérations » détaillées, le ministre de l'Intérieur et le Conseil d'Etat, ont estimé que ces locaux ne constituaient pas des équipements collectifs présents sur l'ensemble du territoire et ne pouvaient participer aux régions.

aux termes de la loi de 1972. Ils ont donc décidé d'annuler les délibérations en question.

Cette décision sera examinée avec attention par les responsables des établissements publics régionaux auxquels le texte qui a été annulé interdit toutes dépenses de fonctionnement. Cette restriction entraine dans les faits des initiatives qu'ils souhaitent prendre. Il leur arrive, quitte à s'exposer à des mesures comme celle qui vient d'être prise à l'encontre du Languedoc-Roussillon, de tourner la loi en votant des subventions d'équipement (pour l'achat d'un immeuble par exemple) qui sont, en fait, de véritables subventions de fonctionnement.

## ENVIRONNEMENT

### En Égypte

### Le conseil municipal d'Alexandrie refuse l'installation d'une centrale nucléaire près de la ville

De notre correspondant

Le Caire. — Décision étonnante dans un pays où l'écologie n'est encore qu'un mot et où il n'est pas d'usage, surtout de la part d'instances locales, de déclarer une autorité — de s'opposer à la volonté du pouvoir : le conseil municipal d'Alexandrie s'est unanimement déclaré hostile à l'installation d'une centrale nucléaire dans la banlieue ouest de sa ville.

Répondant à un vœu déjà ancien du Caire, Washington s'était engagé récemment (le Monde du 5 octobre) à fournir à l'Égypte l'uranium nécessaire au fonctionnement de la centrale nucléaire à usage industriel, prévue par le gouvernement d'El-Sissi-Kerd, au bord de la mer Méditerranée, en lisière de l'agglomération alexandrine.

M. Fouad Helmi, ministre-gouverneur d'Alexandrie, a informé le rais de la motion des édiles de la deuxième cité égyptienne, en précisant que les Alexandrins avaient signé une pétition contre le projet nucléaire qui a entraîné l'adhésion en bloc du conseil municipal.

Si le quotidien caennais officieux Al-Akhbar révèle que le programme nucléaire égyptien comporte l'installation, avant l'an

2000, d'une dizaine de centrales nucléaires, d'autres journaux soulignent les larges possibilités du pays en matière solaire. Le président Sadate vient d'ailleurs lui-même d'annoncer que son bourg natal du delta du Nil, Mit-Aboul-Kom, serait équipé d'énergie solaire. D'autre part, des logements utilisant la même source d'énergie douce sont en construction en Haute-Égypte pour les pêcheurs de lac Nasser.

En dernier ressort, le Progrès égyptien annonce qu'un groupe de citoyens autrichiens ont câblé un message de soutien aux élus locaux d'Alexandrie. Ce que ni les uns ni les autres ne savent, c'est que, si les électeurs autrichiens n'avaient pas, il y a quelques mois, rejeté le programme nucléaire du chancelier Kreisky, les déchets irradiés autrichiens auraient été enfouis quelque part dans le désert égyptien, en vertu d'une promesse imprudente de Caire à Vienne. Aujourd'hui, les Égyptiens commencent à prendre conscience des dangers que comporte l'installation de centrales nucléaires, et ils le manifestent.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

## URBANISME

### LA RÉNOVATION DE L'ÎLOT SAINT-PAUL A PARIS

### Du neuf dans du vieux pour le quatrième arrondissement

L'îlot des jardins Saint-Paul dans le quatrième arrondissement, dont la restauration a été réalisée pour la régie immobilière de la ville de Paris par M. Félix Gattier, architecte, sera inauguré le jeudi 22 novembre.

Avant la dernière guerre, la ville de Paris avait recensé dix-sept îlots insalubres, dont l'îlot 18 (enclos Saint-Paul), actuellement intégré dans le secteur sauvegardé du Marais. C'est ici que s'élevait au quatorzième siècle l'hôtel Saint-Pol, résidence royale située à proximité du fleuve et de la campagne, refuges éventuels protégés par la forteresse de la Bastille. L'ensemble des bâtiments formés par les hôtels d'Amboise, des archerques de Sens et des abbés de Saint-Maur couvrait l'espace compris entre les rues Saint-Paul, du Petit-Musc, Saint-Antoine et, naturellement, la Seine. Ces différents édifices étaient reliés entre eux par des préaux, des galeries ou des cloîtres.

L'hôtel Saint-Paul, habité tour à tour par Jean Le Bon, Charles V et jusqu'à sa mort par Charles VI, fut abandonné par leurs successeurs au profit de la maison royale des Tourmelles, et ce vaste ensemble demeura longtemps inoccupé.

Il était dans un grand état de délabrement quand François Ier y cherchait dans Paris ses terrains à bâtir. Il fit vendre la criée en 1543. C'est alors qu'on trouva au travers de ses ruines des rues portant les noms de Charles-V, Beauriville, des Lions, de la Censerie et des Jardins Saint-Paul. Tout le long de ces rues on construisit au seizième et dix-septième siècles de fort belles maisons qui devinrent rapidement la résidence de personnes de qualité célèbres à plusieurs titres. Mme de Sévigné y eut un moment domicile, et c'est rue Charles-V que la Brinvilliers exerça sa coupable industrie.

L'îlot des jardins Saint-Paul qui va être inauguré est bordé au nord par la rue Charlemagne, à l'ouest par la rue des Jardins Saint-Paul, au sud par la rue des Célestins et à l'est par la rue Saint-Paul. Sa restauration, qui a duré quinze ans, a été entreprise par la Régie immobilière de la ville de Paris en collaboration de l'Onmim technique de l'habitation. Le plan technique d'aménagement a été arrêté en 1973, conjointement avec les ministères de la culture et de l'environnement. Deux cent

trente-cinq logements à usage locatif y ont été construits, et l'ensemble a été conçu comme une espèce de cité où l'on peut circuler librement par des passages, des cours et des terrasses aux grilles payées entre la rue Saint-Paul et la rue des Jardins-Saint-Paul. Cette dernière a vu il y a longtemps déjà ses immeubles côté impair complètement rasés. Cette opération, peut-être contestable, a permis de dégager le plus important vestige parisien du mur de Philippe Auguste qui borde actuellement un espace sportif sommairement aménagé. Sur un terrain vague qui a longtemps subsisté à l'angle des rues Saint-Paul, de l'Ave-Maria et des Jardins-Saint-Paul, la Régie immobilière a fait construire une résidence pour personnes âgées comprenant quatre-vingt places et dont l'architecture a le mérite de passer inaperçue et de s'accorder avec le style des maisons voisines.

#### Antiquités et librairies

Les travaux de rénovation de l'îlot des jardins-Saint-Paul ont été correctement réalisés. On a su respecter l'architecture et le style de ses vieilles maisons. Les luminaires, les ferronneries, les abris de fenêtres ont été particulièrement soignés. De vieux escaliers Louis XIII à balustres de bois qui, dans certains immeubles, avaient résisté aux atteintes du temps ont été complètement restaurés. Au rez-de-chaussée, des boutiques donneront sur les rues ou dans les cours.

On peut regretter une fois de plus que les commerces traditionnels ne soient pas représentés dans l'îlot des jardins-Saint-Paul et que les magasins d'antiquités et les librairies y forment le plus clair des négociants. Il est vrai qu'on y trouve un graveur et un potier, mais non le bureau de tabac-papierie-marchand de journaux dont on avait prévu l'installation.

Malgré quelques réserves, en particulier l'emploi d'un mortier bâché pour les enduits, l'ensemble est assez réussi, et le soir la rue des Jardins-Saint-Paul — bordée par le rempart de Philippe-Auguste dominé au nord par le très beau chevet et la coupole de l'église Saint-Paul-Saint-Louis récemment restaurée — a des allures de paysage à la romaine où une fontaine surmontée d'une coquille et encastrée dans le mur de l'église contribue à la ressemblance.

ANDRÉE JACOB.

## CIRCULATION

### DES MOTARDS AU SÉNAT

Sur l'initiative des responsables du mouvement des jeunes gisardiens, une délégation de motards comprenant des représentants de la Pratique Sécurité Moto (P.S.M.), de l'Union nationale des motards (U.N.M.) et de l'Association des motards indépendants (A.M.I.), a présenté, le 20 novembre, au Sénat, un « cahier de revendications » à M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur des Hauts-de-Seine et président des clubs de motards de la Région parisienne.

Pour ce qui concerne la demande d'abandon du projet de permis moto, M. Fourcade a donné son accord pour « présenter un amendement au Sénat, visant à annuler la ligne budgétaire du ministère des transports qui prévoit l'embauche d'inspecteurs en fonction de ce nouveau permis ». La délégation a réclamé, en outre, indique un communiqué du mouvement des jeunes gisardiens, la suppression de la vignette moto avec une meilleure justice fiscale, la révision du taux de T.V.A. sur les accessoires, la péage autoroutier de jour identique à celui des automobiles et du tarif des assurances.

### Le Monde des PHILATÉLISTES

TRIPLETTE DE LA PHILATÉLIE

## Faits et projets

### P.T.T.

● A la direction des télécommunications, M. François Henrot, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur des affaires commerciales et techniques à la direction générale des télécommunications (décret du 19 novembre).

### TOURISME

● Un nouveau président de la Fédération nationale des offices de tourisme. M. André Sauvageot, président de la Fédération régionale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative d'acquiescence et de l'union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de la Gironde a été élu président de la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative (FNOT-SI) où il succède à M. Raymond Julien-Pages.

### TRANSPORTS

● Trains britanniques en hausse. — Les chemins de fer britanniques augmenteront leurs tarifs voyageurs de 20 % en moyenne à compter du dimanche 8 janvier prochain. Cette majoration sera plus forte — de l'ordre de 30 % — sur le réseau de la banlieue de Londres et du Sud-Est de l'Angleterre ainsi que sur certaines lignes « Intercity ». Pour les responsables ferroviaires, ce relèvement de barème est dû à la hausse du prix de l'énergie et à la nécessité de diminuer le poids des subventions gouvernementales.

**Faits et chiffres**

**est sorti**

**EN VENTE PARTOUT**  
192 PAGES - 24F

**INVESTISSEZ EN BEAUTÉ**

**Jean Mick**

le spécialiste des pierres précieuses  
Diamants, émeraudes, rubis, saphirs

100-102, RUE LA BOÉTIE 75008 PARIS 225 85 68 & 359 05 71

**RIPOSTE**

tous les jours  
au courrier  
notre actualité

# RIPOSTE

On est arrivé à un moment où il n'est plus tolérable de subir sans riposter

Nom .....
Adresse .....
Uniquement par abonnement
<input type="checkbox"/> 1 an : 250 F
<input type="checkbox"/> 6 mois : 140 F
<input type="checkbox"/> spécimen gratuit
Retourner à RIPOSTE
12 cité Malherbes, Paris-9e
Tél. 878-40-73.



URBANISME

LA RÉNOVATION

# Du neuf dans du vieux pour le quatrième arrondissement

Le quatrième arrondissement de Paris, celui du Marais, est en pleine mutation. Depuis quelques années, les habitants du quartier, qui ont souffert de la dégradation de leur cadre de vie, ont vu leur situation s'améliorer. Les travaux de rénovation ont permis de restaurer de nombreux bâtiments, de créer de nouvelles espaces verts, et de moderniser les équipements publics. Les habitants ont pu bénéficier de logements neufs, de commerces, et de services. Le quartier est devenu plus agréable à vivre, et les habitants ont pu retrouver leur identité.

CIRCULATION

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

LES PROBLÈMES DE LA

FAITES ET PROJETS

Le Monde

# Société

## Une politique de la famille

### III. — Enfants à garder

par CATHERINE ARDITTI

Dans les deux derniers articles, Jean-Marie Dupont et Jean-Pierre Dumont ont analysé d'un point de vue démographique la situation des familles en France, d'autre part, le régime des prestations familiales (voir « Le Monde » des 19 et 20 novembre). Catherine Arditte traite aujourd'hui de la situation des mères de famille et de la garde de leurs enfants.

« J'attends un enfant depuis six mois. J'ai essayé de m'inscrire à la crèche de mon quartier et j'ai appris que j'étais la cent troisième sur une liste d'attente. » « Je cherche depuis trois mois une solution de garde pour mon fils. Pas de place en crèche. Pas d'assistante maternelle libre sur le quartier, ou alors à des prix impossibles. J'ai dû du reculer la date de reprise de mon travail. »

Que faire ? Où s'adresser ? Ces appels à l'aide, souvent teintés d'angoisse, de jalousie ou de futures mères sont monnaie courante. Assistantes sociales, centres de protection maternelle et infantile (P.M.I.), médecins, services téléphoniques spécialisés... peuvent en témoigner. Ces appels montrent à l'évidence l'adaptation entre l'offre et les besoins de garde de jeunes enfants.

On compte actuellement quelque 8 millions de femmes qui travaillent et environ 2 500 000 enfants de zéro à trois ans. Plus de la moitié d'entre eux sont élevés par leur mère, au foyer. Pour les autres, que l'on estime à 230 000, les familles ont recours à diverses solutions. Les possibilités sont multiples, mais le choix est limité par les capacités d'accueil.

Lorsqu'on veut faire garder son enfant, la première solution qui vient à l'esprit est celle de la crèche collective. Or, les 1 277 établissements de ce type répartis sur le territoire français offrent à peine plus de 56 000 places.

Les crèches familiales, qui assurent la garde d'enfants au domicile de nourrices agréées, contrôlées par des puéricultrices et rattachées soit à une crèche collective, soit à un centre social ou de P.M.I., accueillent guère plus de 26 000 enfants.

D'autres « institutions » peuvent recevoir des enfants, mais à partir de deux ans. Les jardins d'enfants (établissements relevant du ministère de la Santé) comptent 17 000 enfants de moins de trois ans dont les deux parents travaillent. Mais leur nombre diminue. En revanche, les écoles maternelles so-

#### Et l'enfant ?

Si l'on met de côté la question du prix il n'y a pas de formule idéale. Aucune et toutes s'accordent à répondre les spécialistes. Tout dépend du caractère, du comportement et des exigences de chacun. Il est difficile de partager un enfant — ou du moins son éducation. D'autant que celui-ci est seul à n'avoir pas son mot à dire.

Les familles qui préfèrent recourir à une assistante maternelle, soit souvent méfiantes vis-à-vis de l'« institution » : elles demandent d'abord un personnel spécialisé, rigide des règlements, risque de maladie plus grand en collectivité.

De toute façon, bien peu de parents ont vraiment le choix. Les listes d'attente à l'entrée des crèches collectives, fréquentes, sont de trois à quatre cents noms.

Reste alors à choisir l'assistante maternelle avec laquelle on se sentira le plus en confiance. L'état des locaux, le nombre d'enfants en garde sont des critères directement vérifiables. Il en est d'autres tout aussi essentiels. On trouve en effet le meilleur et le pire, et l'agréement délivré par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale n'est

pas une garantie en soi. Des assistantes maternelles agréées peuvent être en même temps concubines. Le temps passé à distribuer le courrier, à nettoyer les escaliers est autant de pris à l'enfant.

En revanche, une nourrice « clandestine », peut très bien se classer parmi les « meilleures » en accueillant un nombre limité d'enfants (deux) et en leur consacrant le maximum de son temps, non seulement pour les soins courants, mais aussi pour les jeux, les conversations, les promenades.

Une loi du 17 mai 1977, entrée en vigueur au début de l'année 1978, a tenté de donner un véritable statut aux assistantes maternelles. C'était une occasion pour faire bénéficier ces femmes d'une formation et reconnaître leur activité comme une véritable profession. Malheureusement, la loi n'a guère permis de concrétiser cet objectif. Au contraire, elle a découragé plus d'une bonne volonté. Pour les assistantes maternelles, le statut n'apporte pas une couverture sociale ni un salaire vraiment suffisant (deux heures de SMIC par enfant et par jour, non compris les repas et fournitures). En revanche, elles craignent de voir disparaître, lorsqu'elles en bénéficient, leur

Trop souvent parents et assistantes maternelles, seuls chacun de leur côté, n'ont pas su parler franchement. En lorsque des parents d'enfants en crèche se constituent en association, c'est généralement au niveau local et pour un temps limité.

A Blois, depuis quelques mois, une association lutte contre la hausse excessive des tarifs, décidée par la municipalité, et qui a pour conséquence d'exclure certains enfants des crèches de la ville. Alléguant des parents se rassemblent dans des « crèches ouvertes » ou pour mettre en œuvre des expériences novatrices.

La scolarisation précoce ne présente actuellement qu'un avantage : la gratuité. Mais quelle que soit la bonne volonté des institutrices, les effectifs des classes sont trop chargés et les équipements inadaptés aux besoins des plus petits.

#### Avoir le choix

Les effets de la pause démographique ne se traduisent pas par une véritable amélioration qualitative. Le ministère de l'éducation prévoit que la baisse des effectifs continuera, justifiant ainsi la réduction de ses moyens. Le ministère de la Santé n'envisage pas d'accroître sa participation financière en faveur des équipements de garde, qui doivent, dit-on, rester « diversifiés ». Encore faudrait-il que la diversification soit équilibrée et que les familles aient réellement le choix.

Le gouvernement n'a pas l'intention d'investir dans la petite enfance. Des quartiers entiers se construisent sans que l'on y ait prévu que les futurs habitants auront des enfants. Une telle politique n'est pas propice à une remonte démographique. C'est là un obstacle certain à des projets familiaux », constate Mme Evelynne Sullivan dans son rapport au conseil économique et social sur la situation démographique de la France. « Bien des couples ajournent des naissances parce qu'ils ne pensent pas pouvoir trouver des solutions de garde pour un enfant de moins de trois ans dans leur environnement. Cette cause de renoncement à une deuxième ou à une troisième naissance semble avoir été jusqu'ici sous-estimée dans les enquêtes. »

#### Prochain article :

#### LE BONHEUR FRAILEUX

(1) En 1978-1979, les écoles maternelles publiques ont accueilli 187 941 enfants de deux ans et 350 350 de trois ans (sur un total de 2 171 941). Les écoles privées ont accueilli 30 515 de deux ans et 80 563 de trois ans (sur un total de 330 880).

**CRÉDIT GRATUIT**  
votre première mensualité le 5 janvier seulement

L'Encyclopædia Britannica présente

# LE LITTRÉ

pour seulement 52<sup>F</sup> 50 par mois

**Le dictionnaire qui fait autorité dans la langue française**

Depuis plus de 100 ans, le Littré est le dictionnaire considéré comme indispensable par les hommes et femmes de lettres les plus illustres de France : Duboulet, Zola, Cocteau, Joubert, etc. Tous ceux qui respectent la langue française et savent en faire bon usage ont exprimé leur reconnaissance envers le Littré, « La Bible de notre langue ». Que vous possédiez ou non d'autres dictionnaires, le Littré doit avoir sa place dans votre bibliothèque. Le Littré : le dictionnaire des dictionnaires qui fait honneur à la langue française.

**Pour que chaque foyer ait "son" Littré.**

Édité pour la première fois en 1865, le Littré est maintenant dans le domaine public. Nous avons choisi de le réimprimer dans sa version moderne pour le rendre accessible à un public plus large, aux conditions de paiement les plus avantageuses : seulement 52,50 F par mois!

**Crédit gratuit pour les 4 volumes du Littré.**

Mais nous ne voudrions pas que vous soyez obligé de prendre votre décision sans avoir pu consulter à domicile les 4 volumes du Littré. Nous vous les enverrons contre un faible versement de droits de réservation de 70 F. Cette somme vous sera intégralement remboursée si vous décidez de ne pas conserver le Littré. Les détails complets de cette proposition exceptionnelle sont mentionnés sur le Bulletin de souscription ci-dessous.

- Edition avec reliure ivoire, plats et tranches dorés
- 4 volumes (24 x 30 cm)
- En tout 6 800 pages
- En tout 70 000 mots
- Des milliers de citations d'auteurs classiques

### OFFRE PRÉALABLE DE CRÉDIT

Nous vous proposons la possibilité d'un crédit gratuit pour le financement d'un achat d'une collection du LITTRÉ en 4 volumes, en 12 mensualités de 52,50 F.

La première mensualité est fixée au 5 janvier 1980, ainsi que la dernière le 5 janvier 1981, sous réserve que vous nous renverriez le bon de souscription ci-joint qu'il vous suffira de nous retourner complété et signé, dans le cas où ces conditions vous agréent, à l'adresse suivante :

**ENCYCLOPEDIA BRITANNICA**  
Tour Maine-Montparnasse  
33, avenue du Maine  
75755 Paris Cedex 15

Cette offre de crédit, valable 15 jours, est exclusivement réservée à la métropole.

### BULLETIN PERSONNEL DE SOUSCRIPTION (1) : OFFRE SPÉCIALE "CRÉDIT GRATUIT"

À retourner à : ENCYCLOPEDIA BRITANNICA, Tour Maine-Montparnasse, 33, av. du Maine 75755 Paris Cedex 15

Oui, le Littré m'intéresse :

- je vous adresse avec le présent bulletin les droits (70 francs) correspondant à la réservation d'une collection Littré que je vous prie de bien vouloir m'expédier à réception de ce bon de réservation.
- J'aurai 7 jours à compter de la date de réception de ma commande pour renvoyer à cet achat par lettre recommandée A.R. Il est bien entendu que mon présent règlement de 70 francs de droits de réservation, me serait alors remboursé.
- je régleme selon le plan de financement suivant : (cochez d'une croix la case correspondante)
- ☐ au comptant (prix total 700 francs), mon règlement de 630 francs complémentaire aux présents droits de réservation, vous parviendra le 5 janvier 1980.
- ☐ crédit gratuit, et selon votre offre de crédit dont les conditions m'intéressent (prix total 700 francs), 12 mensualités de 52,50 francs (soit 630 francs). Je régleme la première mensualité le 5 janvier 1980 (2).

Nom (1) \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

(1) Exclusivement réservé aux personnes majeures. (2) À cocher le cas échéant.  
☐ veuillez me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits) CCPF banque

### Au jardin de la « jardinerie »

« Pour libérer la mère de famille, y compris celle qui ne travaille pas » trois « jardinerie » (1) dans les douzième et quinzième arrondissements de Paris ont été créées depuis 1972. Le « jardin » n'en constitue pas le seul trait original : l'idée est d'organiser un mode de passage souple, entre la famille et l'école, où l'enfant, bien sûr, n'est pas tenu pour autant à des horaires fixes. On y accueille des enfants dont la mère travaille à temps partiel, ou qui a besoin de s'absenter pour quelque temps.

Au 112, rue Brancion Paris (15<sup>e</sup>), dans les deux pièces de ce local H.L.M., vingt enfants de un à trois ans sont gardés par une seule jardinière puisée, à l'heure du déjeuner, les familles s'entraident, il n'y a pas de déjeuner sur place. Cent cinquante familles au total bénéficient, à un moment ou à un autre, de cette structure ouverte. Le mercredi après-midi, les enfants plus âgés viennent faire de la poterie ou du dessin. Enfin, les règles d'admission restent volontairement souples : Stéphanie, jardinière, a refusé pour cette raison à l'école maternelle, a été accueillie lui à bras ouverts.

Au départ, les circonstances,

si les relations de Mme Thienot, militante R.P.R. du septième arrondissement, ont pu jouer : M. Robert Debré a cautionné l'initiative ; l'Assistance publique a loué un local à bon prix ; la Fondation de France a engagé des crédits. Aujourd'hui, le fonctionnement de ces trois « jardinerie », peu coûteuses pourtant — 120 000 F par an pour chacune, — accuse un déficit annuel de 150 000 F ; une quatrième jardinerie ne peut être achevée, faute de crédits. La Ville de Paris et les Allocations familiales, principales sources de financement, semblent hésiter à accroître leur aide, et on ne voit pas pour autant augmenter la participation des parents (7,50 F par demi-journée). Le déficit est donc actuellement comblé par des prêts bancaires : Est-il possible, alors que l'on parle partout de politique familiale, demande Mme Thienot, qu'on laisse l'existence de ces jardinerie dépendre de la bonne volonté de quelques banquiers ?

NICOLAS BEAU.

(1) 128, boulevard de Belleville (halte jardinerie). Tél. : 366-64-56 ; 112, rue Brancion (jardinerie). Tél. : 260-00-53 ; 17, boulevard des Filles-du-Calu (jardinerie). Tél. : 334-06-45.

محکمات الاموال



## SOCIÉTÉ JUSTICE

Sanctionné pour ses opinions sur la sexualité

UN EMPLOYÉ DE LA MAIRIE D'IVRY REÇUT LE SOUTIEN DE LA C.F.D.T. ET DU «COMITÉ ANTI-REPRESSION HOMOSEXUELLE»

L'union locale C.F.D.T. d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) et le comité d'urgence anti-repression homosexuelle (CUAREH) ont donné, lundi 19 novembre, une conférence de presse sur la situation de M. Marc Croissant, employé de la mairie, qui avait été suspendu de ses fonctions, tout en conservant son traitement, à la suite de ses opinions qui avaient été publiées dans une lettre à l'intention des élus de la commune, l'homosexualité et la pédophilie (le Monde du 20 mars).

La conférence de presse, organisée à la mairie d'Ivry, était présidée par M. Croissant, dans la rue où une soixantaine de personnes s'étaient rassemblées.

Le représentant de la section C.F.D.T. des personnels communaux d'Ivry a déclaré que «sanctionner alors que l'employeur lui-même ne peut avancer la moindre faute professionnelle» pour justifier une sanction, M. Croissant est victime d'une mesure qui «dépasse la mutation arbitraire, le licenciement abusif». Employé sous contrat comme conseiller culturel, M. Croissant s'est vu proposer, à la suite de sa prise de position — la lettre qu'il avait adressée à l'urbanisme ayant été transmise à la section du P.C.F. dont il était membre, puis au maire communiste d'Ivry — un poste au service de l'urbanisme, «qui ne correspond ni à sa qualification ni à son contrat». Le maire, M. Jacques Lelot, a indiqué à M. Croissant, le 12 octobre dernier, que s'il persistait à refuser cette mutation, la procédure de révocation de son contrat sera engagée.

M. Croissant, dont la carte de membre du P.C.F. n'avait pas été renouvelée à la suite de cette affaire, a indiqué qu'il était «de lutte contre les interdits professionnels et pour la liberté d'expression» et qu'il était «républicain» et «socialiste».

● **PRÉCISION.** — Les Scouts de France et l'avortement. Après l'article paru dans le Monde du 20 novembre, et relatant la manifestation du 17 novembre contre l'avortement, l'association des Scouts de France nous prie de préciser qu'elle est sur ce sujet «profondément solidaire de la position prise récemment par l'épiscopat français. Mouvement d'éducation, c'est uniquement sur le plan éducatif qu'il développe son action. Il n'a jamais fait sien la pratique qui consiste à faire participer des jeunes catholiques à des manifestations de rue. Tout porte à croire que les «scouts en uniforme» qui participaient à la manifestation en question appartenaient à la même association — non reconnue par la Fédération du scoutisme français — qui s'était déjà illustrée lors de l'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

UNE DEMANDE EN RÉVISION SOUMISE AU MINISTRE DE LA JUSTICE

### Condamné, acquitté, détenu

Après avoir adressé au ministre de la justice, le 15 octobre, la phalange de son arculinaire dont il s'agit d'empêcher, un détenu de la centrale de Clairvaux (Aube), Maurice Locquin, a, samedi 17 novembre, envoyé à M. Alain Peyrefitte sa protestation. Il entend ainsi attirer l'attention sur son cas : condamné à douze ans de réclusion criminelle pour des faits qu'il affirme ne pas avoir commis, Maurice Locquin demande la révision de son procès («le Monde» du 23 octobre).

Maurice Locquin a déclaré de sa «libération au détail», morceau après morceau, comme il l'a expliqué à ses amis du Comité d'action des prisonniers (CAP), avant d'obtenir sa «libération définitive». Il a fait rendre le ministre de la justice dépositaire de ces «évaluations» par mutilations répétées. Révolte macabre ? Cet homme âgé de quarante et un ans, père de trois enfants, n'a plus qu'une idée fixe : sortir de prison. Depuis son arrestation en 1973, il a tenté... Les tentatives d'évasion ou de suicide, les grèves de la faim ou la lutte contre les quartiers de sécurité renforcée (O.S.R.). Ce marginal de tempérament, au passé judiciaire déjà chargé, a même passé une capacité en droit pour mieux défendre son dossier.

Depuis six ans, Maurice Locquin n'a pas fait que lui sont reprochés : deux attaques à main armée, commises dans le Sud-Ouest, une tentative de meurtre, Jean-Paul Stéphane,

est mort dans les locaux de la police judiciaire de Toulouse. Il est tombé du deuxième étage. L'enquête a conclu à une tentative d'évasion.

Maurice Locquin est donc condamné à douze ans de réclusion criminelle, le 29 septembre 1976, par les jurés de la cour d'assises du Lot, à Cahors. Il demande aussitôt la révision de son procès : des témoins importants, affirme-t-il, n'ont pas été cités à l'audience. On a, de plus, découvert les munitions des armes ayant servi aux deux attaques, au domicile d'un homme. Mais celui-ci ne figure pas parmi les inculpés du procès.

Pour quitter les prisons du Sud-Ouest, dit-il, Maurice Locquin s'est vu opposer des obstacles à main armée, mentionnés au dossier, commises, toujours en 1973, dans la région de Tournus (Saône-et-Loire). Les jurés de la cour d'assises de la Saône-et-Loire ont condamné à treize ans de réclusion, mais cette décision est cassée en raison d'une étonnante série de vices de procédures. Puis, subitement, l'histoire judiciaire de Maurice Locquin connaît une éclaircie : la cour d'assises de l'Ain prononce, le 27 mars 1979, son acquittement.

Le détenu de Clairvaux et son défenseur, M. Henri Jauray, vont s'appuyer sur cette dernière décision pour réclamer, à nouveau, la révision du procès de Cahors. Les deux mêmes hommes auraient, en effet, agi, en 1973, dans les différentes affaires mentionnées, de Toulouse à Tournus. Dans chacune des attaques, on retrouve les mêmes armes, avec les mêmes

munitions, les mêmes cagoules, le même «sa blanc à décoration rouge» et, enfin, les mêmes véhicules.

Les témoins, les employés des banques attaquées, n'ont pas reconnu Locquin. Les jurés du Lot ont estimé que «les similitudes de silhouette» étaient suffisantes pour le condamner. Ceux de l'Ain, pensent très exactement le contraire.

«Il y a manifestement contradiction de décision entre Cahors et Bourg-en-Bresse», estime M. Jauray. L'une des deux décisions de justice ne peut être qu'une erreur. Aussi, après son acquittement, Maurice Locquin attend-il une réponse du ministre de la justice à sa demande de révision du procès de Cahors.

La chancellerie, de son côté, confirme que, après la phalange, le second envoi de Maurice Locquin lui est bien parvenu. Elle précise que le détenu a été informé, après l'attribution de son arculinaire, que son dossier avait été transmis au procureur de la République d'Agde.

«Mon client», dit M. Jauray, «pourrait bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle puisqu'il a purgé la moitié de sa peine. Toutefois, si cette proposition lui était faite, il la refuserait». Dans sa lettre au ministre de la justice, Maurice Locquin avertit que, si la réponse de la chancellerie vient à tarder, «le prochain morceau» qu'il «envoiera», «représentera un caractère plus réel, plus chel».

En attendant une réponse, Maurice Locquin menace d'adresser au ministre de nouveaux envois.

PHILIPPE BOGGIO.

LE DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE D'UN FILM N'EST PAS «COAUTEUR»

La chambre des urgences du tribunal civil de Paris a rendu, lundi 19 novembre, un jugement dans lequel elle refuse de reconnaître au directeur de la photographie d'un film la qualité de coauteur. Le différé opposait M. Pierre Paltori et Gérard Vienne, défendus par M. Brigitte Grousselle-Davies, au réalisateur, M. Serge Bourguignon, et aux producteurs à propos du film *Mon royaume pour un cheval*, qui doit être diffusé prochainement. Ceux-ci estimaient que leur nom devait figurer dans le générique non seulement à la fin, mais au début ou en surimpression des premières images du film.

Faisant droit à la thèse développée par M. Georges Rénal au nom des producteurs et du

réalisateur, les juges ont débouté les demandeurs en déclarant notamment : «Le directeur de la photographie, auxiliaire technique du réalisateur, ne peut revendiquer la qualité de coauteur de l'œuvre cinématographique dont entière que s'il s'immisce dans des secteurs autres que la sienne propre, tels que la rédaction du scénario ou la participation à la mise en scène. En l'espèce, quelle que soit leur compétence et la valeur artistique de leurs prises de vues, M. Paltori et Vienne n'ont apporté que des éléments de travail, qu'ils ont réalisés à la demande de M. Serge Bourguignon.»

NOUVELLES RÉACTIONS AU SUJET DU «PULL-OVER ROUGE»

● **La C.G.T. et le Pull-Over rouge.** — «Nous comprenons parfaitement la douleur de la famille de la petite fille assassinée. Nous respectons l'émotion. Mais nous ne pensons pas que tout ce qui se passe dans la rue de la recherche de la vérité sur cette tragédie puisse servir à rien d'autre qu'à l'émotion. C'est pourquoi nous déconseillons cette basse campagne de dénigrement. C'est pourquoi nous demandons que cesse immédiatement», déclare encore la centrale.

De son côté, le Syndicat français des artistes-interprètes (S.F.A.I.) proteste, dans un communiqué, «contre les diatribes antisémites à l'égard de l'expression dont est victime le film *Le Pull-Over rouge* : coupures, interdiction,

dans certaines villes et jusqu'à des menaces de violence, et qui portent préjudice aux artistes et à tous ceux qui ont collaboré à la réalisation de l'œuvre comme à l'œuvre elle-même. Elles libèrent également les publics qui se voient interdits d'en connaître tout ou partie et de formuler leur propre jugement sur l'œuvre et sur les questions qu'elle soulève».

Une séance de projection de ce film a été interrompue, dans la soirée du vendredi 16 novembre à Lille, par deux engins fumigènes. Cette action a été revendiquée par un correspondant anonyme, qui a téléphoné au bureau de l'Agence France-Presse au nom d'un groupe intitulé Honneur et Justice de la police.

L'EXAMEN PAR LE SÉNAT DU PROJET DE LOI SUR LE RECRUTEMENT DES MAGISTRATS EST REPORTÉ

Le projet de loi sur le recrutement des magistrats a été retiré de l'ordre du jour du Sénat qui devait l'examiner mardi 20 novembre. Les sénateurs, qui doivent discuter à partir de ce mercredi le projet de budget, n'ont pas eu le temps d'étudier le texte, qui est à l'origine d'une grève de magistrats le 8 novembre (le Monde du 9 novembre). La discussion pourrait avoir lieu après le 10 décembre ou à la session de printemps.

La commission des lois du Sénat avait adopté jeudi 8 novembre un certain nombre d'amendements qui devaient apaiser les récriminations des magistrats. Sur le rapport de M. Jacques Thyraud (P.R., Loire-Cher), la commission soulignait que la nomination de magistrats «volants» résulte d'une ordonnance du premier président de la cour d'appel et du procureur général, précisant le motif et la durée du remplacement à effectuer. Ces remplacements ne pouvaient pas excéder quatre mois et être renouvelés avant une durée de six mois. Il ne serait pas possible à ces magistrats «volants» d'exercer leur fonction plus de quatre ans et de passer du siège au parquet.

La commission a donné son avis au projet initial du garde des sceaux sur deux points qui préoccupaient les magistrats. D'une part, et contrairement au projet adopté le 11 octobre par l'Assemblée, le gouvernement n'aurait pas le droit de nommer ou de révoquer des magistrats sans l'avis de la commission. D'autre part, les membres de cette commission seraient élus à deux degrés et non pas choisis sur listes par la chancellerie comme le souhaite M. Jean Poyer (P.R.), rapporteur du projet à l'Assemblée.

An cas où le Sénat suivrait la commission, le texte serait à nouveau examiné par les députés, sauf si le gouvernement décidait de déclarer l'urgence afin de réunir avant une seconde lecture la commission mixte paritaire prévue en cas de désaccord entre les deux Assemblées.

## FAITS ET JUGEMENTS

Incidents au cours d'un débat à Strasbourg

Des incidents ont éclaté, mardi 20 novembre, au cours d'un débat organisé par le P.C.F. de Strasbourg, sur les «anciennes et nouvelles idéologies», auquel avaient été conviés M. Alain de Benoist et Jean-Edern Hallier, en présence de M. Pierre Piltain, maire de la ville et de nombreuses personnalités.

L'assistance, composée d'environ mille cinq cents personnes, très irritée, s'en est prise, dès leurs premières interventions, aux deux orateurs et, semble-t-il, plus particulièrement à l'animateur de la «nouvelle droite», bruyamment critiqué par des membres de la communauté juive de Strasbourg.

Un étudiant a été légèrement blessé à la tête, lors de quelques brefs échanges de coups. M. Jean-Edern Hallier qui souhaitait, nous l'a expliqué, «en raison de l'agitation de la salle, transformer la réunion en un véritable happening» a renversé le contenu d'une carafe d'eau sur la tête d'un spectateur qui venait de se saisir du micro des orateurs.

Un P.-D.G. stéphanois est écorché après la découverte de malversations

Un président-directeur général et deux autres personnes écorchées, telle est pour l'instant la première conséquence de malversations découvertes à Saint-Etienne (Loire) la semaine dernière. M. Michel Coussillier, juge d'instruction au tribunal de cette ville, a inculpé, jeudi 15 novembre, M. Georges Van Gindertaelen, P.-D.G. des Etablissements Martin-Brunel, pour escroqueries, tentatives d'escroqueries, abus de biens sociaux, et M. Georges Prieur, animateur d'un cabinet d'affaires à Marseille, pour complicité. M. Philippe Vissac, directeur commercial des Etablissements Martin-Brunel a, pour sa part, été écorché, vendredi 16 novembre, pour complicité d'escroqueries.

Les Etablissements Martin-Brunel (S.A.), qui emploient une quarantaine de salariés, sont spécialisés dans la mécanique générale et de précision. Entreprise de dimension modeste, mais florissante, les Etablissements avaient été vendus, il y a un peu plus d'un mois, par l'intermédiaire de M. Prieur, à M. Van Gindertaelen. Des traites de complaisance, très rapidement, avaient épuisé la trésorerie forte, au départ, d'environ 600 000 francs.

M. Martin, ancien P.-D.G. de Martin-Brunel S.A., a été nommé administrateur provisoire des Etablissements, mardi 20 novembre. — (Corresp.)

Deux morts lors d'un accident de télécabine aux Deux-Alpes

L'une des bennes de la télécabine du Diable (2 450 mètres), aux Deux-Alpes (Isère), s'est décrochée, mardi 20 novembre, en fin d'après-midi, alors que quatre membres du service des pistes

regagnaient la station. Le responsable des pistes et des secours, M. Lucien Cohard, ainsi qu'un pisteur, M. Louis Balme, sont morts, prisonniers de la benne qui s'est écrasée dans la forêt. Les deux autres personnes ont pu sauter à temps de la cabine.

C'est la seconde fois qu'un grave accident de remontée mécanique se produit aux Deux-Alpes. Déjà, le 26 octobre 1972, neuf personnes sont mortes et deux techniciens — de la société Neyrpic, qui procédait à des essais sur une installation en cours de construction — furent tués. Deux cabines automobiles qui circulaient sur un câble unique étaient entrées en collision et s'étaient décrochées du câble porteur. — (Corresp.)

L'Etat condamné à verser 1,2 million de francs à la victime d'une vaccination antivaricelleuse

Le Conseil d'Etat a condamné l'Etat, vendredi 16 novembre, à payer 1 200 118 F à une famille dont l'aîné est devenu invalide à 100 % à la suite d'une vaccination antivaricelleuse qui avait provoqué une encéphalite. La vaccination avait été pratiquée en juin 1958 sur la petite Odile Hanry. En 1968, l'Etat avait été condamné par la Haute Assemblée à payer une rente de 15 000 F par an jusqu'à la majorité d'Odile Hanry.

Le tribunal administratif, appréciant le préjudice définitif subi, en 1975, fixe le montant de la somme annuelle que devrait verser l'Etat à 65 000 F. Les parents, devant cette décision, ont alors introduit un nouveau recours en Conseil d'Etat, qui vient d'être rejeté. La famille de la jeune Odile a indemnitée en capital de 1 200 118 F. Cette somme est rarement accordée pour un préjudice corporel. L'arrêt de la Haute Assemblée tient compte de l'âge de la jeune fille qui nécessite l'aide constante d'une tierce personne et que son invalidité condamne à ne jamais pouvoir travailler.

Un attentat contre les éditions Des femmes à Paris

Un incendie d'origine criminelle a détruit, mardi matin 20 novembre, les locaux des éditions Des femmes, au 70, rue des Saints-Pères, à Paris-7. Le feu, rapidement maîtrisé, s'est toutefois propagé jusqu'au troisième étage. Des bilans ayant contenu de l'essence ont été retrouvés sur place. Dans un appel téléphonique à l'Agence France-Presse, un correspondant anonyme a revendiqué cet attentat, affirmant parler au nom d'une «Union des femmes contre l'avortement».

Dans un communiqué, les éditions Des femmes déclarent notamment : «Les prétendus combattre le meurtre des enfants, mais c'est pour le meurtre des femmes qu'ils agissent. Ils ont détruit nos locaux, nos productions. Cinquante artistes ont vu leur œuvre détruite. Les éditions Des femmes ont subi une perte de 120 000 francs. Ces éditions déclarent que leur librairie reste ouverte malgré les dégâts et que l'hebdomadaire «Des femmes en mouvement» sera normalement en vente dans les kiosques samedi.

● **L'ancien directeur d'un magasin à grande surface de Lempdes (Puy-de-Dôme).** M. Bernard Reppellin et deux de ses employés ont été condamnés à payer des amendes, lundi 19 novembre, par le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand, pour avoir détenu et mis en vente des produits de contrebande (le Monde du 15 novembre). Les contrôleurs des fraudes avaient découvert, en novembre 1978, dans la chambre froide de l'établissement, une quantité de viande de porc avariée, dont la date limite de vente était dépassée depuis deux jours. En plus des amendes qui s'élevaient à près de 12 000 francs, M. Reppellin et ses employés devront verser conjointement 9 000 francs de dommages-intérêts à l'Union des consommateurs, qui s'était portée partie civile.

**Evasion à Florence week-end à partir de 985F.**

Florence la Magnifique, 985 F avion-fer, hôtel touristique et petits déjeuners compris. Et, pour vous faire aimer Florence encore plus, ce programme vous offre une visite guidée de la ville des Médicis.

Départ : vendredi d'Orly-Ouest, retour dimanche. Possibilité de séjour d'une semaine à partir de 1 260 F. Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

**Alitalia**  
70 vols vers l'Italie par semaine.

**SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 NOVEMBRE**

**salon international de la minéralogie**

MINÉRAUX DU MONDE ENTIER  
PRESENTATION ET VENTE  
PLUS DE 100 EXPOSANTS  
palais des congrès, porte maillot, paris-17<sup>e</sup>

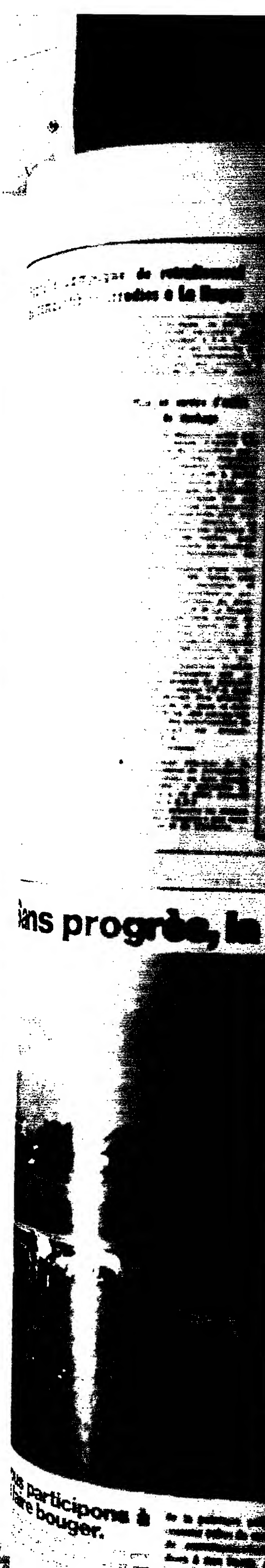
**CONCOURS**  
ouvert aux collectionneurs  
INSCRIPTION : PALAIS DES CONGRÈS - Bureau 113  
TEL : 758.27.68

chaîne Hi-Fi  
**HITACHI 2630F**

- Ampli Hitachi HA270 2x35 W en
- Platine Hitachi HT 324 avec cet
- 2 enceintes Hitachi 3 voies M40

et la qualité Hitachi  
Garantie totale 1 an  
Crédit CEELEN - expédition Franco

**SONO CLUB TOPERA**  
16 rue La Fayette - Paris 9<sup>e</sup>  
246.19.95





## SCIENCES

## MÉDECINE

### Nouvelle campagne de retraitement de combustibles irradiés à La Hague

La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), vient de lancer à La Hague (Manche) une nouvelle campagne de retraitement des combustibles irradiés dans les centrales nucléaires à eau légère et uranium enrichi (1). Cette opération, commencée au début de ce mois, constitue une étape supplémentaire vers la mise en service industrielle de l'atelier de retraitement UP-2, que la COGEMA possède à l'usine de La Hague. Jamais encore cet atelier n'a fonctionné à sa pleine capacité (400 tonnes par an) jusqu'à ce jour 110 tonnes seulement de combustibles irradiés de type eau légère provenant de centrales PWR et BWR ont été retraitées au cours de trois campagnes qui se sont étalées sur une période de trois mois. La première, qui a débuté en mai 1978, a permis le retraitement de 14 tonnes de combustibles ; la seconde, en décembre 1977, celui de 54 tonnes, et la troisième, en décembre 1978, celui de 42 tonnes.

Cette apparente lenteur dans la mise en service à pleine capacité de l'atelier tient au fait que le retraitement est une entreprise difficile. Aujourd'hui la COGEMA est en effet la seule entreprise au monde engagée, sur une telle échelle, dans ce type d'activité. Aussi n'est-il pas surprenant qu'elle procède par paliers successifs pour identifier l'ensemble des problèmes qui ne manqueront pas de se poser.

D'autre part l'atelier UP-2 est aussi chargé, avant que l'usine de Marcoule ne prenne complètement le relais, de retraiter une partie du combustible irradié dans les centrales graphite-gaz.

(1) Le retraitement vise à extraire des combustibles irradiés dans les centrales nucléaires le plutonium qui a été produit et l'uranium qui n'a pas été brûlé pour refaire du combustible. On distingue les combustibles provenant des centrales graphite-gaz de ceux de type oxyde des réacteurs à eau légère (PWR) ou pressurisés (BWR), car ils nécessitent l'adjonction d'un atome supplémentaire baptisé HAO (haute activité oxydante).

(2) Les premiers déchets de la centrale française de Fessenheim devaient arriver à La Hague à la fin de 1980.

de la filière française. Pour des raisons techniques, les gânes de ce combustible vieillissent assez mal et demandent à être traitées au plus tôt, ce qui empêche par conséquent le retraitement de produits venant des centrales à eau légère de la filière américaine.

#### Mise en service d'unités de stockage

L'usine de Marcoule ayant permis cette année d'épurer une bonne partie du « graphite gaz », La Hague est donc disponible pour cette nouvelle campagne eau légère. Il y a fort à parier, bien qu'aucun chiffre n'ait encore été donné, que la COGEMA s'efforcera de retraiter sur une assez longue période une quantité importante de matières pour progresser dans ses objectifs. Le travail ne manque pas puisque la piscine de 300 tonnes, dans laquelle sont stockés les combustibles avant le retraitement, est pleine (2).

Deux autres bassins d'une capacité totale de 2 000 tonnes sont en cours de réalisation et devraient être disponibles en janvier 1981. Compte tenu du développement du centre de La Hague, leur construction sera suivie de la mise en service entre 1981 et 1985 de nouvelles unités de stockage d'une capacité comprise entre 4 000 et 5 000 tonnes. Ce ne sera pas trop pour accueillir l'ensemble des combustibles irradiés français et étrangers que la COGEMA se propose de retraiter à la fois dans l'atelier UP-2 dont la capacité devrait être prochainement doublée, et dans la nouvelle usine UP-3A (800 tonnes/an) pour lesquels des autorisations de réalisation ont été demandées. — J.-F.A.

● Le premier réacteur de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret) va être chargé en combustible ; le ministère de l'Industrie en a, en effet, accordé l'autorisation à l'EDF. Ce réacteur présente les mêmes problèmes de « fissures » que ceux de Gravelines et de Tricastin. — (Corresp.)

### L'avenir de la recherche en informatique ou l'art de tourner en rond

Il y a près d'un an, dans le cadre des actions pour « l'information de la société », le gouvernement décidait de réformer l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique (IRIA). La partie « application de la recherche » et « transferts technologiques » au secteur industriel de son activité serait confiée, aux termes de cette réforme, à une Agence pour le développement des applications de l'informatique (ADAI) dotée d'un budget de 2,25 milliards de francs pour les cinq ans à venir. Concrètement cette scission de l'IRIA, un décret paru le 29 septembre dernier (le Monde du 4 octobre) a créé l'ADAI : un autre décret, publié le même jour, signait l'arrêt de mort de l'IRIA, affectif le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Que fait-on de la mission de recherche de l'IRIA ? Dans un premier temps, les pouvoirs publics envisageaient de rattacher le LABORIA (Laboratoire de recherche en informatique et automatique), où est concentré l'essentiel de cette activité, au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), au sein duquel il pourrait devenir un institut national conservant une certaine autonomie. Des tentatives en ce sens furent soumises au Conseil d'Etat, qui les rejeta à la fin de l'été dernier. On envisagea donc de fonder purement et simplement le LABORIA au sein du C.N.R.S. Cette solution, elle aussi, fut rejetée. Il semble, aujourd'hui, que le futur Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA) gardera un statut autonome. Et M. Pellissier, directeur des Industries de l'électronique et de l'informatique au ministère de l'Industrie, a affirmé, selon les syndicats de l'IRIA, le 14 novembre dernier, que l'INRIA, d'après un décret sur

la point d'être signé, resterait sous la tutelle du ministère de l'Industrie au lieu de passer, comme on l'a aussi envisagé, sous celle du ministère des universités.

A un mois de la mort de l'IRIA, soulignent les syndicats à l'appel desquels les personnels de l'organisme se sont mis en grève, mardi 20 novembre, il semble donc que l'on soit revenu au point de départ — tout au moins pour ce qui concerne la partie « recherche » de l'institut, qui resterait administrativement très proche de ce qu'elle est aujourd'hui. Mais cette illustration de l'art de tourner en rond n'est pas pour les rassurer : les personnels ne savent, aujourd'hui, ni dans quel organisme chacun sera amené à travailler ni à quel endroit... puisqu'il est entendu, pour les pouvoirs publics, et notamment la DATAR, que le nouvel organisme sera décentralisé. Rennes, Lyon, Bordeaux, Valbonne (Alpes-Maritimes) ont été des éventualités citées à diverses occasions.

Les personnels demandant, au moins d'être informés et d'avoir un mot à dire sur leur sort. Ce qui ne semble pas une revendication exorbitante, s'agissant d'un organisme qui fut, l'année dernière, à l'occasion de son anniversaire, unanimement loué par les industriels ainsi que les pouvoirs publics comme montrant l'exemple de ce que peut faire un organisme public de recherche travaillant en étroite collaboration avec le secteur privé. En attendant, ils remarquent, avec quelque ironie, que l'IRIA semble devoir donner naissance à une agence qui a un statut mais toujours pas de directeur, et à un institut qui n'a pas de statut, mais dont tout le monde a l'air de connaître le futur directeur... — X. W.

### Les représentants des cliniques privées protestent contre l'augmentation insuffisante de leurs tarifs

« Les établissements d'hospitalisation privée représentent 55 % des actes chirurgicaux, la moitié des accouchements, disposent de plus de la moitié des équipements lourds en oncologie et de 50 % des reins artificiels... ». C'est en rappelant ces chiffres que le docteur Yves Lecoutour, président de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), majoritaire dans la profession, a protesté mardi 20 novembre lors d'une conférence de presse contre les récentes décisions gouvernementales aux termes desquelles une majoration de 11,80 % sera accordée en 1980 au secteur privé, dont les prix sont réglementés depuis 1968. Ce secteur, a déclaré le docteur Lecoutour, a accepté d'être divisé en plusieurs catégories suivant la qualité des soins qu'il dispense ; le gouvernement s'était engagé, en contrepartie, à entreprendre une réforme de la tarification dans ce secteur. Il semble, a-t-il noté, que le président de la F.I.E.H.P. que cette promesse soit aujourd'hui remise en cause et que l'on se contente, pour 1980, d'ajuster les augmentations de prix des cliniques sur le taux de l'inflation, comme on le fait pour les hôpitaux publics.

Mais les hôpitaux publics coûtent plus cher à la nation, estiment les responsables de la F.I.E.H.P. qui publient sur ce sujet un livre bleu. Citant trois exemples pris dans la région parisienne, ils estiment qu'un accouchement coûte 3 815 francs dans une clinique privée conventionnée, 2 085 francs dans un hôpital intercommunal et 854 francs dans un hôpital à but non lucratif.

Comment pourrait-il en être autrement, ajoute-t-on à la F.I.E.H.P., puisque « dans le cadre des structures actuelles de l'hôpital public, la rationalisation des dépenses est impossible (...) parce qu'il n'existe pas à l'hôpital de modes de gestion d'entreprise. L'hôpital fonctionne comme un ministère ou une préfecture (...). »

Le docteur Lecoutour, s'exprimant cette fois en son nom personnel, s'est prononcé contre le

maintien d'un secteur privé à l'hôpital public. Pourquoi d'ailleurs, a-t-il ajouté, ne pas payer à l'acte les médecins des hôpitaux publics, ce qui résoudrait le problème du secteur privé à l'hôpital et maintiendrait les dépassements d'honoraires dans certaines limites ? La « médecine des riches » est aujourd'hui faite dans le secteur hospitalier public.

Le docteur Lecoutour a enfin rappelé, à propos des avortements abusifs pratiqués dans certaines cliniques privées, qu'il avait adressé aux adhérents de la F.I.E.H.P. une circulaire dans laquelle on peut lire notamment : « Tous doivent savoir que notre Fédération ne défendrait pas les personnes et les choses indéfendables. Au contraire, son rôle serait, le cas échéant, de participer à l'élimination des éléments troubles qui auraient pu se glisser dans notre secteur professionnel et qui risqueraient de porter tort à l'ensemble de notre profession. » Le docteur Lecoutour a noté que la clinique de la Pergola, où auraient été pratiqués des avortements au-delà du sixième mois, ne faisait plus partie de la Fédération depuis 1977.

● Le prix Bernard Halpern a été remis le 20 novembre par Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne, au professeur agrégé Pierre Ghanad de l'unité de recherche de néphrologie et d'immunopathologie de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, dirigée par le professeur Jean Dormont.

Ce prix d'un montant de 20 000 francs, créé par l'association des amis du professeur Bernard Halpern, décédé l'an dernier, récompense un chercheur (français ou étranger) en allergologie, en immunologie ou dont les travaux se rapportent à la lutte contre le cancer.

Immunologiste, le lauréat de cette année, qui est âgé de trente-cinq ans, a mis au point un test à partir d'un échantillon de sang permettant d'évaluer l'état fonctionnel du système immunitaire d'un individu et de mieux comprendre les mécanismes de la réponse immunitaire.

## Sans progrès, la vie serait au point mort.



### Nous participons à la faire bouger.

Le cerveau électronique du TGV est protégé par un boîtier réalisé avec l'un de nos technopolymères. La résistance et la beauté

de la peinture polyuréthane du TGV, comme celles de nombreux autres moyens de communication d'aujourd'hui, sont dues à nos liants. A chaque fois que le progrès est une bonne chose, nous le favorisons. Merci à tous ceux qui, comme

la SNCF, nous font confiance. L'activité mondiale de Bayer s'étend à de nombreux autres domaines tels que colorants, plastiques techniques, fibres textiles, produits pharmaceutiques et phytosanitaires... Ensemble, participons.

**Bayer**  
Bayer France, 49-51, quai National, 92306 Puteaux Cedex.

محركات الالم







# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Sam Rivers, Bill Evans, Stan Getz

### Les chemins du jazz

Au fil du temps, à Paris, le jazz conquiert des salles prestigieuses d'accueillir les publics, en abandonnant pas mal d'autres, en découvrant de nouvelles, encore et toujours. Salons d'abord, cet automne, le Bataclan, qui a reçu, depuis octobre, chaque vendredi, dans l'ordre, John Lee Hooker, Toots Thielemans, Anthony Davis et James Newton, Art Blakey, Von et Chico Freeman, Betty Carter, Don Cherry et Billy Higgins. Boite très singulière que le Bataclan, construite sur la commande de Napoléon III pour Eugénie, qui baptisa elle-même le monument, en empruntant le nom à une opérette d'Offenbach, laquelle n'était rien d'autre qu'une « châteauesque ». Du côté de chez les Maîtres, boulevard Richard-Lenoir, on voit mieux le motif du choix : le style initial de l'immeuble, en forme de pagode. L'intérieur a gardé son aspect Belle Époque, si recherché de nos jours, et son directeur, Joël Lalou, a voulu lui restituer son originale fonction de café-concert.

Pendant le week-end, au Bataclan, un millier de personnes dansent le tango — comme, à Wagram, la biguine, ou la java au Balajo — mais, la veille, le jazz résonne, pour les assis, qui occupent toute la piste, où se déploient, à l'ancienne, chaises et guéridons. Nous allons y retrouver, jeudi 22 et vendredi 23, le grand Samuel Cathorne, dit Sam Rivers, et douze musiciens, dont Dave Holland.

Le groupe s'appelle Rivbes, comme le studio que dirigent à New-York Bea Rivers et Sam lui-même. Tous les membres de

l'orchestre appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler, selon l'expression de Stanley Crouch, la « left generation », ces artistes qui ont envahi, depuis six ans, quelques hangars désaffectés de Greenwich Village, et, notamment, ceux de So-Bo (hypocoristique de South Houston Street).

A l'origine du mouvement, on trouve, justement, le Rivbes de Sam Rivers, qui avait ouvert dans Bond Street, en 1967, un coin de rencontres, ancrage pour l'anonymat comme pour la célébrité, centre pour les concerts comme pour les enregistrements, lieu pour les répétitions comme pour les recherches. Mais on de la revanche aussi, qui fit de Sam Rivers, méconnu jusqu'à

trente-quatre ans, jusqu'à ce que Miles Davis le remarque et l'engage, un animateur qui sut alors tirer, au profit des autres, les leçons d'une trop longue, trop injuste attente.

On entendrait une illusion si l'on croyait que Sam Rivers, l'une des plus importantes figures du free jazz — style qui peut être cette année son vingt-cinquième anniversaire — considérât que l'improvisation n'est, par essence, la préparation. Il dit, au contraire : « Prévoir, planifier, ce n'est pas une entrave, c'est la véritable condition de la liberté de créer. Il faut une patience orientale. Celle, par exemple, de Coltrane, qui, avant d'inventer *Giant Steps*, travailla deux ans sur les accords. »

Sur la scène de Cardin, mardi 27, viendront Stan Getz et ses jeunes complices. Getz est l'un des cinq ou six saxophonistes ténors qui ont inventé un langage. A la fin des années 40, on l'avait surnommé « The Sound » — le son. Il devint le maître du « jazz samba » au début des années 60. Coltrane a dit de lui, à cette même époque : « Il m'a donné les clés du monde où je voulais entrer. »

Coltrane fut le maître de la nuit, Getz le maître du jour. En cette fin de novembre, c'est le



Extrait de l'album « Les Musiciens de Sempé » Editions Demot, 1979.

l'espace Cardin, lundi 26, avec le bassiste Marc Johnson et le drummer James La Barbera, fils spirituel de Shelly Manne. Nous ne savons pas grand-chose de Johnson, sauf qu'il a été choisi après Scott La Paro, Chuck Israels, ou Eddie Gomez, comme improvisateur capable de n'être pas seulement un accompagnateur séà, un pendu aux basques.

L'espace Cardin fut, comme le Bataclan, un café-théâtre, dit « des Ambassadeurs » par la proximité des hôtels de diplomates construits, placés de la Concorde, par Gabriel, et non loin de lui L'Espace à une vieille histoire : une origine dix-huitième (1772), une reconstruction dix-neuvième (1841), une gloire fin de siècle quand on y joua des re-

vue pour l'époque, explosives (1897). Reconstitué en 1929, destiné à un théâtre que repnt Bernstein, dix ans plus tard, l'Espace, après de nombreuses vicissitudes, vint dans les mains de Pierre Cardin, dans les années 60. En 1977, Radio-France y planta ses concerts de jazz.

Jour qui triomphera, salle Foyel. Avec l'Orchestre national et un jazz-band, jeudi 23 novembre. Samedi 1<sup>er</sup> décembre, salle 104, à la Maison de Radio-France, John Lewis viendra, en invité. Dès le matin et jusqu'à l'aube, France-Musique consacrera, tout son programme au jazz. L'événement n'est pas mince. Personne ne doute qu'il faudra en reparler.

LUCIEN MALSON.

\* Sam Rivers, les 22 (21 heures) et 23 novembre (23 heures) au Bataclan, 50, bd Voltaire, puis, en trio, les 25 et 27 (23 h. 30), au Théâtre Champagne-Fremière, 19, rue Champagne-Fremière.

\* Bill Evans, le 26 (22 h. 30) et Stan Getz, le 27 (20 h. 30) à l'Espace Cardin, 1 av. Gabriel.

\* Orchestre national et Jazz-Band français, le 29 (20 h. 30), salle Foyel, 252, Pg Saint-Honoré.

\* John Lewis, la 1<sup>re</sup> décembre (20 h. 30), à la Maison de Radio-France.

### Histoires de pierres

Après la réunion du premier conseil interministériel du patrimoine (le Monde du 10 novembre) dont les décisions marquent un tournant sensible dans la politique de l'Etat — si peu mesurable que soit encore leur efficacité, — l'Année du patrimoine, annoncée hier par M. Jean-Pierre Leca, ministre de la culture et de la communication (le Monde du 21 novembre) peut apparaître comme un geste supplémentaire, et fort publicitaire, de la bonne volonté gouvernementale. L'Année du patrimoine, qu'on ferait mieux, à en voir le programme, d'appeler l'année de la culture pour éviter que la notion de patrimoine ne se dilue dans sa propre richesse, témoigne donc encore d'un très spectaculaire effort.

A bien y regarder, toute cette histoire s'adresse essentiellement au patrimoine « noble », à la belle pierre, celle dont l'Etat a la charge, mais aussi celle des propriétaires de châteaux. Sans doute cette priorité est-elle légitime. Mais le milliard attendu pour 1980, somme non négligeable, comme le soulignait, à juste titre, M. Leca lors de sa conférence de presse, reste une somme dérisoire dans une France défigurée et que l'on persiste à défigurer.

Et les « mille jours pour l'architecture » ? Cet effort, plus audacieux encore qu'une simple « année », entreprise par M. Michel d'Ornano au ministère de l'environnement et du cadre de vie, n'est-il pas là pour conforter aussi l'Année du patrimoine, pour retrouver l'équilibre ? Il suffit de constater que ni l'un ni l'autre ministères n'a bougé lorsqu'il s'est agi, pour l'un, de la démolition de Bercy, pour l'autre, de construire à la place le médiocre tumulte d'Andrault et Part, qui, décidément, restent fidèles au vocabulaire architectural des cimetières. Ce qu'on nous propose, c'est une « sensibilisation » générale, et très aléatoire, des Français, quand l'objectif réel devrait être la mise en évidence de responsabilités, la lutte contre leur dilution dans ce monde hybride qu'est l'univers de la pierre et du béton, ce monde de fols complaisants ou inflexibles, suivant les cas, de règlements tout à tour détournés ou abusifs, de profits monumentaux, et là, d'architectes au chômage.

F. E.

### UNE SELECTION

#### cinéma

VIVE LE CINEMA FRANÇAIS A BAGNOLET

Une intelligente mise en garde, sous forme de festival organisé par l'association bagnoletaise du cinéma, la cinémathèque française et la société des réalisateurs de films. De Grémillon à Demy, de Marker à Godard, le rappel que le cinéma français existe, et qu'il ne faudrait pas l'oublier.

LE GRAND EMBOUTEILLAGE DE LUIGI COMENCINI  
Lire l'entretien avec le réalisateur pages 18 et 19.

MARGUERITE DURAS A L'ACTION REPUBLICAINE

Amrèlia Steiner, les Maîtres négatifs, Cécile, trois courts métrages où la voix de Marguerite Duras dit des histoires d'amour et de douleur, et un moyen métrage, un deuxième Amrèlia Steiner.

ALYAM ALYAM, DE AHMED EL MAANOUNI

Un jeune paysan marocain veut émigrer en France, mais sa mère essaie de l'en dissuader. Sur cette trame infime, avec un extrême raffinement plastique, le cinéaste chante la beauté du sol natal, regarde vivre une société encore proche de ses traditions.

Don Giovanni, de Joseph Losey : un étrange monument de musique et de cinéma, décrit ou magnifié, passionnant par nature. Le Pull-Over rouge, de Michel Drach : remue les cœurs et les idées. La Ville des silences, de Jean Marbois : un privé honnête et des combines glissantes. Silences, d'Elizabeth Gujer : une simple existence de femme en dix-huit séquences subtiles. Maman a cent ans, de Carlos Saura : on peut enfin rire. Tess, de Roman Polanski : la violence du destin et la rouerie de Polanski. De la nue à la résistance, de Danielle Huillet et Jean-Marie Straub : intelligence de Pavane à la lumière d'un film si particulier. Le Maïa, de John

Huston : l'incroyable force du vieux Huston. Camouflage, de Krystof Zanussi : un beau témoignage de moraliste.

#### théâtre

GILGAMESH A CHALLIOT

Épopée lointaine, appel des mythes effacés, monde en incessante métamorphose où s'affrontent des demi-dieux, où s'exalte la virilité, où la vie s'unit à la mort. Le monde nocturne de Victor Garcia peuplé de machines hostiles et d'hommes nus brûlés de lumière. (Grande salle, en langue arabe).

ANNA PRUCNAL

AU THEATRE DE LA VILLE  
La merveilleuse Prucnal, gamine au grand rire, femme aux yeux ouverts. Sa voix qui voyage, ses chansons d'aujourd'hui. La beauté de l'amour et de la révolte.

El pourtant ce silence ne pouvait être vide, à Genevilliers : histoire d'un geste meurtrier, poème de mots et d'images. Un Habî pour l'hiver, à l'Œuvre : parcours sensible d'un homme de cinquante ans. Méphisto, à la Cartoucherie : le Théâtre du Soleil s'empare des masques de l'Histoire. No man's land, au Gymnase : la perversion du Boulevard. La Rencontre de Pompidou avec Mao Zedong, au Studio d'Ivry, les Molière, à la Porte Saint-Martin, Dave au bord de mer, à l'Odéon : polymorphologie d'Antoine Vitez.

#### musique

LA TRAVIATA PAR BEJAHT A LYON

Il y a quelques années, Maurice Béjart montait à Bruxelles et à Paris une Traviata qui faisait quelque peu scandale par la fantaisie onirique dont il entourait l'hé-

roïne de Verdi, avec des traits de Sarah-Bernhardt. Avec la révolution dans la mise en scène lyrique qui s'est produite depuis, quelle figure fera-t-elle à Lyon où Louis Erio a invité Béjart ? (Les 27, 28, 30 novembre, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 4, 5 décembre).

FESTIVAL DE LILLE

Grande semaine musicale au Festival de Lille, avec la création en France du Nez de Chostakovitch, opéra bouffe inspiré de Gogol, mis en scène par Pierre Barre (Tourcoing, les 23, 24, 25 novembre). Les Saisons de Haydn, dirigées par Jean-Claude Casadesu (à Hénin-Beaumont, le 24), un concert Haydn également de l'Estimery Baynton Trio (Lille, le 24), la 7<sup>e</sup> Symphonie de Mahler par le Concertgebouw d'Amsterdam, dirigé par K. Konrad (Lille, le 26), ainsi que des concerts contemporains, dont un programme Xenakis, par les Percussions de Strasbourg (Lille, le 26) et trois concerts du Groupe de recherche musicale à la « Salle électorale » (le 25, à 17 h et 20 h 30) et à l'hospice Comtesse (Divine Comédie de Bayle et Parmagiani, le 27). De quoi satisfaire les appétits les plus robustes.

PAVAROTTI A L'OPERA

Événement pour les amateurs de bel canto : Luciano Pavarotti, considéré comme le plus grand des ténors classiques d'aujourd'hui, donne un récital à l'Opéra qui montrera la mesure de toutes ses possibilités : œuvres de Giordani, Gluck, Legrenzi, Beethoven, Bellini, Rossini, Puccini, Liszt, Donizetti et Tosti (Opéra de Paris, le 25 novembre).

Soliste Stockhausen (salle Favart, les 21, 22, 23, 24) : Concerto pour violoncelle et 7<sup>e</sup> Symphonie de Dvorak, par l'Orchestre de Paris, direction B. Haitink, avec Lynn Harrell (Congrès, le 22, à 22 h. 30) ; Champs-Élysées, le 24, à 10 h) ; Bach par George Bakor (Notre-Dame des Blancs-Manteaux, le 22) ; Fidelio, mise en scène de J. Lavelli (Nancy, les 23, 25, 27) ; les trois dernières symphonies de Mozart, par l'Orchestre national, dir. L. Masetti (Champs-Élysées, le 23) ; Manon Lescaut de Puccini (Nice, les 23 et 25) ; Christus de Liszt (Strasbourg, le 23) ; Festival Respighi, par l'Orchestre National, dir. L. Masetti (Champs-Élysées, le 24) ; J. Talich et Gustav Smetana : œuvres de Mozart, Feld, Dvorak (Gaveau, le 24, à 17 h) ;

Debussy, Stockhausen, Beethoven, Manoury, par Cl. Heiffer (chapelle de la Sorbonne, le 25, à 18 h) ; récital F. von Stade (Athénée, le 26) ; Tcherapnina, Ravel, Roussel, par l'Orchestre philharmonique, dir. J. Mercier, avec C. Heiffer (Radio-France, le 27) ; 2<sup>e</sup> Concerto de Prokofiev et 9<sup>e</sup> Symphonie de Mahler, Orchestre de Strasbourg, dir. A. Lombard (Strasbourg, le 28 novembre).

#### expositions

LES ANNÉES 30 A LONDRES

Lire notre article page 21.

LE GOTHIQUE RETROUVE A L'HOTEL DE SULLY

Au milieu du dix-huitième siècle, au gré d'une chronologie capricieuse, l'Angleterre, puis la France, l'Allemagne, l'Italie et la plupart des pays européens « retrouvent » le gothique. L'exposition de la Caisse des monuments historiques apporte de nombreux témoignages de cette évolution du goût, en attendant Viollet-le-Duc.

PORTRAITS DE FAMILLE AU MUSEE DES ARTS DÉCORATIFS

Dans un jeu de pêle-mêle, quelques trois cents portraits, de Clouet à aujourd'hui, peints, dessinés, photographiés... Où, avant d'être une surface plane recouverte de couleurs en un certain ordre assemblés, n'est dépeinte à Maurice Denis, la table est une affaire de ressemblance, de respect du sujet, de sympathie.

Picasso, au Grand Palais : l'essentiel de la dation, qui prendra place dans le musée de l'hôtel Salé. Pierre Soulages, au Centre Pompidou : les peintures récentes. Tendances de l'art en France II, à l'ARC : les partis pris figuratifs de Gérard Gassiot-Talabot. Odilon Redon, au Bateau-Lavoir, 18, rue de Solme : dessins, eaux-fortes, lithographies. Wols, galerie Beaubourg, 23, rue du Renard : peintures, aquarelles, dessins, photos.

### danse

LES ÉTOILES ET LE BALLET DE L'OPERA AU PALAIS DES SPORTS

Victime d'un accident, Rudolf Nouriev doit renoncer pour l'instant à danser le ballet de Manon, dont il était également le chorégraphe, et les autres ouvrages d'un spectacle entièrement bâti autour de lui. Jean Guizarix et Michèle Darnaud prendront le relais.

Le Festival international de danse des Champs-Élysées : le Ballet national de Cuba (la rencontre de la danse académique et du langage afro-cubain) et le Folk Ballet, une troupe de danse contemporaine à l'humour typiquement américain. Deborah Hay et Dana Reitz, à la chapelle de la Sorbonne : deux manières différentes de projeter son subconscient. Shusaku, au Centre culturel du Marais : Occident + Orient = surréalisme. Le ballet de la Cité, au Théâtre Oblique.

### variétés

DIANE DUFRESNE A L'OLYMPIA

Avec une folie dans la tête et ses extravagances, Diane Dufresne est à la fois un personnage de théâtre et de « cartoon » avec des rocks, des blues, des ballades. Djanet Allam, à la Gaîté-Montparnasse : l'explosion d'une musique et d'un auteur-compositeur-interprète d'une rare générosité. Thierry-le-Luron au Théâtre Martigny : un show brillant d'imitations.

### jazz

DOLLAR BRAND ET RANDY WESTON A MANTES

Concert unique de deux rythmiclens exceptionnels : l'âme africaine du piano à l'ombre d'Ellington (Mantes, Auditorium du nouveau conservatoire, vendredi 23, à 20 h. 30).

**NOUVEAU THEATRE NATIONAL MARSEILLE**  
COMPAGNIE MARCEL MARCHEL

1980: ANNÉE

**AUDIBERTI**

**OPÉRA PARLÉ  
LE CAVALIER SEUL  
LE MAL COURT**

LE OUALLOU  
MONSIEUR AUDIBERTI

4, rue du théâtre français  
13001 Marseille  
tél. 91/48.53.23  
et 91/42.00.20

confiance  
CONTREX

صكبات الامم



## Voir Mozart, écouter Palladio

On aura beaucoup parlé avant même sa sortie, et l'on continuera sans doute d'en parler quelque temps, des rapports, évidents pour les uns, contestables pour les autres, qu'entretennent le cinéma et l'opéra dans le film de Loeys. Il est un troisième larron dont on a relevé l'importance, mais de manière souvent annexaire : l'architecture, dont Loeys a joué la carte pleine et simple.

On connaissait déjà son intérêt pour la ville de la lagune, et sa manière de laisser tourner la caméra, ses personnages une fois sortis, sur un espace vide dont il laisse volontiers s'exprimer l'éloquence. En adoptant Venise, à nouveau, Venise, et surtout Palladio, il a porté cette manière de faire à son point extrême. Mozart ou pas, il a tenté de faire chanter les murs et les espaces, rochers ses attributs de « réalisme » à un « cadre de vie » bien réel, et donnant à l'idée de décor sa plus large extension.

Car on peut considérer ce film comme un système d'architecture, comme un jeu de construction dont la référence constante serait, au sens strict, l'architecture.

Omniprésente dans tout le film, ce qui lui confère arbitrairement une certaine unité d'espace, sinon de lieu, l'œuvre de Palladio, des

l'ouverture, fait allégeance à l'opéra. Le Teatro Olimpico de Vicence, dernier projet de Palladio (il en présenta la maquette en 1580, l'année de sa mort, et il fut inauguré en 1593), est un des bâtiments où théâtre et architecture entretiennent les rapports les plus troubles. Décor « permanent », le mur de la scène s'ouvre sur trois perspectives : trois rues d'une ville palladienne idéale dont Loeys utilise l'ambiguïté pour faire passer le spectateur des mesures habituelles du théâtre aux espaces théâtraux de l'architecture du Cinquecento. L'opéra démasqué s'y trouvera au second acte, suivant alors le chemin inverse : d'un œil, discret mais cruel, aux réalités de l'opéra, le spectateur se découvre devant un public, dont la place raisonnable serait devant l'écran.

Des pilastres et des arcs du Teatro Olimpico, on passe aisément aux loges de la basilique de Vicence, devenue pour les besoins de la cause la résidence du Commandeur. Le bâtiment a permis une transition sans heurt des dimensions du théâtre à celles de la cité. Son architecture de la basilique offrant toutes les étapes possibles, de l'escalier, élément aux qualités dramatiques démentiellement inépuisables, à la perspective de la place.

Loeys, cependant, n'a pas encore

Quatre mille deux cent trois spectateurs ont vu « Don Giovanni » le jour de sa sortie, le 14 novembre. En une semaine le film aura « fait » environ trente-deux mille entrées réparties sur huit salles parisiennes. On ne peut évidemment pas comparer un opéra de Mozart filmé par Loeys avec un grand spectacle comme « Apocalypse now » ni évidemment avec « le Pull-Over rouge » (soixante-cinq mille trente-cinq entrées la première semaine).

La seule œuvre que l'on puisse rapprocher de « Don Giovanni » est bien « La Flûte enchantée », de Bergman. Elle avait rassemblé trente-trois mille huit cent quatre-vingt-huit spectateurs la première semaine (en quatre salles). On peut aussi comparer les budgets publicitaires des deux films et noter que l'ampleur de la campagne qui a précédé le film de Loeys permettait d'attendre une fréquentation plus élevée (1 million de francs pour « Don Giovanni », 250 000 francs pour « La Flûte enchantée »).

franchi, à ce stade, la dernière étape, qui aurait consisté à montrer le bâtiment dans son ensemble, à en livrer les proportions par rapport à la ville et à en signifier ainsi la monumentalité. S'étendant de l'ombre, de la pluie et des flous artistiques, il lui conservait encore les dimensions d'un décor. Le cinéaste semble assez bien connaître la vertu des grandes architectures qui peuvent se « lire », comme disent les gens de l'art, de très loin et de très près, dans leur ensemble ou dans leurs détails, s'abstrayant de cadrer le bas ou des fragments de l'édifice.

C'est seulement à la villa Rotonda, œuvre de Palladio, qu'il a opéré une de ses plus belles « mises en site ».

que Loeys se dégage de sa sorte de pudeur devant l'architecture, pour jouer alors de toutes ses dimensions, et à l'affecter de ce réalisme qu'on a pu reprocher au film.

La villa Rotonda est sans doute l'œuvre la plus rigoureuse, la plus « mathématique », à de minimes concessions près, du grand architecte italien. On a souvent parlé des rapports communs qu'entretennent la musique (en particulier celle de Mozart) et l'architecture avec les mathématiques, les chiffres et les rythmes. S'il est vrai que l'association de l'opéra et du cinéma peut à bien des égards se révéler décevante (le monde du 15 novembre), celle de deux instances de perfection que sont, à deux siècles d'écart,

Don Juan et la Rotonda, a en revanche de quoi séduire. Sans doute, toute tentative pour exploiter la séduction de cet accord serait-elle vaine, et l'on ne trouverait guère de réponse à rapprocher les divers sens du mot « classique ». Mais il reste, dans l'ordre des deux œuvres, qu'on peut rapprocher le « sens de l'imaginaire » (André Chastel, *Fables, Formes, Figures*) de Palladio et la précision musicale « draconienne » que Mozart impose.

Si le lien de la musique avec l'architecture est assez théorique, la Rotonda de Palladio ne manque pas d'ingrédients théâtraux. Il y a d'abord les quatre grands escaliers de la villa (mais aussi tous ceux, riches ou pauvres, dont s'est servi Loeys), qui, dans le film, forment autant de scènes et de lieux différents, selon les paysages qu'ils accrochent : l'un d'entre eux curieusement est ici censé aboutir à un chenal de la lagune.

On mesure ici tout ce que l'architecture du seizième siècle italien (comme du seizième siècle français) doit, par le biais des solennités de cours et des triomphes bourgeois, au théâtre. Car la Rotonda, tout en s'en étant détachée, est à bien des égards l'édifice qui y laisse le plus volontiers rêver. Ne peut-on l'imaginer comme un théâtre, un

espace cubique dont on aurait déployé quatre côtés, laissant s'échapper les gradins ; la conception comme une sorte de théâtre retourné sur lui-même (l'image est, convenons-en, déplaisante). Don Juan, dans le film, peut ainsi fuir de l'extérieur vers l'intérieur, restant dans la ville, sans que l'image paraisse trop incongrue.

A la clarté de ces quatre voiles de marches répond, à l'intérieur, un ordre méthodique lui aussi, pourtant labyrinthique par sa répétition, mystérieux. Loeys, pensons-nous, a joué de ce monde palladien, comme on peut jouer sur une scène des surprises des entrées, des pratiques, etc. Vertu, encore, de l'architecture.

Le *Don Giovanni* de Loeys n'est pas l'opéra dans la mesure où cet art doit obéir à des canons immuables. Cependant, chacune des règles violées par le cinéaste, s'est vue remplacée par une autre règle qu'on peut penser, sans sacrilège, équivalente ou d'une force égale. La construction défaites s'est résorbée, selon d'autres principes, semblable et dissimulée, aussi homogène en tout cas. L'expérience valait d'être tentée, sinon pour l'opéra, sinon pour le cinéma, du moins pour l'architecture.

FREDERIC EDELHANN.

### Bibliographie

#### LES SEPT DON JUAN DE JEAN MASSIN

Presque aussi nombreux que ses conquêtes, les livres consacrés à Don Juan — nouvelles, pièces de théâtre, exégèses — suffiraient à remplir une bibliothèque et autorisent à parler de mythe.

En France, on connaît *Don Juan* de Molière et le *Don Giovanni* de Da Ponte, parce que Mozart l'a mis en musique, mais on ignore la *Fine de Don Juan* (projet de Charles Baudelaire. A ces textes fameux ou, pour le troisième, obscur, Jean Massin, s'attachant délibérément avant le vingtième siècle, a choisi de réunir le *Trompeur de Séville* et le *Comte de pierre*, de Tiro de Molina, le premier, puisant sa date de 1830 ; la nouvelle d'Edmond de La Roche, *Le Comte de pierre*, de Pouchkine, dans la traduction de Tourgueniev, et le *Don Juan*, de Lénau, dont s'est inspiré Richard Strauss.

Sept d'un coup, donc, comme disait le petit tailleur, qui ne s'occupait guère que de chasser les monnaies, mais Jean Massin s'est mesuré à une nouvelle du livre de Da Ponte, présentée en regard du texte italien (plus complet que celui de l'opéra et dans un ordre différent), et à une tentative de synthèse où l'érudition se dispute au franc-parler et dont les conclusions laissent à chacun le droit d'y souscrire.

C. C.  
\* *Don Juan, mythe littéraire et musical*, Stock, 1979, 726 pages, présentation par Jean Massin.

### Discographie

#### GIULINI, BUSCH, SOLTI

La fantastique promotion faite à Don Giovanni par le film de Loeys incite sans doute beaucoup de mélomanes à acheter un enregistrement de cette œuvre. On recommandera avant tout le superbe enregistrement, le plus italien de tous, que dirigeait Carlo Maria Giulini, en 1951, avec c. Wächter, Schwarzkopf, Sutherland, Taddei, Alva, Solti (4 d. EMI, 165 005047), et le plus parfait au point de vue du style, mais le plus ancien, celui de Fritz Busch, à Glyndebourne, en 1938 (3 d. Turnabout-Vox, 41 17119, série économiques).

Parmi les plus récents, le plus beau est sûrement celui de Georg Solti, qui vient de paraître, avec Welk, Suss, Price, Baqueler, Burrows et Popp (4 d. Decca, 718214). La bande qui a servi au film de Loeys, dirigée par Massin, est également disponible, mais donne une vision assez déformée de l'œuvre (3 d. CBS, 78321). Deux anciennes gravures méritent encore d'être écoutées, en particulier pour la direction de Ferenc Fricsay (DGG) et celle de Hans Rothermund au Festival d'Aix-en-Provence (EMI). — J. L.

### Un entretien avec Luigi Comencini à propos du « Grand Embouteillage »

## Les prisonniers de la société de

DANS une saison cinématographique dominée par de grandes œuvres de prestige comme le *Tambour*, *Apocalypse now*, *Tess* et *Don Giovanni*, le dernier film de Luigi Comencini, *Le Grand Embouteillage* (qui fut présenté au Festival de Cannes) n'apparaît pas a priori comme un événement. Et si Comencini, cinéaste longtemps méconnu, a été consacré en France ces dernières années, une certaine désaffection à l'égard du cinéma italien tendrait à lui accorder moins d'importance, après que justice lui eût été rendue. Comencini n'en est pas moins un auteur, un moraliste, qui a sa vision du monde, et le *Grand Embouteillage*, fable sociale, cri d'alarme, est la mise au point actuelle de thèmes majeurs qui traversent toute son œuvre.

Pourriez-vous faire le point sur vos rapports avec la critique italienne et la critique française ?

— La critique italienne, en général, a toujours reconnu la valeur de mes films, mais sans pouvoir se détacher de la position individualiste que j'occupe dans le cinéma italien. Je suis toujours marqué par un « cliché » qui remonte au succès étonnant, miraculeux, inattendu de *Paù, Amour et Fantaisie*, en 1953. En Italie, la critique a déclaré que c'était un coup de poignard porté au néo-réalisme. Il aurait fallu, alors, s'interroger sur les raisons

de ce succès, sur les réactions du public, plus que sur le film et sur moi. En tout cas, c'est à partir de là qu'on m'a fait une réputation d'auteur de comédies légères. Ensuite, on m'a considéré, ce qui était vrai, comme un cinéaste préoccupé par l'enfance, mais c'est devenu, d'une certaine manière, un autre cliché.

— On accepte mal que mon humour grince, que ma fantaisie se charge d'impressions sociales, de politique. Le critique du *Corriere della sera*, qui est un bon critique, a toujours parlé de mes films sans hostilité, mais il m'a classé comme quelqu'un « faisant une honnête carrière ». En Italie, le « cliché » continue de coller à mes œuvres, et un de mes films que j'aime le plus, *Mon Dieu, comment suis-je tombé si bas ?*, a été bien accueilli pour son aspect comique, alors que j'y dénonçais le comportement esthétique, selon d'Annunzio, de la bourgeoisie 1910.

— La critique française, après *Paù, Amour et Fantaisie*, a réagi un peu de la même façon. Si bien que des films comme *La Grande Pagaille* et *La Ragazza*, qui relèveraient d'une autre démarche, ont été sous-estimés. A l'époque, quand je venais en France, on ne se pressait pas pour me rencontrer ! Le malentendu le plus étonnant a été le succès de *Fincomprisi* lors de sa présentation à Cannes, en 1967, et de sa première sortie à Paris,

en 1968. Dix ans après, il y a eu un vrai succès, une reconnaissance. Mais, entre-temps, on m'avait « découvert » grâce à un gros travail de distribution, avec *Pinochio*, *Un vrai crime d'amour* et *Casanova*, un adolescent à Venise, enfin sorti au bout de sept ans. Les critiques français ont perdu leurs préjugés et, contrairement aux critiques italiens, ils ont trouvé, reconnu dans mes films des lignes d'inspiration, des valeurs humanistes, une façon de filmer que les critiques italiens ne venaient pas y voir. Aujourd'hui, ceux-ci sont vexés !

— Je regrette pourtant que l'on ait distribué en France certains de mes films que je considère comme mineurs ou rabâs. Je ne crois pas qu'un film rabâ donne une fausse image d'un auteur, mais cela déroute le public. Heureusement, les critiques français ont conservé leur indépendance de jugement.

#### « Je suis lucide »

— « Le *Grand Embouteillage* » ne remet-il pas en question radicalement la comédie italienne ?

— C'est exact. Le film démarre comme une comédie italienne à sketches, à cause des divers personnages dont les réactions sont examinées tour à tour et à cause de l'humour. Mais ce

n'est pas une comédie italienne avec les valeurs commerciales, le genre et ses conventions. Et l'humour — qui est, pour moi, le seul moyen de faire passer, au cinéma, l'intelligence et le sérieux — se transforme en ironie et en amertume. J'ai toujours été pessimiste, mais je ne l'ai jamais été autant que dans ce film. La vision du monde que nous est offerte chaque jour ne peut pas prêter à l'optimisme.

— Le seul film optimiste que j'aie tourné — excepté *Pinochio*, où l'enfance, délivrée de la morale adulte, était un espoir, — c'est *La Grande Pagaille*, sur la débâcle du fascisme dans l'Italie de 1943 ; là, il y avait le changement heureux d'une situation historique intolérable. *Le Grand Embouteillage* est le film d'une situation historique et sociale complètement bloquée. Les embarras de voitures sont chose fréquente à Rome, cela fait partie du mode de vie, les gens y sont habitués.

— Pour moi, cela renvoie à une faillite générale des sociétés de consommation ; faillite à laquelle on ne peut trouver, ni en Italie ni ailleurs, de solution politique. C'est le constat d'une catastrophe. Les films catastrophes américains sont spectaculaires et rassurants. Il y a toujours quelqu'un ou quelque chose pour sauver la situation. Moi, j'ai gommé tout effet spectaculaire,

pour la première fois en France  
5 récitals exceptionnels  
**WOLF BIERMANN**  
27 novembre - 2 décembre  
THEATRE GERARD PHILPE DE SAINT-DENIS  
59 bd Jules-guesde loc. 243.00.59 mac agences copar

théâtre jean vilar  
Avenue Touri-Gagarine, VITRY  
21 novembre au 2 décembre  
m. j. v. a. 21 h. d. 17 h.  
**LES FAUSSES  
CONFIDENCES**  
de Marivaux  
coproduction Studio-Théâtre  
de Vitry-Théâtre G. Philippe  
de Saint-Denis.  
M. e. a. Jacques Lemaire.  
Décor, costumes Yannick Kokkos.  
Montage sonore Daniel Girard.  
Rencontres les 24 nov. et 1<sup>er</sup> déc.  
à 19 h.  
Loc. 20, rue C. Perrot, 680-65-20.  
portes 288 - PL 21 P, 18 F, 14 F.

UGC NORMANDIE - REY - CAMEL - UGC OPERA - UGC NANTON  
BETARIE - MISTRAL - UGC GODELUX  
MAGIC-CONVENTION - UGC GARE DE LYON - 3 MOUAT  
3 SECRETAIN - LES IMAGES - NAPOLEON  
CLAUDE BRASSEUR CLAUDE RICH MARLENE JOBERT  
**LA GUERRE  
DES POLICES**  
UN FILM DE ROBERT DAUDES  
GEORGES SIAULEY - JEAN-FRANÇOIS SIEVEN - ERIENNE CHOCT - DAVID JULI  
MONTAGE MICHAEL DE GAUL  
FRANÇOIS FRÉCHET  
PARTY 2 - C21 ST-GERMAIN - MELIES MONTREUIL - CARREFOUR PANTIN  
ARTEL ROSSY - ARTEL ROBERT - PLANETES BARCELLES - ARGENTIER  
FRANÇOIS ENRIEN - PARAMOUNT LA VARENNE - BOXY VAL D'YVERRES  
GERNY PORTOISE - ARGEL COXCEL - MEAUX 123 - BONNIE MARTES - ULIS 2 BRISAY

THÉÂTRE  
DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
PARIS  
**LA VILLE DE PARIS**  
présente le  
17<sup>e</sup> FESTIVAL  
INTERNATIONAL  
DE DANSE DE PARIS  
DU 27 NOV. AU 2 DEC.  
**THE  
FELD BALLET**  
LOCATION: Théâtre, Agences  
et par téléphone : 225 44 36

14-JUILLET-BASTILLE - 14-JUILLET-PARNASSE - RACINE  
Lionel Soukatz  
Guy Hocquenghem  
**RACE D'EP**  
Un mouvement Novô - Pacalis Libé  
Caricature équivoque - Stcher - Le Monde  
Succulent amateurisme - Marmin - Le Figaro  
Gai, tendre - D.D.T. - Nouvel Obs.  
Auto-dérision - Poljout - Les Nouvelles Litt. - Gai, tendre - D.D.T. - Nouvel Obs.  
Courez-y - Parny - Le Matin - Provocant - Dequin - Télérama  
Interdit aux moins de 15 ans.

L'EXPRESSION CORPORELLE  
à la dérive du Théâtre du Mine  
de la danse  
ISAAC ALVAREZ et les  
Comédiens Mimes de Paris.  
Stages nationaux et régionaux  
98, Avenue Gambetta  
75400 CHATOU

**LA CANNE  
A SUCRE**  
BAB 23.25  
DINER-SPECTACLE

SALLES CLASSEES  
CINEMAS d'ART  
et d'ESSAI  
(A.F.C.A.E.)  
PANTHEON 13, rue Victor-Cousin  
033 15 01  
**LA FLUTE ENCHANTEE**  
Mozart - Bergman





RETOUR

DES ARTS

LE MONDE — Jeudi 22 novembre 1979 — Page 19

## DON GIOVANNI

### Les « spécialistes » sont divisés

ARTICLES, revues, livres, s'accumulent autour de Don Giovanni et de son mythe. On notera en particulier un gros numéro spécial de l'AVANT-SCÈNE-OPERA (218 pages) qui comporte, outre le livret bilingue commenté par J.-V. Hocquard, de nombreuses études et des entretiens avec Rolf Liebermann, Eugène Raimond et Kiri Te Kanawa. Hector Bianciotti est conquis par le film : « Voilà enfin un Don Juan qui console tous ceux qui comme moi n'ont jamais eu l'occasion, dans une longue vie de mélomane, d'assister à une représentation convaincante sur scène ».

Même enthousiasme sans ombre chez Bernard Chevigny dans LE MONDE DE LA MUSIQUE, où l'on signale cependant que « Mozart en prend un coup en traversant les haut-parleurs d'une salle de cinéma » ; et peut-être aussi dans l'interprétation de Maazel et les voix de plusieurs chanteurs, si l'on en croit les critiques sévères adressées à l'enregistrement C.B.S. (gravé d'après la bande qui a servi au film), par André Tubert (Harmonie et Diapason) et Alain Fantaplé (Opéra international).

MUSIQUES se limite à un

reportage, une étude psychanalytique discutable et un texte intéressant de Franca Salleri sur « la transmutation de Raimond ».

#### Une beauté parasite

Dans HARMONIE, à côté d'un entretien d'Edith Waizer avec R. Liebermann, Renaud Expertère compare judicieusement la Fille enchantée vue par Bergman et le Don Giovanni de Loeys : « Sur le grand plateau (de celui-ci) le choix qui a été fait est celui de l'interprétation, splendeur des images et des attitudes (...). La différence de conception des deux auteurs risque d'être moins favorable à Loeys : en jouant avec le spectateur, multipliant les clins d'œil, les complications, et en manifestant son plaisir à servir Mozart, Bergman est parvenu à nous communiquer sa jubilation. Loeys a cherché une autre voie pour plaire, plus ambitieuse peut-être. Je ne crois pas que Mozart ait, en cette occasion, davantage été trahi ».

Les deux critiques assez différentes publiées par l'OPERA INTERNATIONAL indiquent bien, semble-t-il, quelles seront les réactions des mélomanes selon leur tempérament et leur sensibilité. Catherine Clément déplore « les erreurs, les légèretés, les sottises immenses de ce film (...) ». Loeys et Salleri semblent vouloir combler des trous. Boucher des failles, en bref « meubler » Mozart. Des fois qu'on irait s'enrayer. L'œil est sans cesse troublé par une beauté toute para-sitaire (...). Quant à Forcillo, il faut qu'elle se débrouille pour déconstruire d'avoir « trop plein des images ».

Pour André Tubert, au contraire, « les espaces, les constructions et les gens même, tout est si beau que, pour une fois, à prendre en nous la place de nos rêves, la chose faite visible ne les aime pas, mais les accomplit (...) ». (Les personnages) ne sont pas des chanteurs ni des acteurs. Ils sont des présences, des passions. Cet art de faire dire à chacun sa vérité physique la plus crâne, c'est l'art même de la direction d'acteurs (...). Pourtant il y a des choses que le théâtre peut et que le cinéma ne pourra jamais. Miracle même de l'opéra, embar-

raissant au théâtre, impossible au cinéma, le monologue (...). Moment ineffable : rien en scène et pourtant la plus irrépressible présence ».

Du côté des revues de cinéma, la contradiction est totale, comme on pouvait s'y attendre, entre LES CAHIERS DU CINÉMA, qui se contentent d'une brève critique, et POSITIF, qui publie un long entretien avec le décorateur Alexandre Trauner, ainsi que des notes de travail de Loeys.

Louis Skorecki, dans LES CAHIERS DU CINÉMA, juge que l'entreprise était « hasardeuse » et que le résultat est « décevant, pour ne pas dire catastrophique ». Condamnant comme un « ratage » ce « Don Juan en play-back » et l'opposant au parti pris « aride et inconfortable » de Straub-Huillet, il estime que « seul le son direct ne change pas un opéra », et conclut que « Loeys a négligé par orgueil et démagogie ».

#### La musique et l'espace

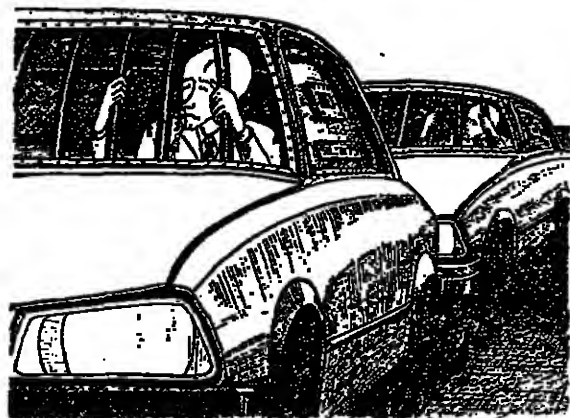
Dans POSITIF, Gérard Le-grand parle de Don Giovanni comme de « l'un des plus beaux films » qu'il ait de sa vie « vus et entendus ». « Qu'un pareil film existe fait honneur à tous ceux qui l'ont mené à bien. Point final, ou presque », affirme-t-il avant de conclure : « Jamais la musique n'a trouvé plus exemplaire entente avec une lumière et un espace ».

Même louange dans LA REVUE DU CINÉMA-IMAGE ET SON où Philippe Pilard souligne : « Travail exemplaire que celui de l'équipe de ce film : le champ de l'opéra, comme celui du cinéma, s'en trouvent élargis. Pour ce critique, ce Don Giovanni est à la fois un film jamais vu et un opéra jamais entendu (...) ». La fascination hypnotique du cinéma vient renforcer la fascination hypnotique de la musique. Ce Don Giovanni paraît si discrètement à l'imagination ».

Le jugement de Jean-Pierre Le Pave dans CINÉMA 78 est plus nuancé. « Il ne faut pas chercher dans ce film ni un grand Don Giovanni ni un grand Loeys », écrit-il (...), mais un travail fin et intelligent, sans doute proche de ce que l'on peut faire de mieux dans ce genre abstrait de l'opéra mis en film ».

Signalez enfin que les numéros de novembre de CINÉMATO-GRAPHIE et ÉCRAN 78 ne sont pas encore sortis. Ce tour d'horizon est donc nécessairement incomplet.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.



\* Dessin de BONNAFFE.

### consommation

J'ai cherché un réalisme allégorique et rien ne s'arrange, même lorsqu'on annonce que les voitures vont disparaître.

L'automobile est devenue, partout, le symbole du standing des qu'on a donné priorité à son industrie sur les transports en commun. Les gens y restent enfermés et les contacts humains sont devenus impossibles. Chacun vit replié sur son univers et essaye de se débrouiller individuellement. Les divers personnages du film n'ont même pas l'idée de partir à pied, de laisser leurs voitures. Ils cherchent à survivre avec elles. Ils sont prisonniers d'une forme de société qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas contrôler.

Commenté dans l'humour, le film devient inquiétant. La plupart des sociétés dans le monde sont des sociétés de consommation, et celles qui ne le sont pas encore (dans les pays communistes, par exemple) aspirent à le devenir. Je trouve cela très grave, très inquiétant, et j'ai montré que tous les gens étaient atteints par le même mal, quelle que soit leur classe sociale. Je suis aussi lucide à l'égard des riches. Le grand bourgeois, homme d'affaires, défend ses privilèges avec cynisme et flotte sur la mare de désespoir où tout cet univers du « bouchon » va sombrer.

La famille napolitaine incarne un sous-prolétariat où la défense des grands principes (le père veut faire avorter sa fille au nom de la morale) masque le refus des grandes valeurs de la vie, comme la tolérance. Le sous-prolétariat est le plus faible devant les valeurs aliénantes proposées par les riches. C'était le sujet de l'Argent de la vieillesse. Ici, bien qu'il n'y ait pas d'étiquette posée sur chaque groupe ou chaque personnage, tout le monde est logé à la même enseigne, il ne peut pas y avoir de vainqueurs parmi les prisonniers de cet embouteillage.

— C'est donc la fin du monde ?

— Non. Je ne pense pas qu'on puisse prévoir le futur. Je crois que la société peut changer, même si on ne voit pas comment actuellement. Mais je ne crois pas que l'on puisse changer la nature

humaine. Il faut accepter les hommes comme ils sont, sans illusions. Le marxisme, qui a été un grand espoir, avait établi un ordre entre l'économie et la morale. Les prophéties marxistes se sont, hélas ! révélées fausses.

Le seul fait qu'une guerre puisse être maintenant déclenchée par un pays marxiste, entre pays marxistes, est une tragédie pour nos consciences. Ce qui différencie aujourd'hui l'homme de droite de l'homme de gauche, c'est que l'homme de droite est satisfait de cette immense destruction et que l'homme de gauche en souffre. Le Grand Embouteillage est le film de cette souffrance que je ressens profondément. Pourtant, je ne peux pas m'empêcher d'aimer l'humanité telle qu'elle est.

### Trois centres étrangers

#### AMERICAN CENTER « NEW LOOK »

TANT pis pour les soixante-huitairistes nostalgiques : ils ne retrouveront pas au 261 boulevard Raspail le mur bariolé de fresques éphémères ni les vieux fauteuils des salons un peu poussiéreux où il fallait si bon se rencontrer, fumer, parler... Le Jardin est encore là avec ses grands arbres et ses hautes folles, semé çà et là de sculptures. Mais la cafétéria a disparu, et la piscine est devenue salle de danse. Bien sûr, on peut revenir ici apprendre l'américain, le soul jazz, les claquettes, les percussions ou même la magie et la prestidigitation. Mais, décidément, la maison a changé : on ne touchera ni la coupole ni les verrières de ce grand bâtiment presque quinquagénaire, mais déjà l'ont est blanc et net, et l'on travaille à un théâtre souterrain de six cent cinquante places.

Depuis deux ans présidente de l'American Center, Judith Pissar (Mme Samuel Pissar) ne cesse de se battre contre les vieilles images. Ancienne directrice de la musique à la Brooklyn Academy (New-York), elle se soucie de faire de l'American Center (à ne pas confondre avec le Centre culturel américain de la rue du Dragon, émanation directe de l'ambassade), une manière de forum culturel indépendant, largement ouvert à toute la francophonie, « une libre université des arts », informelle peut-être, mais ambitieuse. Pour elle comme pour Henry Fillmore, nouveau directeur du Centre, ce n'est pas le financier, le politique qui compte si fort en même temps, retrouve son magnétisme de centre international des arts.

Dans ce Paris de l'IRCAM, du Festival d'automne, de Carolyn Carlson ou de Peter Brook, l'American Center veut être à part, éviter le faux prestige de mani-

festations exceptionnelles : « La découverte de soi comme le cheminement des autres apparaît aujourd'hui d'abord à travers la maîtrise de techniques », dit Judith Pissar. Le secret de certaines réussites américaines n'est souvent que dans une vigilance de poche et de salle... C'est pourquoi, mis à part des concerts et une série de représentations de Stuart Sherman et de son « théâtre d'objets » (jusqu'au 24 novembre), la collaboration de l'American Center au Festival d'automne se limite délibérément à des « workshops », ateliers destinés à des publics de professionnels. Après Tom Johnson, Joan La Barba et Paul de Marigny, sont attendus Jon Gibson (des 25 et 27 novembre) et, pour la danse, après Trisha Brown et Paul Taylor, Sheryl Sutton (des 21, 22, 23) et Elliot Feld (le 29).

Ici, les rencontres ne se réduisent pas à un « pot » entre copains, mais à des démonstrations précises, à de vrais échanges, où se découvrent sur des faits et des faits mystérieux les motivations artistiques. Cette année, Judith Pissar a confié à Daniel Mesguich un cycle de théâtre : les Américains ont aussi beaucoup à recevoir de Paris. Et puis, par ces temps de passion pour la mémoire immédiate, Don Foresta vient d'être chargé de créer un centre pour l'étude des médias, avec pour commencer, en novembre, un cycle de danse et vidéo. Ce sera sérieux, l'American Center, et avec les moyens de l'ère : la Fondation Rockefeller vient justement de lui faire une donation de 375 000 dollars. Amica America.

\* American Center, 261, boulevard Raspail, 75014 Paris. Téléphone 354-99-92.

### Polonais et Yougoslaves

Pourquoi diable les pays de l'Est se font-ils de leur étiquette culturelle des images aussi fortement marquées au coin du « bon goût » ? Depuis longtemps, le Centre culturel hongrois, l'un des plus anciens centres étrangers de Paris, disposait à ses invités privilégiés de tirés élégants concertés dans les salons roccos d'un hôtel particulier du faubourg Saint-Germain. Et voici qu'avec toute la curiosité, toute la sympathie du public français pour le pays de Wajda, de Penderecki, de Kantor, de Grotowski, la Pologne vient enfin d'ouvrir son centre dans les locaux mêmes de son ancien consulat. Ici, on est un peu à l'écart, dans les beaux quartiers : encore un hôtel particulier avec salon de musique, hautes glaces, moulures, lourdes cheminées de marbre, copies de tapis et de meubles anciens.

On pourra voir ici des films, écouter des réceptifs de piano. L'exposition de peinture contemporaine qui a coïncidé le mois dernier avec l'inauguration du centre ne donnait à voir que des talents officiellement consacrés, Lenica, Stern, Krawczyk, etc. Ne pourrait-on retrouver dans cette

maison un peu de ce désordre, de cette improvisation chahuteuse des clubs de jazz ou des cabarets étudiants qui font le charme vrai des soirées de Varsovie ou de Craiova ?

Il semble que les Yougoslaves aient mieux compris que ce que nous demandons aux cultures slaves est surtout un certain ferment d'audace qui ne s'accorde pas toujours des images traditionnelles vouées à l'exportation. Le Centre culturel yougoslave s'est installé à deux pas du Centre de la communauté française de Belgique. Ici, tout est clair, ouvert, un peu masqué. La direction ne se soucie pas tant de jouer la carte du prestige que de profiter du quartier, admirable lieu d'échanges.

« Recevoir plus que donner, peut-être. Se voir. Se rencontrer. Être Yougoslave sans doute, mais à Paris ».

BERNARD RAFFAÏL.

\* Centre culturel polonais, 31, rue Jean-Goussier, 75008 Paris, tél. : 225-10-97.  
\* Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin, 75004 Paris, tél. : 272-50-50.

**BERNARD HAITINK**  
dirige l'ORCHESTRE DE PARIS  
**MAHLER - SIXIEME SYMPHONIE**  
PALAIS DES CONGRES  
29 novembre à 20 h 30  
30 novembre à 19 h 30  
**THEATRE DES CHAMPS ELYSEES**  
1<sup>er</sup> décembre à 10 h.

**Pia Colombo**  
REQUIEM AUTOUR D'UN TEMPS PRESENT  
de Maurice FACHÉ  
Mise en scène : Robert POUSSIERE  
Musique : Gilbert CASALES  
du 23 novembre au 16 décembre  
**THEATRE DE LA COMMUNE**  
D'AUBERVILLIERS  
Tél. 233 14 14

**THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY**  
**LA RENCONTRE de GEORGES POMPIDOU avec MAO ZEDONG**  
Réalisation de ANTOINE VITEZ  
avec, en alternance LA SONATE AU CLAR DE LUNE et UN CŒUR SIMPLE  
au STUDIO d'IVRY-672.37.43

**797.96.06**  
météo Gambetta, 29  
**ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR**  
d'Alfred de Musset  
mise en scène : Guy Rétoré

**9 nov.-16 déc.**  
**KARL VALENTIN**  
traduction, adaptation : Jean-Louis Besson  
Jean Jourdeuil  
mise en scène : Philippe Van Kessel

**maison des arts de créteil**  
27-28-29 novembre 21 h  
**LE MILLION PREMIERS VOYAGES**  
par le **ODIN TEATRET**  
30 F et 20 F  
dimanche 25  
15 h 30 - 17 h 30 - 21 h  
3 SOLOS DEMONSTRATIONS  
prix 20 F - les 3 solos 45 F  
renseignements location 899 94 50  
Métro Créteil Préfecture

**THEATRE DE L'ŒUVRE**  
CLAUDE PIEPLU  
GEORGES WILSON  
CLAUDE RICH  
**UN HABIT POUR L'HIVER**  
de CLAUDE RICH  
mise en scène de GEORGES WILSON

**THEATRE FONTAINE**  
**LES 3 JEANNE**  
location 874 74 40 et Agences

**PIERRE DUX**  
sublime LE FIGARO  
splendide LE MONDE  
fabuleux LA CROIX  
prouesse FRANCE SOIR  
performance L'AUREORE  
**LA FRAICHEUR DE L'AUBE**  
mise en scène  
RAYMOND ROULEAU  
**THEATRE DE L'ATHENE**  
100-742.67.27 et AGENCES

**THEATRE DE LA VILLE**  
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE  
**20 h 30**  
matinée dimanche 14 h 30  
places 23 F et 42 F  
**gin game**  
ou le rami  
n'est pas ce qu'on pense  
de D.L. Coburn  
mise en scène  
Jean Mercure  
en alternance  
**les trois sœurs**  
de Tchekhov  
mise en scène  
Lucian Pintilie  
**18 h 30**  
une heure sans entracte 18 F 50  
du mardi au samedi  
jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre  
**anna prunal**  
du 4 au 8 décembre  
katia et marielle labèque  
2, place du Châtelet  
tél. 274.11.24

مكتبة الأمل



## LIVRES



Art

POÈTES  
ET PEINTRES  
IMPRESSIONNISTES

Enfin un peintre imaginaire, et non des moindres, entre dans l'histoire de l'art. En accueillant Elstir dans l'impressionnisme et son époque, cette somme, ce dictionnaire international illustré dont le second tome vient de paraître, Sophie Monneret, pour la première fois, fait de l'expression littéraire à l'expression plastique.

Elstir donc, contraction présumée de Helleu-Whistler ou de Helleu-Stier, en réalité hybride de Monet et de Renoir (avec quelques autres greffons), va combler d'aise les proustiens d'autant plus que Marcel Proust lui-même a droit, comme tout artiste de quelque importance dans cet ouvrage, à une longue et pénétrante monographie.

Et Baudelaire donc ! Celui-là, on s'y attendait. Mais les textes critiques ne sont pas seuls en cause.

Les poèmes aussi, transpositions d'art et qui en outre, par un effet en retour, ont influencé Monet par exemple.

Il est de plus en plus admis que peinture et poésie sont sœurs, que le poète va d'instinct au cœur du problème, et l'on est heureux de voir une « spécialiste » s'abandonner dans ce sens et consacrer à Mallarmé et à Rimbaud, entre autres, considérées dans leurs rapports avec les peintres et la peinture, des pages pleines d'aperçus tout noués.

Henri de Régnier constatait, avec un peu d'ironie, que, pour Mallarmé, la peinture semblait dater de Manet. En un sens, Mallarmé avait raison. Son long commerce avec l'illustrateur de l'Après-midi d'un faune fut plus pour lui qu'une initiation.

Rimbaud, lui, « dont le génie poétique précoce est exactement concomitant des découvertes impressionnistes », qui fréquente le groupe, fait l'objet d'une approche un peu différente. Sophie Monneret analyse notamment la palette du Bateau ivre, rapproche (les ressemblances sont frappantes) les Coquelicots de Monet de Mémoires, etc., et surtout dégage des illuminations (peintures plates) : c'est Verlaine l'auteur du contraire, toute une série de visions dont chaque texte est un tableau.

\* Éditions Denoël.

## Musique

L'ANNÉE  
DE L'OPÉRA  
ET DE LA DANSE  
1979

Voilà le deuxième tome intitulé l'Année de l'Opéra et de la Danse 1979 que signe Sylvia de Nussac avec la collaboration de

Sergio Segalini et Simone Dupuis. Les amoureux du théâtre lyrique et les « balletomanes » non moins fervents y retrouveront illustrées par le menu et par le grand angle, par la plume ou par l'objectif, les souvenirs de la saison qui les enchantèrent tant sur la scène du palais Garnier que sur les scènes théâtrales autres que conventionnelles à Paris, en province ou à l'étranger, une part importante étant accordée aux festivals d'été.

Particulièrement remarquables aux deux rubriques du chant et de la danse : le très beau reportage (20 pages de photos couleur et noir et blanc) consacré à la fameuse Lulu d'Alban Berg, mise en scène de Patrice Chéreau, dirigée par Pierre Boulez, qui fit courir tout Paris à l'Opéra ; l'iconographie complète de la Dame de pique de Tchakovsky, chorégraphie de Roland Petit, au Théâtre des Champs-Élysées, avec des illustrations soignées de la nouvelle étoile de la danse Mikhail Baryshnikov.

Le lecteur savourera comme il se doit les pages imprimées, où la liberté d'écriture et la lucidité de jugement de Sylvia de Nussac font merveille. Des agendas de l'opéra et de la danse se réfèrent mois par mois aux spectacles de l'année, publiés en fin de volume, ne sont pas un des moindres attraits du précieux recueil. — O. M.

\* Calmann-Lévy, éd.

E. MEYER : Bruegel. La tribu des Bruegel a fourni quatre générations de peintres. Une fois son histoire débrouillée, la parole est aux images : quelques solennels dix reproductions de tableaux ou d'estampes. (Berghaus International.)

PER AMANN : Vincent van Gogh. Une biographie consensuelle, sans prétentions exhaustives, suivie d'une iconographie abondante, en noir et en couleurs. (Berghaus International.)

## DISQUES



Rock

TALKING HEADS :  
FEAR OF MUSIC

Talking Heads est un groupe de quatre musiciens, trois hommes, une femme. Leur troisième disque, Fear of Music, est celui d'un groupe de New-York et d'un producteur anglais : Brian Eno. La musique de Talking Heads est nourrie d'un raffinement et d'un classicisme européens, auxquels elle emprunte sa chaleur, son lyrisme, sa poésie. Du modernisme, de la logique fonctionnelle des États-Unis, elle tire ses échos glacés, son swing catégorique, sa force de frappe. Talking Heads n'a pas de fausses pudeurs quant aux styles de musique. Les rythmes disco sont utilisés, adaptés aux besoins d'un rock mouvant qui se prête à la danse : l'automatisme parait de la disco, la sensualité subversive du rock. Talking Heads joue des contrastes comme d'un alliage en constante mutation. La

voc de David Byrne est singulière, souvent proche de la dissonance. Talking Heads est un groupe intelligent, novateur. Fear of Music est à sa mesure, un disque porteur des tendances musicales qui marqueront les prochaines années. Un disque superbe qui sonne comme l'un des plus importants de 1979. (Pathé Marconi 63106.) — A. W.

TOM VERLAINE — Tom Verlaine était le leader, guitariste et chanteur, de Television, l'un des plus intéressants groupes de New-York. Après deux beaux disques, Television s'est séparé et Tom Verlaine a tenté l'expérience du disque solo. On retrouve ses compositions élaborées, construites pour libérer des espaces qui permettent des solos de guitare déliants. L'homme est imprégné de culture urbaine : les nœuds dessinés au vitriol, la pression aveugle. Un rock paranoïaque qui ronge le temps. (WEA ELK 62156.)

BOB MARLEY : Survival. — La pochette du disque regroupe tous les drapeaux africains. Bob Marley est revenu à un reggae plus violent, plus proche de ses racines. Les discours socio-politiques à retrouver sa virulence, les influences occidentales se font plus discrètes. Les rythmes s'entrechoquent, bruts et destructibles, les cuivres sont pénétrés de chaleur et la basse charge les compositions de sensibilité moite. Il y a dans ce disque des mélodies poignantes et chantées avec ferveur. Bob Marley n'a décidément rien à craindre de personne. (Phonogram 9123 053.)

EAGLES : The Long Run. — Eagles est un groupe californien, l'un des mastodontes du marché américain dont les disques atteignent invariablement la première place des charts, réalisant des ventes colossales. C'est du country-rock admirablement bien produit, remarquablement exécuté et ter-

riblement ennuyeux, prétentieux, figé, sans âme, réglé comme du papier à musique, dépassé, ressassé, stupide, prévisible et sans intérêt. Mais ça va se vendre énormément. (WEA 52161.)

## Variétés

PHILIPPE CHATEL : Émilie Jolia. — Une réalisation exceptionnelle (et réussie) que ce conte musical pour enfants et grandes personnes écrit et composé par Philippe Chatel, chanté et interprété par Philippe Chatel, Julien Clerc, Henri Salvador, Françoise Hardy, Georges Brassens, Robert Charlebois, Eddy Mitchell, Alain Souchon. La rencontre d'une petite fille avec un raton laveur-rêveur, un extra-terrestre, un lapin bleu, un prince charmant. Une jolie musique. Un bel ouvrage fait dans l'amitié (33 t. R.C.A. P.L. 37 538).

MICHEL CORRIGNE. — Ce nouvel album est presque une redécouverte d'un auteur-compositeur-interprète qui existe depuis dix ans déjà. La musique aux couleurs du rock est solide. Les textes prennent l'air du temps, sont sensibles, lucides, intelligents et simples. La voix est belle, travaillée. L'ensemble a du « punch » et un ton. Un album d'une qualité égale (33 t. R.C.A. P.L. 37 510).

VELLEUX DU BOURBONNAIS. — Frédéric Paris, Bernard et Jean-Claude Blanc reprennent avec vivacité et virtuosité la tradition des joueurs de vielle du Bourbonnais, jouent avec émotion une tradition recueillie auprès des anciens velleux, des mélodies simples et puissantes, des airs de danse : bourrée, valse et marche (33 t. Hexagone. Dist. W.E.A. Filipacchi Music 88 5030).

U.G.C. BIARRITZ 1 et 2 - U.G.C. ERMITAGE - REX - HELDER - MIRAMAR - MISTRAL - U.G.C. Gobelins - 3-MURAT - U.G.C. ODÉON - U.G.C. GARE DE LYON - MAGIC-CONVENTION - 3-SECRÉTAN - U.G.C. OPÉRA - PARAMOUNT-MONTMARTRE - CYRANO/Versailles - ARTEL/Gréteil - ARTEL/Nogent - MÉLIÈS/Montreuil - CARREFOUR/Pantin - VÉLIZY - ARGENTEUIL - C 2 L/ST-GERMAIN - ENGHEN - FLANADES/Sarcelles - BUXY/Boussy-Saint-Antoine

CETTE  
ANNÉELES  
BRONZÉS  
font du Ski

scénario par PATRICE LÉONTE  
avec JOSIANE BALASCO - MICHEL BLANC - MARIE-ANNE CHAZEL - CHRISTIAN CLAUER - GÉRARD JUGNOT - DOMINIQUE LAMANT  
THÉRIER LHERMITTE - BRUNO MONYOT - MAURICE CHEVET - DAVID PORTENCOU - JEAN-PIERRE LÉONTE - JEAN-PIERRE LÉONTE

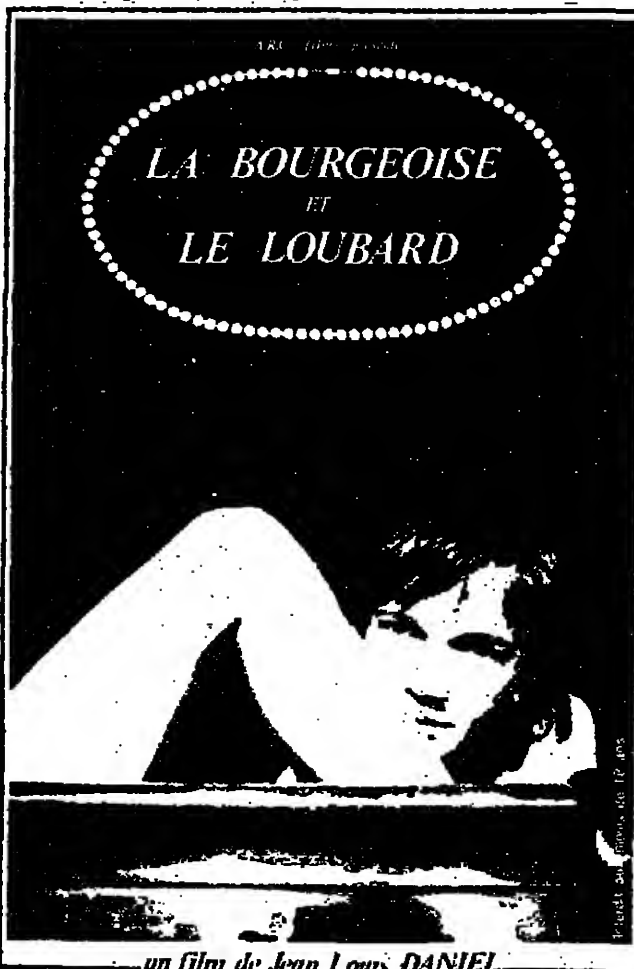
GRAND PRIX PARIS  
AUDIOVISUEL 1979ÉCOUTEZ LA NOUVELLE  
CHANSON FRANÇAISE

Phonogram n° 6685.005

## ALBUM OR : BORIS VIAN

Phonogram n° 9101.268

BALZAC - MAXÉVILLE - CLICHY-PATHÉ - GRANDS-AUGUSTINS  
FAUVETTE - SAINT-LAZARE-PASQUIER - ARGENTEUIL - PATHÉ  
Champigny - LES 3 VINCENNES - AVIATIC Le Bourget - SARCELLES  
CLUB 123 Maisons-Alfort

LA BOURGEOISE  
ET  
LE LOUBARD

un film de Jean Louis DANIEL

## PEINTURES

SCULPTURES  
DESSINS  
Lithographies  
Affiches

Galerie

LAMBERT

14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4<sup>e</sup>.

Tél. : 325-14-21

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE PARIS

D'un jugement rendu le 23 mai 1979  
Monsieur LEONOR FINI, peintre,  
ET DUCOUSSE Régis dit Régis DHO,  
demeurant 17, bd Rochechouart à  
Paris (9<sup>e</sup>), artiste peintre.  
Il a été extrait ce qui suit :  
Attendu que DUCOUSSE Régis a  
été cité, sous la prévention d'avoir  
sur des œuvres de peinture et de  
dessin frauduleusement et dans le  
but de tromper l'acheteur sur la  
personnalité de l'artiste, apposé sa  
signature ou un signe adopté par lui  
en l'absence, en apposant la signature  
de l'artiste LEONOR FINI sur cinq  
dessins apocryphes.

Attendu que... Régis DUCOUSSE  
a... deux dessins à la plume  
attribués à l'artiste LEONOR FINI  
dont lesdits dessins étaient en  
réalité son œuvre personnelle et  
avaient été revendus par ses soins de  
la fausse signature de l'artiste.  
Attendu que la prévention reconnaît  
les faits qui lui sont reprochés.  
Par ces motifs, le Tribunal, dé-  
claré Régis DUCOUSSE dit Régis DHO  
coupable du délit de faux en matière  
artistique.

Le Tribunal a la peine de trois  
mois d'emprisonnement avec sur-  
sais.  
Ordonne la destruction des cinq  
dessins saisis.

Condamne le prévenu à payer à  
Monsieur LEONOR FINI la somme de dix  
mille francs à titre de dommages-  
intérêts.

Pour extrait,  
Jean-François SAMPIERI,  
Avocat.

MARC-ANTOINE  
DE DAMPIERRE

PEINTURES et ENCRE 77-79  
du 8 novembre au 15 décembre  
Franska Institutet, STOCKHOLM

Agent à Paris :  
GALERIE DENISE RENE  
196, bd St-Germain, 7<sup>e</sup> - 222-77-57

COULEURS D'AUDOUIN  
15, rue de l'Amiral-Roussin-15<sup>e</sup>  
567-03-96

YVON LABARRE  
Visages d'une Bretagne  
du 20 Nov. au 4 Déc.

GALERIE RENE BROUET  
104, Pg-Saint-Honoré - Paris (8<sup>e</sup>)  
JACQUES

PETIT  
31 nov. - 22 déc.

فَكَذًا مِنَ الْأَصْلِ



## Dessins de Gafgen

## Crimes parfaits

« J'ai eu né à Hambourg en 1936, je vis à Paris depuis 1961 », écrit Wolfgang Gafgen dans le catalogue qui présente ses œuvres récentes. On n'imagine pas biographie plus succincte, et si on l'interroge, il n'en dira pas beaucoup plus. Il y a aussi une photo où on le voit de profil avec ses immenses moustaches mouvantes comme une fumée de cigare, qui remplissent sans doute quelque fonction d'importance, symbolique ou décompressive, mais que l'on ne mettra pas d'embarras en rapport avec son « travail », comme on dit aujourd'hui.

Le travail de Gafgen, c'est le dessin, où il est un maître comme il n'en existe en notre temps que deux ou trois, quatre si l'on veut être tout à fait précis et faire bon poids. A peu près oublié dans les décennies qui suivent la guerre le dessin qui dessine avant de penser, réviser, mettre le monde en équations ou se livrer à toutes sortes de pratiques sournoises, le dessin tel qu'en lui-même ressuscite le besoin vital de dire ce qui est, bref le dessin tout court, tout beau et tout nu, connaît depuis quelques années un extraordinaire regain de faveur. Du côté de jeunes artistes surtout, et l'on en voit plus d'un, parmi les mieux doués s'entend, pour s'exprimer d'une fleur, d'une chaise, d'une fenêtre ou du médium qui sa maman porte au cou. C'est en somme le retour à la pomme, qu'elle soit d'Adam, de Cézanne ou de minuscules seigneurs. Ce qui manque tout de même

un peu dans ces miroirs et cours d'amour épris, c'est le système. Non pas le système systématique, qui ne fleurit que trop ces temps-ci et signifie toujours la mort de l'art. Mais le système symptomatique, au sens où le symptôme est le signe indubitable, récurrent d'une passion, d'un « mal » qui vient de plus loin et où les symptômes s'organisent en ensembles satisfaisants pour l'esprit, délectables pour les sens, conformes aux lois de la biologie. En somme le symptôme qui est l'expression de la nécessité intérieure : *intus et in cute*, pour citer un vers de l'énigmatique, de l'intraduisible Perses dont Rousseau a fait l'épigraphie des *Confessions*.

Enigmatique, intraduisible, notre Gafgen ? Non, et ce n'est pas moi qui me chargerai de lui donner l'absolution, tant est volontaire la culpabilité qui se manifeste dans ce monde de choses enfouies, de blessures suspectes, de défilés turtles, peut-être de grands crimes dont seuls un peu de terre remuée garde le souvenir.

Mais : imprévisible. A chaque fois que j'ai vu une des séries de Gafgen : canapés, manteaux redoutables et raides comme des pièces à conviction, bâches, pierres liguées, cordages prêts à se rompre, planches plus muettes qu'une pierre tombale dans un cimetière abandonné, je me suis dit que l'investissement dans ce cycle d'images était si fort que peut-être il ne pourrait plus jamais rien dessiner d'autre, comme il arrive à tant de peintres.

## Une patiente alchimie

Et, à chaque fois, je me suis trompé, tant Gafgen est de ces artistes qui savent renouveler indéfiniment leurs obsessions, les rendre semblables à ces images qui reviennent pendant des années dans nos rêves et disparaissent un jour sans que l'on sache pourquoi et sans que l'on ait compris leur sens. L'exposition de 1979 ne nous montre pas seulement Gafgen abordant avec sa virtuosité coutumière des techniques comme la lavie et l'aquarelle que la répétition du motif oppose parfois au crayon dans la même dessin.

A côté d'œuvres où se reconnaît le thème de la clostrophobie, de la brèche, celui de l'orifice et du trou dans lequel les âmes sensibles pourraient voir une allusion au nid d'oiseau, mais qu'il ne serait pas difficile d'interpréter autrement, elle nous propose des pièces entièrement nouvelles et qui sont parmi les plus fortes que Gafgen ait exécutées.

Deux séries nous ont paru particulièrement impressionnantes : celle des « Branchages » et celle des « Déchirures ». Comment, disait Mallarmé à propos

de Gauguin peut-on mettre tant de mystère dans tant d'éclat ? Comment, dirons-nous à notre modeste niveau, peut-on mettre un tel sentiment de drame, de danger, d'attachement à ce que l'on aime, presque d'agonie dans des choses aussi banales qu'un fagot prêt au feu et trois morceaux de carton posés sur le sol ?

Et pour le mystère, on n'est pas en reste. Sans doute parce qu'un dessin de Gafgen n'est pas la reproduction d'un spectacle, d'un vu-et-vent entre l'image mentale et le détail en apparence insignifiant où elle trouve sa correspondance, son incertaine définition.

Le mystère de Gafgen est celui de ses problèmes personnels que ses dessins traduisent avec un dévouement au réel, une distance et une discrétion si exemplaires qu'ils évoquent presque l'idée d'un crime parfait, sans bavures et silencieux.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* Galerie Karl Finkler, 25, rue de Valenciennes. Jusqu'au 15 décembre.

## L'Angleterre des Thirties à la Hayward

## La décennie du diable

DEHORS, sur le toit du musée, un bolide aux formes arrondies comme celles d'une baleine : la réplique de l'oiseau bleu, de Campbell, rêve de la vitesse automobile des années 30. A l'intérieur, une super-maquette de la cathédrale de Liverpool rêvée par Lutyens pour douze mille fidèles. Ici, la technique de pointe avec l'auto à 500 km-h : là, l'architecture sacrée dans le passé de la Renaissance italienne et des chapelles byzantines.

Le progrès aidant, l'automobile de Campbell va presque doubler sa vitesse. Mais la cathédrale de Lutyens restera inachevée. En 1939, l'architecte n'en avait construit que la crypte, qui devint, en 1940, un abri antiaérien, et, après 1945, il fallut bien se rendre à l'évidence : un bâtiment de cette ampleur, tout en pierre, était devenu économiquement irréalisable. L'Angleterre, comme le monde, avait changé.

L'exposition sur les années 30, les Thirties, tente de faire la synthèse d'une époque que symbolisent l'auto et la cathédrale. Elle fait apparaître l'avance technologique de l'Angleterre de l'époque et le conservatisme dominant dans l'art, c'est-à-dire la montée des nouveaux ingénieurs

et le combat d'arrière-garde de la *ruled class*, qui maintenait l'art traditionnel comme la marque de la splendeur passée. Mais quel projet impossible que de vouloir rendre compte en une seule manifestation de l'ensemble des changements qui ont affecté l'environnement urbain quotidien, à travers la peinture, la sculpture, les arts décoratifs et le design industriel, la publicité, l'affiche, le photo-journalisme, la caricature et, enfin, l'architecture ! Comme l'écrit Moscou au Centre Georges-Pompidou, ce genre de manifestation à caractère « global » pèche à la fois par l'abondance et par l'insuffisance.

On ne vient pas à bout, en une seule visite, de cette exposition répartie à travers tous les étages de la Hayward, restructurée pour l'occasion. Elle suit le schéma d'une Angleterre partagée entre les conservateurs et l'innovation. En peinture, des salles distinctes pour les figuratifs de la Royal Academy d'un côté, les surréalistes et les géométriques abstraits de l'autre ; en architecture, l'éclatisme historique de la période edwardienne sépare des architectes modernes qui s'apparentent au mouvement international de Paris, Berlin ou Milan.

## Conservateurs et innovateurs

Drôle de décennie que ces Thirties, séquence historique qui pour une fois correspond à une vraie coupure : elle naît avec la première grande crise économique mondiale et s'achève avec la deuxième grande guerre mondiale. « La décennie du diable », disent les Anglais, qui annonçaient les lendemains heureux de la société de consommation, mais dans un climat de profondes tensions sociales.

Ce sont les arts décoratifs, liés à l'industrie et à l'artisanat, qui donnent le ton du changement. Pour l'évocation directe de ces années-là, il faut parcourir les photos du *Daily Herald*, aujourd'hui extraordinairement parlantes. Elles montrent, par exemple, Chamberlain pendant la crise de septembre 1938. Ici, il part pour Munich ; là, il revient, avec le même sourire satisfait et rassurant.

L'automobile, dont l'ère a commencé aux Etats-Unis dans les années 20, n'arrive en Angleterre qu'aux Thirties, non comme un objet de consommation de masse, mais de luxe et de records de vitesse. Pour la majorité, la nouveauté la plus significative est l'apparition de la « *tee* électrique » dans les appareils ménagers.

Comme dans la France de *Quai des brumes*, ces mutations se font dans un climat de crise. Le nombre des chômeurs atteint trois millions dont les journaux de l'époque signalent les manifestations violentes à Hyde Park et ailleurs. La douloureuse nais-

sance de la société industrielle moderne fait apparaître une école de peinture, dont Lowry, récemment décédé, fut le maître. Nombreux sont les peintres non professionnels qui, remontant des mines, peignent leur existence pour y voir plus clair. Paysages d'usines, noirs de fumée, réalisme populaire et misérabiliste avec une gravité d'icônes qui rend des points au réalisme du photo-journalisme.

La bourgeoisie aussi peinait sa vie. Elle se limitait au confort de ce qui était. Elle photographiait la société. Peinture provinciale sans relief qui n'a jamais traversé le Channel, mais qui procède d'une lecture des gens et des choses de la nouvelle bourgeoisie moyenne, dans son costume moderne et parmi ses meubles.

Mis à part les particularités culturelles, c'est un peu une même lecture qui est faite de la réalité à la même époque en France, en Allemagne et aux Etats-Unis, où toute une partie de la peinture devient figurative s'est mise à regarder l'homme dans sa vie quotidienne et à interroger la société. En Angleterre les choses semblent plus simples, à en croire la présentation qui en est faite : ici, la bourgeoisie tranquille assise, là, le peuple des travailleurs souvent sans travail.

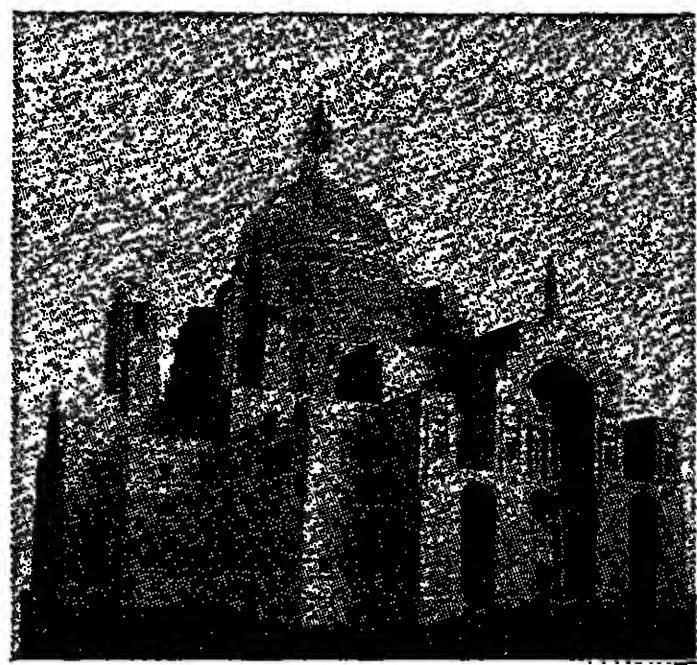
D'ailleurs certains de ces peintres bourgeois allaient se former en Allemagne, à Berlin ou à Munich, suivant l'itinéraire du

romantisme nordique. Et la société, observée d'un côté, est également rêvée et transgressée avec une large école de peintres fantasmagoriques et oniriques qu'on connaît très peu à l'étranger. Ceux-là sont du terroir. Ils ne choquent pas les Anglais de ce temps. Ceux qui les choquent, ce sont les peintres novateurs, les surréalistes et les abstraits géométriques dont les idées, comme celles des architectes modernes, sont identifiées au « collectivisme » et au « cosmopolitisme ».

Pour leur part, ces artistes allaient à Paris : Henry Moore, Roland Penrose, Francis Bacon, Paul Nash, Graham Sutherland, Ben Nicholson, John Piper... En

donne le ton. Et une réplique du *minimum flat* (l'appartement minimum) illustre les idées du rationalisme socialisant défendu par l'intelligentsia de gauche.

L'architecture vivait encore sur les schémas du XIX<sup>e</sup> siècle avec ses façades baroquement sculptées. Mis à part les quelques hôtels de ville, hôpitaux et maisons de la radio, les commandes manquaient cruellement. Les architectes les plus établis essaient à travers l'Empire britannique, dans les Indes notamment, où Lutyens construisait des édifices publics monumentaux selon sa théorie de l'architecture comme « médium » de la puissance colonisatrice.



Le projet de cathédrale d'Edwin Lutyens

vérité l'Angleterre des années 30 n'était pas un milieu bien significatif, ni pour la création proprement dite ni pour le marché de l'art. Dans leur majorité les artistes vivaient d'autres activités, certains de la publicité, d'autres de la décoration. Les affiches présentées ici portent la signature de tous les peintres en vue de ces années, et dans le secteur de la décoration il n'est pas rare de tomber sur une surprise, tel ce tapis décoratif signé Francis Bacon, dont la gentille composition cubiste est bien loin de l'expression déchirée de sa peinture de l'après-guerre.

C'est ailleurs que se montre l'esprit du modernisme, par exemple dans le décor architectural du septième art, dans ces nouveaux cinémas de deux et quatre mille places. Hollywood ne faisait-il pas de l'« art déco » le futurisme esthétique d'une société rêvée. La reconstruction de la salle de bains, en miroir mauve, en rose et en chrome, faite par le peintre Paul Nash pour la danseuse vedette Tilly Losch,

Les modernes visionnaires de l'architecture industrielle se penchaient sur le logement social. Mais le *minimum flat* était habité surtout par des intellectuels. Et, High Point, un ensemble immobilier exemplaire de ces années, où à Lubetkin et Tecton, par une bourgeoisie aisée.

Londres avait bénéficié de l'affaire des architectes et artistes qui fuyaient le nazisme. Gropius, Breuer, Mendelsohn, Chermayeff, Moholy-Nagy, Lubetkin, avaient, sur leur chemin vers New-York, fait halte quelques années dans la capitale anglaise, où ils ont laissé plusieurs bâtiments marquants. Dans cette Angleterre — où l'art vivait sur la « tradition de la tradition » — il est curieux à établir la nouvelle « tradition de l'innovation » qui, depuis, règle le rythme de l'activité artistique.

JACQUES MICHEL.

\* Hayward Gallery à Londres. Jusqu'au 13 janvier.

**LA MAISON**  
DES METIERS D'ART FRANÇAIS  
délégation Ile-de-France  
Du 15 nov. au 31 déc.  
Exposition  
**OBJETS D'ILE-DE-FRANCE**  
Artisanat  
de création contemporaine  
28, rue du Bac, 75007 PARIS

**GALERIE VERCAMER**  
3 bis, rue des Beaux-Arts  
633-18-90  
**MEDAGLINI**  
SCULPTURES-VIBRATIONS  
Jusqu'au 9 décembre

Galerie COARD  
12, rue Jacques-Caillet, Paris (6<sup>e</sup>)  
**J. P. HAMER**  
Jusqu'au 18 déc.

MAIRIE ANNEXE DU 6<sup>e</sup>  
78, r. Bonaparte, 10<sup>e</sup> Saint-Sulpice  
L'enfant dans les collections  
de la Ville de Paris  
T.l.jr. sauf lundi de 12 à 18 h. 30  
Jusqu'au 2 décembre, entrée grat.

**NINA DAUSSET**  
16, rue de Lille, 7<sup>e</sup> - 297-41-07  
**PAT ANDREA**  
GRANDS DESSINS  
13 nov.-15 déc.

**LA DEMEURE**  
19, rue Lagrange (3<sup>e</sup> étage), Paris-9<sup>e</sup> - 325-02-74  
**BORDERIE**  
TAPISSERIES RECENTES - 7 NOVEMBRE-8 DECEMBRE

**AMBASSADE D'AUSTRALE**  
4, rue Jean-Bey (13<sup>e</sup>) - Métro Bir-Hakeim  
**EXPOSITION D'ART ABORIGÈNE**  
Une exposition de peintures sur écorce, par des artistes aborigènes  
d'Océanie et de l'Amérique du Nord  
Présentée par Australian Gallery Directors Council  
pour Aboriginal Arts Board, assisté par Centre  
du 21 Novembre au 31 Décembre - Entrée libre

**GALERIE DES 4 MOUVEMENTS**  
46, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>) - 544-23-97  
**DAVID HAMILTON**  
MOULAGES-IMAGE TIRÉS DE SON DERNIER FILM  
26 novembre-31 janvier

**SIMONINI FULTON**  
du 21 novembre au 21 décembre 1979  
ARCHITECTURAL GALLERY  
17, avenue George-V, 75008 PARIS  
Tél. : 720-80-17.

**GALERIE DU LÉTHÉ**  
Alain Letailleur  
**ÉCOLE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**  
INAUGURATION LE 20 NOVEMBRE  
50, rue de Seine (6<sup>e</sup>) - 633-25-17

**KOZIKA**  
Huiles - Gouaches  
Nouveau Salon de Paris  
34, rue du Louvre, PARIS  
du 8 au 30 novembre 1979

**Go. PHILIPPE FREGNAC**  
50, rue Jacob, 6<sup>e</sup> - 265-86-31  
14 h. 30-19 h. 30 sauf lundi  
**BOWEN**  
PEINTURES  
28 novembre-8 décembre

**A LA GALERIE DU GRÈS**  
Ateliers  
et œuvres récentes  
de Céramiste  
**PIERRE BOULOT**  
qui, du 15 nov. au 21 décembre,  
y réunit des poteries dont la  
technique s'allie à une sensibilité  
imaginative fort riche. De 10 h. à  
14 h. et de 15 h. à 19 h. (sauf  
dimanche et lundi).  
8, rue Cornélius, 75006 (M<sup>o</sup> Odéon).

**Galerie LA GAVE**  
7, rue de Miromesnil  
75008 PARIS - 255-40-68

**Sergio TELLES**  
8 novembre - 8 décembre 1979

**ENCADREMENTS JEAN-MARY ALJANCIC**  
41, rue Charles - RAMBOUTILLET (100 mètres de la gare)  
Tél. : 453-25-74  
**GUY DE VOGUE**  
VARIATIONS - 27 novembre-5 décembre

MAIRIE ANNEXE DU 3<sup>e</sup>  
2, rue Eugène-Spuler - Métro Temple  
Dimitri  
**NALBANDIAN**  
peinture réaliste soviétique  
Du 10 novembre au 4 décembre  
T.l.jr. (sauf lundi), 12 h-18 h 30 - Entrée libre

**GALERIE CLAUDE BERNARD**  
9, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris - 326-23-81  
Fernando  
**BOTERO**  
Peintures récentes  
13 NOVEMBRE - 29 DÉCEMBRE

**GALERIE SERGE GARNIER**  
12, bd de Courcelles, 75017 Paris - 763.06.46  
**CAILLAUD D'ANGERS**  
du 22 novembre au 8 décembre

**GALERIE DENISE VALTAT**  
39, rue la Boétie, 75008 PARIS - 359-37-40  
**FORISSIER**  
aquarelles  
21 Novembre - 29 Décembre

دکتر امتیاز احمدی



















## PRESSE

A PROPOS DU CONFLIT DE « NICE-MATIN »

### Le contrôle informatique des clavistes

Les personnels techniques de Nice-Matin, réunis mardi 20 novembre, ont repoussé à une large majorité les propositions faites par la direction pour mettre fin au conflit sur le contrôle informatique de la production des clavistes qui empêche la sortie du quotidien depuis une semaine.

Parmi ces propositions figuraient la réunion paritaire organisée entre le Syndicat nationale de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.) et la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T., pour débattre d'une délimitation de l'informatique dans l'entreprise de presse. Confrontation utile à laquelle pourraient être associés également, étant partie prenante, les syndicats de journalistes.

Mardi matin, 21 novembre, les ouvriers du Livre de Nice-Matin ont publié, grâce au concours de l'imprimerie du Patrimoine-Côte d'Azur, hebdomadaire communiste, un journal de huit pages, diffusé à 110 000 exemplaires dans les principales villes du département des Alpes-Maritimes. Ce journal, qui sera notamment une série d'articles sur le conflit et la situation au sein du quotidien nicois.

D'autre part, une partie des journalistes et des cadres de direction a désapprouvé, par des motions prises à titre individuel, l'action menée « par une minorité du personnel, qui met gravement en péril l'entreprise ».

De notre correspondant régional

Nice. — Le conflit à Nice-Matin est l'un des premiers à montrer les difficultés qu'entraîne l'introduction de l'informatique dans les entreprises de presse, et à ce titre il paraît exemplaire.

Le président de la République, a évoqué lui-même, lors de la clôture du colloque international « Informatique et Société » à Paris, les dangers que pourrait représenter cette nouvelle technologie pour les libertés individuelles. « Le stockage et l'accès direct à des informations qui étaient autrefois consignées par écrit ou conservées dans le secret des mémoires humaines, peuvent soumettre les hommes, déclarait-il notamment, à des volontés occultes de savoir et de contrôle. »

Est-ce le cas à Nice-Matin ? La direction du journal le conteste. « Le matériel moderne est fait pour rendre la vie des salariés plus agréable, mais à condition qu'il soit utilisé en fonction de ses possibilités », estime M. Michel Bavestro. Le contrôle de la production a toujours existé. Aujourd'hui, l'informatique le rend plus précis mais il n'a rien d'inhumain », comme on le prétend. En fait, ce sont ceux qui réalisent le plus, qui freinent la production, prétendant maintenir les usages du temps des linotypes et du plomb. »

M. Bavestro considère, en tout état de cause, que le refus des clavistes d'inscrire leur numéro d'identification constitue un « acte d'insubordination » assimilable à une grève, et qui survient après plusieurs débrayages ayant occasionné une perte de mille cinq cent heures de travail dans le courant du mois d'octobre. « Je suis l'un des fondateurs de ce journal, rappelle-t-il, et j'ai mis toute mon énergie à en faire ce qu'il est devenu. Je ne peux discuter avec des gens qui le prennent en otage et qui entraînent un climat d'insubordination permanente. »

A cette argumentation, le Syndicat du Livre C.G.T. fait quatre objections : « Le contrôle ne fait l'ensemble des textes saisis par le clavier, il identifie grâce à un code de la partie exécution du travail du clavier sans tenir compte du temps de préparation, il établit une moyenne arithmétique à laquelle aucune pondération ne peut être apportée dans un quotidien en raison de la diversité des travaux couramment effectués ; il introduit dans les statistiques des rapports de travail qui ne tiennent pas compte des négatifs entre les cadres et les ouvriers dans la mesure où il substitue à l'appréciation directe par le contact humain une évaluation automatique de la production globale, par l'addition des productions individuelles ré-

### « Sans frontière » nouveau bimensuel réalisé par et pour les immigrés

Sans frontière, journal bimensuel réalisé par une jeune équipe d'immigrés pour les immigrés vient de publier son premier numéro. Un éditorial, repété en dernière page, qui résume ce pourquoi ses animateurs se battent tant depuis un an : « Jus- qu'ici, les immigrés ne parlaient pas d'eux-mêmes. Des Français ont parlé pour eux. Sans frontière peut être un corrélat pour les réalités immigrées. »

En septembre 1978, en effet, une vingtaine d'immigrés — Maghrébins, Camerounais, Sénégalais, Antillais, Portugais, Mauriciens — ont conçu le projet de créer « une vraie revue dans laquelle les immigrés se racontent et racontent ce qui leur tient à cœur ». Comme ils ne disposaient que de 20 000 francs, ils ont fabriqué sept numéros rétro dont le dernier, tiré à dix mille exemplaires, a été suffisamment bien vendu pour assurer la parution du vrai numéro un qui vient de sortir à vingt-cinq mille exemplaires (prix : 4 francs).

L'équipe reflète — à sa grande satisfaction — les contradictions de l'émigration : de diverses nationalités, les rédacteurs ont, pour le moment, des professions différentes. Ils vivent à Paris, Lille, Lyon ou Marseille et se

(1) 35, rue Stephenson, 75018 Paris, tél. 606-15-88.

## SPORTS

VOILE

### L'INTERDICTION DE LA COURSE DE L'EDHEC

### La notion de risque n'est pas acceptée

Pour la première fois, une course au large est interdite en France. L'amiral Chalino, préfet maritime de Cherbourg (1<sup>re</sup> Région), vient de refuser d'autoriser l'organisation de la course-croisière EDHEC (Ecole des hautes études commerciales de Lille). Cette épreuve, très connue — elle a attiré l'an dernier deux cent onze concurrents, — devait être courue pour la deuxième fois à Pâques 1980, sur le parcours Cherbourg - Cowes - Cherbourg. La Fédération française de voile (F.F.V.), présidée par M. Raoul Clivray, a entrepris des démarches auprès des pouvoirs publics pour faire annuler cette décision.

Le préfet maritime de la 1<sup>re</sup> Région a justifié son interdiction en invoquant : le danger de la traversée du « rall » des cargos et des pétroliers sillonnant la Manche ; le nombre élevé des voiliers participant à l'épreuve ; enfin l'insécurité de certains équipages.

An sujet des deux premières objections, on peut faire remarquer que la course Cowes-Baie de Saint-Malo (ex-Cowes-Dinard), organisée tous les ans à la mi-juillet, franchit, elle aussi, le « rall » et rassemble l'été dernier trois cent cinquante participants. Le départ de cette compétition étant donné d'un port anglais, les autorités françaises ne peuvent intervenir dans son déroulement. Il en est de même dans le cas de la Mini-Transat qui a débuté le 29 septembre, à Penzance (Cornouailles), et qui s'achève actuellement à Antigua. Il n'est pas impossible que les concurrents français de cette épreuve soient incriminés pour avoir utilisé des bateaux de 6,50 mètres de long, classés en troisième catégorie, c'est-à-dire non autorisés par les règlements nationaux à s'éloigner de plus de 100 milles d'une côte, à partir du 30 septembre-1<sup>er</sup> octobre.

### Tarif d'assurance

La décision prise à Cherbourg, comme les milles qui pourraient éventuellement comporter la Mini-Transat, appellent trois remarques :

● Tout d'abord, on est frappé par la différence des situations dans lesquelles se trouvent placés les plaisanciers de l'autre de la Manche. En Grande-Bretagne, on ne trouve ni « catégorie de navigation », ni interdictions, ni poursuites. Les voiliers de 6,50 mètres ont le droit de circuler sur l'Atlantique. La commission d'enquête, instituée après le drame du *Fastnet*, ne présente pas de caractères restrictifs de jugement ; elle est constituée de spécialistes du Royal Ocean Racing Club (R.O.R.C.), qui organise les courses au large, et de la Royal Yachting Association (R.Y.A.), équivalent de notre F.F.V. ;

● On peut faire observer ensuite qu'en France la notion de risque encouru sur mer en compétition demeure assez étrangère à l'opinion. Tous ceux qui fréquentent l'océan (ou la méditerranée) savent qu'ils peuvent se trouver parfois dans des situations périlleuses. Or un accident mortel provoque généralement dans le public une surprise, parfois même un scandale, surtout, semble-t-il, quand un amateur en est victime. On sait que le nombre de décès enregistrés dans la plaisance reste depuis longtemps à peu près stable — une trentaine par an — alors que les bateaux se multiplient. La sécurité s'améliore donc d'année en année ;

● Toutefois, l'attitude de l'administration et de la justice paraît se durcir et prendre une forme inquiétante. En cas d'accident mortel survenant au cours d'une compétition, les organisateurs, c'est-à-dire les animateurs des clubs, sont parfois inculpés, et non les chefs de bord qui revendiquent justement l'entière responsabilité de leurs actes. L'U.N.C.I. (Union nationale de la course au large) l'a rappelé à plusieurs reprises. Un chef de bord connaît son bateau et ses équipiers. Un organisateur ne peut pas toujours prévoir l'évolution du vent et de la mer. En Grande-Bretagne, la responsabilité des chefs de bord est admise, sans que les clubs, elle est d'ailleurs conformément aux règles de l'I.Y.R.U. (International Yacht Racing Union), rappelée dans les bulletins d'engagement remplis avant chaque course au large.

Si l'organisation pratique des compétitions est, à l'échelle locale, l'affaire des quartiers maritimes, en liaison avec les clubs, ce sont les arrêtés généraux des trois préfets maritimes — Cherbourg, Brest, Toulon — qui par leur esprit et leur orientation, retiennent l'attention de la plaisance. Ainsi, en juillet dernier,

l'amiral de Casanova, préfet de la 2<sup>e</sup> Région (Brest), s'était prononcé pour la seule responsabilité des organisateurs, niant celle des équipages. A la suite d'une démarche de Michel Ferrand, président de la ligue de Bretagne-Armor, et de Jean-Claude Menu, président de la Société des Régates rochelaises, la préfecture maritime avait semblé atténuer sa position. Aujourd'hui, la situation est plus sérieuse, car il s'agit non plus d'une déclaration, mais

YVES ANDRÉ.

### OMNISPORTS

### « S.O.S. Soigneurs »

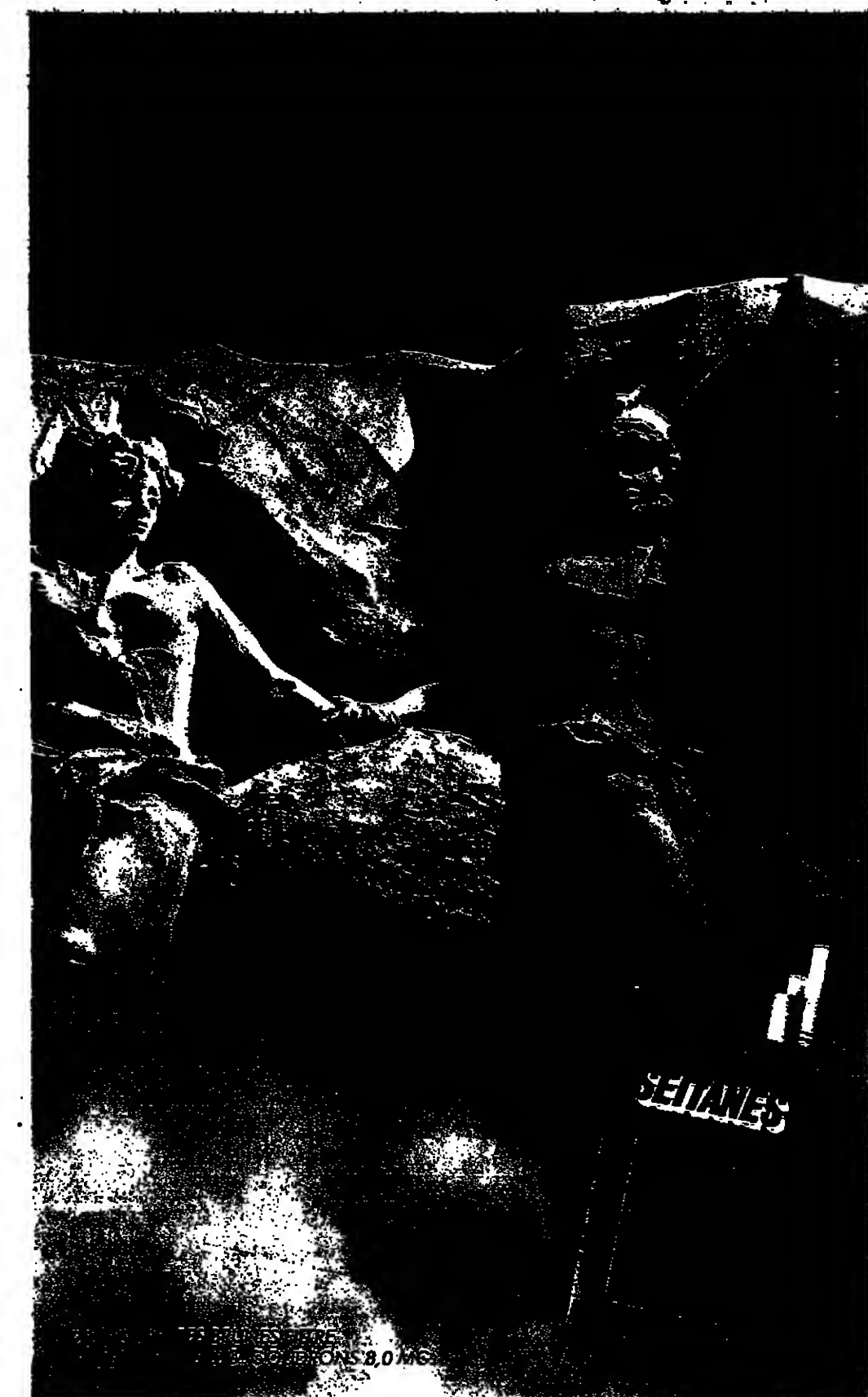
Quand un sportif du dimanche — un de ceux que M. Jean-Pierre Soisson appelle les « gugusses » — se blesse, que se passe-t-il ? Parce qu'il est sportif, donc réputé en bonne santé, et parce qu'il entre en concurrence avec les accidents de la route, il attendra, dans la plupart des cas, un ou deux jours avant d'être soigné. Résultats : de nombreux jeunes, qui se blessent apparemment sans gravité un dimanche d'automne, risquent de perdre définitivement toutes chances de figurer au plus haut niveau car ils auront contracté des lésions irréversibles.

Comment faire changer cette situation quand les soigneurs sont, en semaine, agent de mairie ou plombier, quand les services d'urgence sont occupés par les accidents de la route et quand les médecins de famille sont peu avertis des problèmes de la pathologie sportive ?

C'est pourquoi, l'Union nationale de la Fédération d'aviation, membre de la commission médicale de la Fédération de tennis, Yves Mercier a tenté de répondre à cette question en créant, il y a quelques semaines dans quatre communes de la Seine-Saint-Denis, Villemomble, Bondy, Gagny et Rosny, un service « S.O.S. Soigneurs ».

Tous les dimanches après-midi, il fait la navette entre les stades et les salles, répondant aux appels. Il fait une évaluation des « dégâts », qui facilitera ensuite l'orientation du blessé sur un service médical ou chirurgical. Jusqu'à présent le maximum de ses interventions a été de cinq pendant un dimanche après-midi. Il travaille bénévolement, mais le coût de l'installation d'un téléphone dans sa voiture est revenu à 12 000 F, ce qui représente un investissement de 3 F par sportif pour les associations concernées.

Intéressé à plus d'un titre, l'expérience d'Yves Mercier n'est cependant pas bien accueillie par tous. Ses confrères « kine » lui reprochent presque son initiative. Quant aux médecins traditionnels, ils arguent qu'il n'opère un détournement de trafic en attirant les blessés sur certains services spécialisés.



### AUTOMOBILISME

### LE RENDEMENT ET LA ROBUSTESSE PRIVILÉGIÉS AUX VINGT-QUATRE HEURES DU MANS

Depuis quelques années, l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), organisateur des Vingt-Quatre Heures du Mans, est confronté au même problème : où trouver et comment attirer les voitures et les constructeurs susceptibles de redonner à l'épreuve d'endurance française son lustre d'autan ? Faute de pouvoir compter, encore une fois, sur un « plateau » brillant et bien concurrencé que les matches spectaculaires comme ceux que se sont livrés dans le passé Ferrari, Porsche, Ford, Matra, Alfa-Romeo. Rien n'a été, n'est pas à espérer dans l'immédiat, l'ACO a décidé de refondre en partie son règlement, d'aller dans le sens des économies d'énergie et de privilégier rendement et robustesse.

Pour l'essentiel, le nombre de concurrents passe de cinquante-cinq à cinquante, le temps des essais est réduit, la capacité des réservoirs est limitée à 120 litres pour tous les types de voitures et les interventions mécaniques ne sont plus libres. C'est ainsi qu'il ne sera plus possible, par exemple, de changer un moteur pendant les essais ou pendant la course, pratique devenue courante ces dernières années. L'ACO, qui veut aussi que les Vingt-Quatre Heures conservent leur vocation de « laboratoire », a décidé d'ouvrir le champ de recherche des constructeurs en les autorisant à utiliser des carburants autres que l'essence, tels l'alcool ou le gaz de pétrole. — F. J.

● BASKET-BALL. — A Uppsala, en match « aller » de la Coupe des coupes, Cuen a battu l'équipe suédoise Kfum Ussala par 86 à 73. A Nyon, en Suisse, Tours a battu B.B.C. Nyon en coupe Korac par 111 à 102.

1<sup>re</sup> de Sorre...

LIQUIDATION TOTALE  
AU PRIX DE GRO  
articles de code  
de luxe  
61, rue de Ma...







## Comment créer une association ?



OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA  
PROF. COMM. CAPITAUX

La semaine  
51,00  
12,00  
35,00  
35,00  
35,00  
55,00

La semaine  
55,88  
14,11  
41,16  
41,16  
41,16  
11,72

# ANNONCES CLASSEES

MINUTES ENCAISSÉES  
OFFRES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA

La semaine  
30,00  
7,00  
23,00  
23,00  
23,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Pour l'un des unités d'un groupe leader sur son marché.  
Nous voyons loin. Notre expansion nous contraint à préparer dès maintenant la mise en place des responsables futurs.  
La meilleure formule, de notre point de vue, c'est de faire tourner les candidats dans les différents secteurs de nos sociétés (production, gestion, commercial, personnel).  
Si vous avez quelques années d'expérience de direction d'unité autonome, un profil de technicien bien au fait de l'outil et des problèmes de production, mais aussi un engagement de commercial et de gestion, nous sommes prêts à vous proposer une activité enrichissante qui débouchera à terme sur de hautes responsabilités.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et présentations n° 3555 sur enveloppe à J.R.P. 39, rue de l'Arcade, PARIS-8 qui transmettra.



emploi international

Dans le cadre Convention de coopération Franco-Algérienne, recherches pour ECOLE NATIONALE d'ingénieurs en ALGERIE :

### 1 INGENIEUR INFORMATICIEN POUR ASSURER DES FONCTIONS D'ENSEIGNEMENT ET D'APPLICATION

Le candidat sera capable d'enseigner dans des classes de niveau « Mathématiques Spéciales », le programme suivant :

- le langage FORTRAN ;
- processus d'exécution du langage FORTRAN ;
- utilisation des unités périphériques ;
- convention de codage, données, sous programmes et fonction ;
- application du calcul électronique à la topométrie.

Les candidats sont invités à envoyer un C.V. détaillé, sous n° 7047, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.



emploi régional

### SOCIÉTÉ REXE ÉLECTRONIQUE

NOUVELLEMENT IMPLANTÉE À TOULOUSE DANS L'ÉLECTRONIQUE AUTOMOBILE

Recherches immédiates

#### UN INGÉNIEUR RESPONSABLE DU CONTRÔLE QUALITÉ

• 4 ans d'expérience.  
• Dans un secteur de production de grande série (automobile si possible).  
• Connaissance et pratique des techniques statistiques informatiques ; programmation sur ordinateur souhaitée.  
• Salaire selon expérience.  
• Anglais parlé.

#### UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN RESPONSABLE DE LA FIABILITÉ DES PRODUITS

• 4 ans d'expérience.  
• Connaissance des équipements de tests et programmation sur ordinateur souhaitée.  
• Anglais parlé.  
• Salaire selon expérience.

Adresser sous référence S.C. 4/79 C.V. détaillé, photo récente à :

REXE ELECTRONIQUE  
Avenue du Mirail  
B.P. 2334 - 31036 TOULOUSE CEDEX.

## analyste programmeur

pour participer à 2 démarrages : l'un dans le secteur de l'assurance, l'autre dans celui de la banque.

• Diplôme : baccalauréat.  
• Connaissances IBM34, GAP2, et si possible assurance et banque.

Lieu de travail : Guadeloupe.

Envoyer C.V., photo et présentations, sous réf. 5751, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre Convention de coopération Franco-Algérienne, recherches pour ECOLE NATIONALE d'ingénieurs en ALGERIE :

### 1 INGENIEUR PHYSICIEN OU OPTICIEN POUR ASSURER DES FONCTIONS D'ENSEIGNEMENT ET D'APPLICATION

Formation :  
Ingénieur Physicien ou Opticien ou bien Maître-Aspirant ou Assistant en Faculté.

Le candidat aura au moins 5 ans d'expérience professionnelle et sera capable d'enseigner dans des classes de niveau « Mathématiques Spéciales » et « Mathématiques Supérieures » le programme suivant :

- optique géométrique ;
- optique ondulatoire ;
- optique paraxiale.

Les candidats sont invités à envoyer un C.V. détaillé, sous n° 7047, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

Dans le cadre d'une base vie (500 personnes)

### EN POLYNÉSIE

nous recherchons un

#### ANIMATEUR

Responsable de la bibliothèque, de la discothèque et de l'organisation des loisirs.

Rémunération motivante cycles de séjour de 4 mois. Prime de fonction : février 1980.

Ecrire SOEXIND Direction du Personnel 3, avenue Newton, 75390 BOIS-D'ARCY.

importante Société d'Etudes, nous recherchons le directeur de notre bureau d'Alger.

— Education supérieure, expérience, esprit et Magreb, logement, voiture, 6 semaines de congés, etc.  
Ecr. n° 82477 Regle-Press, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Site Commerce International recherche pour SINGAPOUR

#### INGÉNIEUR OU TECHNICIEN EXPORT

avec expérience commerciale ANGLAIS indispensable Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo sous n° 60452/M, HAVAS CONTACT, 4, rue Harriot, 69002 LYON.

### emploi international

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.



THOMSON-CSF

### DIVISION SEMICONDUCTEURS

Pour son Etablissement d'AIX-EN-PROVENCE

#### INGÉNIEUR

ARTS ET MÉTIERS ou équivalent  
Pour diriger un Bureau d'études de machines automatiques de précision. Expérience dans ce domaine indispensable.

Ecr. avec CV man. et photo : Service du personnel 15, avenue Camille-Pélessier, B.P. 45 13802 AIX-EN-PROVENCE

TOULOUSE importante Société de Télégestion Informatique en temps réel recherche

#### ANALYSTES

— Analyse, mise en place, démarrage et suivi des réalisations.  
— Formation I.T.T. avec expérience d'un poste similaire en informatique de gestion.  
— Disponible pour quelques déplacements de courte durée.  
— Possibilité d'évolution vers un poste d'animation d'une petite équipe.

Ecr. n° 8 0065 HAVAS, 31002 TOULOUSE CEDEX.

### SOCIÉTÉ OUTILLAGE A MAH DOUBS

recherche

#### RESPONSABLE

### ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

Il sera chargé de la gestion budgétaire, de la comptabilité, de l'informatique et de l'administration des ventes.

Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans ces différents domaines.

Envoyer C.V. et présentations sous n° 34722 Connaissance Publiété, 50, av. Opéra, 75004 Paris cedex 01 qui transmettra.

importante SOCIÉTÉ BRETAGNE-SUD recherche

#### CADRE COMPTABLE EXPERIMENTÉ

Adresser C.V. et présentations, sous n° 7044, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75427 Paris ced. 08

SOCIÉTÉ DE CHARLEVILLE recherche

#### CHEF COMPTABLE EXPERIMENTÉ

Position cadre. Avantages sociaux. Env. C.V. et présentations à : N° 1265 Publiété Moderne, B.P. 36 - 51043 REIMS.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

## Success creates opportunities in field service

MODCOMP is one of Europe's leading suppliers of mini computer equipment, particularly in the industrial process control and communications field. Over the last eighteen months, we have doubled our installed client base, introduced new-product lines and established manufacturing software development in Europe. We have ambitious plans for continuous growth and need the following people to join in achieving this.

### Customer Service Manager, France and Belgium

This individual will direct and develop the Service Organisation in France and Belgium from our Paris office. This will include responsibility for offering a professional and effective service to both our existing and future client base. He/she will work closely with the sales organisations in both countries and interface with headquarters staff in the UK and US. Experience is required in the management of a field service activity in the mainframe and/or peripheral industry, and a sensitivity to the needs of customers and the development of own staff. Also required is a good working knowledge of French and English, possibly Flemish, and the capacity to grow with the organisation.

### Field Service Engineer, France

These individuals will be based at our Paris office and will provide a high level of professional technical support to clients using sophisticated computer systems. They should have at least two years experience of testing or commissioning computer systems and enjoy troubleshooting. They should be capable of working as part of a dedicated team and actively contribute to its success and growth.

Salaries are competitive and include Company car. For further information ring Josiane PUT on 686-72-94 or send written details to MODCOMP FRANCE 17, rue des Solets, SILIC 115, 94515 RUNGIS FRANCE.

MODCOMP

## Directeur des Programmes

150 000 F/an ±

Société de promotion immobilière, poursuivant une croissance saine, recherche pour région parisienne : DIRECTEUR DES PROGRAMMES.

Rattaché au Directeur Général, il est responsable de la recherche et prospection de nouveaux programmes, du montage et du suivi des opérations, du contrôle de gestion.

De formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, il a une expérience confirmée de la direction de programmes, un sens aigu de l'animation et de la négociation, des qualités de gestionnaire.

Réponses et discrétion assurées à tout dossier de candidature adressé sous réf. 79 725 M à



### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

pour son Service Presse

## 2 ATTACHES DE PRESSE

Le 1<sup>er</sup> poste concerne un INGENIEUR ou JOURNALISTE TECHNIQUE. Réf. A.

Le 2<sup>e</sup> poste concernerait un ECONOMISTE ou JOURNALISTE de FORMATION. Réf. B.

● Ils sont amenés à travailler au niveau du groupe.

● Dans leurs domaines, ils sont responsables : interviews, reportages, constitution des dossiers de presse.

● Les candidats choisis auront une première expérience professionnelle à la fois de l'un des deux domaines précités et des contacts avec le milieu presse.

La connaissance de l'anglais est indispensable pour les 2 postes.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi sous N° 7377 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

BANQUE PRIVEE OPERA recherche

#### SON ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE

des CREDITS documentaires

Il est exigé trois ans minimum d'expérience dans l'étude des documents. Env. lettre + C.V., photo et présent., à n° 36.929, à J.R.P. 39, rue de l'Arcade - 8 qui transmettra

## Chef Personnel Usine

110000 F/an ±

Filiale d'un des premiers groupes chimiques français recherche pour un de ses établissements - 700 personnes - situé en proche BANLIEUE NORD : CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL.

Situation intéressante pour cadre de formation supérieure ou équivalente, 35 ans minimum, ayant de réelles compétences en administration et gestion du personnel, acquises de préférence sur le terrain.

Ecrire en accusant CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous référence 79615 M à MEDIA P.A., 9 Bd des Italiens 75002 PARIS qui transmet et garantit discrétion et réponse à toutes les candidatures.

URGENT, cherche dame célib., 30 à 40 ans, minime, nourrie, logée, sal. à déb., pour s'occuper femme handicapée (tétraplégie) (40 a.) domiciliée à Nanterre (92). Tél. 791-31-34 de jour, de R-V.

Enseignant à distance ch. PROF. CYTOSILITE GESTION, présence 30 h. par mois, C.V. à D.H. Médias, SNEI, 51, bd. Exelmans, PARIS (17).

Importante Société recherche pour poste stable jeune

#### DUT MAGASIN ou DECA

région Nord Paris.

Tél. : 292-26-77 poste 1.

BANQUE INTERNATIONALE PLACE DE PARIS

recherche

#### TRESORIER FRANCS

ayant de bonnes connaissances en marché monétaire, droits à mobilisation, compensation, etc. Expérience bancaire 3 années. Adr. lettre manusc. C.V., photo m. T. 14.871 M. Regle-Press, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE de DISTRIBUTION de FILMS recherche pour la France

#### CADRE SUPERIEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de formation ESC, ESSEC, HEC - Expérience Audit souhaitée. Anglais écrit et parlé indispensables. Envoyer C.V., photo et présent. sous référence n° 250 à ROCHE PUBLICITE, 24, rue Vernet, 75008 Paris.

#### INGENIEURS SOFT

3 à 4 ans d'expérience

#### INGENIEURS HARD

3 à 5 ans d'expérience

Ecrire ou téléphoner : SOPRAS 100, bd Voltaire - 1<sup>er</sup> 955-34-69

مكتبة الامم المتحدة







**appartements vente**[illegible]

هكذا من الأسماء



TIERS-MONDE

Aide ton prochain...

Un alibi ? Un geste de bonne volonté ? L'argent que les pays riches versent aux riches des pays pauvres, selon une formule de Mme Louise Weiss ? Une assurance contre les risques politiques et économiques ? Une manifestation de solidarité ? L'aide publique au développement se prête à de nombreuses interprétations. Pour les uns, elle cumule les avantages de la charité et du placement, dans la mesure où elle peut contribuer à fournir des clients aux pays donateurs. Pour les autres, elle apparaît comme un nouveau déguisement pour les interventions du capitalisme dans le tiers-monde.

Certains déplorent la faiblesse de son montant : 19,3 milliards de dollars en 1978, soit 0,35 % du produit national brut des pays industrialisés (1) et mettent en regard l'énormité des dépenses militaires : 425 milliards de dollars la même année, soit plus de vingt fois plus — sans oublier que les pays en développement ont, à eux seuls, consacré 90 milliards à ce genre de dépenses (le Monde du 17 octobre). D'autres estiment que l'aide, si elle peut satisfaire la bonne ou la mauvaise conscience de l'Occident, est une formule dépassée (l'objectif de 0,7 % relève maintenant de l'illusion), d'autant qu'elle ne parvient pas toujours à ceux qui devraient en être les véritables bénéficiaires.

Tout dépend de la grille qui est appliquée à l'analyse du fait. En termes humanitaires, la situation au Cambodge ayant contribué à secouer, provisoirement, les sensibilités, son principe apparaît peu réversible ; mais, concrètement, l'aide peut être attribuée à des régimes dont

le respect des droits de l'homme n'est pas la plus grande des préoccupations. Quelle cour suprême en jugera ? Dès lors le facteur politique intervient, qui brouille les pistes, l'aide étant souvent conçue comme un moyen d'assurer la stabilité politique des protégés du monde occidental.

Alors pourquoi ne pas raisonner de façon économique-financière, en actif et passif ? On retombe alors dans un autre piège : la définition du développement. Est-ce l'imitation du modèle occidental marqué par l'industrialisation et l'urbanisation ? Est-ce une certaine forme d'équilibre ? L'idéologie tend le cou à l'économie, qui en réalité n'est jamais neutre. En fait, l'aide apparaît comme la marque de l'interdépendance qui régit actuellement les relations mondiales. Ambiguë dans son principe, imparfaite dans son fonctionnement, elle met en cause la responsabilité des donateurs aussi bien que des bénéficiaires.

A la suite d'un examen critique, le Comité d'aide au développement (C.A.D.) de l'O.C.D.E., qui s'est réuni à haut niveau, les 19 et 20 novembre à Paris, a adopté un ensemble de « principes directeurs » pour l'amélioration de la mise en œuvre de l'aide publique. Pour pallier certaines difficultés « aiguës » de versement survenues ces dernières années, il faudrait, estime le C.A.D., « aider les bénéficiaires à renforcer leur capacité administrative, accroître au maximum l'efficacité de la mise en œuvre des projets et programmes, améliorer les structures administratives des donateurs, assurer la

continuité et la prévisibilité des apports d'aide, introduire plus de diversité et de souplesse dans les mécanismes d'acheminement, travailler de concert à l'amélioration de l'efficacité de la mise en œuvre de l'aide ».

Ces six principes devraient « être utiles pour la poursuite du dialogue » entre pays en développement et Etats développés dans les instances internationales compétentes. Ils s'inspirent du souci d'éviter les gaspillages, les retards et aussi la trop lente « absorption » des ressources dans le tiers-monde, alors que, compte tenu d'une hausse supplémentaire du prix du pétrole, le déficit courant des pays en développement atteindrait substantiellement de dollars en 1980 et que certains pays « faibles » connaissent une situation « assez grave » (leur déficit représenterait onze milliards), comme l'a souligné le président du C.A.D. lui-même, M. John P. Lewis, tout en regrettant la carence des pays à économie planifiée. Il s'agit dès lors de « concentrer » l'aide sur les pays les plus défavorisés, au nombre de trente et un, selon le classement des Nations unies, en Afrique, au sud du Sahara et en Asie du Sud-Est.

MICHEL BOYER.

- (1) Ces statistiques quasi définitives sont publiées différemment de celles publiées cat (le Monde du 27 juin).
- (2) Le C.A.D., qui compte dix-sept pays membres plus la commission de la C.E.E., ne dispose pas en propre de capitaux et n'est pas un organisme dispensateur d'aide. Il examine chaque année la politique d'aide de chacun des gouvernements membres et tâche de définir des normes quantitatives et qualitatives.

MARCHÉ COMMUN

FEU VERT DES NEUF

La C.E.E. va conclure définitivement les négociations commerciales multilatérales

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conseil des ministres des Neuf a donné son feu vert à la conclusion définitive des négociations commerciales multilatérales (N.C.M.), dites « Tokyo round ». Nous sommes désormais en présence d'accords équilibrés à la fois dans les résultats et dans la capacité de gestion, a commenté mardi soir 20 novembre M. Deniau, après s'être battu encore quelques heures pour obtenir d'ultimes aménagements. Sur les deux principaux points qui restaient encore ouverts, le ministre français du commerce extérieur a obtenu satisfaction.

Il s'agit d'abord du texte communautaire d'application concernant le code des normes approuvé lors des N.C.M. « Tokyo round ». Nous sommes désormais en présence d'accords équilibrés à la fois dans les résultats et dans la capacité de gestion, a commenté mardi soir 20 novembre M. Deniau, après s'être battu encore quelques heures pour obtenir d'ultimes aménagements. Sur les deux principaux points qui restaient encore ouverts, le ministre français du commerce extérieur a obtenu satisfaction.

Il s'agit d'abord du texte communautaire d'application concernant le code des normes approuvé lors des N.C.M. « Tokyo round ». Nous sommes désormais en présence d'accords équilibrés à la fois dans les résultats et dans la capacité de gestion, a commenté mardi soir 20 novembre M. Deniau, après s'être battu encore quelques heures pour obtenir d'ultimes aménagements. Sur les deux principaux points qui restaient encore ouverts, le ministre français du commerce extérieur a obtenu satisfaction.

Il s'agit d'abord du texte communautaire d'application concernant le code des normes approuvé lors des N.C.M. « Tokyo round ». Nous sommes désormais en présence d'accords équilibrés à la fois dans les résultats et dans la capacité de gestion, a commenté mardi soir 20 novembre M. Deniau, après s'être battu encore quelques heures pour obtenir d'ultimes aménagements. Sur les deux principaux points qui restaient encore ouverts, le ministre français du commerce extérieur a obtenu satisfaction.

Il s'agit d'abord du texte communautaire d'application concernant le code des normes approuvé lors des N.C.M. « Tokyo round ». Nous sommes désormais en présence d'accords équilibrés à la fois dans les résultats et dans la capacité de gestion, a commenté mardi soir 20 novembre M. Deniau, après s'être battu encore quelques heures pour obtenir d'ultimes aménagements. Sur les deux principaux points qui restaient encore ouverts, le ministre français du commerce extérieur a obtenu satisfaction.

FISCALITÉ

● La taxe professionnelle. — Depuis un mois, les entreprises ont commencé à recevoir le montant de leur taxe professionnelle pour 1979. Celle-ci progresse, en moyenne, de 30 % par rapport à l'an dernier, trois fois plus vite que la hausse des prix, a déclaré M. Jean-Louis Desours, président de la commission fiscale du C.N.F.P., au cours d'une conférence de presse.

Nous avons créé notre Silver Service pour célébrer notre anniversaire

KUWAIT AIRWAYS

SOCIAL

Les contrôleurs de la navigation aérienne rencontrent les représentants de l'administration

Reprise au moins provisoire du trafic dans les aéroports

L'intersyndicale des contrôleurs aériens a décidé, le mardi 20 novembre dans la soirée, après une longue délibération, de suspendre les entraves aux décollages pendant toute la journée de ce mercredi. Ce même jour, à 17 heures, les responsables syndicaux (C.G.T., S.N.C.T.A. et C.F.D.T.) rencontreront M. Roger Machenaud, directeur de la navigation aérienne. Cet entretien doit permettre de déterminer les points de la plate-forme revendicative des contrôleurs que les pouvoirs publics accepteraient, éventuellement, de discuter.

Les porte-parole syndicaux rendront compte des résultats de cette rencontre à leurs adhérents, le lendemain, c'est-à-dire le jeudi 22 novembre au cours d'assemblées générales. Les contrôleurs décideront alors s'ils doivent arrêter ou reprendre leur grève.

Dans ce conflit qui oppose depuis trois semaines les contrôleurs à l'administration et qui a notablement perturbé le trafic aérien, le climat s'est nettement détendu au cours de la journée du 20 novembre.

L'intersyndicale des contrôleurs a renouvelé sa demande d'une ouverture des négociations dans une lettre à M. Machenaud. Celui-ci a rappelé aux chefs de centres de contrôle qu'il s'était déjà prononcé pour la reprise des discussions « dès lors que seraient assurées les conditions d'un retour durable au fonctionnement normal du service ».

Le même jour, le ministre des transports, dans une lettre adressée aux députés, précisait que « dès lors que les personnels accepteraient de se placer dans le cadre légal où doit se situer leur activité professionnelle, les instances normales de concertation reprendraient leur rôle, soit dans les domaines qui n'ont pu encore être suffisamment étudiés, soit dans des domaines nouveaux comme celui de l'organisation des tableaux de service ».

Dans une annexe jointe à cette lettre, le ministre indiquait que les traitements nets perçus par les instituteurs, professeurs agrégés et officiers contrôleurs étaient respectivement de 5 863 F, 4 548 F et 5 148 F au premier échelon (vingt-deux/vingt-quatre ans) et de 5 581 F, 5 187 F et 5 137 F à l'âge de quarante-deux ans.

Il semble donc que des deux côtés on souhaite trouver une procédure permettant de revenir fin à la grève. Si sur le fond, les très nombreuses et très larges revendications présentées par les contrôleurs au début de leur mouvement peuvent difficilement être prises en considération par

le ministère des transports en fermant dans un strict corset budgétaire, un certain nombre de points peuvent prêter à discussion, du moins à discussion.

Ainsi, l'organisation du travail à l'intérieur des centres de contrôle, qui paraît être l'un des principaux motifs de la grève. Depuis un an, en effet, l'administration responsable de la navigation aérienne a soumis une certaine remise en ordre des tableaux de service et une intervention plus précise de l'encadrement dans le travail des contrôleurs.

Le trafic aérien était redevenu presque normal ce mercredi matin à Orly, où l'activité est néanmoins réduite en raison des nombreuses annulations décidées

supplémentaire par la compagnie. Si les plus importantes d'entre elles ont pu assurer environ 70 % de leurs services, les transporteurs régionaux ont en revanche beaucoup pâti de la grève, et se trouvent à la limite de l'asphyxie financière.

RENSEIGNEMENTS

- \* Air France : 328-15-25 (328-14-44 pour les vols à fin de semaine).
- \* Pour Paris : 855-41-41.
- \* U.T.A. : 775-75-73.
- \* Air Inter : 687-12-12.
- \* Compagnies étrangères : Aéroport de Paris (Orly) : 687-12-34; Roissy : 862-22-30.
- \* Compagnies régionales : 256-87-49 (Air Alpes, Air Alsace, Air Anjou, Compagnie aérienne du Land-guedoc, Brit Air); 251-33-33 (Transalpes Air Transport).

MÉDIATION DANS LE CONFLIT ALSTHOM

Les recommandations du ministre du travail prennent en compte une partie des revendications syndicales

Il était 2 heures du matin lorsque les délégués syndicaux C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et F.O. d'Alsthom-Atlantique ont quitté la préfecture de Belfort, ce mercredi 21 novembre. Ils venaient de prendre connaissance des recommandations de M. Matteoli, ministre du travail et de la participation, au sujet du conflit qui paralysait l'entreprise depuis cinquante-cinq jours. « Le ministre du travail a révisé sa médiation », a déclaré le président de la fédération de la C.G.C., M. Paul Marchelli.

Les propositions de M. Matteoli concernent, notamment, la fixation d'un salaire-plancher à 2 650 francs, d'un salaire recommandé à 2 700 francs, l'obtention

du treizième mois en trois ans et demi, d'un jour de congé pour dix ans d'ancienneté et quatre pour trente ans, la majoration des primes d'ancienneté, d'une prime exceptionnelle de 300 francs versée à l'ensemble du personnel de Belfort et d'un jour chômé et payé.

Ces recommandations formulées par le ministre, après examen du dossier de M. Salmon, chargé de mission, sont en retrait par rapport à la plate-forme revendicative de l'intersyndicale, principalement sur le treizième mois et le salaire-plancher, ainsi que sur les classifications.

Aussi, les syndicats attendaient-ils de connaître la réaction de la direction d'Alsthom-Atlantique avant de consulter le personnel. M. Migon, délégué C.F.D.T., résumait la situation en ces termes : « Cette recommandation va plus loin que les propositions de la direction, elle reste cependant très loin de ce que nous attendons, surtout après huit semaines de conflit ».

D'autre part, la tension reste vive dans les trois établissements Alsthom de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), où les forces de l'ordre avaient délogé le 14 novembre, les syndicalistes qui occupaient les ateliers depuis le 11 octobre. Lundi soir 19 novembre, deux bureaux de l'une des usines, celle d'Alsthom - Signalisation (500 salariés) avaient été mis à sac, selon la direction, par des extrémistes la C.G.T. parlant pour sa part, de provocation.

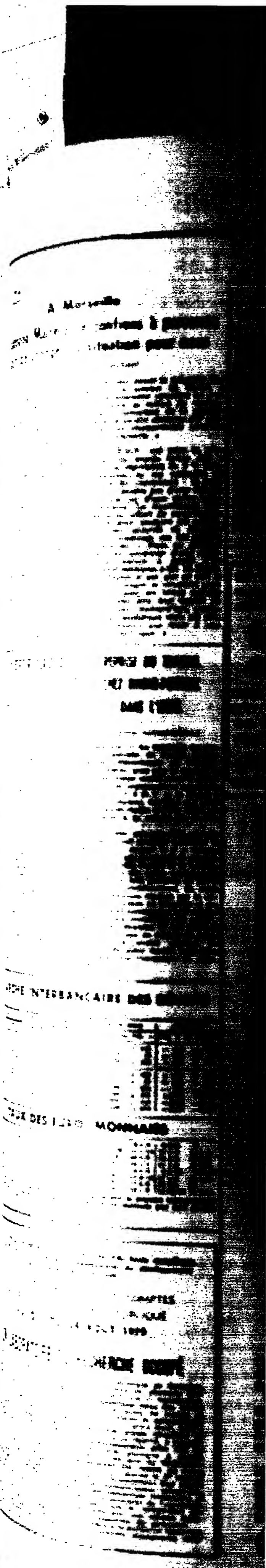
Une nouvelle entrevue entre les syndicats et la direction était prévue à 18 heures, mercredi 21, chez M. Amour, le médiateur désigné par le tribunal de Bobigny. Ces derniers jours, dans cette dernière ville, le conseil général des Eaux-de-Seine avait voté, sur proposition de M. André Karman, conseiller général communiste, président de la commission des finances du conseil général, une subvention de 5 millions de centimes destinée à « accompagner son soutien politique aux travailleurs d'Alsthom ».

LE DIRECTEUR D'ALSTHOM-MARSEILLE DÉMENT LES PROPOS DE LA C.G.T.

Le directeur de l'entreprise Alsthom de Marseille, cité lundi 19 novembre par M. Krasucki, à propos de l'attentat commis le 15 novembre contre le T.G.V. à Moulhouse (le Monde du 20 novembre), a estimé cette mise en cause « tout à fait inacceptable et diffamatoire ».

Selon M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., « le directeur de l'entreprise de la C.G.E.E. Alsthom de Marseille a parlé, dès le 13 novembre à midi, de l'explosion sur le T.G.V. de l'usine de Belfort, qui n'est pas que trente-trois heures plus tard, le jeudi 15 novembre ».

L'intéressé, M. Combarault estime qu'il s'agit d'un « mensonge éhonté. Sur le plan personnel, je m'estime diffamé. Mais ma direction étant mise en cause, j'ai-t-elle déclaré,



G'en ai marre de la nouvelle cuisine!

Alors je vais au...

Restaurant CLUB MEDITERRANÉE

58 Boulevard Victor-Hugo - 92200 Neuilly

758.11.00

Un Restaurant qui change des restaurants



## SOCIAL

### A Marseille

#### M. Edmond Maire : ne confions à personne le soin de changer la situation pour nous

De notre correspondant

Marseille. — La venue de M. Maire à Marseille, pour un meeting entrant dans la campagne pour les élections municipales dans les Bouches-du-Rhône, où la C.F.D.T. présente deux cent vingt-trois candidats, a été l'occasion pour son secrétaire général de revenir sur l'échec de la gauche en mars 1978. Il a précisé qu'à son avis la C.F.D.T. n'avait pas encore saisi l'importance de cet échec. « Ce n'est pas un accident conjoncturel et qui pourrait être effacé en 1981 ou après, a-t-il expliqué. Il s'agit d'un échec de fond qui nous a amenés à réfléchir sur la façon dont la lutte pour le changement est menée. Jusqu'en 1978, a-t-il poursuivi, nous avons délégué l'espoir de changement à l'union de la gauche. Nous lui avons fait confiance sur un programme. Cette façon de procéder ne correspond pas aujourd'hui à la façon de voter la réalité des forces de changement. (...) Les types de solution proposés par les formations politiques de gauche sont trop éloignés de la réalité de la situation actuelle. »

Si l'on veut éviter la descente aux abîmes, a précisé M. Maire, il faut absolument remettre au premier plan la notion de rassemblement afin qu'elle obtienne par elle-même les changements concrets qu'elle souhaite. »

La C.F.D.T., qui pour la première fois depuis treize ans a noté une régression de 3 % dans le nombre de ses adhérents en 1978, le dit clairement : la solution ne viendra pas d'une victoire électorale ou d'une grève révolutionnaire. Le mouvement syndical a un effort de reconversion à faire pour traduire les aspirations des salariés et réorienter l'action syndicale sur les réalités du salariat. « Nous ne pouvons plus nous contenter d'une mobilisation sociale à partir d'un préalable politique, a dit M. Maire. Ne confions à qui que ce soit le soin de changer la situation pour nous. Ce sont les forces sociales qui doivent être leur propre solution politique. »

#### LIP : UN ESPOIR SÉRIEX

« Après une longue négociation, les nouveaux publics viennent de donner leur accord de principe pour financer un redémarrage industriel des activités horlogères et de mécanisme de précision de la coopérative Lip », indique la C.F.D.T.

Le plan « prévoit dans un premier temps l'embauche de 70 personnes pour travailler à terme à un effectif de 315 salariés. Pour la fédération C.F.D.T. de la métallurgie, « il s'agit là d'un pas décisif qui doit permettre une solution globale » mais le débat interne est très au sein de la communauté des 350 travailleurs de Lip qui sont encore rassemblés à Palente, indique notre correspondant à Besançon.

Ce projet, auquel le gouvernement donne son accord, ne concerne que la coopérative « industrielle », alors que les Lip ont créé aussi une coopérative appelée les commissions artisanales de Palente qu'ils espèrent maintenir. Ces Lip comptent aussi développer une troisième coopérative, de consommateurs celle-là, qui est aussi « oubliée ». Ce projet gouvernemental exclut donc une partie importante de l'activité actuelle des Lip, ce qui paraît correspondre aux exigences du patronat local.

#### REPRISE DU TRAVAIL CHEZ RHONE-POULENC DANS L'ISÈRE

(De notre correspondant)

Grenoble. — La lassitude du personnel gréviste de l'usine Rhône-Poulenc Pétrochimie de Pont-de-Claix (Isère), plus que la qualité de l'accord réalisé mardi entre la direction et les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. (« le Monde » du 21 novembre), explique que mille cent quatre-vingt salariés aient été favorables à la reprise du travail.

Cinq cent soixante-trois salariés seulement ont refusé de continuer le mouvement, engagé il y a trente-trois jours, qui paralysait la production de l'usine. Depuis le 19 octobre, des piquets de grève interdisaient aux salariés non grévistes de pénétrer dans l'établissement, en dépit des ordonnances rendues par le tribunal des référés de Grenoble et qui ordonnaient notamment, le 9 novembre, la libre circulation des personnels, des véhicules et du matériel dans les locaux de l'usine de Pont-de-Claix. Quatre reprises, les piquets de grève furent levés pour permettre l'ouverture de négociations.

#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U. ...	4,1175 4,1210	- 55 - 30	- 108 - 125	- 498 - 329
\$ Can. ...	3,5839 3,5855	- 39 - 8	- 59 - 56	- 159 - 65
Yen (100) ...	1,6225 1,6259	+ 85 + 189	+ 139 + 169	+ 495 + 499
DM ..... 2,3420 2,3470	+ 30 + 165	+ 135 + 165	+ 465 + 525	
Florin ..... 2,8549 2,8610	+ 30 + 55	+ 45 + 79	+ 219 + 285	
F.S. (1989) ... 14,4280 14,4298	- 379 - 38	- 499 - 799	- 1.099 - 1.299	
F.S. (1990) ... 2,5975 2,5990	+ 209 + 250	+ 389 + 395	+ 1.825 + 1.100	
L. (1 000) ... 5,0180 5,0260	- 130 - 75	- 499 - 318	- 1.299 - 1.859	
S. .... 9,4950 9,4998	- 381 - 294	- 699 - 699	- 1.519 - 1.329	


#### TAUX DES EURO - MONNAIES

DM .....	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11	11 1/2	12	12 1/2	13	13 1/2	14	14 1/2	15	15 1/2	16	16 1/2	17	17 1/2	18	18 1/2	19	19 1/2	20	20 1/2	21	21 1/2	22	22 1/2	23	23 1/2	24	24 1/2	25	25 1/2	26	26 1/2	27	27 1/2	28	28 1/2	29	29 1/2	30	30 1/2	31	31 1/2	32	32 1/2	33	33 1/2	34	34 1/2	35	35 1/2	36	36 1/2	37	37 1/2	38	38 1/2	39	39 1/2	40	40 1/2	41	41 1/2	42	42 1/2	43	43 1/2	44	44 1/2	45	45 1/2	46	46 1/2	47	47 1/2	48	48 1/2	49	49 1/2	50	50 1/2	51	51 1/2	52	52 1/2	53	53 1/2	54	54 1/2	55	55 1/2	56	56 1/2	57	57 1/2	58	58 1/2	59	59 1/2	60	60 1/2	61	61 1/2	62	62 1/2	63	63 1/2	64	64 1/2	65	65 1/2	66	66 1/2	67	67 1/2	68	68 1/2	69	69 1/2	70	70 1/2	71	71 1/2	72	72 1/2	73	73 1/2	74	74 1/2	75	75 1/2	76	76 1/2	77	77 1/2	78	78 1/2	79	79 1/2	80	80 1/2	81	81 1/2	82	82 1/2	83	83 1/2	84	84 1/2	85	85 1/2	86	86 1/2	87	87 1/2	88	88 1/2	89	89 1/2	90	90 1/2	91	91 1/2	92	92 1/2	93	93 1/2	94	94 1/2	95	95 1/2	96	96 1/2	97	97 1/2	98	98 1/2	99	99 1/2	100	100 1/2	101	101 1/2	102	102 1/2	103	103 1/2	104	104 1/2	105	105 1/2	106	106 1/2	107	107 1/2	108	108 1/2	109	109 1/2	110	110 1/2	111	111 1/2	112	112 1/2	113	113 1/2	114	114 1/2	115	115 1/2	116	116 1/2	117	117 1/2	118	118 1/2	119	119 1/2	120	120 1/2	121	121 1/2	122	122 1/2	123	123 1/2	124	124 1/2	125	125 1/2	126	126 1/2	127	127 1/2	128	128 1/2	129	129 1/2	130	130 1/2	131	131 1/2	132	132 1/2	133	133 1/2	134	134 1/2	135	135 1/2	136	136 1/2	137	137 1/2	138	138 1/2	139	139 1/2	140	140 1/2	141	141 1/2	142	142 1/2	143	143 1/2	144	144 1/2	145	145 1/2	146	146 1/2	147	147 1/2	148	148 1/2	149	149 1/2	150	150 1/2	151	151 1/2	152	152 1/2	153	153 1/2	154	154 1/2	155	155 1/2	156	156 1/2	157	157 1/2	158	158 1/2	159	159 1/2	160	160 1/2	161	161 1/2	162	162 1/2	163	163 1/2	164	164 1/2	165	165 1/2	166	166 1/2	167	167 1/2	168	168 1/2	169	169 1/2	170	170 1/2	171	171 1/2	172	172 1/2	173	173 1/2	174	174 1/2	175	175 1/2	176	176 1/2	177	177 1/2	178	178 1/2	179	179 1/2	180	180 1/2	181	181 1/2	182	182 1/2	183	183 1/2	184	184 1/2	185	185 1/2	186	186 1/2	187	187 1/2	188	188 1/2	189	189 1/2	190	190 1/2	191	191 1/2	192	192 1/2	193	193 1/2	194	194 1/2	195	195 1/2	196	196 1/2	197	197 1/2	198	198 1/2	199	199 1/2	200	200 1/2	201	201 1/2	202	202 1/2	203	203 1/2	204	204 1/2	205	205 1/2	206	206 1/2	207	207 1/2	208	208 1/2	209	209 1/2	210	210 1/2	211	211 1/2	212	212 1/2	213	213 1/2	214	214 1/2	215	215 1/2	216	216 1/2	217	217 1/2	218	218 1/2	219	219 1/2	220	220 1/2	221	221 1/2	222	222 1/2	223	223 1/2	224	224 1/2	225	225 1/2	226	226 1/2	227	227 1/2	228	228 1/2	229	229 1/2	230	230 1/2	231	231 1/2	232	232 1/2	233	233 1/2	234	234 1/2	235	235 1/2	236	236 1/2	237	237 1/2	238	238 1/2	239	239 1/2	240	240 1/2	241	241 1/2	242	242 1/2	243	243 1/2	244	244 1/2	245	245 1/2	246	246 1/2	247	247 1/2	248	248 1/2	249	249 1/2	250	250 1/2	251	251 1/2	252	252 1/2	253	253 1/2	254	254 1/2	255	255 1/2	256	256 1/2	257	257 1/2	258	258 1/2	259	259 1/2	260	260 1/2	261	261 1/2	262	262 1/2	263	263 1/2	264	264 1/2	265	265 1/2	266	266 1/2	267	267 1/2	268	268 1/2	269	269 1/2	270	270 1/2	271	271 1/2	272	272 1/2	273	273 1/2	274	274 1/2	275	275 1/2	276	276 1/2	277	277 1/2	278	278 1/2	279	279 1/2	280	280 1/2	281	281 1/2	282	282 1/2	283	283 1/2	284	284 1/2	285	285 1/2	286	286 1/2	287	287 1/2	288	288 1/2	289	289 1/2	290	290 1/2	291	291 1/2	292	292 1/2	293	293 1/2	294	294 1/2	295	295 1/2	296	296 1/2	297	297 1/2	298	298 1/2	299	299 1/2	300	300 1/2	301	301 1/2	302	302 1/2	303	303 1/2	304	304 1/2	305	305 1/2	306	306 1/2	307	307 1/2	308	308 1/2	309	309 1/2	310	310 1/2	311	311 1/2	312	312 1/2	313	313 1/2	314	314 1/2	315	315 1/2	316	316 1/2	317	317 1/2	318	318 1/2	319	319 1/2	320	320 1/2	321	321 1/2	322	322 1/2	323	323 1/2	324	324 1/2	325	325 1/2	326	326 1/2	327	327 1/2	328	328 1/2	329	329 1/2	330	330 1/2	331	331 1/2	332	332 1/2	333	333 1/2	334	334 1/2	335	335 1/2	336	336 1/2	337	337 1/2	338	338 1/2	339	339 1/2	340	340 1/2	341	341 1/2	342	342 1/2	343	343 1/2	344	344 1/2	345	345 1/2	346	346 1/2	347	347 1/2	348	348 1/2	349	349 1/2	350	350 1/2	351	351 1/2	352	352 1/2	353	353 1/2	354	354 1/2	355	355 1/2	356	356 1/2	357	357 1/2	358	358 1/2	359	359 1/2	360	360 1/2	361	361 1/2	362	362 1/2	363	363 1/2	364	364 1/2	365	365 1/2	366	366 1/2	367	367 1/2	368	368 1/2	369	369 1/2	370	370 1/2	371	371 1/2	372	372 1/2	373	373 1/2	374	374 1/2	375	375 1/2	376	376 1/2	377	377 1/2	378	378 1/2	379	379 1/2	380	380 1/2	381	381 1/2	382	382 1/2	383	383 1/2	384	384 1/2	385	385 1/2	386	386 1/2	387	387 1/2	388	388 1/2	389	389 1/2	390	390 1/2	391	391 1/2	392	392 1/2	393	393 1/2	394	394 1/2	395	395 1/2	396	396 1/2	397	397 1/2	398	398 1/2	399	399 1/2	400	400 1/2	401	401 1/2	402	402 1/2	403	403 1/2	404	404 1/2	405	405 1/2	406	406 1/2	407	407 1/2	408	408 1/2	409	409 1/2	410	410 1/2	411	411 1/2	412	412 1/2	413	413 1/2	414	414 1/2	415	415 1/2	416	416 1/2	417	417 1/2	418	418 1/2	419	419 1/2	420	420 1/2	421	421 1/2	422	422 1/2	423	423 1/2	424	424 1/2	425	425 1/2	426	426 1/2	427	427 1/2	428	428 1/2	429	429 1/2	430	430 1/2	431	431 1/2	432	432 1/2	433	433 1/2	434	434 1/2	435	435 1/2	436	436 1/2	437	437 1/2	438	438 1/2	439	439 1/2	440	440 1/2	441	441 1/2	442	442 1/2	443	443 1/2	444	444 1/2	445	445 1/2	446	446 1/2	447	447 1/2	448	448 1/2	449	449 1/2	450	450 1/2	451	451 1/2	452	452 1/2	453	453 1/2	454	454 1/2	455	455 1/2	456	456 1/2	457	457 1/2	458	458 1/2	459	459 1/2	460	460 1/2	461	461 1/2	462	462 1/2	463	463 1/2	464	464 1/2	465	465 1/2	466	466 1/2	467	467 1/2	468	468 1/2	469	469 1/2	470	470 1/2	471	471 1/2	472	472 1/2	473	473 1/2	474	474 1/2	475	475 1/2	476	476 1/2	477	477 1/2	478	478 1/2	479	479 1/2	480	480 1/2	481	481 1/2	482	482 1/2	483	483 1/2	484	484 1/2	485	485 1/2	486	486 1/2	487	487 1/2	488	488 1/2	489	489 1/2	490	490 1/2	491	491 1/2	492	492 1/2	493	493 1/2	494	494 1/2	495	495 1/2	496	496 1/2	497	497 1/2	498	498 1/2	499	499 1/2	500	500 1/2	501	501 1/2	502	502 1/2	503	503 1/2	504	504 1/2	505	505 1/2	506	506 1/2	507	507 1/2	508	508 1/2	509	509 1/2	510	510 1/2
----------	-------	---	-------	---	-------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	----	--------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------	-----	---------



(Publicité)

**RÉPUBLIQUE TUNISIENNE**  
**SOCIÉTÉ TUNISIENNE de L'ÉLECTRICITÉ et du GAZ**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**



**ÉQUIPEMENT DU NOUVEAU DISPATCHING**

1) La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz se propose de lancer un appel d'offres international pour la réalisation d'un nouveau dispatching destiné à assurer la surveillance et la téléconduite :

- a) du réseau national de production et de transport d'énergie électrique ;
- b) du réseau de distribution électrique de la région de Tunis.

2) Les constructeurs désireux de soumissionner doivent faire parvenir leur demande de participation avec toutes leurs références avant le 15 décembre 1979 à :

La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz  
Département de l'Équipement  
38, rue Kemal-Ataturk - TUNIS  
Téléphone : 243-522 - Téléc : TN 12020

3) Les constructeurs qui seront agréés en recevront notification et pourront retirer les dossiers d'appel d'offres à partir du 15 janvier 1980.

**SALON PERMANENT DU SIEGE**  
MAJ  
67 rue de la Roquette  
Paris 11<sup>e</sup> - 805-23-82  
Cadres à tout acheteur

**VISITEZ NOTRE ATELIER**  
ARTISANAL DE FABRICATION  
EXPOSITION "DE NOUVEAUX MODELES"  
SELECTIONNES STYLE CONTEMPORAIN...  
VOUS FABRIQUONS SUR MESURE  
PRIX - QUALITE - CONFORT

(Publicité)

N° 295

**NOUVELLE GAMME PROMOTIONNELLE**

Boîte-présentoir spéciale pour achats impulsifs contenant un service à couteaux de cuisine inox Sheffield de 14 pièces.

Ventes actuelles en G.B. : 450.000 par an. Le fabricant recherche des agents ou acheteurs capables de commander/distribuer de grosses quantités.

Avora Manufacturing Co. LTD.  
Yardley - Hastings, Northamptonshire  
NN7 1HF, Angleterre. Telex 885 914.

**VIENT DE PARAÎTRE**

**LES DEPARTEMENTS FRANÇAIS**

LES HAUTS-DE-SEINE (92)  
ND n° 4525/4526 ... 26 F

déjà paru :  
LE PUY DE DOME (63)  
ND n° 4513/4514 ... 18 F

LA HAUTE SAVOIE (74)  
ND n° 4505/4506 ... 18 F

**Notes et études documentaires**

Abonnement 1 an. .... 350 F  
(envoier 50 numéros)

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

29, quai Voltaire 75007 Paris  
Commandes à adresser  
124, rue Henri Barbusse  
93308 Aubervilliers Cedex

**AGRICULTURE**

**Les autres paysans**

**Une lettre de la Fédération des CUMA et de M. François Ragot**

**Correspondance**

Nous avons reçu plusieurs lettres à la suite de la publication de la série d'articles consacrés aux « autres paysans » (« le Monde » des 25, 26 et 27 octobre), que nous ne pouvons toutes citer, faute de place. Voici les réactions de la Fédération nationale des CUMA, dont l'activité avait été mise en cause dans notre édition du 25 octobre, et la réponse — suivie d'une mise au point plus générale — de M. Ragot à qui nous avons transmis la lettre de la F.N. CUMA.

leur fonctionnement sont, en effet, relativement complexes et les pouvoirs publics s'évertuent depuis quelques années à les assimiler à des entreprises prestataires de services dont la démarche serait de nature commerciale. Avec d'autres formes associatives de mise en œuvre des moyens de production, elles continuent néanmoins à témoigner de la tradition d'entraide, de solidarité et de coopération dont le monde paysan a su faire preuve depuis plusieurs générations.

Certes, leur caractère coopératif et mutualiste ne les met pas à l'abri des contraintes techniques, mais leurs contrats constituent régiment de façon correcte les relations économiques qui sont établies entre leurs adhérents.

M. Ragot se trompe quand il estime que la CUMA, qui aurait mal travaillé chez lui, est inattaquable. Les engagements de chacun sont au contraire très clairement établis dans ses statuts.

Le président de la CUMA (il n'existe que deux CUMA de drapage dans le Loiret) a été surpris d'apprendre à la lecture du Monde que M. Ragot n'était pas satisfait du travail effectué chez lui il y a trois ans.

Si cela est justifié, il est clair que la CUMA est tenue de réparer ses éventuelles erreurs techniques.

**Les coopératives ont fait œuvre utile**

La lettre de la CUMA m'apprend que je pouvais me retourner contre elle, ce que j'ignorais. Je lui en donne acte. Cela dit, je n'envisage pas pour autant de le faire. J'ai seulement voulu marquer par mon propos que les solutions collectives ne sont pas obligatoirement les meilleures. Il est possible que les erreurs auxquelles j'ai dû faire face n'aient été provoquées que par des conditions de travail momentanément difficiles.

D'autre part, le ton général de l'article pourrait donner à croire que je n'ai pas l'esprit coopératif. Je reconnais pourtant que les coopératives contribuent efficacement à stimuler la concurrence sur le marché des grains. Au cours des vingt-cinq ou trente dernières années, alors que je n'étais pas encore dans l'agriculture, certains agriculteurs ont consacré une grande partie de leur temps à mettre sur pied des coopératives. Ils ont fait œuvre utile, et ces organismes constituent désormais le complément naturel des exploitations. Mais certaines coopératives tendent à être considérées comme de simples négociants privés. Ce qui est regrettable.

En ce qui concerne la formule du « coup dans la bergerie » que vous mettez dans ma bouche à propos du Crédit agricole, je tiens à préciser qu'elle ne correspond qu'à la situation des agriculteurs imprudents qui se sont trop lourdement endettés et ne peuvent plus faire face à leurs obligations. Cette situation se retrouve dans toute entreprise, agricole ou non. Les prêts consentis par le Crédit agricole facilitent la vie des agriculteurs, contribuent à leur indépendance, mais, en contrepartie, rendent leurs exploitations plus vulnérables.

Reste qu'une formule relevée dans une conversation de plusieurs heures peut ne pas refléter fidèlement la pensée. S'il est vrai que tout ne fonctionne pas pour le mieux dans les SAFER, ce que je déplore, le qualificatif de « marchandise de biens vengés » appliqué à de tels organismes, outrepassait mon jugement et ne saurait être retenu.

FRANÇOIS RAGOT.



**The Glenfiddich Distillery, Banffshire.**

**Glenfiddich: Découvrez la chaleureuse hospitalité des Highlands.**

Dès votre arrivée dans la Vallée des Cerfs, (Glenfiddich en Gaélique signifie « Vallée des Cerfs »), vous serez transportés dans un autre monde. La distillerie dont les bâtiments pleins de charme appartiennent toujours aux descendants de William Grant, reflète l'hospitalité généreuse des Highlands.

Depuis les alambics en cuivre martelé jusqu'aux magnifiques tonneaux de chêne, chaque chose raconte l'histoire d'un artisanat consacré par quatre générations de soins et d'expérience; vous y rencontrerez des hommes dont l'habileté traditionnelle héritée de leurs ancêtres sauvegarde l'esprit authentique du malt des Highlands.

Et comme les 4000 visiteurs français de l'année dernière, vous serez reçus à bras ouverts.

Si vous souhaitez une information plus complète, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME (5, place Vendôme, 75001 Paris), vous recevrez une documentation complète sur l'Ecosse, accompagnée de notre guide de Glenfiddich. Complétez :

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Glenfiddich, la Vallée des Cerfs, une expérience inoubliable.

**CONJONCTURE**

**L'activité du bâtiment et des travaux publics s'est améliorée au troisième trimestre**

L'activité du bâtiment s'est très sensiblement renforcée durant l'été, confirmant le mouvement amorcé au printemps, estime l'INSEE dans sa dernière enquête trimestrielle de conjoncture. L'amélioration concerne tous les types de travaux, mais plus particulièrement le logement neuf. Les capacités de production sont désormais utilisées à 98 % contre 94,5 % au cours de la période précédente. L'accélération du rythme d'activité n'a pas dépourvu les chantiers de commandes, qui rejoignent d'après les entrepreneurs, les niveaux de l'année 1973.

Dans le secteur des travaux publics, la tendance est du même ordre, selon l'enquête trimestrielle de conjoncture menée conjointement par l'INSEE et par la Fédération nationale des travaux publics. Cette progression soutenue de l'activité au troisième trimestre est attribuée par les professionnels aux travaux effectués pour le compte de l'Etat et des collectivités locales. Les entrées en carnet de commandes restent orientées à la hausse, ce qui n'empêche pas un léger dégonflement de ces carnets. Les entrepreneurs envisagent donc une forte baisse en fin d'année.

**isa** INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
78350 JOUY-EN-JOSAS - TEL : LIGNE DIRECTE (1) 858.43.01  
01.956.90.00 postes 430.434.488.478.462  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En vue de la rentrée de septembre 1980  
date limite de dépôt des dossiers  
de candidature pour la 1<sup>re</sup> session :  
lundi, 26 novembre 1979.

(Publicité)

**CONSEILS D'ADMINISTRATION et DIRECTIONS GÉNÉRALES des SOCIÉTÉS**

La 5<sup>e</sup> édition de cet Annuaire est parue. La publication rend compte de toutes les nominations intervenues à la suite des dernières assemblées générales. L'ouvrage porte sur les six cent cinquante plus importantes Sociétés : entreprises industrielles et commerciales ; les banques et compagnies d'assurances ; les entreprises publiques à caractère économique.

Il fournit la composition des conseils d'administration et des directions générales (Organigrammes).

L'actualisation de l'Annuaire est assurée mensuellement par des MISES à JOUR adressées aux souscripteurs.

Une table des matières, par secteur d'activité, et un index des 8.000 noms cités facilitent les recherches.

Le prix de l'Annuaire est de 1.087,80 F. T.T.C., y compris l'envoi des mises à jour pendant une année. — Expéditions France.


**OUVRAGES PARUS et ENCORE DISPONIBLES :**

LES CABINETS MINISTÉRIELS	164,64 F. T.T.C.
LA HAUTE ADMINISTRATION	182,28 F. T.T.C.
RÉGIONS - DÉPARTEMENTS - VILLES	188,18 F. T.T.C.
GRANDE PRESSE - TÉLÉVISION - RADIOS	217,56 F. T.T.C.
PARTIS POLITIQUES ET MOUVEMENTS	194,04 F. T.T.C.
SYNDICATS ET GROUPES DE DÉFENSE	176,40 F. T.T.C.
LES RELATIONS PUBLIQUES	211,68 F. T.T.C.
LA PRESSE DE PROVINCE	211,68 F. T.T.C.
LA PRESSE TECHNIQUE	217,56 F. T.T.C.

Annuaire Châteaudun - 22, Rue de Châteaudun (9<sup>e</sup>) - Tél. : 288.29.47

**Emprunt**  
**NOVEMBRE 1979**  
**11,78**

taux de rendement net  
CLIQUEZ POUR PLUS



**CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL**  
78, RUE OLIVIER  
75739 PARIS



# AGRICULTURE

## M. Méhaignerie présente un projet de loi sur la forêt

Les plans de gestion seront obligatoires pour 150 000 propriétaires

Un projet de loi sur la protection et la mise en valeur de la forêt française sera présenté à l'approbation du Parlement au printemps 1980. C'est ce qu'a annoncé M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, le mardi 20 novembre. Ce texte, préparé par M. Proriol, député (P.R.) de la Haute-Loire, est le volet législatif de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement, ou qu'il compte adopter dans les mois à venir, pour relancer la politique forestière.

Ces dispositions tendent à intensifier la gestion de la forêt privée, à combattre son morcellement, à donner des moyens accrus à l'Office national des forêts.

Pour améliorer la gestion de la forêt privée (10 millions d'hectares sur 14), le projet étend l'obligation des plans de gestion, qui ne touchait jusqu'ici que les 25 000 propriétaires de plus de 25 hectares, à tous ceux qui possèdent plus de 10 hectares. Les plans de gestion, qui intéressent 3,2 millions d'hectares, vont concerner désormais 150 000 propriétaires et environ 5 millions d'hectares. Les aides du Fonds forestier national et les facilités fiscales seront progressivement réservées aux forêts ainsi gérées.

Dans un but de clarification, les trois organismes existants — l'Association nationale des centres régionaux, la Commission nationale de la propriété forestière et l'Institut pour le développement forestier — seront réunis en un seul établissement public : le Centre national de la forêt privée.

Le projet de loi veut combattre le morcellement, qui est la plaie de la forêt privée (1 600 000 propriétaires possédant en moyenne 6 hectares). Il prévoit l'adaptation de la procédure du remembrement aux espaces forestiers. Il facilite la création d'associations syndicales de gestion. Lorsque les propriétaires négligent ou refusent d'ouvrir des chemins forestiers pourtant indispensables à la protection et à l'exploitation des forêts, les communes et les départements pourront se substituer à eux. Enfin, pour la rendre réellement dispo-

sible, le texte fait passer la taxe de défrichement de 6 000 à 15 000 francs par hectare.

Le projet de loi prévoit d'étendre les missions de l'Office national des forêts. C'est l'article qui, à coup sûr, sera le plus controversé. La loi de 1984 créant l'ONF, lui interdit de vendre du bois façonné et de se livrer à des activités industrielles et commerciales.

Les pouvoirs publics estiment que les entreprises qui utilisent les productions de la forêt — c'est-à-dire la « filière bois » — ne sont pas assez dynamiques. Ils souhaitent donc que l'Office de plus gros forestier de France (avec 7 000 agents et 4 millions d'hectares de forêts gérées) intervienne pour lancer des opérations pilotes. La loi libère donc l'ONF de ses entraves juridiques.

Sur ce point, M. Méhaignerie a tenu à calmer les alarmes des professionnels, qui craignent que l'Office ne leur fasse une sorte de concurrence déloyale. L'ONF n'interviendra pas directement, mais par l'intermédiaire d'une filiale. Celle-ci apportera son soutien aux entreprises privées en prenant dans leur capital des participations minoritaires.

Le ministre a rappelé que l'ensemble des dispositions prévues dans le projet viendront conforter la nouvelle politique forestière souhaitée par le gouvernement. Celle-ci vise trois objectifs :

● Assurer une concertation permanente entre les sylviculteurs, les industriels du bois et l'administration ;

● Concilier les rôles écologiques, économiques et sociaux des espaces plantés. « La forêt n'est ni une mine ni un musée » ;

● Pousser les sylviculteurs à produire du bois d'œuvre (charpente, menuiserie, ameublement), c'est-à-dire celui qui a le plus de valeur. Les matières destinées aux papiers et aux usines de panneaux, ainsi que le bois de chauffage, ne devraient être considérées que comme des sous-produits.

A cet égard, M. Méhaignerie a précisé que les ambitions du Fonds forestier national étaient, par ses aides, de pousser à la transformation en futures de 26 millions d'hectares de taillis. 26 millions de francs seront consacrés par ailleurs à la modernisation des scieries. Des pistes

d'exploitation seront ouvertes, spécialement en montagne, où des massifs entiers sont actuellement hors d'atteinte.

Conclusion du ministre : « Nous lançons un pari forestier : couvrir nos besoins en bois et papiers avec nos 14 millions d'hectares de forêts. Le cap est tracé, les moyens prévus. Toutes les professions concernées sont à présent convaincues que nous pouvons réussir. »

MARC AMBROISE-RENDU.

## LES PROJETS DE RÉFORME DE L'INRA SE CONCRÉTISENT

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, vient d'envoyer deux lettres qui concrétisent les projets de réforme de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

La première lettre fait part de l'intention du gouvernement de transformer l'INRA en établissement public industriel et commercial (EPIC) alors qu'il a actuellement un statut d'établissement public administratif. Cette transformation, qui pourrait être incluse dans la loi d'orientation agricole soumise au Parlement en décembre, était souhaitée par le directeur de l'INRA : elle permet la création de filiales destinées à l'exploitation commerciale des recherches faites par l'INRA.

La seconde lettre prévoit la suppression du corps des assistants de l'INRA, remplacés par des attachés scientifiques contractuels qui seraient soumis à une période probatoire de trois ans, renouvelable une seule fois ; après celle-ci, ils pourraient passer dans les autres corps de chercheurs de l'INRA, qui conserveront le statut de la fonction publique.

Les syndicats de l'INRA sont opposés à ces deux réformes (le Monde du 3 octobre). Ils font remarquer que seule une faible part du personnel continuerait à bénéficier d'une garantie de l'emploi. Ils insistent également sur le fait que les différents centres et vont définir avant la fin de l'année les modalités de leur riposte à ces projets de transformation.

## Les coopératives de consommateurs et la Garantie mutuelle des fonctionnaires créent une banque

La Fédération nationale des coopératives de consommateurs (F.N.C.C.) et la Garantie mutuelle des fonctionnaires (G.M.F.) ont signé mardi 20 novembre un protocole d'accord pour associer leurs efforts dans le domaine de l'assurance et du crédit, comme suite aux déclarations de principe faites par ces deux organismes au début de l'année (« Le Monde » du 26 janvier). Comme il avait été convenu, une nouvelle banque, la Banque centrale des coopératives et des mutuelles (B.C.C.M.), a été constituée pour reprendre l'ensemble des activités de la Banque centrale des coopératives (B.C.C.), filiale de la Fédération des coopératives de consommateurs, avec un bilan de 2 milliards de francs, quarante mille comptes gérés, 1,4 milliard de francs de dépôts, quatre cents employés et vingt-deux guichets.

La Garantie mutuelle des fonctionnaires a obtenu un tiers du capital de la nouvelle banque, et la G.M.F. a obtenu les deux tiers. De plus, la G.M.F. se porte acquiescent des deux tiers du capital de la Banque, petite mutuelle d'assurances dépendant des coopératives de consommateurs, avec cinquante mille contrats et 77 millions de francs de primes annuelles.

L'objectif de cet accord est double. Il permet d'abord à la G.M.F. de

disposer d'une banque, réve de tout organisme d'assurance, et, grâce à l'acquisition de la Sauvegarde, d'étendre sa clientèle en dehors du monde des fonctionnaires, auquel elle est statutairement limitée. Ensuite, les coopératives, qui ne pouvaient avoir facilement accès à leur banque, la B.C.C., en raison du petit nombre de ses guichets (vingt-deux), pourront obtenir des informations et des services dans les cent soixante-dix bureaux de la G.M.F. : la nouvelle banque espère ainsi toucher cent mille particuliers de plus par les deux millions d'adhérents de la G.M.F., qui dans 45 % des cas, ont un compte aux chèques postaux.

En outre, l'aide de la G.M.F. vient à point nommé pour développer les activités de la Sauvegarde, qui rencontre quelques difficultés du fait de sa taille trop réduite. Cette opération est significative dans la mesure où elle traduit un nouveau développement de l'économie sociale, la G.M.F. présidée par M. Baroin, étant la première mutuelle d'assurances sans intermédiaire, avec deux millions de sociétaires et 14 millions de francs de primes annuelles, et la Fédération, présidée par M. Kérin, regroupant deux millions de familles, deux cent cinquante sociétés coopératives et 20 milliards de chiffre d'affaires annuels.

## L'ouverture des magasins le dimanche Des condamnations dans la Somme

De notre correspondant

Le Conseil d'Etat vient une nouvelle fois de s'opposer à l'ouverture d'un magasin de grande surface le dimanche. Il a refusé la demande qui lui était faite par Conforama de Saint-Quentin (Aisne), confirmant un jugement du tribunal administratif d'Amiens. En Picardie, les tribunaux de police interviennent de plus en plus fréquemment sur ce point.

Amiens. — M. Jules Lalisse, P.-L. G. de la S.A. Picardy Ameublement, à Doullens (Somme), plus connue sous le nom d'Atlas, a été condamné par le tribunal de police pour avoir, plusieurs dimanches de suite, le 10 juin et juillet, ouvert son magasin et fait travailler son personnel. Il devra payer dix amendes de huit cents francs chacune et s'acquitter de 3 000 F de dommages et intérêts à chacune des parties civiles : la chambre syndicale de l'ameublement de la région du Nord de la France, et le syndicat départemental des professionnels de l'ameublement de la Somme.

Le juge unique a estimé que M. Lalisse n'avait pas respecté l'interdiction du 2 mai 1976 interdisant aux marchands de meubles, petits ou gros, d'ouvrir le dimanche.

## SONY VA FABRIQUER DES BANDES MAGNÉTIQUES EN FRANCE

Le groupe japonais Sony, a annoncé le lundi 19 novembre sa décision de construire à Bayonne une unité de fabrication de bandes magnétiques. Sony investira à cet effet 55 millions de francs essentiellement dans les équipements de cette usine qui, construite par la municipalité — a également financé le terrain — sera louée au groupe japonais. L'usine, qui devait être achevée avant la fin de 1980, emploiera trois cents personnes, et produira mensuellement 3 millions de cassettes dont 70 % seront exportées. Commentant cette décision, M. Tozawa, président de Sony Magnetic Products, a rappelé que la politique du groupe consiste à implanter des usines de préférence dans les pays où sont ses principaux marchés. Constatant dans les facultés industrielles du peuple français, et dans les qualités d'une main-d'œuvre « hautement qualifiée, sérieuse et consciencieuse », M. Tozawa s'est félicité de l'efficacité de l'administration française, alors même qu'il apparaissait nécessaire d'équilibrer l'outil commercial de Sony France basé sur l'importation. « Nous avons également compris que des tensions pouvaient apparaître un jour ou l'autre si nous ne comptions pas en tant que « bons citoyens » en France ainsi que nous le faisons aux Etats-Unis, en Angleterre ou en Allemagne », a ajouté M. Tozawa.

C'est la première fois qu'un groupe japonais construit une usine de matériel électronique en France. Il est vrai que le projet de Sony était séduisant par bien des aspects. D'abord parce qu'il ne s'agit pas de francs et de euros mais d'opérant en France — la production française de bandes magnétiques est limitée à la société Pyral, filiale du groupe Rhône-Poulenc — ensuite parce que les dirigeants de Sony ont clairement manifesté leur intention d'exporter une forte partie de la production de l'usine de Bayonne, ce qui devrait permettre, outre la création de trois cents emplois, d'améliorer la balance commerciale du secteur.

# AFFAIRES

## I.B.M. SOUHAITE PARTICIPER AU PROGRAMME DE SATELLITE FRANÇAIS TÉLÉCOM.

(De notre envoyé spécial.)

New-York. — La société I.B.M. pourrait participer au programme de satellite de télécommunications « Telecom » dont le secrétariat d'Etat aux P.T.T. est le promoteur. Ce satellite, construit par Matra (Thomson-C.S.F.), fournirait une partie de l'électronique doit permettre la transmission de conversations téléphoniques, mais aussi celle de données. Or, les ordinateurs, lorsqu'ils dialoguent entre eux, échangent des signaux informatiques exprimés en « bits ». Il faut alors les transformer en impulsions radio, seul langage utilisé par le satellite. L'opération se réalise à terre à partir de « modems » (boîtes moines) installés auprès des utilisateurs.

Le numéro 1 mondial de l'informatique a de vastes ambitions dans le domaine des télécommunications et des satellites et il a procédé ces dernières années à de nombreuses expériences. Depuis plus d'un an, trois ordinateurs I.B.M. dialoguent via des satellites. Ils sont installés au laboratoire central de Yorktown, près de New-York, au laboratoire de la Gaude, près de Nice (spécialisé, au sein du groupe, dans les télécommunications) et au centre I.B.M. de Boddingen en Allemagne fédérale.

Le dialogue passe par les satellites Intelsat dont I.B.M. loue les circuits. Le groupe devrait avoir son propre satellite au cours des prochaines années (1981 sans doute) dans le cadre du projet S.B.S. (Satellite Business System), société dont I.B.M. détient le tiers des actions aux côtés d'une compagnie d'assurances et de la Comsat. Mais S.B.S. sera réservé à la couverture de l'Amérique.

Les grandes compagnies américaines privées (Xerox, A.T.T., etc.) ont aussi leurs satellites et R.C.A. en a déjà deux : l'entendement pas s'attacher au marché européen en raison principalement de l'existence du monopole public des P.T.T. dans chaque pays. Pas question pour elles, pour le moment, de s'y heurter de front.

En revanche, I.B.M. souhaite activement participer au programme Telecom et ne pas être exclu de ce marché potentiel. Aussi la firme a-t-elle répondu à l'appel d'offres lancé il y a près d'un an par la direction générale des télécommunications (D.G.T.) pour la fourniture des modems. I.B.M. n'est pas seul en lice. General et U.T. La D.G.T. devrait faire connaître son choix prochainement. — J.-M. Q.

MICHEL CURIE.

(Publié)

## CENTRAIS ELÉTRICAS DE MINAS GERAIS S.A. CEMIG (BRAZIL)

## SOUTH-SOUTHEAST POWER DISTRIBUTION PROJECT LOAN 1538-BR/WORLD BANK

Centrais Elétricas de Minas Gerais S.A. — CEMIG is participating through Centrais Elétricas Brasileiras S.A. — ELETROBRAS — in a loan from the World Bank in various currencies equivalent to US \$ 130 million.

CEMIG proposes to apply its share in the proceeds of this loan to the purchase of goods required for the expansion of its transmission, subtransmission and distribution system.

During the next twelve months, CEMIG will issue international Ltd invitations calling for offers for the procurement of the following equipment and materials:

Group D - Distribution Equipment (Estimated Values: U.S. \$ 8 million).  
Item D1 - Aluminum-cables (AAC).  
Item D2 - Overhead distribution transformers.  
Item D3 - 15 kV Single-phase step voltage regulators.  
Item D4 - 15 kV Automatic reclosers.  
Item D5 - Recording voltmeter ammeter.  
Item D6 - Maximum current ammeter, graphic voltmeter and graphic ammeter.

Group E - 69 and 138 kV Transmission Line Equipment and Substations (Estimated Values: U.S. \$ 8 million).  
Item E1 - Steel towers.  
Item E2 - Aluminum conductor steel reinforced (ACSR).  
Item E3 - Galvanized MS steel strand shield wire and galvanized steel counterpoise wire.  
Item E4 - 138 kV underground line insulated cables and accessories.  
Item E5 - Mobile substations.

Group F - Telecommunication Equipment (Estimated value: U.S. \$ 3 M.).  
Item F1 - 360 channel SHF radio-link, frequency range of 8,425 to 7,125 MHz; 800 channel high capacity FDM multiplex and teletype equipment. Parabolic SHF antennas, wave guides and accessories.

Item F2 - 24 channel UHF radio-link, type (1+1) and 6 channel type (1+0), frequency range of 380.4 to 398.9 MHz. Two way single channel UHF radio-link, frequency range of 450 to 489 MHz. 5, 12 and 24 channel low capacity FDM multiplex and teletype equipment; UHF antennas; coaxial cables and accessories.

Item F3 - Battery charger and DC supervisory unit; AC and DC distribution panel; 48 and 12 VDC stationary batteries; 15 kVA motor-generator set.

Item F4 - Self-supporting towers for SHF/UHF.

Each individual bid invitation will be advertised and notified to diplomatic representatives of World Bank member countries in Switzerland, in Brazil, as and when the respective bidding documents will become available.

In the meantime, suppliers and manufacturers who wish to be included in a mailing list and receive the aforementioned bid invitations are requested to write now, to the address indicated below, stating which equipment and materials they are interested in. The application should comprise the name, address and the telex number of the applicant and of its Brazilian representative, if any.

Centrais Elétricas de Minas Gerais S.A. - CEMIG  
Av. Prudente de Moraes, 1641 - 39 andar.  
30.000 - Belo Horizonte, MG  
BRAZIL

Telex : 031-1539 CEMIG BR

At : Superintendência de Suprimento de Material e Equipamentos.

# Emprunt

GARANTI PAR L'ETAT

## NOVEMBRE 1979 11,78%

taux de rendement actuariel brut

CLOTURE SANS PREAVIS B.A.L.O. DU 19 NOVEMBRE 1979



## CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15°  
75739 PARIS - CEDEX 15

مكتبة الامم المتحدة



## POUR VOS PREMIÈRES LUNETTES

LEROY met à votre disposition 50 spécialistes qui choisiront avec vous, une monture moderne, bien adaptée à votre visage et à votre personnalité. Pour le confort de votre vue.

**LEROY OPTICIEN**

104, Champs-Élysées\* 147, rue de Rennes\* 27, bd St-Michel\*  
11, bd du Palais 18, bd Hausmann 127, fg St-Antoine\*  
158, rue de Lyon\* 5, place des Terres du Lundi au Samedi inclus  
\* et aussi un service d'acoustique médicale.

**images** C.D.U. et S.E.D.S.  
10, rue Saint-Germain  
75005 PARIS  
225.22.22

Ce livre est un répertoire annuel des données économiques organisées par ordre alphabétique. Chaque tableau, état ou produit, est suivi d'un commentaire. C'est un ouvrage de référence fort utile. Catalogue franco.

**Atelier de poterie**  
« LE CRU ET LE CUIT »  
accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans  
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5  
Téléphon. (le soir) : 707-25-64

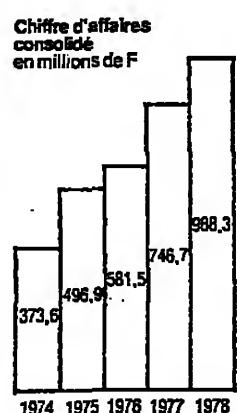
## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### MANURHIN

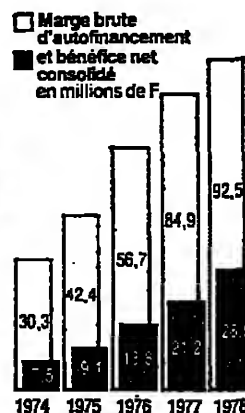
Des activités diversifiées et spécialisées

La mécanique de précision - l'automatisation - l'électronique  
les techniques militaires - l'ingénierie

- plus d'un milliard de chiffre d'affaires consolidé en 1979 dont plus de 50 % à l'exportation.
- 1<sup>er</sup> exportateur français dans le secteur de la Machine-Outil
- 1<sup>er</sup> constructeur mondial de Machines Spéciales de Cartographie
- 1<sup>er</sup> constructeur français de Tours Automatiques, dont 70 % à commande numérique
- le Groupe MANURHIN comprend 18 filiales en FRANCE, ALLEMAGNE et U.S.A. et un réseau de vente mondial (80 pays)
- effectif du Groupe : 5302 personnes au 30.09.1979 (soit +1520 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975).



MANUFACTURE DE MACHINES DU HAUT-RHIN S.A. A MULHOUSE



### augmentation de capital

de F70.003.600 à F87.504.500 par émission de 175.009 actions nouvelles

- prix d'émission : F 450
- jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1979
- avantage fiscal : exonération dans les limites et conditions prévues par la loi du 13 juillet 1978
- délai de souscription : du 19 novembre au 19 décembre 1979 inclus aux établissements domiciliataires
- souscription : à titre irréductible : une action nouvelle pour quatre anciennes — à titre réductible : souscriptions admises

Une note d'information, qui a reçu le visa n° 79-143 du 30 octobre 1979 de la Commission des Opérations de Bourse, est mise à la disposition du public, sans frais, au siège de la société (10, rue de Soultz - 68060 MULHOUSE CEDEX) ainsi qu'auprès des établissements chargés de recevoir les souscriptions :  
BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ - BANQUE NATIONALE DE PARIS - CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE - CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE - CRÉDIT LYONNAIS - BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS - BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE - CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES - CRÉDIT DU NORD.

BALOU 12.11.79

ENCLOSURE DES SOCIÉTÉS

## ÉNERGIE

E.D.F.  
EST ASSOCIÉE  
A ELF-AQUITAINE  
POUR LA RECHERCHE  
D'URANIUM

Electricité de France cherche de l'uranium sur le territoire national dans une association à parts égales avec le groupe pétrolier Elf-Aquitaine. Les travaux de recherche, commencés il y a deux ans, ont permis de mettre au jour des indices d'uranium à Serviers, dans le Gard et dans la Limagne. En 1980, Elf dépensera 18 millions de francs pour cette recherche, à Paris, M. Robert Enou, directeur pour la France du groupe pétrolier.

[Il faut voir dans cette recherche d'uranium par E.D.F. un exemple de plus des tensions qui peuvent exister entre l'entreprise nationale et le Commissariat à l'énergie atomique ? Avant 1978, E.D.F., qui achète 600 tonnes par an de concentré d'uranium, avait un seul fournisseur : la COGEMA, filiale à 100 % du C.E.A., établissement public à caractère scientifique, technique et industriel. Depuis 1973, la COGEMA s'est engagée à fournir à E.D.F. un certain tonnage, l'entreprise électrique s'adressant à d'autres mineurs français comme étrangers pour le complément de ses besoins. Ainsi E.D.F. négocie-t-elle actuellement — tout comme la COGEMA — en Australie.]

## ÉTRANGER

### RÉVISION EN HAUSSE DU P.N.B. AMÉRICAIN

Surprise classique aux États-Unis : une nouvelle révision statistique vient de se produire. Le département du commerce a corrigé, en forte hausse, la croissance du produit national brut pour le troisième trimestre, établie à 3,5 % en taux annuel, contre 2,4 % annoncée précédemment. Le P.N.B. américain avait diminué de 2,3 % au second trimestre (+1,1 % de janvier à mars).

La croissance du P.N.B. de juillet à septembre est surtout due à la forte progression des ventes au détail, qui ont augmenté de 6,5 %, les Américains ayant beaucoup acheté par anticipation pour se prémunir contre l'inflation.

Cependant, les bénéfices nets des sociétés américaines ont augmenté de 6,2 % au troisième trimestre, après une baisse de 2 % au trimestre précédent. En un an, la hausse a été de 18,7 %. L'augmentation a principalement été le fait des compagnies pétrolières dont les profits ont été exceptionnels grâce à leurs activités à l'étranger. — (A.F.P. Agot.)

La balance italienne des paiements a enregistré un excédent de 1 801 milliards de lire au cours du premier semestre de 1979. Ce résultat, en progression sur l'an passé (1 273 milliards de lire), est à attribuer en partie, selon la Banque d'Italie, aux rentrées du tourisme et aux sommes rapatriées par les travailleurs émigrés. Les seules activités touristiques ont fait rentrer en Italie 2 800 milliards de lire de janvier à juin, et pour l'année le tourisme devrait contribuer à hauteur de 6 000 à 7 000 milliards de lire au rééquilibrage de la balance des paiements. — (A.F.P.)

## ENTREPRISES

### Socrate gestionnaire

(Suite de la première page.)

Souvent, des variations sur l'âme — vocable qui sonne étrangement dans un monde qui fait tout pour l'évacuer — viennent consteller le propos de Bertrand Saint-Sernin. « La mort de l'âme inaugure l'ère des totalitarismes », écrit-il, ou bien l'âme est « ce centre créateur et unificateur de l'existence, ce qui fait la singularité unique de chaque projet de vie », ou, enfin, « il nous faut une langue de l'âme », reprenant l'expression d'Armel Guerne.

#### L'esprit du temps

Le décideur ne vit pas dans une bulle de verre. L'esprit du temps — exerce sur lui une forte influence. Pour notre auteur, la modernité est faite de deux éléments : la technologie qui multiplie la puissance des hommes et la critique de la religion qui vide le ciel de ses dieux.

Face à la technologie, l'individu apparaît valorisé et dépossédé à la fois, car « une frontière... a tendance à s'établir entre ceux qui participent à l'invention technique, à la technologie militante, et ceux qui en sont les serviteurs aveugles ».

De son côté, le matérialisme, l'effacement de la religion, « rend les hommes frileux (et) ils se socialisent pour se servir ». Habité par l'esprit du temps, le décideur sent que l'image de l'homme est

brouillée, que les valeurs sont précieuses et que s'impose à lui la tâche de discerner et même de fonder l'avenir. M. Saint-Sernin appelle « nihilisme de la puissance » cette « ascension incontrôlée de nos pouvoirs allant de pair avec un obscurcissement de nos fins ».

Du coup, le décideur est dans un monde de faits et de valeurs se réduisant à des préférences. Son problème est de les articuler, selon son éthique propre.

Descendons encore d'un degré : comment agit le décideur dans la réalité prosaïque et quotidienne ? Notre auteur distingue l'« autorité », qui fait surgir les virtualités d'un individu ou d'un groupe et qui traite les hommes comme des personnes, du « pouvoir », qui est « l'art de combiner des forces pour produire des événements » et traite les hommes comme des choses. Intérêts individuels et collectifs, négociations, institutions, fonctions, rôles, M. Saint-Sernin continue à disséquer le décideur « en situation » et pour clore son analyse, il le replace dans un environnement qu'il connaît bien : l'administration.

Mais comme il reste sur les hauteurs, bien des considérations développées s'appliqueraient aussi bien aux officiers privés que publics. Définir le sage administrateur, écrit-il, ce serait évoquer la figure d'un Socrate gestionnaire (1) dont l'action respecterait à la fois l'esprit des lois, l'esprit des hommes et l'esprit des lieux. Comme tout pouvoir, l'administration a la tâche difficile de concilier la puissance et la sagesse.

Il n'y a pas une once de groisse dans ce livre, qui conduit le lecteur à regarder d'un autre œil les « princes qui nous gouvernent » et les chefs d'entreprise, parce qu'il peut les composer à cette sorte de « décideur » transparent construit avec une précieuse délectation par M. Bertrand Saint-Sernin.

PIERRE DROUIN.

(\*) Le décideur, par Bertrand Saint-Sernin, Gallimard, 222 pages. Préface de Raymond Aron.

(1) L'auteur indique que cette formule lui fut donnée par M. Pierre Oster.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SAINRAPT ET BRICE

Groupe d'entreprises de travaux publics, de génie civil et de bâtiment, à vocation internationale

Le conseil d'administration, réuni le 13 novembre 1979, a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire, le 22 décembre prochain, pour approuver les apports d'actifs qui sont consentis à la société par l'entreprise Molinet-Laurent-Savey. Cette opération donnera lieu à la création de quatre mille actions nouvelles, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1979.

Il sera également demandé à l'assemblée générale extraordinaire de compléter les autorisations dont dispose le conseil d'administration pour faire appel au marché financier, en lui donnant tous pouvoirs de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions, pour un montant maximum de 40 millions de francs.

Le conseil a prévu de se réunir à l'issue de cette assemblée en vue de décider une augmentation du capital social de 31 200 000 F à 37 400 000 F par incorporation de réserves et création de 124 800 actions nouvelles, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1979, attribuées gratuitement aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Compte tenu des perspectives favorables de résultats pour l'exercice 1979 et du niveau du carnet de commandes, le conseil propose à la prochaine assemblée générale ordinaire, pour l'exercice 1979, de maintenir au minimum le dividende de 10 F par action, augmenté d'un avoir fiscal de 3 F, distribué au titre de l'exercice 1978. De la sorte, le dividende global pour l'exercice en cours serait supérieur de 20 % au moins à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé pour les neuf premiers mois de l'exercice 1979 s'élève à 1,33 milliard de francs (contre 1,28 milliard pour la même période de 1978, soit +3,9 %). On constate une hausse importante de l'activité à l'étranger (+17,7 %) et une baisse de l'activité en France (-8,6 %), qui résulte principalement de la diminution de l'activité de certaines filiales.

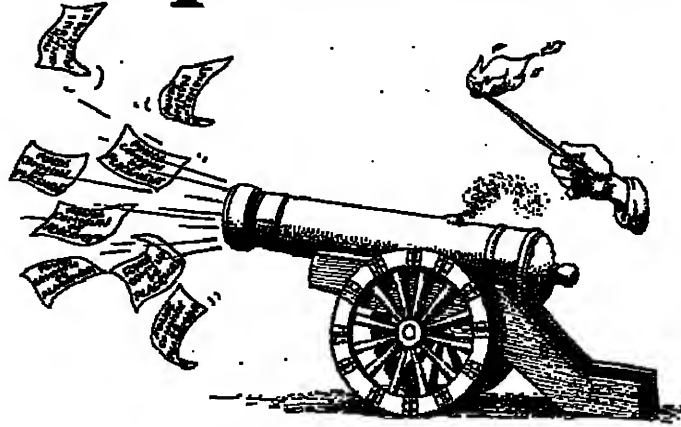
Cette modification de la répartition géographique de l'activité explique la tendance à l'amélioration des résultats déjà signalée, malgré une relative stabilité de chiffre d'affaires qui devrait faiblement varier en 1979 par rapport à 1978.

## Révolutionnez vos placements.

Les Fonds Communs de Placement, c'est plus qu'une nouvelle manière d'investir. Avec les Agents de change, c'est une révolution... Venez en parler dès aujourd'hui à un Agent de Change.

Fonds Commun de Placement.  
**Rencontrez un Agent de Change.**

4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>. Bureau d'accueil  
ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 19 h. Vous pouvez aussi écrire, ou téléphoner au 297.55.55.



**PATRIMOINE**  
LE PLUS SÛR  
LE PLUS ÉCONOMIQUE  
LE PLUS ÉCLAIRÉ

RENSEIGNEZ-VOUS :  
— QUI PEUT INVESTIR DANS UN DIAMANT ?  
— QUEL EST LE PLUS GRAND RISQUE ?  
— QUEL EST LE MOMENT D'ACHETER ?  
— QUEL EST LE MOMENT DE VENDRE ?  
— L'INVESTISSEMENT EN DIAMANT ?

**CONSEIL DIAMANTAIRE INTERNATIONAL**  
18, CHAMPS-ÉLYSÉES  
75008 PARIS  
233 78 20

ENVOYEZ VOTRE CARTE OU LE COUPON POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION

Nom ..... Tél. ....  
Adresse .....  
Code ..... Ville .....







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. GAUCHE : « Pour faire rendre l'espérance », par Paul Quilès ; « Le socialisme », par Suzanne Citron ; « Contradictions et chemins de Michel Rocard », par Claude Legoux ; « Stratégie pour un échec ? », par Remy Hougou.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE — La fin du sommet franco-britannique.
4. EUROPE — TURQUIE : la crise économique favorise l'extension du terrorisme. R.F.A. : renouveau en Bavière après l'expulsion d'émigrés tchécoslovaques.
5. LA PRISE D'OTAGES EN ARABIE SAOUDITE
- 5 à 7. L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS : Les appels à l'unité nationale de l'imam Khomeiny sont favorablement accueillis au Koweït.
8. ASIE — LE PROBLÈME DU CAMBODGE VU PAR HANOI : « La situation est redoutable ».
8. AFRIQUE — ZAMBIE : le président Kaunda proclame la « mise en alerte totale de la nation ».
- OUGANDA : le renouveau ministériel marque un nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir.

### POLITIQUE

- 9 à 11. LE DÉBAT SUR LA CENSURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.
11. Le congrès de l'Association des mines de France.

### SOCIÉTÉ

13. « Une politique de la famille » (II), par Catherine Arditi.
14. JUSTICE
- 15-16. MÉDECINE
16. ÉDUCATION
17. SCIENCES — L'avenir de la recherche en informatique ; la campagne de retraitement de combustibles irradiés à La Hague.
20. SPORTS
21. PRESSE

### ARTS ET SPECTACLES

17. PATRIMOINE : « Histoire de pierres », par Frédéric Edelmann.
17. JAZZ : « Sam Rivers, Bill Evans, Stan Getz », par Lucien Malson.
- 18-19. CINÉMA : retour à « Dan Giamani ». Une entrevue avec Luigi Comencini, par Jacques Siclier.
21. EXPOSITIONS : dessins de G.G.G., par André Fernigier. « Les années 30 à Londres », par Jacques Michel.

### INFORMATIONS « SERVICES »

28. VIE QUOTIDIENNE : comment créer une association.

### ÉQUIPEMENT

12. URBANISME : la rénovation de l'île Saint-Paul.

### ÉCONOMIE

- 32-33. SOCIAL : M. Giscard d'Estaing reçoit des immigrants à l'Élysée.
32. TIERS-MONDE : aide des proches.
- 34-35. AGRICULTURE : un projet de loi sur la forêt.
35. AFFAIRES : les coopératives de consommateurs et la Garantie mutuelle des fonctionnaires créent une banque.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27)  
Annonces classées (28 à 31) ;  
Carnet (16) ; Journal officiel (28) ;  
Météorologie (28) ; Mots croisés  
(28) ; Programme spectacles (22  
à 26) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde »  
daté 21 novembre 1979 a été  
tiré à 506 921 exemplaires.

FABRICANT — VENTE DIRECTE  
**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**  
Branche 25 ans d'expérience  
70 R. AMELOT  
FRANOR 75011 PARIS  
Tél. 700.87.34 - M<sup>me</sup> St-Sébastien  
En Décembre ouvert le samedi

Le numéro du « Monde »  
daté 21 novembre 1979 a été  
tiré à 506 921 exemplaires.

A B C D E F G

## AU PROFIT DE PROPOSITIONS AMÉRICAINES

### L'Australie écarte le Mirage 2000 pour l'équipement de son aviation de combat

L'avion de combat Mirage-2000, conçu par la société privée Dassault-Breguet, a été écarté de l'appel d'offres, lancé par le gouvernement australien pour renouveler, partiellement, le parc des avions de chasse de l'armée de l'air.

Deux appareils américains restent donc seuls, en compétition : le F-16 de General Dynamics, qui a déjà remporté le marché de quatre pays européens (Belgique, Pays-Bas, Norvège et Danemark) en 1975, au détriment du Mirage F-1 de Dassault-Breguet, et le F.A.-18 de McDonnell-Douglas, qui est la version d'attaque d'un avion conçu à l'origine pour l'aéronavale par la société Northrop.

En annonçant que le choix serait désormais limité entre deux avions rivaux, tous de conception américaine, le ministre australien de la défense a précisé, devant le Parlement, que le rapport entre la charge utile et le rayon d'action était revêtu d'une importance primordiale. Le Mirage-2000 et que le F-16, en revanche, offrait, à l'heure actuelle, le meilleur rapport entre le coût et le rayon d'action.

La défaite du Mirage-2000 en Australie a une signification d'autant plus importante qu'il s'agit, pour le gouvernement de Canberra, de remplacer cent-cinquante avions Mirage-III acquis au début des années 60 par l'armée de l'air. L'achat, en discussion, porte sur cent-cinquante avions, soit cent-cinquante de France.

En achetant cent-cinquante Mirage-III (dont seize biplaces pour l'entraînement) destinés à l'interception et à l'attaque au sol, l'Australie était, à l'époque, devenue le deuxième client étranger du Mirage-III dans le monde — après Israël, qui en a commandé soixante-seize, et avant l'Afrique du Sud, qui en a acquis cinquante.

australienne. C'est le ministre australien de la défense, M. Jim Killen, qui l'a annoncé, ce mercredi 21 novembre, au Parlement de Canberra, après avoir précisé qu'un autre avion, de construction américaine, avait été aussi écarté.

De surcroît, l'industrie aéronautique australienne a été associée à la fabrication du Mirage-III. Depuis mars 1968, les Gouvernements Australiens et Français ont contribué à l'assemblage sur place, en Australie, d'une centaine d'exemplaires de cet avion.

Aujourd'hui, le ministre australien de la défense affirme que certaines performances du Mirage-2000 — insuffisantes à son avis — plaident en sa défaveur et que, pour ce qui concerne l'un des modèles américains écartés, avec l'avion français, son rejet s'explique par des considérations de coût. Le gouvernement fera son choix définitif à la fin de l'année prochaine, et l'appareil retenu devra commencer à être opérationnel en 1985.

### Mise au point longue et difficile

Les évaluations de l'acheteur en puissance, en matière militaire, prêtent toujours à des interprétations différentes, et, qu'il s'agisse des performances attendues du matériel ou de son coût éventuel, les fournisseurs en compétition contestent généralement les appréciations du client.

Dans le cas du Mirage-2000, il n'en reste pas moins établi que

la mise au point de l'avion se révèle plus longue et plus difficile que prévu. A plusieurs reprises, les rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale ont attiré l'attention du gouvernement sur le retard de ce programme important pour l'armée de l'air française, puisque le Mirage-2000 est destiné à devenir, à partir de 1982-1983, l'avion de base des escadrons de combat.

« Quatre avions seulement ont été commandés en 1979, au lieu des vingt prévus », écrit notamment M. Lofe Bouvard, député U.D.F. du Morbihan et rapporteur du projet de budget de l'armée de l'air pour 1980. Vingt-deux sont inscrits au budget de 1980, contre vingt prévus. Le retard cumulé est donc de quarante avions, et il semble qu'un décalage de deux à trois mois du programme soit inévitable.

Les constructeurs de l'avion français ont dû, au cours des essais, revoir une partie du dessin du fuselage, notamment la dérive arrière et les entrées d'air de l'appareil dont les effets se traduisaient, en vol, par des phénomènes de turbulence ralentissant sa vitesse d'interception. De surcroît, la pousse du réacteur M-63 de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) se révèle à peine suffisante pour certaines manœuvres. Enfin, la mise au point du radar, confiée à la société Thomson-CSF, pose des problèmes techniques. Ces difficultés de conception et de développement sont, au demeurant, le lot de tout avion moderne, et les essais sont destinés à y remédier.

Dans le cas précis de l'Australie, il semble bien que la nécessité de doter le Mirage-2000 d'un radar spécial, qui aurait dû être prêt à temps avec les performances annoncées, ait contribué à la décision de Canberra d'écarter les propositions françaises. Néanmoins, le ministre australien de la défense a fait savoir qu'il se réservait la possibilité de réintégrer le Mirage-2000 dans la compétition si les négociations avec les deux sociétés américaines restaient en concurrence l'aboutissant pas dans les délais et les conditions souhaitées par Canberra. — J. L.

## Au Pakistan

### Des étudiants ont incendié l'ambassade américaine et le centre culturel de Rawalpindi

Ce mercredi 21 novembre, en fin de matinée, environ un millier d'étudiants, pakistanais, arabes et iraniens, ont attaqué et incendié les locaux de l'ambassade américaine à Islamabad et du centre culturel américain de la ville voisine de Rawalpindi.

Plus d'une heure après l'assaut, des explosions continuèrent à retentir dans le bâtiment de la chancellerie en flammes. Des coups d'feu ont été entendus par les témoins et au moins deux voitures de l'ambassade ont été incendiées. Des émeutes en armes éclatèrent dans l'enceinte extérieure de l'ambassade, avec des armes à feu et des matraques. Un journaux de fumée flottait au-dessus du quartier diplomatique d'Islamabad. La police, qui était présente en force autour des bâtiments, n'est pas intervenue, et le premier détachement de militaires est arrivé sur place un certain temps après l'attaque.

Une personne aurait été tuée au cours de l'incident.

La police n'est pas non plus intervenue pour empêcher l'incendie du centre culturel ; ses occupants ont cependant pu prendre la fuite. Peu avant ces incidents, des rumeurs circulaient dans la capitale pakistanaise, imputant aux Américains et aux Israéliens l'occupation de la Grande-Mosquée de La Mecque ; des émeutes ont affirmé à des témoins qui se trouvaient à proximité du centre culturel américain qu'ils réagissaient contre ces actes de provocation américains et israéliens. — (A.F.P. — U.P.I. — Reuters — A.P.)

### UN COMPOSITEUR ESTONNIEN DE MUSIQUE MODERNE EST SANCTIONNÉ POUR AVOIR VOULU ÉMIGRER

Moscou (A.F.P.). — Le compositeur et chef d'orchestre estonien, M. Arve Part, a été exclu le 15 novembre de l'Union des compositeurs de l'U.R.S.S. Cette sanction a été prise deux jours après que ce compositeur de musique moderne ait déposé une demande d'émigration vers Israël. Selon ses amis, il désire quitter l'U.R.S.S. parce que les autorités ne le laissent pas voyager à l'étranger et en raison des critiques de celles-ci qui trouvent sa musique « trop moderniste » et estiment qu'elle reflète la décadence du monde occidental.

Un concert de ses œuvres qui devait avoir lieu à Moscou le 25 novembre a été annulé. Le compositeur n'avait pu se rendre en août dernier à Londres à la première de « Cantate à la mémoire de Benjamin Britten » à l'Albert Hall qu'après de nombreuses interventions extérieures. M. Part suit ainsi l'exemple de l'ancien chef d'orchestre symphonique estonien, M. Neeme Järvi, qui a demandé il y a quelque temps déjà, lui aussi, un visa d'émigration.

Le sixième congrès des compositeurs qui s'est ouvert le mardi 20 novembre à Moscou a été l'occasion pour ceux-ci de réaffirmer leur participation à la « construction du communisme » et leur fidélité à l'idéologie marxiste.

### NOUVELLES BRÈVES

● M. Andrei Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a reçu mercredi 21 novembre, à Madrid, à sa propre demande, le secrétaire général du parti communiste espagnol, M. Santiago Carrillo. Avant son départ pour Bonn, au terme d'une visite officielle de trois jours en Espagne, M. Gromyko rencontrera pour la seconde fois son homologue espagnol, M. Marcelino Oreja, avec qui il signera notamment une convention culturelle. — (A.F.P.)

● Le concert de rock que Bill Haley devait donner, le 21 novembre, au Palais, aura lieu le 28 novembre, à 22 heures.

**ELEMENTS EN VRAI BOIS**  
Avec nos ensembles (en laiti) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, lits, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves. Style ou contemporain, toutes essences.

**CAPELOU** 37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI  
DISTRIBUTEUR TEL 367.46.35

**SOUCIEUX ? SURMENÉ ?**  
**Alors, DÉTENDÉZ-VOUS !**  
Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse.  
(climatisation totale, cabine et linge personnels)  
Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.  
A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

**RELAX CENTER**  
6, rue de la Paix 75002 PARIS  
Tél. 261.27.25  
Ouvert tous les jours jusqu'à 22 h.

**CASIO**  
un cadeau ? une CASIO

- Modèles simples
- Modèles musicaux
- Modèles scientifiques

HL 801

pour vos cadeaux choisissez une Casio

Calcul du temps et calendrier.

et toute une gamme de calculatrices

**Noblet** 172, rue du Temple, 75139 PARIS — CEDEX 03  
en vente : Papeteries et magasins spécialisés.

**van Saack**  
prêt à porter de luxe  
femmes - hommes  
au 6ème étage  
show-room  
réservé  
aux professionnels  
21, rue Royale  
Paris

**Diamants, émeraudes, saphirs, rubis montés ou non montés, je propose toujours le meilleur rapport qualité prix.**

Solitaires de 5.000 à 100.000 F et plus

200 Alliances diamants à moins de 5.000 F

Diamants placements quelques exemples			
poins en carat	couleur	pur à la loupe	prix TTC
0.50	blanc except E	10 fois	23.300 F
0.81	blanc extra G	10 fois	37.500 F
1.00	blanc H	10 fois	68.900 F
1.25	blanc extra G	10 fois	119.000 F

**MP** 260.31.44  
Paris 8, place de la Madeleine  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

Documentation gratuite sur demande.  
Achat facilité avec le crédit diamant personnalisé

### 200 calculat. imprimant. en discomt / Duriez

LES meilleures marques, les plus durables : Canon, Citizen, Adler, Texas-Instruments, Olympia, Olivetti, Sharp, Sanyo, Casio, Monogram, Simplex ou non, tanks ou poids plume, de poche ou de bureau, silencieuses, avec affichage, mémoire, etc., à partir de 25 F etc.

Pour bureaux, assurances, banques, comptables, professions libérales, hôtels, commerçants. Et une foule de calculatrices mini-imprimantes portables pour tous calculs personnels des représentants, particuliers, maîtres de maison, livreurs.

### 18 calculatrices peu communes

Font votre comptabilité / Comptent vos pes en kg / Remplissent votre agenda / Vous donnent heure monde entier / Date, jour (samedi, 200 mm) / Chrono 1/10 seconde / Sonnet à vos rendez-vous, pare-mètre, etc. / Bases comme un Duralil / Calculent comme Einstein.

Formes : bricole, calépin, règle, carte de crédit, coup de poing, stylo. Elles portent de grands noms : Texas-Instruments, Sharp, Sanyo, Casio, Monogram, Simplex, etc. / Sonnet à vos rendez-vous, pare-mètre, etc. / Bases comme un Duralil / Calculent comme Einstein.

Ouvert de 9 h à 19 heures sans interruption. 150 modèles calculatrices tous genres, machines à écrire, etc. Quantités limitées.

(PubliMoi)

### 12, RUE DE LA CHAISE

PARIS (75)  
**BAC/SEVRES-BABYLONE**

Dans une boutique insolite du siècle dernier, vous pouvez admirer et essayer tranquillement 200 calculatrices modernes, courtes, longues, chaises longues, sofas fins, tentures tournaient de bureau et 100 bibliothèques à colonnades en lauzière naturelle.

PARISIER : des idées, fabriqués et vendus directement aux consommateurs des sièges de très grand luxe et des bibliothèques hautes et solides.

PARISIER fut le premier et reste le seul à recueillir ses sièges de peaux de Buffalo d'eau lourde et souples sur solides robes et nuances.

Autre exposition : PARISIER, 121, rue de Charonne-Midi (sans 21, boulevard du Montparnasse), 75005 PARIS.

12 920

autorités saoudiennes de la p

Nouvelles

WASHINGTON

Sur F... faisons j...